



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 028
Le jeudi 10 février 2022

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 10 février 2022

La séance est ouverte à 10 heures.

[Français]

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Traduction]

LE BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

Mme Pam Damoff (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de déposer, dans les deux langues officielles, le Rapport annuel 2021 du Bureau de l'enquêteur correctionnel, comme l'exige l'article 192 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition. Je tiens à remercier l'enquêteur correctionnel de l'excellent travail qu'il continue d'accomplir.

Je dépose également la réponse à 20 recommandations adressées à Service correctionnel Canada, à Sécurité publique Canada, au Secrétariat du Conseil du Trésor et au premier ministre aux fins du renvoi permanent au Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

* * *

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, quatre rapports du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis. Le premier porte sur les rencontres avec des membres du Congrès américain, qui ont été tenues par vidéoconférence du 15 au 18 mars 2021. Le deuxième porte sur la réunion annuelle de la Western Governors' Association, qui a été tenue par vidéoconférence du 30 juin au 1^{er} juillet 2021. Le troisième porte sur le camp de base de la National Conference of State Legislatures, qui a été tenu par vidéoconférence du 3 au 5 août 2021. Le quatrième porte sur la conférence de l'Alliance commerciale de la frontière canado-américaine, qui a été tenue par vidéoconférence les 6 et 7 décembre 2021.

Je tiens à féliciter mes collègues de leur travail. Se rencontrer par vidéoconférence n'est évidemment pas l'idéal, mais nous faisons de notre mieux dans les circonstances actuelles.

LOI VISANT À MODIFIER LE NOM DE LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE CHÂTEAUGUAY—LACOLLE

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.) propose que le projet de loi S-207, Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Châteauguay—Lacolle, soit lu pour la première fois.

— Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir ce matin de présenter à la Chambre le projet de loi S-207, de l'honorable sénateur Dalphond. Je le remercie de tout son bon travail pour notre région.

Ce projet porte essentiellement sur la correction d'une grave erreur qui crée une injustice envers les citoyens de ma circonscription. Il y a trois ans, j'ai réussi à faire approuver mon projet de loi exigeant que le nom de la circonscription de Châteauguay—Lacolle soit changé pour celui de « Châteauguay—Les Jardins-de-Napierville ».

Je n'ai pas le temps de répéter toutes les raisons pour lesquelles ce changement est si important pour mes concitoyens, mais je pense que le fait que la belle municipalité de Lacolle ne se trouve même pas dans la circonscription sera suffisant pour convaincre mes honorables collègues de la légitimité de notre demande pour le changement de nom.

Le flambeau est maintenant de retour à la Chambre, et je demande humblement à tous mes collègues de voter en faveur du projet de loi S-207, de voter pour « Châteauguay—Les Jardins-de-Napierville ».

(La motion est réputée adoptée et le projet de loi est lu pour la première fois.)

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer cette pétition, qui a été signée par des Canadiens de partout au pays. Ils sont préoccupés par le trafic d'organes humains. Les pétitionnaires espèrent que le Parlement adoptera rapidement les projets de loi C-350 et S-240.

Travaux des subsides

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, la pétition que je présente et dépose aujourd'hui porte sur un sujet horrible. Il s'agit du prélèvement d'organes sur des êtres humains qui n'ont pas donné leur consentement. Pensons-y un instant. Cela signifie que quelqu'un prélève n'importe quel organe dans notre corps sans notre consentement. On peut en imaginer les répercussions. Au Canada, il n'existe encore aucune loi pénale qui interdit de se rendre à l'étranger et de payer pour des organes qui ont été prélevés sur des personnes qui n'ont pas donné leur consentement.

Les pétitionnaires exhortent le Parlement du Canada à agir rapidement au sujet de la mesure législative dont la Chambre est saisie et qui vise à modifier le Code criminel afin d'interdire aux Canadiens de se rendre à l'étranger pour acquérir des organes humains prélevés sans consentement ou à la suite d'une transaction financière, et d'interdire de territoire tous les résidents permanents ou ressortissants étrangers qui prennent part à ce trafic odieux.

LA VACCINATION OBLIGATOIRE

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition au nom de nombreux Canadiens qui demandent au gouvernement de lever les exigences de vaccination. Les vaccins ne devraient jamais être utilisés comme outil politique pour diviser ou stigmatiser les Canadiens. Les pétitionnaires expriment leur opposition à la vaccination obligatoire et ils ne veulent pas que les travailleurs aient à choisir entre leur emploi et une piqûre. Ils exhortent la Chambre des communes à mettre un terme à toutes les exigences de vaccination.

• (1010)

LA PRESTATION CANADIENNE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, je suis honoré de présenter une pétition au nom de 17 874 Canadiens de tous les coins du pays. Ils soulignent que les personnes handicapées sont surreprésentées parmi les personnes qui vivent dans la pauvreté au Canada. De plus, 89 % des Canadiens appuient déjà l'instauration d'un revenu de base garanti pour les personnes handicapées qui prendrait la forme de la prestation canadienne pour les personnes handicapées. Les signataires demandent au gouvernement du Canada d'accélérer le processus de conception et de mise en œuvre de la prestation canadienne pour les personnes handicapées en consultant les Canadiens handicapés à chacune des étapes.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES MESURES OBLIGATOIRES ET LES RESTRICTIONS FÉDÉRALES RELATIVES À LA COVID-19

L'hon. Candice Bergen (cheffe de l'opposition, PCC) propose:

Que, étant donné que les provinces lèvent les restrictions relatives à la COVID-19 et que la Dre Theresa Tam a déclaré que toutes les mesures de santé publique en vigueur doivent être réévaluées afin que nous retrouvions une vie un peu plus normale, la Chambre demande au gouvernement de déposer, d'ici le 28 février 2022, un plan pour la levée de toutes les mesures obligatoires et restrictions fédérales.

— Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Mégantic—L'Érable.

Je m'adresse aujourd'hui à la Chambre pour appuyer la motion conservatrice demandant la fin des confinements et des restrictions que le premier ministre et le gouvernement fédéral ont imposés aux Canadiens. Les conservateurs sont d'avis qu'il est temps de se fier à la science et aux faits. Nous estimons que le gouvernement a le devoir de présenter un plan prévoyant la fin à court terme des confinements et des restrictions. Plusieurs autres pays ont emprunté cette voie, les provinces s'y sont déjà mises, alors il est temps que le gouvernement libéral fasse de même.

Le premier ministre s'est servi de la pandémie pour semer la discorde ainsi que pour diviser et stigmatiser les Canadiens. Il faut que ça cesse. Les parlementaires doivent travailler de concert et entamer dès que possible la transition vers l'après-COVID.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais m'adresser directement aux Canadiens qui manifestent, que ce soit ici à Ottawa ou ailleurs au pays. Leur mouvement de protestation a commencé dans le milieu du camionnage et il a aujourd'hui pris une ampleur mondiale. Hommes, femmes, enfants, jeunes et moins jeunes de tous les horizons et de toutes les régions du pays ont uni leurs voix pour se faire entendre. Ils veulent ravoir leur liberté.

À tous les manifestants, je crois qu'il est temps d'enlever les barricades, de mettre fin au désordre et d'unir nos efforts. L'économie qu'ils veulent voir rouvrir est en train de pâtir, de même que les agriculteurs, les manufacturiers, les petites entreprises et les familles. Selon moi, ce n'est pas ce qu'ils souhaitent. Nous devons travailler de concert. Ils manifestent parce qu'ils aiment leur pays et veulent retrouver leur liberté.

Les manifestants sont venus transmettre un message à Ottawa. Leur message a été entendu. Les conservateurs ont entendu et défendront les manifestants et tous les Canadiens qui veulent revenir à une vie normale. Nous n'aurons de cesse que les restrictions relatives à la vaccination aient été levées. Aujourd'hui, toutefois, je leur demande de démanteler les barricades et de manifester paisiblement et légalement. Il est temps que les barricades et les camions partent, dans l'intérêt de l'économie et parce que c'est ce qu'il convient de faire.

• (1015)

Passons maintenant à ce que je veux dire à mes collègues députés, car il faut faire quelque chose. La Chambre peut agir et elle a la responsabilité de le faire. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer pour dénouer cette impasse, rétablir la paix et l'ordre, et permettre aux Canadiens de revenir à une vie normale.

Travaux des subsides

Nous avons foi dans les données scientifiques et probantes, et nous avons aussi confiance dans les Canadiens. Nous avons confiance qu'ils se protégeront de la façon qu'ils trouvent appropriée et non de la façon dictée par le gouvernement. La Dre Tam, la Dre Henry, le Dr Moore, la Dre Hinshaw et le Dr Shahab s'entendent pour dire qu'il est temps de faire la transition vers le retour à la vie normale. Je sais qu'ils ont foi en la science, le premier ministre le devrait aussi. La science n'est pas un accessoire de théâtre. Le premier ministre ne peut pas s'en servir quand cela l'arrange et l'oublier quand ce n'est pas dans son intérêt politique.

Les Canadiens ont fait d'énormes sacrifices. Nous le savons tous. Chaque député à la Chambre a constaté de ses propres yeux les sacrifices faits par les gens de sa circonscription. Seulement, il semble que cela ne suffise pas pour le premier ministre. Dans un pays plus divisé que jamais, le premier ministre a pris la décision de politiser la pandémie pour son propre gain, si bien que des membres de son propre caucus lui ont reproché d'avoir divisé et stigmatisé ses concitoyens, pour reprendre leurs mots.

Nous savons tous que, pendant que la Colombie-Britannique était en flammes, que l'Afghanistan tombait et que la quatrième vague de la pandémie sévissait, le premier ministre a déclenché des élections inutiles avec une facture de 600 millions de dollars afin de tirer avantage de la pandémie. Malgré ce que dit le premier ministre, notre pays, notre beau Canada, fort et libre, est divisé. Le Canada souffre. Le Canada a besoin d'espoir, et c'est entièrement sa faute.

Les conservateurs sont prêts à travailler avec le gouvernement pour régler cette impasse. J'ai demandé au premier ministre de nous rencontrer, moi et les chefs des autres partis, afin de trouver une solution. Malheureusement, il a ignoré ma requête. Le problème ne disparaîtra pas. C'est maintenant qu'il faut agir, et j'invite la Chambre à faire ce que le premier ministre refuse de faire.

Je demande à la Chambre d'adopter notre motion, dont nous débattons aujourd'hui et sur laquelle nous allons voter. Cette motion demande au gouvernement de présenter un plan pour la levée de l'ensemble des exigences et des restrictions fédérales d'ici le 28 février. Si les libéraux le faisaient plus tôt, ils auraient notre plein appui. Nous croyons que le plus tôt sera le mieux.

• (1020)

L'heure est à l'espoir et à la guérison au pays. Les Canadiens devraient pouvoir se tourner avec enthousiasme vers l'avenir, sachant que la pandémie sera derrière nous et qu'ils retrouveront leur liberté et leur vie. Au lieu de cela, ils se sentent stigmatisés, divisés et ridiculisés par le premier ministre.

Je demande à mes collègues d'agir. Ne nous contentons pas de parler. Ouvrons la voie à l'espoir et à la guérison. Inspirons nos concitoyens canadiens, notamment en adoptant cette motion. Faisons-le pour les Canadiens que nous représentons.

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureux d'entendre la cheffe de l'opposition encourager les manifestants à cesser leurs activités et à rentrer chez eux, mais il m'est difficile d'oublier qu'elle a déclaré dans un courriel, il n'y a pas si longtemps, qu'elle ne voulait pas qu'ils partent et qu'elle voulait qu'ils deviennent le problème du premier ministre. D'ailleurs, selon Politico, elle a même dit aux camionneurs: « Ne partez pas, ça marche! »

Je me réjouis de son changement de ton d'aujourd'hui, mais je me demande si la cheffe de l'opposition peut dire à la Chambre à quel moment elle a pris la décision de changer d'avis et de changer de cap dans ce dossier.

L'hon. Candice Bergen: Madame la Présidente, voilà bien la voie sur laquelle le premier ministre mène une grande partie de son caucus, qui ne cesse de stigmatiser, de diviser et de dénigrer.

De ce côté-ci de la Chambre, nous considérons que notre travail consiste à écouter tous les Canadiens, à les représenter et à les comprendre, plutôt qu'à les injurier ou à les diviser. Notre travail consiste aussi à exiger des comptes au premier ministre. Nous ne sommes pas ici pour exiger des comptes aux Canadiens, mais pour exiger des comptes au gouvernement.

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Madame la Présidente, on a une bonne nouvelle ce matin de la part de la cheffe du parti de l'opposition officielle, c'est qu'elle demande enfin aux manifestants de quitter les lieux. Je ne sais pas si elle va aussi demander à ses députés d'arrêter de faire des égoportraits avec le pouce en l'air, en signe d'appui aux camionneurs.

Ma question est simple: que va-t-elle faire si les manifestants ne quittent pas les lieux?

[Traduction]

L'hon. Candice Bergen: Madame la Présidente, je vais poser une question au député. Appuiera-t-il cette motion pour que non seulement les personnes qui ont manifesté aux quatre coins du pays, mais aussi tous les Canadiens, y compris ceux du Québec, puissent croire à la fin des exigences et des restrictions fédérales?

Le député a un travail à faire. Nous avons aussi un travail à faire et, comme je viens de le dire, il ne consiste pas à dicter aux Canadiens ce qu'ils doivent faire. Notre travail consiste à exiger des comptes au gouvernement ainsi qu'à inspirer nos concitoyens et à leur donner de l'espoir. Je demande donc respectueusement au député et à son caucus s'ils ont l'intention d'appuyer notre motion et de faire le travail que les Québécois leur ont demandé de faire. Défendront-ils les Québécois et défendront-ils la liberté, non seulement au Québec, mais aussi partout au pays?

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, comme la cheffe de l'opposition le sait, je vis en Alberta, et cette province a choisi de lever, ou elle lèvera bientôt, presque toutes les restrictions. J'aimerais lire quelque chose qui émane de l'hôpital de l'Université de l'Alberta...

Des voix: Bravo!

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je demanderais aux députés de faire moins de bruit, car je n'arrive pas à entendre la députée. Je leur demanderais également de laisser les intervenants poser leur question sans les interrompre par des applaudissements.

La députée pourrait-elle recommencer son intervention?

Mme Heather McPherson: Madame la Présidente, je suis contente de voir que mes collègues du Parti conservateur trouvent mes observations aussi excitantes.

La Dre Stephanie Smith, médecin et spécialiste des maladies infectieuses de l'hôpital de l'Université de l'Alberta, a déclaré:

Travaux des subsides

Pensons à tous ces pauvres Albertains qui attendent pour une opération chirurgicale non urgente. La levée des restrictions amène un risque accru de transmission et pourrait entraîner une hausse du nombre d'hospitalisations, ce qui retarderait davantage ces opérations chirurgicales. Ce n'est pas l'objectif souhaité.

Selon la cheffe de l'opposition, ne devrions-nous pas évaluer de façon plus raisonnable la pertinence de lever les restrictions sanitaires publiques et reconnaître que, étant donné que la COVID-19 a fait plus de 3 500 morts en Alberta, ce sont les considérations relatives à la santé publique qui doivent guider nos décisions à cet égard et non les considérations politiques?

• (1025)

L'hon. Candice Bergen: Madame la Présidente, ma collègue soulève un problème évident au Canada: les soins de santé. La santé relève de la compétence des provinces. Toutefois, le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans ce domaine, notamment celui de fournir aux provinces les ressources dont elles ont besoin. Cela dit, nous ne croyons pas que la levée des restrictions au Canada devrait se fonder uniquement sur la capacité du système de santé de répondre aux besoins.

Les Canadiens respectent les règles. Ils se plient aux restrictions depuis deux ans et se font vacciner. Ils ont fait ce que les gouvernements leur ont demandé de faire. Le temps est venu pour les gouvernements partout au pays d'assumer leurs responsabilités et de fournir les soins de santé nécessaires.

Le gouvernement fédéral doit s'acquitter de ses responsabilités en fournissant rapidement aux provinces un financement adéquat pour les soins de santé. Cela dit, il est temps de mettre fin aux mesures obligatoires fédérales relatives à la COVID-19 et de soutenir les Canadiens.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, nous voilà à deux ans de pandémie, deux ans d'efforts des Canadiens et des Canadiennes, et presque deux années de mesures sanitaires et de confinement. Les voyages sont pratiquement impossibles; les petites entreprises ont dû fermer leurs portes; les restaurants ont ouvert, fermé, rouvert et fermé leurs portes. Des centaines de milliers de Canadiens se sont retrouvés, du jour au lendemain, sans emploi.

Aujourd'hui, tout coûte plus cher: l'essence, l'épicerie, les restaurants. Plusieurs ont de la difficulté à joindre les deux bouts. On a vu aussi l'effet de la pandémie sur la santé mentale des Canadiens. C'est dur. Certains ne sont pas passés au travers. Les personnes âgées, considérées à juste titre comme plus vulnérables, ont été isolées, tenues à l'écart de leur famille, de leurs enfants, de leurs petits-enfants et de leurs arrière-petits-enfants. Malgré toutes ces mesures, malgré les sacrifices qu'on leur a demandés, les Canadiens ont répondu « présents ».

Je suis fier des gens de Mégantic—L'Érable, du Québec et de tout le pays. Devant la menace de cette maladie qu'on ne connaissait pas en mars 2020, nous avons écouté les avis de la santé publique. Nous nous sommes confinés à la maison. Nous avons pris nos distances les uns des autres. Tout le monde a fait ce qu'il fallait pour tenter d'enrayer la COVID-19, pour se protéger, pour protéger leurs proches et leurs voisins.

On a vu des travailleurs de première ligne faire face à la COVID-19, se tenir debout quand nous avions tous peur de ce virus qu'on ne connaissait pas. Ils ont pris soin des gens malades. D'autres sont restés au boulot pour assurer l'approvisionnement en

eau, en aliments et en services essentiels pour que nous puissions continuer à vivre sans trop savoir ce qui se passait.

Cependant, la pandémie a changé. La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est très différente de celle de mars 2020. Il y a deux ans, on ne connaissait pas le virus. On n'avait pas de traitement. On n'avait pas de vaccin. On ne savait pas détecter la maladie. On avait peur, mais on n'est plus là aujourd'hui. Aujourd'hui, on a eu la COVID-19. Je l'ai eue. Mes enfants l'ont eue. Plusieurs de mes collègues l'ont eue. Plusieurs Canadiens ont eu la COVID-19.

Hier, le Dr Boileau de la santé publique du Québec a révélé que 2 millions de Québécois avaient été atteints de la COVID-19 lors de la cinquième vague Omicron. Près de la moitié des Québécois ont eu la COVID-19 depuis le début de la pandémie. Pourtant, la très grande majorité des Canadiens ont répondu « présents » à la recommandation principale préconisée par la santé publique pour mettre fin à la COVID-19. On a eu une dose de vaccin, puis deux, puis trois, et on pense même offrir une quatrième dose aux personnes les plus vulnérables. Plus de 80 % des Canadiens sont vaccinés au moins une fois et 86 % ont reçu une deuxième dose. On s'est fait promettre le retour à une vie normale, mais, malheureusement, le virus est plus fort et plus faible à la fois: plus contagieux, mais moins dangereux.

Le virus est toujours contagieux, même pour les vaccinés, mais il est aussi plus faible face aux personnes vaccinées qui évitent les complications. Le virus a changé. Nous avons changé. Les mesures sanitaires des provinces commencent à être levées, mais le gouvernement fédéral, lui, ne change pas, malheureusement.

Je prends la parole aujourd'hui pour appuyer notre motion conservatrice qui vise à mettre fin au confinement et aux restrictions imposées par le gouvernement fédéral aux Canadiens. Les conservateurs pensent qu'il est temps de suivre la science, les preuves et les experts. Nous pensons que le gouvernement doit présenter un plan pour mettre fin rapidement à toutes les restrictions et à toutes les obligations vaccinales.

D'autres pays le font. Les provinces le font. Ce gouvernement libéral doit le faire aussi maintenant. Le premier ministre, malheureusement, a utilisé la pandémie pour diviser et stigmatiser les Canadiens. Cela doit cesser maintenant. En tant que parlementaires, nous devons nous unir. Nous devons travailler ensemble pour passer le plus rapidement possible à une société qui apprend à vivre avec la COVID-19, avec les outils et les connaissances que nous avons aujourd'hui.

Je veux m'adresser aux Canadiens, encore une fois, comme l'a fait ma cheffe à tous ces Canadiens qui manifestent ici à Ottawa, en Ontario et un peu partout au pays. Ces manifestations ont commencé avec les camionneurs et sont maintenant devenues un phénomène international. Des hommes, des femmes, des enfants, des jeunes, des moins jeunes de tous les horizons et de toutes les communautés du pays se sont mobilisés pour faire entendre leur voix. Ils veulent un retour à la vie normale. À tous ceux qui participent aux manifestations, nous croyons qu'il est temps de faire tomber les barricades et d'arrêter les actions perturbatrices et de nous rassembler à nouveau en tant que Canadiens.

C'est fini, les divisions et la stigmatisation.

Travaux des subsides

• (1030)

L'économie que les manifestations visaient à rouvrir est aujourd'hui blessée. Les gens manifestent parce qu'ils aiment ce pays et parce qu'ils veulent retrouver leur pays. Ces manifestants, ici, à Ottawa, sont venus porter un message. Le message a été entendu. Les conservateurs ont entendu les manifestants et nous les défendons, de même que tous les Canadiens qui veulent reprendre la vie telle que nous la connaissions. Nous leur assurons que nous n'arrêterons pas tant que les confinements et les obligations vaccinales n'auront pas pris fin.

Aujourd'hui, nous demandons au gouvernement de nous présenter un plan. Nous demandons aussi aux manifestants de lever immédiatement toutes ces barricades et de manifester pacifiquement et légalement. Il est temps d'enlever les barricades et les camions pour le bien de notre économie. C'est ce qu'il faut faire.

Je me permets de rappeler les propos de notre cheffe. En tant que parlementaires, nous avons tous ici un rôle à jouer pour sortir de cette impasse, rétablir la paix et l'ordre et, en même temps, permettre aux Canadiens de reprendre une vie normale. Nous avons confiance en la science et les preuves, ainsi qu'en nos concitoyens canadiens. Faisons-nous confiance pour nous protéger. Faisons-le de la manière que nous jugeons appropriée, et non de la manière dont le gouvernement le dit sans aucun changement depuis le début de la pandémie.

Dans une lettre qu'elle lui a envoyée cette semaine, la cheffe de l'opposition a demandé au premier ministre une rencontre pour discuter des manières dont on pourrait résoudre pacifiquement cette situation pénible dans laquelle nous nous retrouvons présentement partout au pays, une situation qui a été créée par des propos malheureusement malavisés du premier ministre.

C'est un appel à la collaboration, à la concertation et à la solidarité que la cheffe de l'opposition officielle a lancé en écrivant au premier ministre et en demandant que tous les chefs de partis se rencontrent afin que nous puissions discuter d'une manière de sortir de cette crise et d'un plan pour que nous retrouvions tous une vie normale.

Aucune réponse n'a été reçue de la part du premier ministre ni aucun signe de vie. Nous n'avons reçu absolument aucun signe de sa volonté de collaborer avec les parlementaires pour trouver une solution à cette impasse. Le problème ne va pas disparaître. J'espère que le premier ministre va accepter de travailler en collégialité avec les chefs de tous les partis présents à la Chambre et de répondre à la lettre de la cheffe de l'opposition pour tenter de trouver une solution à ce problème extrêmement urgent.

Il est temps pour le premier ministre de faire preuve de leadership. Depuis le début de cette pandémie, il a été en retard à reconnaître la pandémie, à fermer les frontières, à conclure des ententes pour fournir des vaccins et des tests rapides, à réagir lors de la cinquième vague et, maintenant, il est encore une fois en retard pour s'adapter à la nouvelle réalité du virus.

Le gouvernement libéral est le seul palier de gouvernement au pays à refuser de redonner de l'espoir aux Canadiens. Le gouvernement libéral est le seul à ne pas reconnaître les efforts et les sacrifices des Canadiens depuis deux ans. Le premier ministre est le seul de tous les gouvernements au Canada à ne pas avoir de plan pour apprendre à vivre avec le virus, malgré les recommandations de ses propres scientifiques.

Le premier ministre n'a pas de plan pour sortir de la crise actuelle. Au contraire, il envisage même plus de restrictions. Cela doit arrêter maintenant, tout comme les blocages et les manifestations. Le message a été entendu. La cheffe de l'opposition a demandé au premier ministre une rencontre avec tous les chefs de partis pour que nous puissions résoudre cette situation.

Nous demandons à tous les autres partis, même aux libéraux, d'appuyer la motion d'aujourd'hui pour que le gouvernement présente à la Chambre et à l'ensemble des Canadiens un plan d'ici la fin du mois de février. Comme l'a dit la cheffe de l'opposition, si c'est plus vite, c'est tant mieux. Nous allons l'appuyer, car nous voulons tous sortir de cette situation.

• (1035)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le leader adjoint du Parti conservateur se trompe à bien des égards.

C'est le cas sur la question du leadership. La vaccination au Canada est un bon exemple de leadership. Le Canada est un chef de file mondial dans ce domaine. On ne peut pas parler de division lorsque 90 % de la population est vaccinée. Voici ma question pour mon collègue le leader adjoint du Parti conservateur: le dernier premier ministre qui était...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. Tâchons de demeurer respectueux.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je vais parler de ce que le dernier premier ministre progressiste-conservateur du Canada, Brian Mulroney, a dit sur la vaccination. À l'émission *Question Period*, diffusée le dimanche sur la chaîne CTV, l'ancien premier ministre a dit que le chef conservateur devrait aller plus loin et « montrer la porte à tous les députés non vaccinés » en les expulsant de son caucus. C'est ce que j'appelle faire preuve de leadership. C'est ce qu'a dit Brian Mulroney.

Les libéraux, les néo-démocrates, les verts et les bloquistes ont fait preuve de leadership. Les conservateurs s'engageront-ils aujourd'hui...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Mégantic—L'Érable a la parole.

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, on voit qu'il y a une tendance du côté libéral à vouloir jeter de l'huile sur le feu. Pendant que nous tentons de trouver une solution concertée entre tous les députés à la Chambre, pendant que nous essayons d'inviter tous les chefs de parti à travailler ensemble, le député qui vient de parler, tout comme son premier ministre, continue de jeter de l'huile sur le feu.

On est malheureusement loin d'un premier ministre pour tous les Canadiens, comme il l'avait promis. Même les membres de son propre caucus l'ont reconnu cette semaine.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'espère ne pas jeter de l'huile sur le feu. Que Dieu m'en garde! Je peux dire immédiatement à mon collègue que nous allons appuyer la motion.

Travaux des subsides

Cependant, le chef de notre parti a posé tout à l'heure une question à la cheffe de l'opposition officielle, à laquelle elle n'a pas répondu et à laquelle j'aimerais une réponse. Que vont faire les conservateurs si les manifestants ne partent pas?

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier les députés du Bloc québécois d'appuyer notre motion.

Tout comme nous, il semble que les gens au Québec ont fourni leur part. Ils ont travaillé fort, ils ont fait beaucoup de sacrifices pour passer à une autre étape et apprendre à vivre avec la COVID-19. Le gouvernement du Québec l'a fait. Il a annoncé des mesures, il a annoncé un plan avec des dates précises pour lever les restrictions...

Mario Simard: J'aimerais une réponse à ma question.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, mon collègue veut savoir ce que les conservateurs vont faire. Malheureusement, la responsabilité de cette situation et de cette crise relève du premier ministre lui-même. Comme nous sommes dans l'opposition...

• (1040)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La parole est à l'honorable député de Rosemont—La Petite-Patrie.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. Je dois avouer que je partage certains de ses points de vue, mais d'autres un peu moins.

Je pense qu'avec cette motion, les conservateurs mettent le doigt sur une fatigue des Québécois et des Canadiens, avec lesquels on a joué au yoyo avec certaines mesures. Il y a une frustration, une exaspération, ce qui se comprend.

Par contre, je trouve que le texte de la motion est assez idéologique et assez fermé et que la conclusion est écrite d'avance. Est-ce qu'on n'aurait pas plutôt dû dire que, selon la science et les recommandations de la Santé publique, certaines restrictions pourraient durer plus longtemps que d'autres?

On a l'impression que les conservateurs veulent tout régler d'un coup, alors qu'il faudrait plus de nuance.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, j'invite mon collègue à lire attentivement la motion. Cette dernière est très claire: nous demandons au gouvernement de présenter un plan pour la levée de l'ensemble des restrictions. Nous demandons au gouvernement de nous donner des dates exactes et de nous indiquer ce qui va être fait et quand on va éliminer les obligations vaccinales et l'administration des tests PCR aux frontières. C'est ce que nous demandons.

Notre motion donne donc beaucoup de latitude au gouvernement. Il a même jusqu'au 28 février pour présenter un plan qu'il aurait dû nous présenter il y a déjà plusieurs mois. C'est la réalité.

J'invite donc les députés du NPD à lire attentivement et à appuyer cette motion, parce qu'elle représente ce que les Canadiens veulent de leur gouvernement et de leurs députés ici, à la Chambre des communes.

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, depuis deux ans, la pandémie de la COVID-19 domine notre vie quotidienne ici, au Canada, et partout ailleurs dans le monde. Elle a surchargé nos systèmes de soins de santé, perturbé notre économie et transformé la façon dont nous communiquons et vivons les uns avec les autres chaque jour.

À mesure que les vagues de la pandémie se sont manifestées, puis se sont atténuées, tous les ordres de gouvernement y ont réagi avec différentes mesures, depuis les mesures appliquées à la frontière par le gouvernement fédéral jusqu'à l'imposition du port du masque par les autorités municipales, provinciales et territoriales pour protéger les Canadiens et les Canadiennes et les travailleurs de la santé, qui prennent soin de nous depuis maintenant 22 mois.

Ces mesures fondées sur les toutes dernières données probantes ont évolué constamment tout au long de la pandémie, à mesure que nous en apprenons et continuons à en apprendre davantage sur la COVID-19 et sur ce qui nous permet de garantir la sécurité de tous et de toutes au pays.

[Traduction]

Pour bon nombre d'entre nous, c'est la période la plus difficile que nous ayons traversée. Nous sommes tous fatigués. Les travailleurs de la santé sont épuisés. Les entreprises ont connu des difficultés; certaines ont dû fermer leurs portes. Notre santé mentale s'est détériorée, et il ne fait aucun doute que les plus vulnérables parmi nous, notamment les enfants et les aînés, ont souffert de manière disproportionnée. Les conséquences sont réelles. Voilà pourquoi les décisions des provinces et des territoires d'imposer des restrictions ont toujours été fondées sur un examen minutieux et responsable des preuves scientifiques, et ont constamment été réévaluées.

[Français]

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une position très différente de celle où nous étions en mars 2020. Nous en savons plus sur la COVID-19 et nous avons des vaccins sûrs et efficaces et une population affichant, partout au pays et dans le monde, un taux élevé de vaccination.

En effet, les vaccins dont le Canada dispose sont maintenant, comme tout le monde le sait, non seulement efficaces, mais largement distribués à travers le pays. Ils nous protègent de maladies graves et d'hospitalisations attribuables au variant Omicron. Nous disposons aussi d'outils de dépistage et de surveillance qui nous permettent de détecter les personnes infectées, puis de suivre la trajectoire de la pandémie.

En outre, nous possédons de nouveaux traitements, depuis quelques semaines, qui peuvent aider à prévenir un état grave chez certains patients.

De plus, après avoir observé les mesures individuelles de santé publique pendant deux ans, par exemple, en se faisant vacciner, en portant un masque, en se tenant à distance les uns des autres et en restant chez soi quand on est malade, tous et toutes savent quoi faire pour se protéger et pour protéger ceux qu'on aime. Nous avons ainsi apporté notre contribution et avons beaucoup appris, et ces efforts ont porté de grands fruits.

Comme on le sait, nous avons commencé l'année en observant une hausse vertigineuse du nombre de cas de COVID-19, alors qu'il y avait une flambée du variant Omicron au Canada et partout dans le monde. En fait, un nombre sans précédent de Canadiens et de Canadiennes ont été infectés au cours des dernières semaines.

Comme la Dre Tam l'a déclaré dans sa toute dernière mise à jour, le variant Omicron, bien qu'il perde des forces, reste toujours bien répandu au pays.

Travaux des subsides

• (1045)

[Traduction]

Partout au Canada, de nombreux hôpitaux demeurent soumis à d'énormes pressions, même si le nombre d'hospitalisations liées à la COVID-19 diminue légèrement, mais lentement, dans certaines régions. Pour ce qui est de l'avenir, nous devons nous appuyer sur les mesures que nous avons prises pour répondre à la vague du variant Omicron afin de renforcer l'approche adoptée pour gérer la COVID-19, tout en veillant à être préparés si un nouveau variant inquiétant comme Omicron se manifeste. Heureusement, nous disposons maintenant d'un certain nombre d'outils que nous n'avions pas en mars 2020, et qui nous permettront d'accomplir cette transition de manière aussi sécuritaire et responsable que possible.

[Français]

Les tests de dépistage jouent un rôle clé dans les efforts que nous déployons pour contenir la pandémie et constituent un outil additionnel essentiel à notre boîte à outils pour en atténuer les effets. Ces tests permettent de repérer les personnes infectées, ce qui aide aussi à freiner la transmission du virus.

Pendant toute la pandémie, le gouvernement du Canada a collaboré de près avec ses partenaires provinciaux et territoriaux afin de faire en sorte que l'ensemble de ces outils, dont les tests rapides, soient disponibles et utilisés pour gérer et réduire les éclosions et protéger ainsi la santé et la sécurité de tous et de toutes.

Le gouvernement fédéral a commencé à acheter et à fournir gratuitement aux provinces et aux territoires des tests rapides de dépistage dès octobre 2020. Jusqu'à maintenant, nous avons acheté plus de 490 millions de tests rapides, ce qui a coûté presque 3,4 milliards de dollars au total.

En décembre seulement, le gouvernement du Canada a livré aux provinces et aux territoires plus de 35 millions de tests antigéniques rapides, et 140 millions de tests supplémentaires ont été livrés au Canada en janvier.

[Traduction]

Nous avons également présenté le projet de loi C-10, Loi concernant certaines mesures liées à la COVID-19. Cette mesure législative autoriserait à Santé Canada d'acheter jusqu'à concurrence de 2,5 milliards de dollars de tests antigéniques rapides afin d'accroître considérablement l'accès aux tests de dépistage rapide partout au pays. Ces mesures permettraient aux écoles de rester ouvertes, et protégeraient nos enfants et leurs parents, ainsi que leurs grands-parents vivant dans des établissements de soins de longue durée. Grâce à ce financement, le gouvernement du Canada conclurait des contrats vitaux, dans un marché mondial hautement compétitif, liés à l'achat efficace et efficient d'une quantité suffisante de tests rapides pour répondre à la demande que l'on anticipe à l'échelle du pays.

[Français]

Bonne nouvelle, nous recourons aussi à la surveillance des eaux usées, ce qui nous aide à comprendre et aider d'autres à comprendre comment la COVID-19 se propage dans nos communautés. En prélevant des échantillons des eaux d'égout d'une collectivité pour les soumettre à des tests, nous pouvons savoir si la présence du virus grandit ou diminue dans cette communauté. Par exemple, la détection de la COVID-19 dans les eaux usées peut précéder une éclosion importante, ce qui permet d'alerter plus tôt les autorités de la santé publique sur la présence de ce virus et de ses variants.

Les scientifiques du gouvernement du Canada travaillent ensemble sur un programme communautaire de surveillance des eaux usées qui s'applique dans 65 endroits au pays. Les échantillons prélevés sont envoyés au Laboratoire national de microbiologie du Canada à Winnipeg de l'Agence de la santé publique du Canada pour qu'ils y soient analysés et que le virus causant la COVID-19 et ses variants préoccupants y soient détectés le plus rapidement possible, le cas échéant.

• (1050)

[Traduction]

L'analyse des eaux usées, effectuée en collaboration avec les collectivités et les autorités sanitaires locales, oriente la prise de mesures et de décisions liées à la santé publique. Les données recueillies au moyen de la surveillance des eaux usées permettent aux responsables de la santé publique de savoir où et comment de nouveaux variants de la COVID-19 se propagent dans une communauté donnée. L'analyse des eaux usées fournit un aperçu en temps réel de la présence de la COVID-19 dans les communautés, particulièrement là où les capacités d'essais cliniques sont limitées.

[Français]

Ces tests de dépistage et ces outils de surveillance aident à façonner nos mesures de santé publique qui, à l'échelon national, comprennent des mesures frontalières.

Le gouvernement du Canada continue et continuera toujours à évaluer les toutes dernières données probantes. Il surveille constamment la situation pour décider du bon moment et de comment assouplir et ajuster les mesures frontalières en conséquence.

Comme tout autre élément de la réponse du gouvernement du Canada face à la pandémie de la COVID-19, les mesures frontalières sont fondées sur les données existantes, les observations scientifiques, et les fruits de la surveillance de la situation épidémiologique au pays.

En terminant, la vaccination demeure l'outil primordial dont nous disposons pour nous protéger, nous-mêmes, mais aussi tous ceux qui nous sont chers, contre les conséquences graves de la COVID-19. Les vaccins sont sûrs, efficaces et gratuits pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens qui se sont montrés à la hauteur pour se protéger en se faisant vacciner.

[Traduction]

Au Canada, plus de 88 % des personnes admissibles ont déjà reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, et au moins 83 % sont aujourd'hui pleinement vaccinées. Plus de 50 % des personnes admissibles ont reçu leur dose de rappel. De plus, un peu plus de 55 % des enfants âgés de 5 à 11 ans ont reçu au moins une dose.

[Français]

C'est grâce à tous ceux et à toutes celles qui ont retroussé leurs manches et respecté les mesures de santé publique que le Canada est parvenu à gérer la vague du variant Omicron et sera capable de gérer les prochaines vagues lorsqu'elles se produiront.

[Traduction]

Même si la vaccination demeure la meilleure façon de se protéger contre les formes graves de la maladie, nous savons aussi qu'il sera important d'avoir des traitements pour éviter les cas graves parmi ceux qui contractent la COVID-19.

Travaux des subsides

Par exemple, pas plus tard que le mois dernier, Santé Canada a autorisé le traitement antiviral des laboratoires Pfizer, le Paxlovid, permettant ainsi la mise sur le marché de ce médicament susceptible de sauver des vies.

[Français]

Ce traitement servira pour les adultes affichant des symptômes légers à modérés de la COVID-19 et qui présentent un risque élevé d'évolution vers une forme grave de la maladie.

Maintenant que l'emploi de Paxlovid a été autorisé, nous nous sommes efforcés d'en munir les provinces et les territoires aussi vite que possible. Le premier envoi de 30 000 traitements a déjà été fait il y a plusieurs semaines et a été alloué en fonction du nombre d'habitants de chaque province et de chaque territoire. Ces traitements sont présentement utilisés partout au pays.

Chaque traitement, je le rappelle, permet de traiter une personne. D'autres traitements arriveront ce mois-ci dans le cadre du million de traitements que nous nous sommes procurés.

Malgré les taux de vaccination élevés et une surveillance robuste et responsable de l'utilisation de nouveaux traitements novateurs, les actions de chacun et de chacune continuent de compter.

[Traduction]

La vaccination, les traitements et les mesures à la frontière ne sont que des garde-fous. Il est tout aussi important de bien porter son masque, de respecter la distanciation physique, de bien aérer les espaces fermés, de faire des tests rapides et de rester chez soi quand on est malade. C'est grâce aux Canadiens et aux administrations qui ont pris leurs responsabilités que nous pouvons aujourd'hui envisager de passer à une gestion durable et responsable de la COVID-19.

Nous en sommes arrivés là grâce à nos actions collectives, notamment grâce aux difficiles décisions prises par les provinces et les territoires, le gouvernement fédéral, les collectivités, les entreprises et l'ensemble des Canadiens. Chose plus importante encore, nous en sommes arrivés là grâce au travail sans relâche du personnel soignant et de l'aide apportée par des particuliers.

[Français]

Je tiens toutefois à être clair: la pandémie sévit toujours. Comme nous l'avons vu au cours des deux dernières années, la COVID-19 continue et continuera à nous réserver des surprises. Il y aura encore des hauts et des bas, ainsi que de nouveaux variants. Nous devons être préparés et responsables.

À court terme, cela veut dire de continuer de recevoir ses vaccins, notamment les doses de rappel. Environ six millions de Canadiens admissibles doivent encore obtenir leur première ou leur deuxième dose de vaccin d'une série primaire de vaccins, et de nombreuses autres personnes sont admissibles à une dose de rappel qui réduit de façon considérable le risque de cas grave.

Nous devons continuer de renforcer à la fois notre protection individuelle et notre protection collective contre les variants et contre la COVID-19. Le Canada doit être prêt à affronter de futures vagues d'infection qui pourraient être plus faibles ou plus sévères que la recrudescence actuelle du variant Omicron.

La COVID-19 continuera de menacer bon nombre de nos amis, de nos voisins et des membres de nos familles. Nous devons continuer d'agir de manière responsable et de collaborer afin de protéger

les personnes vulnérables, y compris les enfants de moins de 5 ans qui ne peuvent pas se faire vacciner et les personnes immunodéprimées.

Au cours des deux dernières années, les gens ont démontré qu'ils ont à cœur la santé de leur communauté et de leurs proches, et qu'ils se préoccupent de la santé et de la sécurité de leurs entreprises et de leur société. Ces gens savent que rien n'a été facile, mais nous avons tous fait ensemble ce qu'il fallait pour nous protéger durant cette période très difficile.

Les provinces et les territoires mènent leur propre évaluation de la façon et du moment de lever leurs restrictions sanitaires. Le gouvernement du Canada est là et continuera d'être là pour les appuyer au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

• (1055)

[Traduction]

Notre approche a été et continuera d'être une approche basée sur les données scientifiques les plus fiables et les leçons que nous avons tirées de ces deux dernières années. Les Canadiens ont fait d'énormes sacrifices pour se protéger les uns les autres pendant cette période particulièrement difficile. Nous devons adopter une approche réfléchie, responsable et fondée sur des données probantes pour continuer à protéger tout le monde alors que nous nous préparons aux prochaines étapes de la pandémie. La population ne devrait s'attendre à rien de moins du gouvernement. Nous saurons répondre aux attentes des Canadiens.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Madame la Présidente, comme l'a mentionné le ministre, le Canada dispose maintenant de vaccins, de médicaments et de tests. Nous ne sommes plus au point où nous en étions en mars 2020 et, effectivement, nous entamons la troisième année. La vérité, c'est que de nombreuses restrictions demeurent en place pour pallier les lacunes d'un système de santé fondamentalement défaillant — submergé dès que quelques centaines de patients sont aux soins intensifs — et parce que le gouvernement du Canada n'a pas su être rassembleur pour corriger la situation. En outre, le gouvernement doit assumer le fait qu'il a démantelé le système d'alerte rapide, ce qui a rendu les frontières dans un état dont il se sert pour justifier le maintien des restrictions.

La motion demande au gouvernement de présenter un plan. Ce plan pourrait cibler les deux problèmes dont j'ai parlé. Est-ce que le ministre appuie la motion?

L'hon. Jean-Yves Duclos: Madame la Présidente, je suis très heureux et fier de répondre à cette question. La députée a raison de parler de l'importance de collaborer et de nous tourner vers l'avenir. C'est pour cette raison qu'il faut agir dans la collaboration et de façon responsable.

La députée dit que c'est le bon moment. J'ai plutôt tendance à éviter la partisanerie, mais je dois parfois faire des efforts pour résister à la tentation. Cependant, je voudrais souligner qu'il y a une chose au sujet du bon moment dont il faudrait parler plus clairement, soit le moment où nous serons tous vaccinés. La députée de Calgary Nose Hill a affirmé l'année dernière qu'il faudrait attendre jusqu'en 2030 avant qu'il y ait assez de vaccins pour tous les Canadiens. Nous sommes en 2022. Il est temps que tous les députés se fassent vacciner.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, je remercie le ministre de son discours.

Je suis tout à fait d'accord que la vaccination est notre principal allié, puisqu'il y aura d'autres variants et que c'est un danger. Cependant, les variants viennent des pays en développement. Pendant qu'on parle d'une quatrième dose, que certains ont déjà reçue au Canada et au Québec, il y a encore 3 milliards de personnes dans le monde qui n'ont pas eu leur première dose. La logique du profit et la loi de l'offre et de la demande font en sorte que les compagnies pharmaceutiques vendent leurs vaccins en priorité aux pays qui ont le plus de moyens, soit les pays riches.

Je sais qu'il y a le COVAX et des expéditions de doses de la part du Canada, mais cela se fait quand même toujours dans un contexte de concurrence, c'est-à-dire que nous gardons le plus grand nombre de doses pour nous et que nous envoyons les surplus par générosité. Il n'y a pas encore de stratégie fortement internationale pour remédier à cela.

Voici donc ma question pour le ministre: quelle est la position du Canada concernant la levée des brevets?

L'hon. Jean-Yves Duclos: Madame la Présidente, j'aimerais féliciter le député de Saint-Hyacinthe—Bagot pour sa question. Il présente une très belle circonscription que je connais bien, puisque j'ai des amis qui habitent là-bas.

Il a tout à fait raison. Pour en finir avec la COVID-19 un jour — ce ne sera pas pour tout de suite —, il faudra que ce soit terminé partout. Cela implique de vacciner et de protéger l'ensemble des habitants de la planète. La bonne nouvelle, c'est que le gouvernement canadien a non seulement été un précurseur quant à son appui et à la mise en place du COVAX, mais il demeure encore aujourd'hui un de ses plus grands contributeurs, le sixième au monde, pour arriver à faire vacciner tout le monde.

• (1100)

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, j'allais poser une question différente, mais en entendant la réponse du ministre à mon collègue bloquiste, je me sens forcée d'approfondir la question et de demander des précisions sur l'équité mondiale en matière de vaccins.

On sait que Pfizer, BioNTech et Moderna, les trois grands créateurs de vaccins, gagnent environ 65 000 \$ la minute et qu'ils ont reçu 8 milliards de dollars de fonds publics pour élaborer les vaccins contre la COVID. On sait également que le gouvernement libéral n'a pas souscrit à la dérogation à l'Accord sur les ADPIC et qu'il repousse continuellement le moment de le faire. Alors que nous sommes à l'aube de la troisième année de pandémie, le gouvernement libéral n'a toujours pas donné son aval à un accord qui permettrait à d'autres pays de créer leurs propres vaccins.

Honnêtement, si les libéraux ne sont pas disposés à faire leur part, il ne sert à rien de dire que la pandémie ne sera finie pour personne tant que tout le monde ne sera pas vacciné. Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas ces mesures très simples pour protéger les gens plutôt que les puissantes pharmaceutiques?

L'hon. Jean-Yves Duclos: Madame la Présidente, la députée a raison. Le Canada devrait toujours faire preuve d'ouverture pour

Travaux des subsides

discuter et collaborer avec ses partenaires internationaux au sujet de l'Accord sur les ADPIC et des questions relatives aux brevets.

Cependant, pour ce qui est de la question précédente, j'ajoute que, en 2020, le Canada s'est engagé à fournir 200 millions de doses de vaccins et que la moitié de cette quantité a déjà été livrée.

Par ailleurs, le Canada s'est engagé à fournir de l'assistance additionnelle à hauteur de 2,5 milliards de dollars parce que ce ne sont pas uniquement les vaccins qui sont nécessaires, mais également la technologie, l'infrastructure, les ressources en santé et une campagne de communication là où la population hésite à se faire vacciner. Par conséquent, il faut que le Canada s'engage sérieusement en ce qui concerne les produits, mais aussi qu'il participe substantiellement au programme international et aux mesures de soutien nécessaires pour s'assurer que tous les habitants de la planète sont vaccinés et protégés contre cette grave maladie.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je me demande si le député peut nous dire ce qu'il pense d'un article paru aujourd'hui dans le *Winnipeg Free Press*. En voici un extrait:

Le Dr Jazz Atwal, médecin hygiéniste en chef adjoint de la province, a déclaré mercredi que les restrictions ne seront levées au Manitoba que lorsqu'il sera possible de le faire en toute sécurité.

« Une poignée de manifestants n'a aucune incidence sur les recommandations de santé publique », a déclaré le Dr Atwal lors du point de presse sur la COVID-19. « C'est aussi simple que cela. »

Je me demande si le ministre peut expliquer les raisons pour lesquelles il est si important d'écouter les professionnels de la santé.

L'hon. Jean-Yves Duclos: Madame la Présidente, j'ai trois observations à faire.

La première, c'est que les travailleurs de la santé ont connu 22 mois difficiles et stressants. Nous devrions toujours avoir cela à l'esprit lorsque nous abordons ce sujet. Nous devons veiller sur eux tout comme ils veillent sur nous.

La deuxième, c'est qu'il faut comprendre que la seule façon de mettre fin durablement aux restrictions et aux confinements imposés par les provinces et les territoires, c'est la vaccination.

La troisième, par conséquent, est d'inviter encore une fois la nouvelle cheffe de l'opposition à demander à tous les membres de son caucus de se faire vacciner.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Madame la Présidente, tout d'abord, j'affirme sans équivoque qu'il est temps de mettre fin aux barrages, surtout à la frontière. Ils nuisent aux collectivités, aux agriculteurs et aux entreprises du pays alors que notre économie a besoin de se rétablir. Je sais que les gens qui participent à ces blocus ne veulent pas nuire à leurs concitoyens, mais c'est ce qui commence à se produire, et je leur demande de lever ces barrages.

Je tiens aussi à dire sans équivoque qu'il est temps de mettre un terme aux exigences et aux restrictions. Comme le ministre le sait, la situation a été difficile pour la santé mentale de nombreux Canadiens. Elle a divisé des familles et donné lieu à de la discrimination envers les choix sanitaires de certaines personnes, et nous savons que cela nuit à notre relance.

Travaux des subsides

Pendant son intervention de 20 minutes, le ministre n'a pas parlé une seule fois d'un plan pour mettre fin à ces restrictions punitives et aux exigences discriminatoires qui sèment la division. Quand proposera-t-on un plan?

• (1105)

L'hon. Jean-Yves Duclos: Madame la Présidente, mon collègue a fait montre d'un leadership dont la cheffe du Parti conservateur a aussi fait preuve plus tôt. Demander la levée des barrages est la bonne chose à faire en ce moment, et il fallait le faire depuis le début.

En deuxième lieu, le député a parlé de la santé mentale. Environ la moitié des Canadiens affirment que leur santé mentale s'est détériorée dans le dernier mois. Il a raison d'établir un lien avec la tension et la fatigue attribuables à la pandémie de COVID-19.

En troisième lieu, lorsque nous travaillons ensemble, nous devons reconnaître qu'aucun politicien ne peut prévoir le moment précis où la pandémie de COVID-19 prendra fin. C'est impossible. Ce sont les données scientifiques qui nous l'indiqueront. D'ici là, nous devons continuer d'agir de façon responsable et de nous protéger contre les prochaines vagues et les prochains variants de la pandémie.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, j'ai une question en lien avec les récents témoignages du ministre.

Est-ce que vous êtes capable de donner de la prévisibilité dans vos mesures? Regardez autour de vous. À peu près toutes les provinces commencent à...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je rappelle à l'honorable députée d'adresser ses questions et commentaires par l'intermédiaire de la présidence.

Mme Louise Chabot: Je vous remercie du rappel, madame la Présidente.

Dans le fond, c'est ce qui est demandé. Tout le monde doit s'entendre sur le fait que la vaccination est un moyen et que les mesures mises en place ont aidé. D'ailleurs, le taux de vaccination ici est assez élevé.

À quel moment le gouvernement fédéral pourra-t-il assouplir certaines mesures et avec quelle prévisibilité? Quels sont les indicateurs retenus? J'ai l'impression d'entendre...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je dois laisser le temps au ministre de répondre.

La parole est à l'honorable ministre de la Santé.

L'hon. Jean-Yves Duclos: Madame la Présidente, une chose est sûre, l'autre est totalement incertaine. Ce qui est incertain, c'est ce que la COVID-19 va continuer à nous amener comme surprises. La COVID-19 nous a fait énormément de mauvaises surprises au cours des 22 derniers mois et cela va continuer d'être le cas.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que de tous les outils dont on doit se servir, la vaccination est l'outil le plus sûr et certain pour se préparer contre d'éventuelles futures vagues et la quasi-certitude de futurs variants.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui. Je tiens à dire que je

partagerai mon temps de parole avec la députée de Beauport—Limoilou.

Je vais régler quelque chose tout de suite: nous allons appuyer la motion des conservateurs, mais avec certaines réserves, dont je veux parler aujourd'hui. Pour faire comprendre mes réserves, j'aimerais revenir sur le climat politique actuel.

Cette semaine, on a vu deux choses qui expriment assez bien ce qu'est le climat politique dans lequel on évolue. On a vu une sortie du député de Louis-Hébert. Je veux le féliciter, parce que je trouve qu'il avait un ton mesuré qui ne se drapait pas dans la partisanerie. Il a fait du bien à beaucoup de monde.

On a aussi vu la sortie du député de Carleton. Je l'ai entendu hier dans le cadre du débat sur le projet de loi C-8 et il a à peine parlé du projet de loi. Cela ressemblait à un drôle de cri de ralliement dans lequel on oppose liberté et pandémie. Quand un décideur public fait cet amalgame vaseux entre liberté et pandémie, selon moi, il y a quelque chose qui cloche. Je dis cela parce que cela me fait penser à la politique américaine.

Je ne sais pas si mes collègues suivent cela, mais il y a une républicaine infrequente, Mme Taylor Greene, qui faisait hier non pas un amalgame douteux, mais un lien douteux entre ce qui se passe aux États-Unis et le régime nazi. Au lieu de parler de « Gestapo », elle a parlé de « gaspacho ». On apprécie les joies culinaires peut-être un peu plus qu'elle. On a peut-être un peu plus de culture, on sait de quoi il s'agit.

Je dis cela parce que j'ai de plus en plus l'impression que la politique canadienne est en train de s'américaniser. C'est ce qui me fait peur. Je lis la motion des conservateurs et j'y vois une tentative de fédérer les mécontents. Je comprends le mécontentement des gens. Dans ma famille et autour de moi, je vois plusieurs personnes qui sont mécontentes de la situation actuelle. Néanmoins, quand on cherche un responsable, on peut voir que le gouvernement est responsable des actes qu'il a posés, mais personne n'a créé la pandémie. Donc, de vouloir fédérer les mécontents qui proposent des solutions de sortie de crise pires que les mesures actuelles, je pense que c'est irresponsable. Malheureusement, il règne un climat de polarisation des positions et, d'après moi, c'est la pire chose à faire en temps de crise.

Cela me fait penser à un texte de Camus, dont je suis un grand admirateur, intitulé « Servitudes de la haine », paru dans *Actuelles II*. Il faut le replacer dans son contexte, c'était à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Je veux lire la citation et j'aimerais peut-être la décortiquer. Camus dit ceci:

[...] la vérité est à construire, comme l'amour, comme l'intelligence. Rien n'est donné ni promis en effet, mais tout est possible à qui accepte d'entreprendre et de risquer. C'est ce pari qu'il faut tenir à l'heure où nous étouffons sous le mensonge, où nous sommes acculés contre le mur. Il faut le tenir avec tranquillité [j'insisterai là-dessus], mais irréductiblement, et les portes s'ouvriront.

Camus, c'est le penseur de la mesure. Dans la philosophie grecque, il y a un concept qu'il s'appelle *hubris*; c'est la démesure. Aujourd'hui, j'ai l'impression que, dans la politique canadienne, il y a un peu de démesure. On essaie d'utiliser la pandémie pour faire des gains politiques. Je disais que j'ai trouvé intéressante la sortie du député de Louis-Hébert parce que, justement, il essayait d'être raisonnable, rationnel et de dire que sa formation politique a peut-être des modifications à apporter.

Ce que j'aimerais voir du côté du Parti conservateur, c'est des gens raisonnables et rationnels qui seraient prêts à dire qu'ils ne peuvent pas appuyer les manifestants dans toutes leurs revendications, parce que la pandémie a des effets sur notre système de soins de santé. Je ne serais pas surpris que les manifestants que j'ai vus cette semaine ne pas respecter les règles de distanciation physique exercent une pression sur notre système de soins de santé dans les prochaines semaines.

• (1110)

Le fait de se présenter aux côtés des manifestants et de prendre des photos avec eux, le fait d'essayer de les instrumentaliser à des fins politiques et de leur dire qu'on respecte ce qu'ils font, sachant très bien que ce n'est pas la solution à une sortie de crise, tout cela est donc à mes yeux irresponsable et démontre une certaine démesure politique que l'on constate de plus en plus. Je ne veux pas être méchant, mais j'ai l'impression que c'est cette démesure que l'on a entendue dans les déclarations du député de Carleton.

Si je suis en train de parler de démesure, c'est parce que la motion de mes collègues conservateurs fait référence à une déclaration de la Dre Theresa Tam. Pendant la crise, cette dernière est intervenue à de nombreuses reprises. Pendant la première vague, elle nous avait notamment donné certaines indications que j'ai vu plusieurs collègues conservateurs mettre en doute. Or, maintenant, ils utilisent la Dre Tam pour dire qu'il faut mettre fin aux différentes mesures qui ont été mises en place.

Durant les dernières semaines, on a encore une fois abondamment vu cette démesure idéologique, alors que des manifestants exigeaient de mettre fin à toutes les mesures. Or, la moitié des mesures restrictives en place ne relèvent pas du Parlement fédéral, mais des provinces. En effet, ce sont les ministères de la Santé des provinces qui décident de mettre en place certaines mesures de confinement. À la Chambre, les mesures spécifiques ne touchent pas nécessairement le confinement ou la fermeture des restaurants; ce sont les provinces qui les mettent en place.

De plus, tout cela se fait à des fins politiques. Malheureusement, j'ai entendu à plusieurs reprises certains collègues du Parti conservateur tenir un discours incitant à lever toutes les mesures, parce que cela plaît aux manifestants qui sont à l'extérieur. J'ai parlé du climat actuel. Tout cela me fait un peu penser à une maladie de la démocratie qui s'appelle le populisme.

La définition du populisme est de proposer des solutions très simples à des problèmes complexes. Or, une pandémie est complexe et ne se règle pas en klaxonnant, en rouvrant les restaurants ou en criant liberté. Pour surmonter une pandémie, il faut se fier à la science. La pire des choses qu'un décideur public puisse faire est d'essayer d'instrumentaliser la science et de l'utiliser à des fins partisans. La science suppose une forme de vérité, mais elle se marie très mal avec les idéologies.

Dans la motion de mes collègues conservateurs, j'ai l'impression que l'on veut faire une utilisation idéologique de la science en se référant à la Dre Tam. On ne l'a pas écoutée quand elle disait qu'il fallait malheureusement imposer certaines restrictions à nos libertés individuelles à cause de la pandémie. Aujourd'hui, par contre, on l'écoute quand elle dit l'inverse.

La pire des choses qu'un décideur public puisse faire est d'utiliser la science de façon idéologique, ce que l'on constate de plus en plus aujourd'hui. J'ai hâte de voir mes collègues conservateurs s'en rap-

Travaux des subsides

porter à la science lorsqu'il est question de réchauffement climatique, ce qui n'est malheureusement pas encore le cas.

Selon moi, la pire des choses à faire est d'utiliser la science de façon idéologique, parce que cela accroît le cynisme au sein de la population. Or, le populisme se nourrit de ce cynisme, rejette les élites et sème le doute envers les institutions. Ce populisme est en progression au Canada et je crois que cela fait un peu l'affaire de mes collègues conservateurs.

En introduction, je disais que le Bloc québécois allait peut-être appuyer la motion des conservateurs, mais avec certaines réticences, dont la principale est cette impression que nos collègues conservateurs essaient d'instrumentaliser la Dre Tam. Nous verrons où cela aboutira et j'ai hâte d'entendre les commentaires de mes collègues.

• (1115)

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, je vais être très honnête. J'ai été un peu touché du message du député de Jonquière, alors qu'il a parlé de mesure, de responsabilité, de nuance et de lutte contre l'extrémisme et le populisme. Je suis certainement d'accord avec lui.

Je pense qu'il a choisi les bons mots pour indiquer à quel point cette crise qu'on vit ensemble exige non seulement qu'on se tienne ensemble, mais aussi qu'on s'écoute et qu'on se respecte les uns les autres, en plus d'écouter et de respecter ce que disent les scientifiques.

Comme j'aime beaucoup Albert Camus moi aussi, j'aimerais que mon collègue nous dise, non pas une de ses citations, mais ce que Camus aurait pu nous dire aujourd'hui s'il avait été avec nous à la Chambre.

M. Mario Simard: Madame la Présidente, c'est une belle passe sur la palette, mais je vais la refuser. Monsieur le ministre comprendra pourquoi.

Je suis content que ce soit le ministre de la Santé qui me pose cette question, parce que, ce que nous a révélé la pandémie, c'est que notre système de santé était très mal préparé.

Si on veut être franc et sortir de l'idéologie, la meilleure chose qu'on a à faire, c'est de réinvestir dans notre système de soins de santé.

Je tends donc la main au ministre de la Santé. Une hausse de 35 % serait fantastique, et je pense que Camus serait d'accord avec moi là-dessus.

[Traduction]

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de ses observations, et je le remercie, ainsi que ses collègues, d'avoir appuyé notre motion aujourd'hui. Je me joins également à lui pour condamner toute attitude rappelant la Gestapo. Cela dit, en tant qu'ancien producteur de tomates, je me dois de préconiser le gaspacho.

Chatham-Kent-Leamington est le foyer de la production de tomates au Canada, une aire gigantesque de serres dont la production annuelle à la ferme s'élève à un demi-milliard de dollars. Ce secteur est gravement perturbé par les blocages. Je joins ma voix à celle de mes collègues aujourd'hui pour demander la fin des blocages et la fin des obligations liées aux vaccins.

Travaux des subsides

Le maire de Windsor, hier matin, a demandé au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership pour résoudre ce problème. Je demanderais à mon collègue de nous dire ce qu'il attend du leadership du gouvernement fédéral pour mettre fin à cette situation.

[Français]

M. Mario Simard: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Il y a deux positions à éviter, à mon avis. Les conservateurs ont abondamment critiqué le gouvernement en disant qu'on insultait les manifestants. Je suis d'accord avec mon collègue pour dire qu'il faut peut-être éviter cela, mais il faut aussi éviter de les encenser.

Or, en clamant haut et fort « liberté » comme cri de ralliement, mes collègues conservateurs essaient d'encenser certains manifestants. En ce sens, on les encourage et on ne dénoue en rien la crise. Je pense que, ce qu'on devrait faire, c'est avoir une position mesurée: ne pas insulter les manifestants, mais, surtout, ne pas les encenser.

• (1120)

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours, de ses mots, ainsi que du ton qu'il a utilisé.

Je ne connais pas très bien les travaux de Camus, mais j'écoute attentivement les déclarations de la Dre Theresa Tam. J'apprécie la réflexion de mon collègue à l'égard du fait que les conservateurs, qui critiquent parfois ce que dit la Dre Tam, l'appuient à d'autres moments.

La Dre Tam avait dit qu'on devrait réévaluer toutes les mesures obligatoires et les restrictions fédérales. Or, la motion d'aujourd'hui ne propose pas une réévaluation des restrictions; elle arrive plutôt à la conclusion qu'on devrait les lever immédiatement.

Mon collègue pense-t-il que la motion reflète vraiment ce que la Dre Tam avait dit ou a-t-on sauté aux conclusions par rapport à ce qu'elle proposait?

M. Mario Simard: Madame la Présidente, je comprends ce que mon collègue veut dire. J'ai une petite réserve aussi. Lever les mesures obligatoires doit être fait suivant la conjoncture. Si on se retrouve dans une nouvelle vague ou avec des problèmes qu'on n'avait pas vus, il faut malheureusement maintenir les mesures mises en place pour limiter la propagation du virus.

Mes collègues conservateurs pourraient être un peu plus clairs dans leur motion en disant qu'on va prendre en considération la conjoncture. Ce pourrait être un élément intéressant, d'autant plus que mon collègue semble soulever cette préoccupation, que j'avais également.

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, nous sommes réunis aujourd'hui pour débattre d'une motion fort importante et fort intéressante. Pourtant, nous ne devrions pas avoir à faire un tel débat. Le sujet d'aujourd'hui ne devrait pas avoir eu à se rendre jusqu'au débat, puisqu'il aurait dû faire partie d'un plan de départ. Cependant, le Canada n'avait pas de plan pour faire face à la pandémie, et ce, malgré le fait que, depuis plus de 20 ans, les épidémiologistes nous disaient qu'une pandémie nous pendait au bout du nez.

C'est pourquoi nous nous retrouvons à débattre d'une motion afin de demander au gouvernement de présenter un plan de déconfinement. J'exposerai brièvement l'état de la situation actuelle et je ten-

terai de répondre à deux questions: pourquoi est-il important d'avoir un plan, et qu'est-ce que cela doit contenir?

Plus tôt cette semaine, je disais qu'il était important de savoir où nous en étions pour savoir où nous voulions aller. La situation actuelle n'est pas reluisante. Ce que je vais dire dans les prochains instants ne fera tomber personne en bas de sa chaise.

La population est découragée. Les gens ne savent plus où donner de la tête, qui croire, quoi faire, ni pourquoi telle ou telle action doit être faite ou ne pas être faite. Il y a 35 000 familles au Canada qui ont perdu un ou plusieurs proches. Ce sont par centaines de milliers que des gens se sont retrouvés sans emploi, parfois à répétition, particulièrement dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration, du transport, du tourisme et des arts, des secteurs particulièrement touchés.

Il y a de quoi être découragé face au présent et vouloir cesser de l'être face à l'avenir. Ce découragement est fort compréhensible. L'élastique a tellement été étiré qu'il est sur le point de casser. En fait, je devrais dire « les élastiques ».

Commençons par l'élastique représentant la résilience de la population. Tout au long de la pandémie, les Québécois et les Canadiens ont été très résilients et très compréhensifs. Les taux de vaccination le démontrent bien. Les gens se disaient que la vie normale reviendrait une fois qu'ils seraient vaccinés. C'est bien le message qu'on leur a transmis *coast to coast to coast*, pour reprendre une expression chère aux députés de la langue shakespeareienne.

Malgré des taux de vaccination exemplaires, la situation n'est pas revenue à une certaine normalité, et nous pouvons comprendre le désarroi de la population. Devant l'ensemble des mesures, un Romain en perdrait son latin. Il y a tant d'incohérence, tant de difficulté à comprendre ce qui est transmis d'une journée à l'autre dans les informations. On dit une chose une journée et, le lendemain, on a l'impression que c'est le contraire. Comment s'y retrouve-t-on?

Il y a aussi l'état de l'élastique économique, qui n'est guère mieux. Des gens ont dû réorienter leur carrière temporairement ou définitivement. Des pans complets de l'économie ont été et sont encore en lambeaux. Je les ai nommés précédemment: le transport, les arts, la culture, le tourisme, l'hôtellerie et la restauration. De nos jours, on tend à choisir un emploi qui correspond à ses passions. Lorsqu'on perd cet emploi-là, c'est comme si on s'éteignait un peu, et là, des gens se sont éteints pendant les deux dernières années. C'est difficile, et leur colère, leur tristesse et leur désarroi sont compréhensibles.

Enfin, regardons un peu l'élastique représentant la santé. La situation que nous vivons est complexe et les raisons pour lesquelles certaines décisions sont prises actuellement tournent toutes autour de la capacité des systèmes de santé au Canada à résister à la charge supplémentaire qu'impose la pandémie. Ainsi, même si la population est vaccinée, les systèmes de santé ne se portent pas bien. Le personnel est épuisé, voire malade. Les systèmes de santé ont besoin d'investissements prévisibles et récurrents.

Le parti au pouvoir ne cesse de nous répéter qu'il a injecté des milliards de dollars dans les systèmes de santé du Québec et des provinces depuis le début de la pandémie. C'est vrai, nous ne l'avons jamais nié. Cependant, c'est le rôle constitutionnel du gouvernement fédéral, en temps de crise, de soutenir davantage le Québec et les provinces canadiennes. Là où le bât blesse, c'est que, pendant 30 ans, il y a eu des désinvestissements, alors que les coûts en santé ont augmenté d'année en année, à cause de l'inflation, mais aussi du vieillissement de la population. Cela a rendu les systèmes de santé fragiles.

Toutefois, il ne faut pas dire que le fédéral n'a pas rempli sa part du contrat; c'est bien mieux de stigmatiser des gens et de dire que c'est parce qu'ils ne sont pas vaccinés que les systèmes ne fonctionnent pas et sont fragiles! Je le dis de façon ironique, bien sûr. La vaccination, même si je l'encourage, demeure un choix personnel.

• (1125)

Or ce n'est certainement pas en stigmatisant les gens que le problème de la fragilité des systèmes de santé va se régler, une fragilité causée par le désinvestissement du fédéral pendant 30 ans.

En somme, faire un état de situation, c'est regarder avec lucidité et compréhension dans quel état se trouve notre société dans son ensemble, mais c'est aussi admettre ses erreurs. Dans mon propre passé, on me disait de ne jamais admettre mes erreurs, car c'était un signe de faiblesse. Non, ce n'est pas un signe de faiblesse, c'est un signe de lucidité. C'est dire qu'on est prêt à travailler pour améliorer une situation causée, en tout ou en partie, par son erreur. C'est cela qu'on doit faire et qu'on doit retrouver dans un plan de déconfinement.

Dans les transferts en santé, les erreurs ne proviennent pas seulement du parti qui est actuellement au pouvoir, mais de tous les partis qui ont été au pouvoir au cours des 30 dernières années. C'est en voyant avec lucidité ces erreurs qu'on va pouvoir redresser la situation.

Maintenant, pourquoi faire un plan? Cela se résume en un seul mot: prévisibilité. On a tous besoin de prévisibilité. Cela fait du bien de regarder en avant, plus loin que le bout de son nez, même si certains en ont un plus long que d'autres. Cela permet de recommencer à planifier l'avenir, parce que les étapes à franchir vers la fin d'une situation non désirée et non désirable sont clairement définies. C'est tellement simple et logique qu'il est surprenant qu'il faille demander un plan et expliquer pourquoi c'est nécessaire. Cela tombe tellement sous le sens.

Est-ce que la motion demande que le déconfinement soit complet au 28 février? Non, parce qu'un déconfinement complet sans prévision, sans planification, ce n'est pas un plan, c'est l'annonce d'un désastre. Il faut un plan avec des étapes bien définies. Cela m'amène à parler de ce qu'un plan doit contenir: beaucoup de choses.

Tout d'abord, il s'agit d'un état de situation clairement défini, incluant les bons coups et les erreurs à corriger. Ensuite, il doit établir des objectifs qualifiables et quantifiables et poser des questions sur le présent et l'après auxquelles il faut répondre. Puis, il doit comprendre des étapes à franchir et des mesures concrètes et vérifiables pour la réalisation de ces étapes, et il doit y avoir des conditions qualifiables et quantifiables quant au passage d'une étape à une autre. Des gens responsables de la réalisation et de la validation de ces actions doivent être nommés. En outre, cela prend une forme de

Travaux des subsides

responsabilité et de reddition de comptes envers les citoyens, ainsi que des outils efficaces de communication, d'évaluation et de validation. Finalement, il doit soulever les obstacles possibles et fournir des pistes de solution à ces obstacles.

Dans le cas qui nous préoccupe, il faut évaluer les mesures actuellement en place, leur raison d'être et leur efficacité, puis déterminer le moment où elles doivent prendre fin. Il faut également penser aux conditions de fin de la pandémie, ce qui implique que le Canada joue un rôle à l'international, non seulement en tant que fournisseur de biens et services, mais aussi en matière d'éducation et de renseignement. Il faut inclure ce rôle dans le plan de déconfinement.

En conclusion, avoir un plan de déconfinement permettra de savoir ce qui doit être fait pour retourner à une certaine normalité et de savoir quelles sont les étapes à franchir pour y arriver. Certaines étapes se réaliseront rapidement et d'autres moins rapidement, mais il faut qu'elles se réalisent. C'est important. On en a tous ras le pompon.

• (1130)

[Traduction]

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.):

Madame la Présidente, le Bloc appuie cette motion, et je peux comprendre que l'opposition et le public veuillent un plan et un calendrier. Quand exactement allons-nous ouvrir les frontières et ne plus avoir à faire de tests? Quand pourrions-nous monter dans un avion sans devoir porter un masque?

Cependant, le problème n'est-il pas l'incertitude? Que va-t-il se passer en matière de variants dans un mois ou dans deux mois? Il y aura d'autres variants, mais quelles seront leur virulence et leur contagiosité? À quel point seront-ils nouveaux? Quelle sera la situation dans nos unités de soins intensifs dans un mois, et dans deux mois? Qui sait?

Ne serait-il pas logique de resserrer ou d'alléger les restrictions en matière de santé publique en fonction du risque à ce moment-là, et non en fonction d'un calendrier préétabli?

[Français]

Mme Julie Vignola: Madame la Présidente, c'est exactement pour cette raison que je n'ai pas parlé de chronologie dans mon discours, mais bien de conditions à respecter et d'étapes à franchir. Nous vivons effectivement une période d'incertitude et il est compliqué d'imposer une chronologie à l'incertitude. Par contre, des objectifs et des conditions qualifiables et quantifiables permettent de voir ce qu'on est en train de franchir et ce qu'on est en train de réussir à faire tous ensemble.

[Traduction]

M. Larry Brock (Brantford—Brant, PCC): Madame la Présidente, des pays du monde entier dont les taux de vaccination sont inférieurs à ceux du Canada assouplissent leurs restrictions concernant la COVID-19. La tendance se poursuit en Amérique du Nord, où plusieurs États américains sont sur le point d'assouplir leurs restrictions. Bien entendu, nous savons maintenant que plusieurs provinces font de même.

Travaux des subsides

L'Organisation mondiale de la santé a récemment déclaré que certains pays peuvent envisager d'assouplir les règles s'ils ont des taux d'immunisation élevés. L'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la Dre Theresa Tam, a estimé que toutes les mesures sanitaires existantes devaient être « réévaluées » afin que nous puissions « revenir à une certaine normalité ».

Les Canadiens ont fait leur part. Les bons citoyens de Brantford—Brant ont fait leur part. Ils sont frustrés. Ils sont en colère. Au cours des deux dernières années, ils ont vu leur vie bouleversée par les pertes d'emplois, l'incertitude économique, l'isolement et la dépression. Il est maintenant temps pour le gouvernement de faire sa part. Il est temps pour le premier ministre d'être un premier ministre...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de Beauport—Limoilou a la parole pour la question.

[Français]

Mme Julie Vignola: Madame la Présidente, je suis d'accord avec certains des éléments soulevés par mon collègue. Premièrement, la vaccination est importante. Deuxièmement, il faut un plan de déconfinement par étapes, comme le suggèrent l'OMS et la Dre Theresa Tam.

Par contre, il faut éviter le piège de se comparer à d'autres pays, parce qu'il faut auparavant répondre à une question: est-ce que les systèmes de santé de ces pays ont été sous-financés durant les 30 dernières années? Si la réponse est non, le Canada ne peut pas se comparer à ces pays.

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton—Centre, NPD): Madame la Présidente, on s'est beaucoup demandé aujourd'hui qui doit assumer le fardeau de cette pandémie, et je ne peux m'empêcher de rappeler aux gens les milliers de travailleurs de la santé ici même, à Hamilton—Centre, et dans les hôpitaux de tout le pays. Des décennies de sous-financement et de négligence en matière de santé sous les gouvernements fédéraux successifs ont laissé le Canada sans la capacité de pointe nécessaire pour faire face à la crise actuelle. Je souligne ce qui se passe actuellement au Danemark et en Suède, des pays qui ont levé leurs restrictions.

La députée convient-elle que le gouvernement fédéral devrait s'engager à fournir aux provinces et aux territoires un nouveau financement important et à long terme pour les transferts en santé afin d'accroître la capacité du système de santé du Canada?

• (1135)

[Français]

Mme Julie Vignola: Madame la Présidente, la réponse est oui. C'est effectivement ce que nous disons depuis très longtemps et que nous continuerons de répéter tant que cela ne se sera pas produit. Il faut un financement récurrent à long terme. Nous demandons 35 % alors que les ententes prévoient 50 %: c'est quand même raisonnable comme compromis.

[Traduction]

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, le 7 février 2011, le député de Papineau a dit: « Un premier ministre qui n'écoute personne, jamais, nulle part? "Pucapab"! » Il y a deux ans, le premier ministre a envoyé des ministres à Smithers, en Colombie-Britannique, pour dialoguer avec les chefs

héréditaires, ce qui a permis de mettre fin à ce que beaucoup considéraient comme des manifestations nationales perturbatrices.

La députée reconnaît-elle que le premier ministre ferait bien de respecter la science et d'appuyer notre motion pour regagner la confiance de plus de la moitié des Canadiens et leur offrir un lueur d'espoir?

[Français]

Mme Julie Vignola: Madame la Présidente, c'est ce que je disais dans mon discours.

Il faut aller de l'avant et avoir un plan. Avoir un plan de déconfinement ne veut pas dire que, le 28 février, tout le monde sera libre de n'en faire qu'à sa tête. Cela veut dire qu'on saura où on s'en va, étape par étape, condition par condition. Il est logique d'appuyer cette motion.

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, je suis heureuse d'avoir l'occasion de m'adresser à mes collègues à la Chambre des communes aujourd'hui pour parler de la motion de l'opposition. Je partagerai mon temps de parole avec le très éloquent et intelligent député de Vancouver Kingsway.

Je veux commencer par dire ce que je sais et que nous savons tous: l'ennemi réel, l'ennemi que nous essayons tous de combattre, c'est la COVID-19 et non des convois ou des personnes. C'est une maladie. C'est une crise sanitaire mondiale. Nous savons que cette pandémie mondiale a été incroyablement difficile pour beaucoup de gens. Dans cette enceinte, nous perdons parfois de vue le fait que des gens ont perdu des proches. Près de 35 000 Canadiens sont morts, et cela représente 35 000 familles, parents, enfants, frères, sœurs et amis.

Plus de trois millions de Canadiens sont tombés malades, et nous ne savons toujours pas quelles en seront les conséquences pour l'avenir. Certains spécialistes disent qu'un Canadien sur quatre gardera longtemps des séquelles de la COVID-19. Trois millions de Canadiens ont été malades. Ce n'est qu'à ce jour et ce ne sont que les cas que nous connaissons. Il est important de se souvenir de certaines de ces choses dans cette enceinte.

Les moyens de subsistance des gens ont également été profondément touchés. Dans ma circonscription, Edmonton Strathcona, un certain nombre d'entrepreneurs ont essayé de lancer des entreprises et ils n'ont pas pu obtenir le soutien dont ils avaient besoin. Il y a les travailleurs et les gens de la communauté artistique. Edmonton Strathcona est le cœur de la communauté artistique. C'est là que se déroulent le Fringe Festival et le Edmonton Folk Music Festival. Tous ces artistes n'ont pas été en mesure de gagner un revenu et de faire ce qu'ils font pour vivre.

Travaux des subsides

Aussi terrible que cela ait été, nous devons également considérer ce qui est arrivé à nos enseignants, à qui nous demandons d'enseigner en ligne et hors ligne, et considérer les difficultés auxquelles ils ont dû faire face s'ils ont des familles à la maison qu'ils essaient de protéger tout en essayant de protéger nos enfants. Nous avons exercé une pression immense sur les travailleurs de la santé et d'autres travailleurs essentiels. Notre système de soins de santé est débordé. Nous devons faire face à une crise des opioïdes et à des défis en matière de santé mentale. Toutes ces choses sont terribles et nous devons vraiment nous y pencher, mais nous ne pouvons pas perdre de vue le véritable ennemi ici et le véritable ennemi est la COVID.

Je comprends que les restrictions ont été difficiles, mais je crois honnêtement qu'elles étaient nécessaires. Un de mes héros personnels est un médecin de l'Alberta, le Dr Vipond. Il ne cesse de dire que nous utilisons le mauvais terme. Il ne s'agit pas en fait de restrictions, mais de protections. C'est peut-être ainsi qu'il faut voir les choses. C'est peut-être la façon dont nous pouvons envisager les choses à l'avenir, à savoir que ce sont des protections.

Nous ne savons pas dans quelle mesure ces protections ont été efficaces. Nous ne savons pas combien d'autres personnes auraient pu mourir si ces protections n'avaient pas été mises en place. Nous ne savons pas combien d'autres variants nous aurions eus ou combien de temps encore nous aurions à lutter contre la COVID-19 si ces protections n'avaient pas existé. Nous savons que les masques, les petits rassemblements sociaux, les vaccins et l'équipement de protection individuelle sont utiles. Toutes ces mesures facilitent la poursuite des activités de nos systèmes de soins de santé et nous permettent d'assurer la sécurité de nos proches et la nôtre.

Comme beaucoup de députés le savent, l'Alberta va lever toutes les protections. Certains de mes collègues conservateurs l'ont applaudi avec enthousiasme plus tôt aujourd'hui. Toutefois, avant que les gens ne sortent leurs chapeaux du « meilleur été de tous les temps » ou du « meilleur printemps de tous les temps », je tiens à rappeler aux députés que depuis le meilleur été de tous les temps, des milliers d'Albertains sont morts. Ce sont des milliers de familles albertaines qui ont été dévastées.

Pourquoi l'Alberta lève-t-elle les restrictions? L'Alberta lève les restrictions parce qu'une poignée d'hommes en colère ont bloqué notre frontière et que le premier ministre se soucie davantage de ce que pensent ces « camionneurs », et j'utilise délibérément les guillemets, que de la santé et du bien-être des Albertains. Nous avons un premier ministre qui se préoccupe davantage des résultats des sondages que de l'application des lois qu'il a mises en place. Le projet de loi 1 a été la première loi que le premier ministre Kenney a mise en place. Il ne veut pas l'utiliser parce que cette loi n'a jamais été destinée à être utilisée contre les personnes qui votent pour le premier ministre Kenney. Cette loi était destinée à être utilisée contre les peuples autochtones. Cette loi était destinée à être utilisée contre les personnes qui protègent notre climat.

• (1140)

La COVID-19 n'est pas forcément une condamnation à mort. Pourtant, une personne en Alberta est maintenant plus susceptible de mourir de la COVID que d'une maladie cardiaque, d'une maladie pulmonaire ou de toute autre cause unique, sauf la vieillesse. Pourquoi en est-il ainsi? En un mot: à cause de la politique. C'est parce qu'en Alberta nous avons un premier ministre qui se soucie davantage de ses sondages que de la santé et du bien-être des Albertains.

La santé publique ne devrait pas être soumise aux caprices des politiciens. La santé publique doit être guidée par la science et la science sur la COVID est très claire. Les vaccins fonctionnent. Les masques sont efficaces. Les restrictions sur les rassemblements à l'intérieur sont efficaces. Nous devrions utiliser tous les outils dont nous disposons pour prévenir les pertes de vies et les impacts à long terme de la COVID. Sachant que la COVID de longue durée existe, sachant que l'impact se fera sentir pendant longtemps, notre système de santé continuera de dépenser des ressources contre la COVID bien après que ce virus ait disparu.

Il existe d'autres solutions que nous pouvons envisager. J'ai souvent pris la parole à la Chambre pour parler de l'équité en matière de vaccins. J'ai dit à quel point il était important que le Canada joue un rôle. Nous savons tous qu'il est impossible de sortir de cette pandémie au Canada si nous ne veillons pas à ce que les gens du monde entier puissent obtenir les vaccins et les protections dont ils ont besoin. Nous le savons, et pourtant nous avons un gouvernement qui refuse actuellement de faire don des doses requises.

Les libéraux sont fiers du fait qu'ils n'ont même pas atteint la moitié de leurs promesses en près de trois ans. Ils n'ont jamais réussi à travailler avec l'Organisation mondiale du commerce pour faire signer la dérogation à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce afin que les pays du monde entier puissent avoir accès aux recettes nécessaires à la fabrication de ces vaccins. Il est très important de penser au fait qu'ils font cela pour protéger les profits des pharmaceutiques. Ces pharmaceutiques gagnent des dizaines de milliers de dollars par minute, et elles ont développé ces vaccins avec des fonds publics.

Hier, j'ai vu une citation sur Twitter où quelqu'un a fait remarquer que le fait de confier aux pharmaceutiques la responsabilité du déploiement d'un vaccin équivaut à confier aux sociétés pétrolières et gazières la responsabilité du changement climatique. Pensons-y un instant. Nous donnons la possibilité de fabriquer des vaccins qui sauvent des vies à des entreprises pharmaceutiques dont la seule raison d'être est la marge bénéficiaire.

Il faut que le gouvernement agisse davantage à ce sujet. Il faut qu'il modifie le Régime canadien d'accès aux médicaments. Il faut qu'il signe la dérogation à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Il faut qu'il contribue davantage à COVAX, qu'il se préoccupe réellement de ces vaccins et qu'il se soucie de les mettre en circulation. Nous devons aider les populations du monde entier à disposer de seringues, de méthodes pour maintenir la chaîne de froid et d'équipement de protection individuelle. Ce n'est pas la même chose d'essayer de vacciner quelqu'un dans une collectivité rurale en Ouganda que d'essayer de vacciner quelqu'un au centre-ville de Toronto. Nous devons soutenir les pays dans cette démarche.

En plus de ce que nous pouvons faire dans le monde et du rôle que nous avons à jouer là-bas, nous devons en faire plus ici. Notre système de soins de santé au Canada a été décimé année après année. Nous devrions avoir des transferts fédéraux qui représentent 50 % du coût des soins de santé. Ce n'est plus le cas. Cela ne va plus.

Travaux des subsides

En ce qui concerne la motion présentée par les conservateurs, ces derniers semblent se réjouir à la perspective de lever toutes les restrictions sanitaires, alors que ce sont justement ces restrictions qui permettent à nos unités de soins intensifs de continuer à fonctionner et à nos médecins et travailleurs essentiels de poursuivre leur travail en toute sécurité. J'essaie de ne pas être cynique à la Chambre, même si c'est parfois très difficile, mais c'est vraiment à se demander si les conservateurs ne cherchent pas à détruire notre système de soins de santé. Veulent-ils vraiment qu'il s'effondre afin de pouvoir mettre en place un système à deux vitesses, à l'américaine, comme Jason Kenney et le Parti conservateur uni ont essayé de le faire en Alberta?

Nous devons prendre des décisions fondées sur des données scientifiques. Nous devons écouter les experts. Cette pandémie est planétaire et, en tant que telle, elle nécessite une solution planétaire. Il est temps d'arrêter d'en faire un enjeu politique. Il est temps d'arrêter de brandir des concepts creux. Il est grand temps que nous agissions pour notre bien à tous, celui des Canadiens, de nos enfants et de nos parents.

Il est grand temps que nous agissions pour le bien de toute l'humanité.

• (1145)

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Madame la Présidente, je suis rassuré d'avoir entendu la cheffe de l'opposition demander aux camionneurs de rentrer chez eux, après les avoir encouragés, pendant les deux dernières semaines, à enfreindre la loi, au nom de la liberté.

J'aimerais savoir ce que pense la députée de la contagion de l'anarchie, de Québec à Ottawa, et même jusqu'à Windsor, dans sa province, et des encouragements que la cheffe de l'opposition et ses collègues ont donnés aux camionneurs, ce qui a généré des comportements tout à fait à l'antithèse de ce que sont les Canadiens.

Mme Heather McPherson: Madame la Présidente, je suis la première à déplorer que lorsque le premier barrage frontalier a été mis en place à Coutts, en Alberta, le premier ministre provincial ne soit pas intervenu pour y mettre fin. Cela a encouragé les protestataires à bloquer Windsor et à commencer à manifester à l'aéroport d'Ottawa. Si nous avions utilisé les outils que nous avions à notre disposition pour affirmer haut et fort que ces infrastructures devaient rester ouvertes, dans l'intérêt de notre pays, de notre province et de toute la population, si le chef du Parti conservateur uni, Jason Kenney, avait eu le courage de le faire, je ne pense pas qu'il y aurait eu d'autres barrages ailleurs. Les protestataires attendaient certainement de voir comment le gouvernement allait réagir, mais il n'y a eu aucune réaction. Le gouvernement albertain s'est soumis et a supprimé l'obligation vaccinale. Très franchement, j'estime que Jason Kenney est en grande partie responsable de ce qui se produit maintenant.

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Madame la Présidente, je remercie la députée d'avoir ramené la discussion sur le sujet de l'impact qu'a eu la pandémie de COVID-19 sur la population, et d'avoir parlé de « protections » plutôt que de « restrictions ». Je l'en remercie. Je constate toutefois que la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui ne propose pas de solutions pour assurer la protection de la population.

J'invite la députée à nous dire ce qu'elle pense de la privatisation, comme cela a été mentionné. J'observe que, la semaine dernière, des députés d'en face ont parlé du rôle que pourrait jouer la

médecine privée dans la lutte contre la pandémie. J'aimerais savoir ce que la députée en pense.

• (1150)

Mme Heather McPherson: Madame la Présidente, ma collègue est toujours prête à défendre la communauté des soignants, et je salue les efforts qu'elle déploie à cette fin.

En Alberta, c'est un concept qui n'est pas nouveau. Il y a déjà eu des tentatives très sérieuses de privatiser de larges pans de notre système de santé publique. Par exemple, à l'heure actuelle en Alberta, il n'y a pas de service d'ambulance régulier pour répondre à des urgences à Edmonton, à Red Deer, à Calgary et dans de nombreuses collectivités rurales. De plus en plus de laboratoires sont privatisés. Une grande partie de notre système de santé est convoitée par le secteur privé, et il faut que les Canadiens comprennent que c'est très dangereux.

Je ne pense pas que les Canadiens veulent avoir un système de santé à deux vitesses. Je ne pense pas qu'ils veulent un système à l'américaine qui abandonne trop de gens à leur sort. Nous devons donc nous montrer très vigilants et veiller à ce que les transferts en santé aux provinces soient augmentés, que la Loi canadienne sur la santé soit bonifiée, et que des programmes pour la santé mentale et l'assurance-médicaments, entre autres, soient mis en place...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je dois donner la parole à d'autres députés.

Le député de Longueuil—Saint-Hubert a la parole.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours.

Il y a quelque chose d'un peu particulier dans ce qu'on vit. Évidemment, comme ma collègue et comme tous les députés, ce matin je constate un ras-le-bol. Les gens sont tannés, écœurés, fatigués de toutes les règles sanitaires et tout le reste.

Ce qui est vraiment particulier, c'est que le Canada est parmi les pays où les gens sont les plus vaccinés au monde, avec les règles sanitaires les plus rigides; malgré tout, le nombre de cas jusqu'à récemment était assez élevé. Beaucoup de pays lèvent les mesures sanitaires.

On voit que le système de santé au Québec est au bord de l'implosion malgré toutes les mesures mises en place et le fait que les gens soient vaccinés. On constate que c'est vraiment important d'augmenter les transferts en santé.

Ma collègue est-elle d'accord qu'il est temps d'avoir un sommet sur la santé et les soins de santé, parce que c'est vraiment important, et conséquemment d'augmenter les transferts en santé vers les provinces...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. La parole est à l'honorable députée pour une brève réponse.

[Traduction]

Mme Heather McPherson: Madame la Présidente, mon collègue siège avec moi au Sous-comité des droits internationaux de la personne, et je me réjouis à l'avance de pouvoir travailler à ses côtés sur les grands enjeux planétaires que ce comité va examiner.

Travaux des subsides

Pour répondre à sa question, je dirai qu'il est temps d'avoir un débat sérieux, non partisan et fondé sur des données scientifiques, sur la façon dont nous pouvons réduire les mesures de restriction et de protection. Nous voulons tous sortir de cette pandémie. Je veux que mes enfants puissent retourner à l'école, que ma fille...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons poursuivre le débat.

La parole est au député de Vancouver Kingsway.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Nous sommes à un moment crucial de notre histoire. Tous les Canadiens, quels qu'ils soient, ont été profondément touchés par ce qu'on décrit comme une pandémie planétaire qui n'arrive que tous les 100 ans. Je crois qu'on peut raisonnablement affirmer que personne n'aurait pu imaginer les ravages que la COVID-19 a causés sur les plans sanitaire, économique, politique et social.

Plus de 3 millions de Canadiens ont été infectés. Environ 35 000 en sont morts, trop souvent dans la souffrance et dans la solitude. Des familles ont été séparées. Des célébrations importantes dans la vie des gens ont dû être annulées. Des travailleurs ont perdu leur gagne-pain, et de petits entrepreneurs ont perdu leur entreprise. Les secteurs de la culture, de l'éducation et du tourisme ont été durement touchés, sans parler des liens sociaux. La santé mentale et la santé physique ont elles aussi été durement éprouvées.

Je crois qu'on peut dire que les Canadiens en ont assez, non seulement de combattre le virus, mais aussi de faire face à toutes sortes de difficultés. Il faut aussi reconnaître qu'à tous les paliers de gouvernement, les responsables ont dû prendre des décisions dans des circonstances exceptionnelles. Nous avons dû improviser, parfois, et nous avons dû prendre les meilleures décisions possible sans avoir une connaissance parfaite des faits et de ce que l'avenir nous réservait. Cela nous a rappelé, de façon très brutale, que mère nature est plus puissante que nous tous et qu'il est impossible de la déjouer.

Pour toutes ces raisons, il me semble approprié de faire preuve de reconnaissance et de générosité envers notre pays. Cela dit, il faut aussi reconnaître que des erreurs ont été commises, que des responsabilités importantes ont été esquivées et que des circonstances ont été exploitées, et ce blâme concerne toutes les institutions de notre pays.

Des politiciens se sont servis de la pandémie pour cliver la société et pour tirer un avantage partisan. Des partis politiques ont exacerbé les divisions et, de façon irresponsable, ont attisé les flammes de l'insurrection. Les agences de santé publique ont négligé de préparer adéquatement notre pays à une urgence sanitaire. C'est d'autant plus impardonnable que nous avons été prévenus, que des rapports avaient prévu cela. Il y a eu beaucoup de tergiversations politiques et d'erreurs, et on a affirmé des choses avec certitude alors que les données étaient encore incertaines. De grandes sociétés ont profité des pénuries et des difficultés économiques pour engranger des profits excessifs, et les Canadiens eux-mêmes, parfois à leur insu et parfois de façon délibérée, ont relayé sur Internet de fausses informations et des paroles haineuses.

Si bien que les citoyens n'ont jamais été aussi divisés qu'aujourd'hui. Une malheureuse tendance à trop simplifier les choses prévaut désormais. Chose plus inquiétante, le manque de transparence étouffe le débat scientifique, empêche les gens de poser des questions légitimes et permet la répétition des mêmes erreurs. C'est à la fois délétère et non scientifique, et, surtout, cela sape la

confiance des Canadiens dans nos institutions. Je pense qu'il est temps d'en prendre conscience et de changer les choses.

Cela fait maintenant deux ans que nous combattons cette pandémie. Les temps ont changé, et les citoyens aussi. Ils sont beaucoup mieux informés: ils ont accès aux données scientifiques et peuvent se renseigner sur les pratiques observées dans les autres pays. Dans bien des cas, ils peuvent se reporter à ce qu'ils ont vécu personnellement. Ils ont une bien meilleure idée de ce qui fonctionne, de ce qui a du sens et de ce qui n'en a pas. Ils sont capables de détecter les incohérences et les revirements politiques, qui ont été innombrables.

Il est temps de reconnaître qu'un grand nombre de Canadiens ont des questions légitimes à poser au sujet des politiques et des restrictions sanitaires qu'on leur a demandé de respecter. Après deux ans de pandémie, il est compréhensible qu'ils soient fatigués et frustrés. Ils ont fait de gros sacrifices et ils veulent que leur gouvernement fédéral fasse preuve de leadership en leur présentant une feuille de route pour l'avenir.

Je tiens à être clair. Rien ne justifie la propagation de fausses informations ou la contestation de la science. Rien ne justifie l'intimidation des travailleurs de la santé ou la prise en otage des habitants d'une ville. La liberté de se rassembler, de manifester et de s'exprimer sont des valeurs chères à notre pays, mais ce n'est pas la rue qui fait la loi. De plus, nous ne pouvons pas compromettre la santé des personnes vulnérables à la COVID-19 en levant toutes les restrictions sanitaires du jour au lendemain, comme le proposent certaines provinces. Ce serait une décision irresponsable, davantage inspirée par des considérations politiques que par la science.

Nous savons que les personnes âgées et celles qui sont vulnérables à cause de leur état de santé sont plus à risque de tomber gravement malades si elles attrapent la COVID. Nous devons donc nous assurer qu'elles sont protégées par des mesures de santé publique fondées sur la science.

● (1155)

La COVID continue de circuler au Canada et dans d'autres pays, et l'approche combinant vaccins et mesures de protection continue d'être la plus efficace. Cette approche comprend des vaccins, des mesures de santé publique ciblées et définies ainsi que des mesures de précaution individuelle. L'administratrice en chef de la santé publique, la Dre Theresa Tam, a récemment déclaré que le moment était venu et qu'il était important de revoir les mesures de santé publique en vigueur afin de déterminer quelle devrait être la prochaine étape.

Les néo-démocrates sont d'accord. Nous pensons qu'il est à la fois bon et nécessaire de revoir nos politiques actuelles fondées sur la science et les données probantes dans le but de nous assurer que nous sommes sur la bonne voie et, si ce n'est pas le cas, de faire les ajustements nécessaires. Nous ne devons pas hésiter à poser des questions et à suivre ce que nous disent les scientifiques. D'ailleurs, l'essence même de la science est le questionnement. Si on peut remettre en question les idées de géants comme Newton et Einstein, on peut certainement remettre en question celles du premier ministre et du gouvernement libéral. Je dirais même qu'au vu des mauvais résultats qu'ils ont obtenus jusqu'à présent, c'est notre devoir de le faire.

Travaux des subsides

Cela dit, il importe de souligner que la motion dont la Chambre est saisie déforme quelque peu les paroles de la Dre Tam. Lors d'une conférence de presse le 4 février dernier, celle-ci a répondu à des questions sur le passeport vaccinal et sur les restrictions de voyage en disant que le gouvernement fédéral était en train d'examiner toute une gamme de mesures de santé publique et de politiques, avec les provinces et les territoires, afin de déterminer quelle suite il allait leur donner.

Et surtout, la Dre Tam a également déclaré: « C'est pourquoi il est important de continuer à se protéger pour réduire la propagation, d'autant plus que nous passons plus de temps à l'intérieur pendant les mois d'hiver et que de premiers assouplissements sont apportés aux mesures de santé publique dans certaines régions du pays ».

Cette attitude est prudente. Nous devons reconnaître que comme le nombre extrêmement élevé d'infections dépasse notre capacité de dépistage, le nombre de cas signalés ne représente pas du tout le nombre réel d'infections au Canada. Le volume élevé d'infections par la COVID au Canada continue d'exercer une forte pression sur le système de santé à cause de l'augmentation du nombre d'hospitalisations et des taux élevés de maladie chez les travailleurs de la santé.

Cette motion est fondamentalement viciée. Elle préjuge de la science en tirant une conclusion avant que l'enquête ne soit terminée. Bien que tous les Canadiens désirent impatiemment retourner à la normale et être débarrassés des mesures sanitaires exceptionnelles, il est tout à fait irresponsable de demander cela avant que nous sachions qu'il est responsable et sécuritaire de le faire.

Quoi qu'il en soit, certaines choses sont très claires. Pour sortir de la pandémie en étant mieux préparé pour l'avenir, le gouvernement fédéral doit augmenter les transferts en santé aux provinces et aux territoires. Cette initiative fédérale permettra de combler les pénuries de personnel, d'accroître la capacité des hôpitaux et d'assurer aux Canadiens les soins dont ils ont besoin quand ils en ont besoin. C'est une leçon à tirer de la COVID que nous devons appliquer sans tarder. Nous devons veiller à ce qu'un plus grand nombre de lits soient disponibles pour les unités de soins intensifs et pour les services généraux et à ce que la capacité de pointe soit mieux planifiée. Les Canadiens ne devraient pas attendre pour subir leurs opérations chirurgicales et pour subir des tests de diagnostic et des dépistages vitaux de maladies comme le cancer.

Le gouvernement fédéral doit également améliorer l'accès au test PCR, au dépistage antigénique rapide et à l'équipement de protection individuelle pour tous les travailleurs de la santé, pour les travailleurs de première ligne, pour les éducateurs et pour les ménages canadiens. Le dépistage et le traçage demeurent des éléments essentiels de la gestion de la COVID dans tous les contextes, car nous ne pouvons pas gérer ce que nous ne mesurons pas.

De plus, il est essentiel que les libéraux cessent de protéger l'industrie pharmaceutique et qu'ils appuient la renonciation aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et sur les technologies mondiales contre la COVID-19 pour que les gens de tous les pays soient vaccinés. Des variants échappant au système immunitaire continueront d'émerger et de menacer ce que nous avons acquis si durement tant que tout le monde n'aura pas pleinement accès aux vaccins et aux autres technologies de la santé à mesure qu'on les découvre. Ce n'est pas seulement une question d'égalité. C'est une question de survie et d'intérêt personnel.

Une chose est certaine. Les néo-démocrates se considèrent comme le parti des soins de santé. C'est grâce à la vision, au travail et à la détermination des néo-démocrates d'un bout à l'autre du pays que notre système public de soins de santé a été conçu et bâti. Les néo-démocrates ne cesseront jamais de se battre pour que les Canadiens aient des mesures sanitaires efficaces et fondées sur des données probantes ainsi que le système de santé publique solide, résilient et complet qu'eux et leurs familles méritent.

• (1200)

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Monsieur le Président, le député donne à entendre qu'il appuie la dérogation aux dispositions concernant la protection des brevets pour les produits liés à la COVID dans l'Accord sur les ADPIC. Je sais que de nombreux députés de tous les partis sont du même avis. Pourrait-il en dire un peu plus sur la question et sur son importance?

M. Don Davies: Monsieur le Président, je remercie le député de son leadership et de son appui non partisan pour une meilleure politique du gouvernement canadien en faveur de l'équité vaccinale dans le monde. Je suis aussi enchanté de siéger avec lui au comité de la santé.

Il a tout à fait raison. Il est vrai que des milliards de dollars de l'argent des contribuables ont été consacrés dans la mise au point de vaccins. Dans le cas de Moderna, 2 milliards de dollars, je crois, soit 100 % du financement de son vaccin, sont venus des contribuables. De même, en s'associant avec son partenaire allemand, Pfizer a reçu, je crois, un demi-milliard d'euros du gouvernement allemand. Cela signifie que cette technologie est financée par des fonds publics. Elle devrait donc être disponible pour le bien public.

En outre, nous aurions tout à gagner à mobiliser la capacité de chaque pays du monde à pouvoir fabriquer le vaccin, le distribuer et l'administrer à sa population. Toute mesure qui va à l'encontre de cela est, par définition, non seulement injuste, mais aussi contre-productive. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce, le gouvernement libéral refuse toujours d'appuyer une dérogation temporaire à la réglementation de l'Accord sur les ADPIC afin de permettre à chaque pays d'avoir accès aux vaccins et à la technologie sans l'entrave des brevets. Les États-Unis ont dit qu'ils accepteraient. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne fera pas de même alors qu'il est si important d'aider non seulement la population mondiale, mais aussi les Canadiens, à composer avec le prochain variant Omicron résistant à la vaccination.

• (1205)

Mme Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington, PCC): Monsieur le Président, hier soir encore, j'ai parlé à des gens de ma circonscription: une famille qui a fait d'énormes sacrifices et qui a fait face à de grandes difficultés. La santé financière, sociale, morale, physique et mentale des Canadiens continue de souffrir. Être stigmatisé, ridiculisé et divisé par le gouvernement est inacceptable, et il est clair que les Canadiens en ont assez. Nous devons écouter la science et la voix des gens qui nous ont élus, et être pour eux une source d'espoir et d'inspiration. C'est notre rôle en tant que parlementaires.

Le député reconnaît-il que nous devons offrir autre chose qu'un gouvernement idéologique, rigide, qui sème la discorde, et aspirer à un plan raisonnable, fondé sur la science et réfléchi pour sortir de la pandémie?

M. Don Davies: Monsieur le Président, j'ai aussi hâte de travailler avec ma collègue au comité de la santé.

Travaux des subsides

Je suis d'accord avec une bonne part de ce qu'elle a dit. Je parle aussi à mes électeurs et je partage non seulement leur fatigue, leur frustration et leur désir de retrouver une vie normale, mais aussi leur volonté de discuter de façon plus adulte des problèmes du pays. J'en ai parlé dans mon discours. Il est temps que nous reconnaissions qu'il y a des questions légitimes au sujet des mesures obligatoires et des politiques qui ont été mises en œuvre par tous les ordres de gouvernement, et nous devons créer l'espace où les Canadiens peuvent poser ces questions. Nous devons également examiner ces questions à la lumière des données et de la science. C'est cela qui devrait nous guider.

Enfin, je partage tout à fait le désir de ma collègue de l'opposition d'avoir un gouvernement réfléchi, qui s'appuie sur des données probantes et qui n'exploitera pas cette pandémie, comme je crois que le gouvernement fédéral est accusé de le faire par son propre caucus. C'est la raison pour laquelle je suis membre du Nouveau Parti démocratique, parce que c'est exactement le genre de gouvernement que nous donnerons aux Canadiens lorsque nous serons élus.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de Vancouver Kingsway de son discours.

Le Bloc québécois est en accord avec plusieurs éléments de son discours, notamment la question des transferts en santé qui ne doivent plus se faire attendre. Le gouvernement doit agir dès maintenant pour s'entendre avec le Québec et les provinces.

Il y a certainement un ras-le-bol collectif présentement. Mon collègue l'a bien exprimé pendant son discours. Cependant, au Bloc québécois, nous sommes d'accord sur le fait que l'outil pour traverser la pandémie reste toujours la vaccination et, bien sûr, le fait d'être à l'écoute de la santé publique.

Il y a un sujet sur lequel j'aimerais que mon collègue nous donne son avis, et ce sont les brevets. On sait que la pandémie est mondiale et que, même si on a un plan pour la gestion des frontières, laquelle relève du gouvernement fédéral, cela ne règle en rien la situation si d'autres pays n'ont pas accès aux vaccins. J'aimerais que mon collègue partage son avis à ce sujet.

[Traduction]

M. Don Davies: Monsieur le Président, j'ai déjà parlé de cette question très importante des brevets. Je suis d'accord avec le député pour dire que la position du gouvernement du Canada est inadmissible, en ce sens que nous continuons de faire obstacle aux dérogations à l'Accord sur les ADPIC de l'Organisation mondiale du commerce. Nous empêchons d'autres pays de vacciner leurs citoyens.

J'aimerais parler un instant des brevets au Canada. À une certaine époque, le gouvernement libéral se vantait d'avoir le portefeuille le mieux garni au monde, mais il est aujourd'hui l'un des plus minces. Il y a quatre types de vaccins: les vaccins à agent entier, les vaccins de thérapie génique, les vaccins composites et un autre type de vaccins. Nous n'en avons qu'un seul type, soit le vaccin de thérapie génique, qui n'est produit que par deux fabricants. Je ne sais pas pourquoi Santé Canada n'approuve pas d'autres vaccins, comme des vaccins à agent entier, qui sont utilisés très efficacement dans des pays touchés par la COVID-19, parce que cela donnerait plus de choix aux Canadiens ayant des préoccupations au sujet de la technologie de l'ARN messenger. Les Canadiens pour-

raient avoir accès, comme les Européens et les Asiatiques, à des vaccins à agent entier.

Une entreprise canadienne qui a reçu de l'argent du gouvernement, Novavax, a fait approuver son vaccin dans plus de 24 pays, mais il ne l'est toujours pas ici. Nous devons...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. La députée de Calgary Nose Hill a la parole.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Kildonan—St. Paul.

Nous sommes saisis aujourd'hui d'une motion. La Chambre des communes demande au gouvernement fédéral de déposer un plan visant à lever toutes les mesures obligatoires et les restrictions fédérales.

Ce que je veux faire aujourd'hui, c'est expliquer pourquoi je crois que la justification initiale de ces mesures n'a peut-être plus sa raison d'être et qu'il existe de meilleures solutions pour régler ces problèmes. J'aimerais aussi expliquer pourquoi le maintien des mesures de restriction coûte cher. Je proposerai ensuite des solutions autres que des mesures de restrictions que le gouvernement pourrait adopter pour remédier à certains des problèmes auxquels nous faisons face.

En ce qui concerne le premier point, la plupart des mesures de restriction au Canada ont été mises en place pour réaliser cinq objectifs, à savoir déterminer ce qu'était la COVID-19, contenir le virus, nous donner le temps d'obtenir des vaccins et des traitements, inciter les gens à se faire vacciner et veiller à ce que les hôpitaux aient une capacité suffisante pour traiter les patients ayant besoin de soins actifs d'urgence.

Je vais passer en revue chacun de ces points très brièvement.

Premièrement, nous savons maintenant ce qu'est la COVID-19. Bien sûr, nous devons effectuer des recherches sur la COVID longue et sur ses répercussions, et nous devons absolument nous assurer de détecter les variants émergents partout dans le monde, mais nous savons maintenant de quoi il s'agit et nous disposons d'un bon corpus de recherches à ce sujet. Par conséquent, je ne crois pas que le maintien des restrictions nous permette de réaliser d'autres gains ou d'en apprendre davantage à ce sujet. Le gouvernement n'a certainement pas présenté de données indiquant que des restrictions continues sont nécessaires pour que nous puissions mener des recherches supplémentaires. Je dirais que ce serait une très mauvaise politique publique.

Deuxièmement, les restrictions ont été mises en place initialement pour contenir la COVID. N'importe qui à la Chambre aurait de la difficulté à dire que la COVID est maîtrisable. Ce n'est pas le cas. Nous sommes maintenant dans un état endémique. Oui, il y a des variants qui émergent, et nous devrions être en mesure de surveiller ces variants et d'en communiquer les tenants et aboutissants aux professionnels de première ligne et de nous assurer que nos vaccins et nos traitements sont à la hauteur, mais il n'est pas possible d'enrayer entièrement la COVID. En fait, comme de nombreux Canadiens qui avaient été vaccinés ont tout de même contracté le variant Omicron, nous ne pouvons pas prétendre fonctionner sans risque de COVID.

Travaux des subsides

Troisièmement, les mesures de restriction ont été mises en place pour nous permettre d'obtenir des vaccins et des produits thérapeutiques. Je suis entièrement vaccinée et j'ai reçu ma dose de rappel. J'encourage tous ceux qui ne sont pas allés se faire vacciner à le faire. C'est la meilleure façon de prévenir les complications liées à la COVID-19.

En ce qui concerne le quatrième point, on peut soutenir — et il faudra régler la question à la Chambre — que d'autres restrictions n'inciteront pas plus de Canadiens à se faire vacciner à ce stade-ci. Si les Canadiens ne se sont pas fait vacciner après toutes ces mesures de restriction, ils ne le feront probablement jamais. La polarisation politique du discours n'a certainement pas contribué à la vaccination. Comme l'a dit mon collègue de Vancouver Kingsway, il y a d'autres solutions que nous devrions envisager, notamment des façons de comprendre pourquoi certaines personnes hésitent à se faire vacciner et de les inciter à le faire d'une autre façon, mais les mesures de restriction ne feront pas avancer les choses. Je n'ai pas vu de données à cet effet.

Enfin, nous devons nous assurer que les hôpitaux disposent d'une capacité suffisante pour traiter les patients en soins actifs d'urgence. Nous en sommes à la troisième année de la COVID-19. Si le gouvernement fédéral n'a pas joué son rôle de rassembleur pour réunir de toute urgence les provinces et leur dire comment le gouvernement fédéral peut soutenir une capacité supplémentaire au sein de notre système de soins de santé, des restrictions supplémentaires ne suffiront pas. Il est tout à fait injuste de demander aux Canadiens de continuer à limiter leurs déplacements et de restreindre leur liberté et leur accès à certains secteurs parce que le gouvernement fédéral n'a pas réglé ce point critique. C'est un problème qui est annoncé depuis des décennies. La pandémie a exposé cette situation au grand jour pour tous les Canadiens, et tous les députés ont le devoir d'exhorter le gouvernement fédéral à s'attaquer au problème épineux qu'est l'état de notre système de soins de santé, non seulement au nom de tous nos électeurs, mais aussi au nom des professionnels de la santé de première ligne. Ce n'est pas en imposant des restrictions supplémentaires et en demandant aux Canadiens de se sacrifier que nous réglerons ce problème.

Si c'est la raison pour laquelle des restrictions ont été mises en place et si nous n'en avons plus besoin, que devrions-nous faire? J'appuie cette motion parce que le gouvernement doit faire connaître son plan sur la façon de régler le reste de ces problèmes, mais cela ne peut pas se faire au moyen de restrictions continues.

● (1210)

Premièrement, j'appelle le gouvernement fédéral à acquiescer à ce que nous demandons dans la motion d'aujourd'hui: un plan ferme prévoyant la levée de toutes les restrictions, notamment des passeports vaccinaux pour les passagers aériens, des tests PCR pour les voyageurs arrivant de l'étranger et des tests de dépistage à l'arrivée. De plus, je crois que le gouvernement a également le devoir de s'occuper des fonctionnaires fédéraux qui ont été congédiés à cause de leur statut vaccinal.

Deuxièmement, je demande au gouvernement fédéral de rétablir le système d'avertissement rapide en cas de pandémie qu'il a lui-même désactivé, privant ainsi le Canada d'un système cohérent de détection des pathogènes émergents, et de l'intégrer à notre système de santé publique. Cela aurait dû être fait il y a longtemps. Les restrictions ne sont pas la solution à ce problème; seule une volonté politique permettra de le régler.

Je demande au gouvernement fédéral de réunir les gouvernements provinciaux, comme il a le pouvoir de le faire, pour discuter de la façon de remettre en état notre système de santé. Il aurait dû s'atteler à cette tâche il y a des mois et nous aurions dû déjà en voir les résultats. Il doit s'y mettre dès aujourd'hui. Le gouvernement doit stimuler les gouvernements provinciaux et s'assurer que nous ayons suffisamment de fonds. Les professionnels de la santé de première ligne doivent diriger cette consultation, et pas seulement la consultation, mais aussi le plan d'urgence.

Je demande à tous les paliers de gouvernement de reconnaître qu'il est inacceptable de recourir à la suppression de libertés comme étant une solution permanente, au lieu d'admettre le mauvais état de notre système de santé. Nous ne pouvons continuer à dire que c'est en supprimant des libertés que nous réglerons un problème que le gouvernement fédéral a négligé de régler. Nous devons aller de l'avant.

Je demande aussi au gouvernement fédéral de reconnaître que sa stratégie de communication durant la pandémie a été tout à fait catastrophique. Au moment où il demandait aux Canadiens de faire implicitement confiance aux établissements de santé publique, nous ne cessons de leur donner des avis contradictoires et le Comité consultatif national de l'immunisation a laissé entendre que l'un des vaccins n'était pas sûr. C'est finalement ce qui a préparé le terrain pour les théories du complot.

J'ai pris la parole à la Chambre des communes à maintes reprises pour demander au gouvernement fédéral de corriger ses lacunes en matière de communication. Il doit le faire immédiatement. Ce serait facile de dire « Nous ne le savons pas pour le moment, mais voici ce que nous faisons pour obtenir cette information. » Voilà une réponse qui suscite la confiance. Le fait de tergiverser et d'insulter des gens qui lui demandent d'expliquer ses volte-face n'a fait que miner la confiance des gens dans les établissements de santé publique. Il faut absolument corriger le tir de manière non partisane.

J'exhorte les députés de tous les partis de calmer leurs propos sur la pandémie. La vaccination est devenue un enjeu politique épineux durant la campagne électorale. Cela doit cesser. Nous aurions dû consacrer nos énergies à chercher à comprendre pourquoi des gens hésitaient à se faire vacciner et, au lieu de les insulter, leur proposer des solutions susceptibles de répondre à leurs questions et d'apaiser leurs inquiétudes. Tout au long de la pandémie, les conservateurs n'ont cessé de presser le gouvernement de fournir des vaccins, car nous savons pertinemment que la vaccination est un outil essentiel dans la lutte contre la COVID. Le gouvernement a cependant choisi de politiser cet enjeu.

À ceux qui bloquent les infrastructures publiques aujourd'hui, je dirais que vous avez aussi le devoir d'apaiser vos propos et de vous retirer. Le mot « propos » n'est pas judicieux, et je le retire. Quand il s'agit du blocage d'infrastructures publiques, je suis certainement contre. Je me suis opposée aux mouvements Occupy à Vancouver et Toronto. Il y a 10 ans, je me suis opposée aux blocages des oléoducs, et il n'y a pas de différence aujourd'hui. Nous devons veiller à ce que les infrastructures publiques soient accessibles. Cela ne prive personne de son droit de manifester pacifiquement, mais ce qui se passe aujourd'hui sur le pont Ambassador doit cesser.

Travaux des subsides

Je demande également au gouvernement de reconnaître qu'actuellement, le coût du maintien des restrictions est plus élevé que celui de toute autre mesure. Nous sommes face à une agitation civile et à des pertes d'emplois. Le recours aux restrictions comme solution temporaire à certains problèmes d'une plus grande ampleur ne fait qu'empirer la situation au pays. Nous devons aller de l'avant.

J'aimerais soulever brièvement deux autres points. Je suggère au gouvernement de mettre sur pied un comité parlementaire d'urgence composé de membres de tous les partis chargé de réfléchir à une solution. Nous devrions le faire immédiatement et trouver des solutions à certains de ces problèmes d'une plus grande ampleur. Nous devrions également faciliter la production de vaccins ici au pays. Nous n'en produisons pas suffisamment.

Il y a tellement de mesures que le gouvernement pourrait prendre. C'est pourquoi nous demandons l'établissement d'un plan et la levée des restrictions. J'espère que tous les députés comprennent que les restrictions ne sont pas la panacée à ces problèmes et qu'elles doivent être levées.

• (1215)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été très encouragé d'entendre la cheffe de l'opposition dire clairement que les barrages doivent être levés. La députée vient elle aussi de parler de la fin des barrages. Je vois cela comme un pas dans la bonne direction.

Je pense aussi aux députés de son propre caucus qui ont encouragé les manifestants et leur ont rendu hommage virtuellement dans les médias sociaux.

La députée pourrait-elle suggérer à ses collègues du caucus de se rallier aux propos tenus par la cheffe de leur parti dans les médias sociaux et, peut-être, de retirer certaines des photos qu'ils ont affichées?

• (1220)

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, je trouve regrettable que mon collègue ne s'engage pas à présenter un plan pour lever les restrictions. À mon avis, c'est probablement la situation la plus grave à laquelle notre Parlement a été confronté depuis une génération, et aujourd'hui, ce type de question ne permettra de régler aucun des problèmes que j'ai soulevés. Il n'a commenté aucune des solutions proactives que j'ai suggérées.

Ressaisissez-vous — pas vous, monsieur le Président, mais mon collègue d'en face.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue de Calgary Nose Hill pour son discours. J'ai trouvé très intéressants certains points qu'elle a soulevés, notamment qu'il faut avoir l'humilité de reconnaître qu'on ne peut pas tout savoir et qu'on va en apprendre beaucoup et régulièrement au courant d'une pandémie.

Il y a un jeune étudiant en médecine au Québec qu'on surnomme « le Dr de TikTok ». Il publie souvent des petites vidéos où il démonte certaines prétentions des mouvements anti-vaccins et anti-mesures sanitaires. Il le fait sur un ton d'éducation et de communication. Comme le disait ma collègue, je pense que c'est sur ce ton qu'on doit convaincre les gens qui ne veulent pas se faire vacciner de le faire.

Dans le même esprit, concernant le plan de déconfinement demandé au gouvernement dans la motion des conservateurs, est-ce que ma collègue est d'accord pour dire que ce plan doit être présenté en se fiant aux données scientifiques, fournies notamment par la Dre Tam et par la santé publique du Canada, mais qu'il faut aussi faire preuve de flexibilité, parce qu'il y aura peut-être des impondérables et certainement des éléments inconnus qui vont se présenter en cours de route? Est-ce qu'elle est d'accord pour que ce plan réponde à ces critères?

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, j'ai une impression de déjà vu parce qu'il y a à peu près un an, nous nous sommes tous levés à la Chambre pour débattre de la nécessité d'établir un plan en vue de mettre fin aux restrictions.

Un plan pour mettre fin aux restrictions ne signifie pas que nous ne voulons pas que les Canadiens soient en santé et en sécurité. Nous disons plutôt que les restrictions imposées aux libertés des Canadiens et les répercussions sur notre économie et sur notre santé mentale en tant que pays sont des éléments qui doivent être soulevés dans le cadre de l'élaboration d'une politique publique, et à l'heure actuelle, ces coûts sont trop élevés. Ce plan doit garantir la participation du simple citoyen afin que les personnes assises dans un bureau ou travaillant de la maison sur des ordinateurs portables ne soient pas les seules à se prononcer. Oui, le plan doit être fondé sur la science, mais il doit aussi être dirigé par une population qui est fatiguée, épuisée et qui veut de l'espoir. L'objectif ultime doit être de mettre fin aux restrictions.

Nous ne pouvons pas régler ces problèmes avec des restrictions. Nous avons besoin d'une politique publique plus efficace. Nous devons mettre fin au mauvais choix de restrictions. Elles n'auraient jamais dû être normalisées et elles ne devraient jamais l'être comme moyen de régler ces problèmes systémiques plus vastes. Elles doivent cesser, et nous avons besoin de meilleures solutions.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NDP): Monsieur le Président, je remercie ma collègue conservatrice de son discours et d'avoir essayé de donner l'exemple en demandant aux députés d'atténuer leurs propos. Je pense que même en cas de désaccords, il est bénéfique de le faire, pas seulement à la Chambre, mais dans tout le pays.

Je veux m'attarder sur un point. Ma collègue a utilisé l'expression « restrictions de santé publique » alors qu'elle voulait peut-être dire « mesures de santé publique », la différence étant, à mon sens, que le mot « mesures » englobe la vaccination obligatoire ainsi que les éléments moins contraignants comme le port du masque et les choses de cette nature. J'aimerais avoir des précisions à ce sujet.

Je dirais ceci par ailleurs. Il est important de laisser les responsables de la santé publique mener cette conversation, même si je pense qu'il s'agit d'une conversation que nous devrions tenter d'avoir dans l'arène politique également. Nous avons souvent constaté une forte hausse du taux d'hospitalisation là où les restrictions de santé publique ont été levées prématurément. Cela renvoie au problème que vivent actuellement de nombreuses familles dont les membres doivent composer avec un arriéré des chirurgies à l'hôpital. Les restrictions sont importantes dans ce contexte.

Je me demande si la députée veut s'exprimer sur l'autre facette de l'équation, à savoir comment les hôpitaux se remplissent lorsque nous n'imposons pas de restrictions de santé publique.

Travaux des subsides

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, je crois que les restrictions de santé publique devraient guider nos décisions en tant que législateurs. Au bout du compte, il nous incombe ainsi qu'aux ministres de prendre ces décisions; les responsables de la santé publique ne peuvent pas les prendre pour nous. Leurs opinions peuvent guider nos décisions, mais ils ne peuvent pas les prendre pour nous.

Quant au deuxième point, les hospitalisations, nous sommes dans la troisième année de la COVID et le gouvernement devrait trouver la façon de régler fondamentalement ce qui se passe lorsqu'il y a 300 personnes de plus dans un hôpital dans une région, plutôt que de maintenir les mesures de confinement. On ne peut pas continuer ainsi. Il faut réformer le système de soins de santé. On ne peut pas s'attendre à ce que la société s'arrête chaque fois qu'il y a un afflux de patients dans le réseau de la santé. C'est la réalité pure et simple. On a dépassé ce stade. Si nous ne le comprenons pas, nous ne parviendrons jamais à redresser le système de soins de santé canadien. La conversation sera difficile et nous devons désamorcer les beaux discours dans ce contexte, mais je dois dire que les restrictions ne régleront pas le problème.

Je conclurai par ceci: j'encourage tous ceux qui ne se sont pas encore fait vacciner à le faire, mais le maintien des restrictions ne les fera pas changer d'avis après six mois. Nous devons chercher d'autres moyens d'encourager les gens à se faire vacciner et nous devons redresser le système de soins de santé.

• (1225)

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole en reconnaissance de la gravité de la situation que vit l'ensemble du Canada. Notre pays est confronté à une crise qui ne cesse de s'aggraver et je me réjouis que nous ayons un débat démocratique à la Chambre sur la voie à suivre.

Au cours des dernières semaines, les conservateurs ont commencé à parler au nom des citoyens qui souffrent en silence depuis deux ans, tous ceux qui ont été gravement touchés par bon nombre des mesures de santé publique imposées pour assurer leur sécurité, comme l'ont répété à maintes reprises le premier ministre et le parti au pouvoir. Ces mesures ont été mises en place d'abord et avant tout pour assurer la sécurité des Canadiens, mais nous constatons, au fur et à mesure que le flot de messages continue d'inonder nos boîtes de réception et nos bureaux, que les mesures ont aussi eu de graves conséquences. Nous sommes nombreux à avoir souligné ces conséquences depuis très longtemps, et plus particulièrement au cours des dernières semaines.

La semaine dernière, j'ai attiré l'attention sur un certain nombre de conséquences très réelles des mesures de santé publique qui étaient destinées à assurer la sécurité des gens, mais qui leur ont causé de graves préjudices. On doit se rappeler que tous les foyers ne sont pas sûrs. Il n'est pas toujours sûr d'être enfermé chez soi. On peut avoir un parent ou un conjoint qui n'est pas stable. Certaines personnes composent avec l'isolement, la toxicomanie et l'abus d'alcool, et on a vu des surdoses de drogue et des suicides. L'effet de la perte d'emploi est important et engendre des dommages durables. L'ouverture et la fermeture des écoles par intermittence auront des conséquences à long terme.

C'est le son de cloche qu'on entend régulièrement. Voilà pourquoi les conservateurs ont présenté une motion de l'opposition, l'un des outils démocratiques dont nous disposons, pour demander au gouvernement libéral de présenter un plan concret pour redonner de l'espoir, pour permettre aux Canadiens d'espérer que le gouverne-

ment sait ce qu'il fait et qu'il a un plan. On dirait que les libéraux ne savent pas ce qu'ils font. Ils sont en train de perdre le fil. Chaque jour à la télévision, on voit la situation s'aggraver dans tout le pays et c'est terriblement grave. J'espère que le gouvernement libéral prend la situation au sérieux. J'espère que les membres du gouvernement se réunissent en coulisses pour discuter des mesures à prendre et pour trouver une solution pacifique au problème, une voie d'avenir pleine d'espoir pour les Canadiens.

Lundi soir, la Chambre a tenu un débat d'urgence à la demande du NPD et j'y ai participé. Je dois dire que l'avalanche de réactions de tout le pays a été stupéfiante. Mon bureau n'a pas pu suivre le rythme des appels et des messages provenant des quatre coins du pays. Il est particulièrement intéressant de constater que ces messages proviennent de personnes de toutes allégeances politiques et qu'elles sont les premières à dire qu'elles n'ont pas voté pour moi, mais que mes propos ont trouvé écho chez elles. C'est révélateur. C'est rare. Les gens disent qu'ils sont doublement ou triplement vaccinés et qu'ils ont appuyé toutes les mesures jusqu'à présent, mais qu'ils souffrent maintenant et qu'il faut du changement. Les Canadiens ont besoin d'une voie à suivre.

Après notre important débat de lundi soir, dès le lendemain matin, un député libéral, et c'est assez rare, a convoqué une conférence de presse. C'est plus inédit que les gens ne le pensent. Un député libéral de la ville de Québec a réitéré ce que les conservateurs affirment depuis longtemps, à savoir que le parti au pouvoir se sert des mesures liées à la COVID pour diviser les Canadiens. Nous apprenons que, lors de la dernière campagne électorale, il y a eu un effort pour politiser le débat afin de diviser les Canadiens en ce qui concerne les politiques relatives à la COVID, ce que je trouve extrêmement honteux. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, j'ai constaté les effets de cet effort de division, et j'ai vu que cette décision calculée de diviser les Canadiens au sujet de la COVID a causé un préjudice à la population.

Le lendemain, un autre député libéral du Québec a dit qu'il était d'accord avec ce député libéral et que d'autres membres du caucus libéral l'étaient également. Il n'y a pas que les conservateurs. Nous entendons aussi des députés du NPD, du Bloc et du Parti vert dire que les citoyens qu'ils représentent sont victimes de cette situation et qu'ils veulent un plan pour l'avenir.

Je tiens à dire aux manifestants à l'extérieur que nous les entendons, mais que nous avons aussi besoin qu'ils agissent de façon pacifique et légale. La température dans ce pays monte à un degré alarmant. Nous voyons des barrages illégaux. Comme conservatrice, j'appuie les manifestations légales, licites et pacifiques, pas les barrages illégaux. C'est une distinction très importante et j'encourage tous ceux qui manifestent pacifiquement à rester vigilants dans leurs actions pacifiques et légales, mais les responsables des barrages illégaux nuisent à l'économie et à leurs collectivités. Ils doivent rentrer chez eux.

Nous les entendons et nous défendons leurs droits. Plus tôt dans la journée, notre brave et courageuse cheffe de l'opposition loyale de Sa Majesté a déclaré que nous n'allions pas cesser de nous battre pour eux jusqu'à ce que toutes les restrictions de santé publique soient levées. Nous n'arrêterons pas tant que nous ne pourrions pas aller de l'avant de façon pacifique et sûre, et que le gouvernement ne mettra pas un terme définitif à ce qui divise les Canadiens depuis trop longtemps.

Travaux des subsides

• (1230)

Le monde entier nous regarde, y compris les actualités aux États-Unis et au Royaume-Uni. La BBC a communiqué avec moi. Ils nous observent.

Lundi soir, le premier ministre avait l'occasion de s'adresser à la nation pour présenter un plan. Qu'a-t-il fait plutôt? Il a doublé la mise. Il a doublé la mise sur sa position qu'il utilise depuis six mois pour diviser les Canadiens. Il a monté les Canadiens les uns contre les autres. Il s'est abaissé à utiliser la peur contre les Canadiens pour diviser le pays.

Le monde nous regarde. En tant qu'élu, nous avons l'obligation de défendre les marginaux et ceux qui ont subi des préjudices à cause de cette situation. En me rendant à pied à l'édifice de l'Ouest aujourd'hui, j'ai croisé une femme derrière une poussette. Elle manifestait pacifiquement, légalement, comme on le voit un peu partout au pays. Elle m'a arrêtée et m'a demandé si c'était moi qui avait pris la parole lundi. Les larmes aux yeux, elle m'a remercié d'avoir pris sa défense.

Je défendais seulement les intérêts des citoyens et j'ai reçu des milliers de commentaires. Des personnes disaient être en pleurs, qu'elles n'avaient même pas pu écouter mon intervention jusqu'à la fin et qu'elles me remerciaient. C'est sans précédent. Tous les partis doivent prêter attention à ce qui se passe. Ce sont des Canadiens de toutes tendances politiques, de tous les groupes démographiques, de toutes les religions et de tous les milieux économiques qui s'expriment. Au lieu d'écouter, le gouvernement libéral et le premier ministre accentuent la division.

La division est réelle, et on le voit dans les sondages d'opinion. Ainsi, il ressort d'un sondage publié la semaine dernière que plus de 50 % des Canadiens veulent la fin de toutes les restrictions et réclament un plan. C'est nouveau. Ce n'était pas le cas il y a deux ou trois mois où un sondage disait que 27 % des Canadiens voulaient voir jeter en prison les personnes qui n'étaient pas vaccinées contre la COVID. Je dis bien que 27 % des Canadiens voulaient qu'on mette derrière les barreaux les personnes qui n'étaient pas vaccinées. Jusqu'où irons-nous? Jusqu'où le gouvernement libéral ira-t-il?

Les Canadiens se dressent les uns contre les autres et le premier ministre en rajoute, alors qu'il devrait se comporter en leader et présenter un plan de règlement pacifique, pour redonner espoir aux Canadiens, afin que tout le monde rentre chez soi. Voilà ce que les gens veulent. Ils réclament seulement un plan pour aller de l'avant. C'est ce que nous demandons au gouvernement dans la motion de l'opposition d'aujourd'hui. C'est plus que raisonnable. Nous lui donnons des semaines pour contacter les meilleurs experts au pays, les réunir autour d'une table et discuter de solutions.

Je l'ai déjà dit. Nous voyons tellement d'autres pays très avancés relancer leurs activités. Ils ont tous les outils. Ils ont fait tout le travail et ils écoutent leurs citoyens. Le premier ministre peut décrocher le téléphone. Il est l'homme le plus puissant du pays. Il en a le pouvoir et j'estime déplorable qu'il ne le fasse pas. Il ne va pas de l'avant, il ne montre pas de sens de l'unité.

J'ai parlé d'ouvrir la porte. Le moment est venu pour lui d'ouvrir cette porte. Il peut convoquer aujourd'hui une conférence de presse et mettre fin à tout cela. Je pense que tous les Canadiens, qu'ils soient d'accord ou pas avec ce que nous disons, souhaitent une résolution pacifique à cette crise. Certains journalistes parlent de faire appel à l'armée, entre autres. Or, il suffirait au premier ministre de

convoquer une conférence de presse et de dire que la situation est allée trop loin. Nous demandons que le gouvernement présente un plan pour aller de l'avant comme d'autres pays l'ont fait.

Voilà ce que réclament les conservateurs. Voilà ce que réclament des millions de Canadiens. Cette demande n'est pas le souhait d'une minorité et elle n'est pas inacceptable et elle ne vient pas d'éléments anti-canadiens, racistes, misogynes ou je ne sais quels autres qualificatifs il a utilisés à leur propos. Ce n'est pas ce que je vois. Je vois des femmes avec des poussettes dans les rues d'Ottawa qui me remercient de défendre leurs intérêts. Pourquoi le premier ministre ne peut-il pas défendre les intérêts de ces femmes?

Je demande aux députés libéraux — et je sais qu'il y en a d'autres — d'intervenir, de faire ce qu'il faut et d'avoir du courage. Cela fait peur de parler de ce sujet. J'étais terrifiée la première fois que je suis passée devant les manifestants pour me rendre à la Chambre en sachant que j'allais en parler pour la première fois en deux ans. Les politiciens ont tous été intimidés. Chaque fois que nous ouvrons la bouche à ce sujet, nous recevons une volée de bois vert, mais nous devons faire preuve de courage.

Je demande au premier ministre d'avoir du courage et de la compassion. Il peut présenter un plan et mettre fin à cette crise. Il est l'homme le plus puissant du pays. Il peut le faire tout seul. Il peut nous unir pour la première fois en deux ans. Je demande à tous les députés d'avoir du courage et d'agir en dépit de la peur.

• (1235)

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Nous sommes d'accord sur deux points: oui, les gens sont exaspérés, et on a besoin d'un plan. Toutefois, la motion que les conservateurs nous montrent aujourd'hui, c'est une camisole de force. Il n'y a pas de nuance et la conclusion est écrite d'avance: peu importe les circonstances ou le contexte, on demande la levée de toutes les restrictions, sans qu'on s'appuie sur la science ou sur les recommandations de la santé publique.

Cette motion n'est-elle pas un cadeau à ceux qui sont dehors ici, qui bloquent les rues de la ville, qui ont menacé de renverser un gouvernement élu et qui sont financés par les partisans de Donald Trump?

[Traduction]

Mme Raquel Dancho: Monsieur le Président, j'invite le député à lire la motion. En fait, nous citons des experts en santé publique au Canada. Comme le soulignait notre cheffe, la Dre Tam, la Dre Hinshaw, le Dr Moore et de nombreux autres éminents médecins de la santé publique dans ce pays ont déclaré que le moment est venu de réévaluer ces mesures radicales, les confinements et les obligations. Il est grand temps.

Tout réside dans le choix du moment. En politique aussi. Un grand mouvement a vu le jour dans notre pays, et les citoyens attendent des députés qu'ils se comportent en leaders et présentent un plan. Tellement de médecins sur les chaînes de télévision grand public nous disent que nous devons apprendre à vivre avec le virus. Il est temps d'aller de l'avant et d'arriver à une solution pacifique.

Travaux des subsides

Comme je le disais dans mes observations, je ne soutiens pas les barrages illégaux. Ils doivent être levés. Aux citoyens pacifiques et respectueux de la loi qui exercent leur droit de manifester pacifiquement, nous disons que nous les entendons et que nous allons continuer de défendre leurs intérêts jusqu'à l'abandon de ces obligations pernicieuses.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue conservatrice de son discours.

Le Bloc québécois a annoncé qu'il allait appuyer la motion des conservateurs, non pas pour les craintes et la rhétorique utilisées par les deux côtés de la Chambre, tant du parti de l'opposition que du parti au pouvoir, mais plutôt parce que cela fait preuve de gros bon sens de demander au gouvernement canadien de présenter un plan de déconfinement graduel des mesures.

Je déplore que le gouvernement en place s'embarrasse de toutes sortes de considérations l'empêchant d'avoir un plan ou même d'avoir l'intention d'en présenter un. Pourtant, c'est ce qui se passe partout. Les preuves scientifiques à l'appui nous donnent des indications de prévisibilité, et on peut commencer à le faire.

Toutefois, quand les conservateurs demandent de lever toutes les mesures sanitaires, cela m'inquiète. Je veux que ce soit fait sur des bases scientifiques et de façon graduelle. Il ne faut pas polariser cette question. Ce n'est certainement pas ce qui fera partir les manifestants.

[Traduction]

Mme Raquel Dancho: Monsieur le Président, j'ai siégé au comité avec le député et je me réjouis que les députés du Bloc appuient notre motion. Je comprends qu'ils estiment qu'elle n'est pas parfaite, mais ils comprennent l'utilité d'une feuille de route, d'un règlement pacifique à cette crise et d'un plan pour les Canadiens qui n'en peuvent plus. Voilà ce que nous voulons. Voilà ce que nous demandons.

Notre motion est plus que raisonnable. Nous demandons qu'un plan soit présenté d'ici au 28 février, c'est-à-dire dans des semaines. Nous aimerions beaucoup voir un plan aujourd'hui. Nous aurions aimé en voir un il y a des mois. Les conservateurs en réclament un depuis plus d'un an. Notre motion donne beaucoup de temps au gouvernement. Nous lui offrons une porte de sortie pour ne pas perdre la face, avancer et présenter un plan. Les libéraux ont des semaines. Ils pourraient appeler tous les experts du monde pour élaborer un plan, mais ils préfèrent camper sur leur position. Je ne comprends pas.

• (1240)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée pourrait-elle nous dire si, à son avis, il y a de l'hypocrisie dans les rangs du Parti conservateur, étant donné que ses membres ont fait la promotion du convoi et qu'ils encourageaient les manifestants?

Mme Raquel Dancho: Monsieur le Président, l'hypocrisie que j'observe vient d'un premier ministre qui disait hier: « Le Canada n'a jamais été aussi fort et uni qu'il l'est maintenant. »

Le premier ministre n'a-t-il pas de téléviseur chez lui? Ne voit-il pas ce qui se passe dans les rues de notre capitale nationale? C'est cela, de l'hypocrisie. Un homme qui, pendant des années, a proclamé que la diversité est notre force et qui a maintenant gagné des

votes en divisant les Canadiens sur leurs choix en matière de santé, rien de moins! C'est cela de l'hypocrisie, et les conservateurs vont toujours se tenir debout pour les Canadiens que le gouvernement a marginalisés.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je vais commencer un peu différemment en parlant d'un courriel que je viens tout juste de recevoir. Il vient de l'ambassadeur des Philippines au Canada, M. Romualdez. Il fait la promotion des Philippines dans le domaine de la science. Il y est question du secteur des soins de santé et — comme la députée a parlé de la diversité —, du fait que les Canadiens d'origine philippine ont contribué au domaine des soins de santé depuis le début de la pandémie. Je tiens à exprimer ma gratitude. Je remercie l'ensemble de cette communauté et je tiens à souligner que j'ai reçu la lettre. C'est un excellent message que j'espère promouvoir.

Cela dit, je reviens à notre débat. Il a été intéressant jusqu'ici aujourd'hui d'écouter les diverses observations. La cheffe de l'opposition officielle a commencé par parler des barrages routiers et a lancé un appel aux participants en disant qu'il est temps d'y mettre fin. Je pourrais passer 20 minutes à parler des manifestants et de leurs barrages. Je suis parlementaire depuis de nombreuses années et j'ai été témoin de nombreuses formes de manifestation. La manifestation que nous voyons aujourd'hui n'a pas l'appui des Canadiens, à mon avis. Il y a de nombreux aspects à cette manifestation, qu'il s'agisse de la promotion de la haine, du racisme ou de l'extrême droite, qui n'offensent pas que moi, mais qui offensent aussi l'ensemble des Canadiens.

Le barrage ici, à Ottawa, a des répercussions sur la ville et, paradoxalement, nous constatons, comme l'a souligné le premier ministre hier, que des camionneurs empêchent d'autres camionneurs de faire ce qui est crucial pour l'économie canadienne, c'est-à-dire maintenir la chaîne d'approvisionnement. Les libéraux comprennent ce qui est important, et notre parti a un plan depuis le début, contrairement à l'opposition officielle. Dès le début, nous avons affirmé qu'il faut se fier à la science et aux experts de la santé, et agir en conséquence. Le Parti conservateur change d'orientation d'un jour à un autre ou d'une semaine à une autre. Parfois, les conservateurs disent se fier à la science et, certains jours, j'ignore d'où ils tirent leurs chiffres. Je vais y revenir plus loin dans mon intervention.

Je suis demeuré à Ottawa au cours des dernières semaines, mais je me tiens au courant de ce qui se passe dans Winnipeg-Nord et dans ma province. J'aimerais citer le *Winnipeg Free Press*. Les députés et quiconque suit le débat peuvent le lire en ligne. Voici ce que dit le *Winnipeg Free Press*: « Le gouvernement du Manitoba continuera de s'en tenir aux indicateurs de la COVID-19, plutôt qu'aux revendications des manifestants ou des premiers ministres des provinces avoisinantes, pour décider du moment où il lèvera les exigences relatives à la vaccination et au port du masque. »

Le Dr Jazz Atwal est un expert de la santé dont la tâche est de veiller à la santé des Manitobains. Je le dis en espérant que le Parti conservateur apprécie la valeur des experts canadiens de la santé. Que dit le Dr Atwal, chef adjoint de la santé publique provinciale? L'article du *Winnipeg Free Press* se poursuit comme ceci:

Le Dr Jazz Atwal [...] a dit mercredi que les restrictions seraient levées au Manitoba uniquement lorsqu'il sera sécuritaire de le faire.

« Une poignée de manifestants n'a aucune incidence sur les recommandations de la santé publique », a dit le Dr Atwal lors d'une conférence de presse sur la COVID-19. « C'est aussi simple que cela. »

Travaux des subsides

Les autorités provinciales ont pu commencer à lever les restrictions sanitaires en toute sécurité mardi, pas parce que des semi-remorques faisaient un boucan du diable sur les terrains de l'assemblée législative, mais [...]

— je tiens absolument à le souligner —

[...] parce que « la vaste majorité » des Manitobains ont « fait ce qu'on leur avait demandé de faire ».

• (1245)

Je vais m'arrêter un instant.

Quand je parle de leadership et quand nous demandons à la Chambre des communes de faire preuve de leadership, je dois dire qu'il n'y a qu'un seul parti qui a toujours manqué à l'appel. Nous avons vu le leadership exercé par le Bloc, par le NPD, par le Parti vert et bien sûr par le premier ministre. Nous l'avons aussi vu de la part d'anciens députés conservateurs.

Je vais passer à une autre citation qui a trait à la vaccination. Nous devrions nous féliciter d'avoir un pays non pas divisé, mais uni, dont 90 % des citoyens sont pleinement vaccinés. On ne peut pas parler de division. Si seulement le Parti conservateur pouvait être uni à 90 %. Je pense que ce doit être le rêve de n'importe quel chef conservateur. En fin de compte, il est question de vaccination.

Qu'est-ce qu'un ancien progressiste-conservateur, en l'occurrence Brian Mulroney, a à dire à ce sujet? J'ai bien dit « progressiste-conservateur », parce que je ne vois aucun progressiste-conservateur en face de moi. Je ne vois que des réformistes. Je vois l'extrême droite du Canada en face de moi. Voici ce que Brian Mulroney a dit à l'émission *Question Period*, présentée sur la chaîne CTV, en faisant allusion à l'ancien chef du Parti conservateur: « Il devrait aller plus loin et montrer la porte à tous les députés non vaccinés, les expulser de son caucus. C'est ça, le leadership. » Ce sont les mots de l'ancien premier ministre Brian Mulroney, un progressiste-conservateur. Il a ajouté ceci: « Qui suis-je pour contredire des dizaines de milliers de brillants scientifiques et médecins qui exhortent désespérément la population à se faire vacciner? »

Le problème, c'est que les députés du Parti conservateur rendent un bien mauvais service aux Canadiens en disant une chose un jour et le contraire le lendemain. Ils ne fondent pas leurs décisions stratégiques sur des données scientifiques solides ni sur les recommandations de la santé publique. Ils semblent vouloir répondre aux besoins des personnes qui, pour une raison ou une autre, souhaitent les empêcher d'œuvrer pour le bien public en général ici au Canada.

Les professionnels de la santé affirment le bien-fondé de la vaccination. J'ose croire que le premier ministre, le caucus et les autres députés de la Chambre ont fait leur possible pour encourager les gens à se faire vacciner. Je mets les députés d'en face au défi de me dire quel autre pays, notamment au sein du G8 ou du G20, a connu un aussi grand succès que le Canada en matière de vaccination de sa population. Ce succès n'est pas celui du gouvernement du Canada, mais celui des Canadiens qui ont réagi à ce que disent les spécialistes de la santé et les scientifiques. Malgré cela, l'opposition officielle veut aller à contre-courant.

Il y a une semaine, des députés du Parti conservateur se sont joints aux manifestations, ont pris des photos et encouragé les manifestants. Ils n'avaient rien contre les barrages. C'est du moins ce qu'ont prétendu les indomptables réformistes du Parti conservateur qui siègent en face de moi aujourd'hui. Cela ne leur posait aucun problème. En fait, ils ont affiché leurs photos et commentaires sur

Twitter. Ils étaient très actifs sur les réseaux sociaux pour encourager les manifestants.

• (1250)

Maintenant, comme certains députés l'ont dit à la Chambre, nous constatons que le nombre de barrages a augmenté. Nous avons maintenant des problèmes frontaliers au Canada qui nuisent au commerce, comme au pont Ambassador. Chaque jour, les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis se chiffrent à environ 400 millions de dollars. Cela nuit aux Canadiens. Cela nuit à nos emplois. Cela nuit à la relance.

C'est pourquoi j'estime qu'il y a lieu d'être optimiste, car la cheffe intérimaire du Parti conservateur a enfin déclaré qu'il était temps que les barrages routiers disparaissent. Je suis content qu'elle le dise ici, à la Chambre, mais elle devrait avoir le courage de sortir et de dire aux gens à qui elle avait dit de rester qu'il est temps qu'ils s'en aillent. Pourquoi ne le fait-elle pas? Ce sont des réformistes conservateurs qui prenaient des photos et qui encourageaient le convoi et les barrages routiers...

Le vice-président: Le député d'Edmonton-Ouest invoque le Règlement.

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, pendant que notre collègue hurle, j'essaie d'apprendre le français. J'ai essayé d'écouter la chaîne française, mais je n'arrive pas à entendre l'interprète à cause des hurlements de mon collègue. Je vous demanderais de conseiller à ce député de baisser un peu le ton pour que nous puissions entendre l'interprétation.

Le vice-président: Je vous remercie et je prie le député de Winnipeg-Nord de baisser un peu le ton pour que les interprètes entendent ce qu'il dit. Ainsi, ils pourront traduire son allocution dans la deuxième langue officielle, et les députés du Bloc pourront bien comprendre.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, ce qui est bien avec la technologie, c'est qu'on peut baisser le volume lorsqu'on trouve qu'une personne parle trop fort. Cela pourrait...

Le vice-président: Silence, s'il vous plaît. On demande que les interprètes puissent entendre votre discours.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je ne veux pas perdre mon temps de parole dans le cadre de ce débat. Cependant, je n'ai jamais entendu dire, que ce soit à l'Assemblée législative du Manitoba ou à la Chambre des communes, que je parlais trop fort. Je ne crois pas que mon niveau de voix pose un problème actuellement, et je vous demanderai de retirer le commentaire qui a été fait, car je ne le trouve pas approprié. Si je me trompe, j'espère que les interprètes me feront signe. Ils ont mon adresse courriel. Je connais d'autres députés qui parlent aussi fort que moi, sinon plus.

Le vice-président: Je sais que nous passons beaucoup de temps à regarder Zoom et à écouter l'interprétation. Je crois que le point soulevé est valide, mais je vais laisser le député poursuivre.

M. Kevin Lamoureux: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Travaux des subsides

Le vice-président: Je sais qu'il y a eu des pépins d'ordre technique. Selon ce que je comprends de l'intervention du député précédent, il y avait un problème. Si j'ai pu offenser le député en disant qu'il parle trop fort et que cela peut être problématique, je retire ce que j'ai dit. Moi non plus, je n'écoutais pas l'interprétation.

Je vous prie de m'excuser. Nous pouvons poursuivre. Il reste huit minutes au député de Winnipeg-Nord.

M. Kevin Lamoureux: Je vous remercie, monsieur le Président. Je crois que c'est important. J'ai assisté à de nombreuses interventions depuis le temps que je suis à la Chambre, et il arrive fréquemment que les députés s'expriment de la sorte. Je sais que c'est un point très sensible pour les conservateurs, mais il n'en demeure pas moins que les députés ont le droit de s'exprimer, que ce soit en haussant le ton ou en chuchotant, et je m'attends à être traité avec la même courtoisie que celle à laquelle les parlementaires ont droit et dont je suis témoin, directement ou non, depuis maintenant 20 ans.

Le sujet à l'étude est grave. Nous discutons de la manière d'en arriver à un consensus plus que nécessaire. Nous devons souligner les bons coups de nombreuses autres administrations. Avant d'être interrompu, j'étais en train de citer un extrait du *Winnipeg Free Press* d'aujourd'hui. Je poursuis donc:

Les autorités provinciales ont pu commencer à lever les restrictions sanitaires en toute sécurité mardi, pas parce que des semi-remorques faisaient un boucan du diable sur les terrains de l'assemblée législative, mais parce que « la vaste majorité » des Manitobains ont « fait ce qu'on leur avait demandé de faire ».

C'est ce que nous demandons, et le premier ministre a fait preuve d'un leadership exceptionnel en encourageant les gens à se faire vacciner. C'est ainsi que nous nous sortirons de la pandémie. Ce ne sont pas seulement les politiciens qui le disent. On parle aussi des experts médicaux qui sont responsables du bien-être général de notre population.

L'article poursuit ainsi:

« La vaste majorité des gens ont suivi les décrets. La vaste majorité des Manitobains ont reçu le vaccin », affirme M. Atwal. « C'est essentiellement pour cela que nous sommes maintenant en position d'assouplir les mesures. » On a augmenté les limites de personnes dans les lieux publics. Par exemple, 7 500 amateurs de hockey ont pu assister à la partie victorieuse des Jets de Winnipeg à domicile ce mardi, plutôt que 250.

L'assouplissement de nombreuses mesures et exigences dans notre province est possible grâce au fait que la vaste majorité des Canadiens ont compris l'importance de se faire vacciner. C'est pour cela que nous avons encore besoin de mettre l'accent là-dessus. C'est pour cette raison que nous devons, en tant que députés, jouer un rôle de leadership dans nos communautés.

C'est pourquoi j'ai posé plus tôt aujourd'hui une question sur la cohérence du Parti conservateur. Pourquoi les députés de l'opposition officielle ne peuvent-ils pas se lever aujourd'hui et dire, au nom de leur caucus, qu'ils sont tous entièrement vaccinés? Je ne crois pas que nous leur en demandons trop. En fait, les autres entités politiques à la Chambre l'ont fait. Voilà pourquoi j'ai rapporté les propos de Brian Mulroney, l'ancien chef du Parti progressiste-conservateur.

Cette motion mentionne un plan, comme si l'opposition conservatrice était en mesure de déclarer que le coronavirus est un faux problème. Quoi qu'en pensent les députés du Parti conservateur, je préfère écouter ce que disent les scientifiques et les experts en santé, et je vais continuer de le faire.

Nous suivons un plan depuis le début. Ce plan a été mis en place par le gouvernement et par ceux qui collaborent avec lui. Parfois, même le Parti conservateur, et c'est tout à son honneur, a appuyé un certain nombre d'initiatives que nous avons présentées. C'est un plan qui a été mis en place pour veiller à ce que les Canadiens soient bien soutenus.

• (1255)

Qu'il s'agisse de soutien direct comme la Prestation canadienne d'urgence ou de mesures de soutien comme la subvention salariale, ces types de programmes ont joué un rôle essentiel pour préparer le Canada à se remettre de la pandémie. Les indicateurs économiques qui comptent vraiment, comme l'emploi, démontrent clairement l'efficacité de ce plan. Nous continuerons de travailler avec les nombreux intervenants, avec les provinces et les territoires, avec les communautés et les dirigeants autochtones, avec les organismes sans but lucratif et avec d'autres parties prenantes afin d'accroître le pourcentage de personnes vaccinées et de veiller à ce que les provinces se retrouvent en meilleure posture.

Nous parlons de dépistage rapide. Le gouvernement du Canada a acheté des millions de tests de dépistage rapide. Des députés ont demandé où nous les cachions. Nous n'avons pas caché ces tests. Cela fait partie de la propagande conservatrice que l'on entend si souvent. Dans les mois qui ont précédé le mois de novembre 2021, 85 millions de tests ont été expédiés directement aux provinces et aux territoires. La population du Canada compte 37 millions d'habitants, et nous avons 85 millions de tests en novembre 2021. Un très petit pourcentage avait été utilisé. Puis Omicron est arrivé et a changé toute la donne. Le gouvernement du Canada a commandé 140 millions de tests de dépistage rapide supplémentaires, qui sont arrivés en janvier.

Nous reconnaissons qu'il est crucial que les gouvernements collaborent pour protéger le mieux possible l'ensemble de la population. Qu'il s'agisse de venir en aide aux aînés, aux personnes handicapées, aux personnes qui ont perdu leur emploi ou aux entreprises qui auraient fait faillite, le gouvernement du Canada a fourni son soutien dès le début, comme il le fait encore aujourd'hui. Par conséquent, à mes collègues qui essaient de laisser entendre que nous n'avons pas de plan, je répondrai qu'une partie de ce plan consiste à faire preuve de cohérence et à tenir compte de l'avis des experts en soins de santé et des données scientifiques. C'est ce que nous allons continuer de faire.

• (1300)

Le vice-président: Avant de passer aux questions et observations, je tiens à revenir sur ce que j'ai dit plus tôt. Lorsque nous entreprenons une discussion dans cette enceinte, cela se répercute également de ce côté-ci. Je voulais simplement m'assurer de calmer les esprits, et je m'excuse donc auprès du député.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Desnethé-Missinippi-Rivière Churchill a la parole.

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC): Monsieur le Président, dès le début de ses observations, le député de Winnipeg-Nord a parlé du plan. Récemment, le député de Louis-Hébert a révélé quel était le plan des libéraux lorsqu'ils ont pris la décision consciente, avant les dernières élections, de diviser et de stigmatiser les Canadiens non vaccinés ou sceptiques à l'égard des vaccins pour en tirer un avantage politique, quel qu'en soit le coût. Je suis tout à fait d'accord avec cette affirmation.

Travaux des subsides

Dans le Nord de la Saskatchewan, les dirigeants des collectivités autochtones s'efforcent depuis plus d'un an de vaincre les hésitations de la population face à la vaccination. Pour des raisons historiques très légitimes, les Autochtones se méfient des vaccins.

Le député de Winnipeg-Nord et son premier ministre croient-ils vraiment qu'il est juste de continuer à marginaliser les peuples autochtones en persistant à dénigrer les personnes non vaccinées?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je vous remercie de vos observations.

En fin de compte, je pense que nous devons continuer à promouvoir et à encourager la vaccination, ainsi qu'à informer la population sur son importance. C'est la meilleure façon de sortir de cette pandémie. Une grande majorité de la population, 90 %, est d'accord et est doublement vaccinée. C'est pourquoi c'est si contrariant quand l'opposition parle de vision. C'est pourquoi nous avons été en mesure d'assouplir certaines mesures obligatoires.

• (1305)

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'apprécie la fougue et la passion de mon collègue de Winnipeg-Nord. Je suis persuadé que c'est un homme raisonné et raisonnable.

Il a abondamment parlé dans son discours des divisions qu'on vit présentement. Je sais qu'il est toujours plus simple de voir les divisions que les autres provoquent que les divisions qu'on cause soi-même, mais laissons cela de côté.

Il est arrivé quelque chose d'intéressant aujourd'hui. La cheffe du Parti conservateur a offert que tous les chefs des partis reconnus se rencontrent pour discuter de la situation. Je trouve que cette main tendue est assez intéressante. Est-ce que les libéraux seraient prêts à l'accepter?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je sais qu'il y a de nombreuses discussions en cours entre les porte-parole, les ministres du cabinet fantôme, les ministres, les chefs, les bureaux, les équipes des leaders parlementaires à la Chambre et ainsi de suite. J'encourage toujours cela.

J'ai aimé l'idée du député de mettre fin aux barrages. Je pense que le député sera d'accord pour dire que bon nombre des conservateurs qui ont fait la promotion des barrages devraient s'adresser publiquement à ces mêmes personnes sur leurs médias sociaux pour leur dire qu'il est temps d'y mettre fin.

J'ai hâte de voir ces gazouillis.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, la question que le député a soulevée concerne les conservateurs qui vont dans un sens puis dans l'autre: ils vont et viennent. De toute évidence, au cours des deux dernières semaines, le Parti conservateur s'est d'abord associé aux barrages, et maintenant il s'y oppose et demande qu'on y mette fin.

Ce ne sont pas des femmes et des poussettes. C'est bien plus grave que cela. Après avoir encouragé les barrages, un symbole d'anarchie, dans tout le pays, il est hypocrite de la part des conservateurs de dire: « Mettez fin aux barrages ».

L'autre problème, c'est que cela a déclenché une vague et que même le Parti conservateur ne pourra pas faire rentrer le génie dans sa bouteille.

Que dirait le député à propos du fait que la loyale opposition de Sa Majesté encourage l'anarchie d'un bout à l'autre du pays?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, l'évaluation globale du député est tout à fait juste. C'est notamment pourquoi je suis vraiment dérouter d'entendre la cheffe de l'opposition prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour dire: « D'accord, les barrages sont nuisibles, et il est temps que les gens rentrent chez eux. » Je suis heureux qu'elle ait déclaré une telle chose et je l'en remercie. Toutefois, j'aimerais que les députés conservateurs réformistes qui ont publié des gazouillis et d'autres messages sur les médias sociaux et qui sont allés rencontrer les manifestants pour leur serrer la main, les féliciter, prendre des photos avec eux et applaudir l'installation des barrages commencent maintenant à se rétracter.

Ils pourraient peut-être effacer certaines des publications qu'ils ont faites sur les médias sociaux et en publier une qui indiquerait: « Il faut écouter ce que la nouvelle cheffe du Parti conservateur a dit aujourd'hui. »

Ils ont beaucoup d'options pour que la parole de la cheffe de l'opposition se traduise par des gestes concrets.

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, le 7 février 2011, le député de Papineau a déclaré ceci:

« Pucapab »! Un premier ministre qui n'écoute personne, jamais, nulle part?
« Pucapab »!

Nous en sommes presque à une troisième semaine de manifestations publiques soutenues et croissantes partout au pays où les gens réclament des changements. Je crois qu'il est important que nous reconnaissons tous que tout cela est en grande partie dû au fait que le premier ministre a immédiatement rejeté toute opposition à ses exigences vaccinales en prétextant qu'il s'agit de positions marginales, racistes et misogynes.

Le député tient les mêmes propos aujourd'hui. Ces gens sont nos concitoyens. Ils sont travailleurs, honorables, décents et intelligents. Ce sont de fiers Canadiens, et ils représentent les personnes vaccinées et non vaccinées, les gens de toutes les origines ethniques, bref, tous les habitants de ce pays. Bon nombre d'entre eux ont fait ce qu'on leur avait demandé, et ces mêmes Canadiens, plus de la moitié des Canadiens, demandent un plan visant à mettre un terme aux restrictions liées à la COVID.

Ce député a de courageux collègues libéraux qui ont remis en question les déclarations et les mesures du premier ministre en disant qu'elles sont motivées par des raisons politiques. Aujourd'hui, partout au pays, les Canadiens espèrent que davantage de députés libéraux appuieront notre motion portant simplement qu'on dépose un plan transparent et fondé sur la science et des données probantes.

Le député invitera-t-il son chef à appuyer la motion aujourd'hui?

Travaux des subsides

● (1310)

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, la députée a dit que le premier ministre devait être à l'écoute. Toutefois, la semaine dernière, j'ai participé à une conférence Zoom avec le premier ministre et des enseignants du Manitoba. Lors des nombreuses rencontres virtuelles auxquelles j'ai assisté, j'ai pu constater que le premier ministre fait preuve d'écoute. J'aimerais rassurer les personnes qui suivent le débat: le premier ministre écoute les Canadiens non seulement tous les jours, mais aussi toutes les semaines, voire tout le temps. Les membres du caucus, y compris moi-même, faisons part régulièrement de nos préoccupations et de notre point de vue au premier ministre, tout comme les membres du Cabinet et même les députés de l'opposition. Le gouvernement est à l'écoute de la population.

Ce qu'il faut souligner à gros traits est le travail magnifique que les Canadiens ont accompli, qui nous a permis de nous rendre là où nous en sommes aujourd'hui. Ce sont les Canadiens que nous devons applaudir. Ce sont les réalisations de ce genre que nous devons saluer.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je trouve cela intéressant que le député de Winnipeg-Nord dise que son gouvernement écoute la population.

Ici, à la Chambre, nous sommes les représentants de la population, justement. Je pense qu'il est tout à fait légitime, pour en revenir à la demande de la motion qui est débattue aujourd'hui, que les Québécois et les Canadiens sachent un peu à quoi s'en tenir et qu'on leur fournisse un plan de déconfinement qui est tout à fait aligné sur la science et sur les événements, qui évoluent à la vitesse grand V. Il me semble qu'un plan, c'est la moindre des choses.

Est-ce que mon collègue est d'accord que c'est une demande tout à fait légitime de la part de la population canadienne et québécoise que d'avoir une idée de ce que le gouvernement a en tête pour la suite des choses et pour le déconfinement qu'on attend tous?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je vais lire un passage d'un article paru dans le *Winnipeg Free Press* d'aujourd'hui. Ce sont les propos du Dr Jazz Atwal. L'article dit:

« Une poignée de manifestants n'ont aucune incidence sur les recommandations de la santé publique », a affirmé le Dr Atwal lors d'un point de presse sur la COVID-19. « C'est aussi simple que cela. »

Le premier ministre, l'ensemble de notre caucus et moi-même, nous nous doutons bien que les députés du Bloc, du NPD et du Parti vert, voire quelques députés conservateurs, reconnaissent que nous devons écouter les professionnels de la santé. Ces professionnels des soins de santé font partie du plan, tout comme la science, l'économie et les gens.

J'écoute les habitants de ma circonscription. Tous les jours, je lis des courriels, et je sais que mes collègues le font aussi. Nous avons tous cette responsabilité. Je peux assurer à la députée que les membres du caucus libéral prennent les choses très au sérieux. Tous les jours de la semaine, nous travaillons pour défendre les intérêts de nos concitoyens.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Leeds-Grenville-Thousand Islands et Rideau Lakes.

J'ai longuement réfléchi à mes observations d'aujourd'hui. Qui plus est, j'ai profité de l'occasion pour réfléchir à l'empathie, à la compassion et à la compréhension, et je crois que ces valeurs sont absentes de ce débat. Je crois que ces valeurs sont absentes de cette discussion. Ce sont des valeurs que les députés d'en face ont soigneusement rangées dans un coin, parce que c'est politiquement commode pour eux.

Je ne suis pas la première personne à le dire à la Chambre, mais nous sommes un pays divisé: l'Est contre l'Ouest, les villes contre les campagnes, ceux qui ont de puissants syndicats pour les protéger et ceux qui sont indépendants et n'ont pas cette voix, les vaccinés contre les non-vaccinés. Nous sommes des familles divisées. Il y a des amitiés qui se terminent et des collègues de travail qui sont privés de leurs liens professionnels. Nous avons un gouvernement dont les discours éculés et la volonté idéologique de s'engager dans une politique de division ont paralysé notre nation, et nous n'avons pas à regarder plus loin que la porte d'entrée de cet endroit.

Je crois que notre discours politique est dépourvu de tout respect et de toute nuance. Je crois qu'il n'y a aucune nuance dans cet endroit ou dans ce débat, et si nous faisons fi des nuances, nous risquons d'ignorer le traumatisme que les Canadiens ont subi au cours des deux dernières années. Selon tous les indicateurs et toutes les mesures, la situation est pire qu'avant la pandémie, avant les fermetures et avant les exigences.

En ce qui concerne la santé mentale, il y a des enfants dans ma circonscription dont les parents me disent qu'ils n'ont pas quitté leur chambre et qu'ils n'ont pas de vie sociale. La crise de la toxicomanie s'aggrave. Il y a des régions dans le pays où l'on compte plus de décès dus aux opioïdes qu'à la COVID. Il y a de la violence familiale à cause de la situation que vivent certains. La dépression, la solitude, les difficultés économiques et la lutte des classes sont toutes exacerbées, en raison d'un manque de leadership, d'un manque de nuance et d'un manque de gestion de cette pandémie d'une manière qui tienne compte de l'évolution des connaissances scientifiques et du virus.

Il y en a qui n'ont pas pu voir leur famille, d'autres qui ont été limités dans les bons moments et d'autres, comme moi, qui ont été limités dans leurs pires moments de deuil, à cause des restrictions, des confinements et des exigences. À défaut d'être nuancé, le gouvernement risque de polariser et de politiser encore davantage le débat.

Le gouvernement a ostracisé 3 millions de Canadiens, et plus encore. Il a fait naître un grand sentiment de frustration chez un grand nombre de personnes vaccinées au sein d'une population dont le taux de vaccination est l'un des plus élevés au monde, notamment en imposant des restrictions et des exigences en l'absence de données réelles et de débat. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de nos centres-villes et sont venues devant nos assemblées législatives et ici, devant le Parlement, parce qu'elles ne se sentent pas écoutées, et pourtant, le gouvernement maintient le cap. Je l'ai entendu aujourd'hui continuer à ignorer ce qui se passe dehors.

Travaux des subsides

Notre objectif ultime est de trouver la meilleure façon de contrôler la COVID-19 dans nos communautés, puis d'apprendre à vivre avec quelque chose qui, selon tous les scientifiques, est là pour rester. Les provinces abandonnent les restrictions. Les agents de santé publique provinciaux ont dit qu'il était temps de passer à autre chose. Notre administratrice en chef de la santé publique, ici au Canada, a dit qu'il était temps d'examiner et de revoir ces restrictions. Toutes ces personnes ont conseillé au gouvernement de gérer différemment la pandémie et de présenter un plan, mais lorsque ce n'est pas avantageux de le faire sur le plan politique, le gouvernement ferme les yeux. Nous le savons. Nous l'avons entendu de la bouche de députés d'en face cette semaine.

Je veux prendre un moment pour parler des détails, parce que je ne pense pas que nous l'ayons fait. Je veux donner aux députés d'en face l'occasion de s'expliquer sans dénigrer les Canadiens et sans les ostraciser. Je ne veux pas qu'ils nous répètent la même cassette au sujet de la vaccination, que nous avons entendue maintes et maintes fois, pour répondre à toutes les vraies questions qui viennent de ce côté-ci de la Chambre.

• (1315)

Je veux donner au gouvernement la chance de répondre à cette question et d'expliquer les restrictions sur les voyages. Je veux offrir au gouvernement la chance de supprimer les obstacles inutiles et non scientifiques aux voyages internationaux. Je veux qu'il le fasse aujourd'hui. Je veux qu'il le fasse à l'instant, car c'est ce dont j'entends parler lorsque je rentre chez moi.

Le test PCR exigé avant le départ et à l'arrivée des voyageurs entièrement vaccinés n'a aucun sens. Ce n'est pas de la science. Les restrictions de voyage actuelles liées à la COVID-19 que le Canada impose sont dépassées. Elles sont déphasées par rapport au reste du monde développé, tout comme l'absence de plan. En réalité, elles sont complètement déphasées par rapport au G7, nos alliés. Ce sont des pays en qui nous avons confiance en matière d'engagement militaire et d'ordre public. Ce sont des pays avec lesquels nous partageons des valeurs, mais pas la science, apparemment.

D'autres pays font cette nuance. Ils ont présenté un plan. Ils sont dans une phase différente de la gestion de la pandémie, et c'est ce dont nous parlons. Ils ont élaboré un plan pour leurs citoyens afin de donner à tous ceux qui sont frustrés, qui sont désespérés, qui vivent une situation difficile, un plan pour s'en sortir. Nous n'avons rien entendu de la sorte de la part du gouvernement. Nous savons que les voyages ne sont pas plus risqués que d'autres activités et qu'il n'y a aucune raison scientifique de les cibler. J'en ai assez d'entendre les mêmes phrases toutes faites à propos de la vaccination, car je pose des questions très précises dans ce débat.

Les Canadiens subissent un test PCR à leur arrivée. Ils sont entièrement vaccinés. Ils sont testés à l'étranger. Nous savons que c'est du gaspillage. Nous savons que c'est inefficace, et nous savons que cela ne nous protège pas, mais nous avons un gouvernement qui s'est campé sur ses positions et qui se livre à cette comédie pour avoir l'air de faire quelque chose dans le but de prolonger une pandémie à des fins politiques. C'est ce que nous observons.

Nous savons que le taux de positivité des personnes testées est inférieur à 1,5 %. Nous savons qu'il y a une quarantaine forcée qui confine les gens chez eux, les oblige à faire des projets pour leurs enfants, parce qu'ils ne peuvent pas retourner à l'école, et les force à s'absenter du travail. Nous savons que nous avons des pénuries de main-d'œuvre dans tout le pays, et c'est le genre de politique qui

doit évoluer avec les connaissances scientifiques. Nous savons que cette politique ne repose pas sur les connaissances scientifiques.

Ces restrictions ont ciblé notre secteur du voyage et du tourisme, le plus durement touché. Ce n'est qu'un des nombreux exemples sur lesquels les Canadiens se posent des questions, et le gouvernement n'offre pas de réponse. Comme beaucoup d'autres, je me suis fait vacciner et j'en ai assez d'entendre ce refrain. Je crois que c'était dans mon intérêt. Je crois que c'était dans l'intérêt de ma famille. Je crois que c'était dans l'intérêt de ma communauté, et j'ai encouragé d'autres personnes à le faire. Je l'ai fait parce que c'était mon choix, mais je n'ignorerai pas la frustration de tant de personnes qui descendent dans la rue.

Je ne cesserai pas d'exiger un plan pour mettre fin aux restrictions et aux exigences qui ont déchiré les Canadiens parce que le gouvernement a trouvé politiquement commode de le faire. Je ne fermerai pas les yeux sur les effets négatifs considérables sur la santé des personnes sans emploi, sous-employées et vivant dans la pauvreté en raison d'une économie qui ne fonctionne qu'en partie, au bénéfice du gouvernement qui veut se faire facilement du capital politique.

La réouverture progressive peut se faire en toute sécurité, et le moment est venu de le faire. Nous l'avons entendu dans tout le pays et au-delà de nos frontières. Si des députés veulent engager une discussion sur les valeurs que j'ai évoquées au début de ce discours, les valeurs que nous avons rangées dans un placard, selon moi, afin de diviser politiquement les Canadiens et de les monter les uns contre les autres, s'ils veulent changer de ton et engager un dialogue nuancé, ils auront l'appui de ce côté-ci de la Chambre. Un plan aura l'appui de ce côté-ci et il aura aussi l'appui de la députée de Thornhill.

• (1320)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Monsieur le Président, je suis content que la députée de Thornhill dise vouloir trouver un terrain d'entente. C'est important.

Elle me fait toutefois tiquer lorsqu'elle parle de politique de division et qu'elle laisse entendre que les libéraux essaient de marquer des points politiques faciles. Je lui rappelle qu'il y a une semaine, une fuite provenant d'un employé conservateur manifestement inquiet nous apprenait que la cheffe de l'opposition avait incité ses troupes à ne pas demander aux manifestants de partir et à en faire au contraire le problème du premier ministre. D'après *Politico*, la cheffe de l'opposition est allée dire aux camionneurs: « Ne partez pas, ça marche! »

Que les conservateurs se posent aujourd'hui en sauveurs à la fois du convoi pour la liberté et des habitants d'Ottawa me semble tout à fait hypocrite, vu les faits et gestes de la cheffe de l'opposition depuis une semaine et demie. La députée pourrait-elle m'expliquer comment elle peut donner son appui aux gens des deux côtés à la lumière des commentaires de sa cheffe?

Mme Melissa Lantsman: Monsieur le Président, le député a mentionné quelque chose d'important. Je pense que c'est effectivement le problème du premier ministre, et c'est un problème lié à son manque de leadership.

Travaux des subsides

Le premier ministre peut parler à qui il le souhaite. Il peut convoquer une conférence de presse. Il peut décrocher son téléphone. Il peut modérer son discours. C'est de la politique de division, et ce sont les députés d'en face qui y ont recours.

Nous l'avons entendu de la part de députés d'en face, au sein de leur propre caucus. Ce n'est pas quelque chose que l'on entend uniquement de ce côté-ci de la Chambre. C'est aussi ce que disent d'autres partis d'opposition. Maintenant, c'est ce que disent des membres de leur propre caucus.

J'encourage les députés d'en face qui pensent la même chose à le dire, car nous sommes jeudi et un troisième député serait le bienvenu.

• (1325)

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son discours très enflammé. Elle est très éloquente, et je lui dis bravo.

Par contre, j'ai un petit doute quant aux réelles intentions de mes collègues conservateurs. D'un côté, on propose, on exige et on demande qu'un plan soit présenté pour la levée des mesures sanitaires. D'un autre côté, on s'oppose au projet de loi C-10, lequel vise justement à fournir à Québec et aux provinces les tests rapides qui vont, justement, nous permettre de lever ces mesures sanitaires.

J'essaie de comprendre la logique entre fournir les outils pour qu'on s'en sorte plus rapidement et demander la levée des mesures.

[Traduction]

Mme Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je ne sais pas trop où mon collègue veut en venir. Nous avons parlé de l'inefficacité et du coût des mesures de dépistage pour les voyageurs, et je maintiens mes propos car je pense que ces mesures n'ont pas de sens.

Par cette motion, nous demandons au gouvernement de présenter un plan pour nous sortir de cette pandémie. Nous lui demandons de mettre fin aux restrictions, à la vaccination obligatoire, et de cesser de diviser les Canadiens à coups de politique et de rhétorique partisanes. Je pense que le fait de présenter un plan serait un bon premier pas.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Monsieur le Président, l'intervention de la députée était très intéressante. Une chose me préoccupe, cependant. Nous savons que les mesures de protection mises en place au pays ont sauvé des vies. Il est toujours difficile de déterminer combien de vies ont été sauvées, car, bien entendu, la prévention, c'est de la prévention, mais nous savons que les mesures adoptées ont protégé les Canadiens et ont sauvé des vies.

Je n'ai entendu aucun expert de la santé dire que nous devrions abandonner toutes ces protections. On nous dit qu'il y a lieu de les examiner, afin de déterminer lesquelles sont appropriées et lesquelles peuvent être assouplies, mais personne ne demande que toutes les mesures de protection soient abandonnées, sauf le Parti conservateur.

Je me demande simplement pourquoi les conservateurs, qui ne sont pas des experts en santé, réclament cela. Ce ne sont pas des scientifiques ni des médecins. Cela ne semble pas très sécuritaire ou raisonnable, et il semble que cela coûtera des vies.

Mme Melissa Lantsman: Monsieur le Président, des provinces au pays ont levé les restrictions. Des experts en santé publique, y compris ceux des provinces et Dre Tam au fédéral, ont déclaré que le moment est venu de tourner la page, d'avoir une réouverture et d'abandonner les restrictions ou, du moins, les évaluer. Nous demandons au gouvernement de présenter un plan pour aller de l'avant et de nous laisser vivre avec la COVID, comme le recommandent tous les experts en santé.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui pour débattre de cette importante motion. Elle est présentée alors que nous sommes à la veille de la troisième année de lutte contre la COVID-19. Nous avons entendu beaucoup de discussions aujourd'hui sur les raisons pour lesquelles il est important que le gouvernement dépose un plan qui permette de lever les restrictions liées à la COVID-19 et de mettre fin aux exigences vaccinales.

Nous savons tous que les Canadiens ont dû faire des sacrifices au cours des deux dernières années. En outre, nous savons que des Canadiens ont perdu des êtres chers à cause de la COVID-19. Les Canadiens ont fait de grands sacrifices, perdant un temps qu'ils ne récupéreront jamais. Certains d'entre eux n'ont pas eu la chance de dire au revoir aux êtres chers qu'ils ont perdus, non pas parce qu'ils mouraient de la COVID, mais à cause des restrictions liées à la COVID.

Au début de la pandémie, les gouvernements ont, à juste titre, utilisé tous les outils disponibles pour limiter les déplacements et mettre en place le port du masque partout. Les gouvernements du monde entier se sont attelés à la tâche de mettre au point des vaccins. Aujourd'hui, nous en savons beaucoup sur la COVID. Nous en apprenons chaque jour davantage. Des vaccins ont été mis au point.

J'ai fait le choix de me faire vacciner et j'ai encouragé les gens de ma collectivité à faire de même. Bien des gens ont exprimé des préoccupations au sujet du vaccin et ont posé des questions à ce sujet. Si le fait que je dise que je suis vacciné n'est pas suffisamment convaincant pour eux, je l'accepte et je les invite à s'adresser à des professionnels de la santé. Le bureau de santé du district de Leeds, Grenville et Lanark a enregistré, et continue d'enregistrer, l'un des taux de vaccination les plus élevés de la province et du pays.

L'une des initiatives les plus intéressantes s'adressait aux personnes qui avaient des questions à poser en période de pénurie de médecins et d'infirmières et lorsque le système de soins de santé était à bout de souffle. Ma collectivité a mis à disposition des médecins qui se tenaient dans les stationnements à l'extérieur des cliniques de vaccination, non pour vacciner les gens, mais simplement pour répondre aux questions et parler aux gens. C'était tout. Ils étaient là pour avoir parler avec les gens. Toutes ces personnes se sont-elles converties et ont-elles fini par se faire vacciner? Je suis sûr que non, mais il est tellement important d'avoir des conversations.

Au cours des dernières semaines, nous avons vu croître la frustration des Canadiens. Au cours des derniers mois, les conservateurs, dont moi, avons dit que personne ne devrait perdre son emploi parce qu'il n'a pas été vacciné. Nous devons utiliser les autres outils à notre disposition.

Travaux des subsides

Les gens se demandent pourquoi, s'ils se sont fait vacciner, d'autres personnes ne le feraient pas. Il peut y avoir un certain nombre de raisons, mais faisons le tour de la question et discutons-en avec eux. Voyons ce qui arrivera à ces personnes si elles perdent leur gagne-pain à cause des exigences vaccinales. Quelles sont les répercussions sociétales plus larges si des personnes se retrouvent au chômage à cause d'un tel choix? Nous disposons d'autres outils. Aucun d'entre eux n'est parfait, mais le vaccin ne l'est pas non plus. Ce n'est pas une panacée, mais c'est l'un des plus importants outils dont nous disposons.

Nous sommes maintenant à un point où des experts, des personnalités de confiance, disent que nous avons besoin d'un plan de sortie. J'aimerais en citer quelques-uns. Je ne pense pas qu'il y a trois ans, la majorité des Canadiens auraient pu nommer l'administrateur en chef de la santé publique de l'Agence de la santé publique du Canada, mais nous savons maintenant que c'est la Dre Tam.

Il y a tout juste deux semaines, la Dre Tam a déclaré: « Nous devons être en mesure de faire face à la présence continue du virus SRAS-CoV-2 d'une manière plus durable ». Elle a poursuivi en disant que toutes les mesures de la COVID doivent être réévaluées et a déclaré: « Je pense que tout le concept est que nous devons retrouver une certaine normalité ».

• (1330)

En Ontario, le Dr Kieran Moore, qui est le médecin hygiéniste en chef de la province, a déclaré que nous avons laissé une grande peur contrôler notre vie depuis les deux dernières années et que nous devons maintenant nous départir de cette attitude. Il a ajouté qu'il faut commencer à se résoudre à vivre avec le virus. Voilà deux points très importants.

Que demandons-nous au gouvernement aujourd'hui? Nous demandons un plan pour mettre fin aux exigences vaccinales. Je suis certain que les docteurs Tam et Moore ont fait ces observations en connaissant la situation sur le terrain et en tenant compte des exemples d'autres pays, comme la Suède, la Norvège, la Grèce, la République tchèque, de nombreux États des États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Portugal et la Suisse, qui ont laissé tomber ces exigences. Les preuves que ces médecins ont utilisées pour prendre leurs décisions sont en partie les mêmes que celles utilisées par les docteurs Tam et Moore.

C'est ce que nous recherchons. Nous savons que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que les pays ne devraient pas exiger une preuve de vaccination contre la COVID-19 pour les voyages internationaux comme seule voie ou condition permettant de voyager à l'étranger. C'est l'Organisation mondiale de la santé qui le dit. Nous devons nous pencher sur ces questions. Quel est le plan? Quels repères le gouvernement utilisera-t-il pour nous libérer de ces exigences et restrictions?

Ces outils étaient extrêmement importants, surtout en mars 2020. Mais cette date est loin derrière nous. Nous en savons tellement plus aujourd'hui. Nous devons avoir des discussions entre autres avec des personnes avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord. C'est très important. Nous ne devons certainement pas les insulter.

Les personnes qui ne sont pas d'accord avec nous, qui sont préoccupées et qui ont des questions n'ont pas une position inacceptable ou déplorable. Elles ne sont pas misogynes ou racistes pour autant. Ce sont nos voisins, des membres de la collectivité et des membres de la famille d'autres personnes. La compassion fait partie du tissu de notre pays. Nous ne pouvons pas l'oublier, et nous ne

pouvons pas la perdre. Elle constitue une étape sur la voie de sortie de cette crise.

Le Canada a subi tellement de dommages à cause de toutes ces restrictions. Nous le ressentirons pendant de nombreuses années, en particulier nos enfants. N'aggravons pas la situation en rompant le dialogue. La présentation par le gouvernement d'un plan pour l'élimination des exigences relatives à la vaccination constitue un élément essentiel de la communication et du dialogue avec les Canadiens. C'est ce dont nous parlons aujourd'hui.

Il est crucial que chacun soit conscient du rôle qu'il a à jouer en l'occurrence. Nous sommes ici pour parler aux citoyens. Nous avons pour rôle en tant qu'opposition officielle d'interpeller le gouvernement. Il dispose des outils et des ressources, et il lui incombe d'expliquer aux Canadiens les conditions à réunir pour lever ces restrictions.

Nous allons être la voix des Canadiens. Nous allons être cette voix et nous demandons au gouvernement de mettre fin à ces exigences. En fait, nous avons demandé un plan il y a un an. La situation a certainement beaucoup changé depuis, mais c'est une nouvelle occasion, toute neuve, pour le gouvernement et le ministre d'informer les Canadiens.

Au lieu de nous disputer à qui mieux mieux pour savoir qui était le plus ardent défenseur de ces mesures sanitaires, reconnaissons que nous pouvons toujours faire mieux. Le gouvernement a eu le temps de produire cette information pour dire aux Canadiens quand il va mettre fin aux exigences fédérales relatives à la vaccination et ce qui doit se passer pour que cela arrive. Faisons ainsi. Allons de l'avant ensemble. Ayons ces conversations importantes. Parlons avec nos amis et voisins et faisons en sorte de sortir renforcés de cette situation.

Nous entendons dire depuis le début que nous sommes tous dans le même bateau. Faisons en sorte de tous en sortir ensemble.

• (1335)

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je vois beaucoup de personnes très intelligentes de l'autre côté, mais ma fille me demandait l'autre jour ce qu'était ce convoi de camionneurs et pourquoi ils manifestaient. Je le lui ai donc expliqué. Elle a 12 ans. Elle étudie la séparation des pouvoirs dans ce gouvernement, dans ce pays.

Je lui ai dit que les camionneurs ne peuvent pas entrer aux États-Unis sans être vaccinés. Sa réaction a été de me demander si ce n'était pas une règle du gouvernement américain, ce que je lui ai confirmé. « Est-ce qu'ils ne devraient pas manifester devant le consulat ou l'ambassade des États-Unis? », m'a-t-elle alors demandé. Je lui ai expliqué qu'ils ne sont pas contents de devoir porter un masque dans les épiceries et dans d'autres endroits. « Est-ce que ce ne sont pas des mesures provinciales? », m'a-t-elle demandé. Je lui ai répondu que c'est tout à fait le cas. « Et les déplacements? », m'a-t-elle demandé. Je lui ai répondu qu'ils relevaient bien du gouvernement fédéral. En fait, le député d'en face vient de dire que les conservateurs ont demandé la levée de ces restrictions il y a plus d'un an, mais le député de Durham, quand il s'agissait des vols en provenance de l'Inde ou du Pakistan, à bord desquels de 1 à 2 % des passagers avaient la COVID, a demandé leur interdiction, avant de demander celle de tous les vols.

J'aimerais savoir quelle était la position des conservateurs alors.

Travaux des subsides

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, bien que je remercie le député de sa question, nous allons supposer qu'il s'est mal exprimé et qu'il n'a pas induit la Chambre en erreur.

Comme nous le savons, ce que nous avons demandé au gouvernement il y a un an, et c'est ce que j'ai dit, c'est un plan. Au lieu de cela, ce que nous obtenons de lui, ce sont des accusations. S'il faut blâmer quelqu'un, nous allons blâmer les libéraux pour leur échec total. Ils ne font que changer les règles du jeu et diviser les Canadiens. Ils traitent les gens de racistes et de misogynes. Ils disent que les gens s'opposent aux valeurs canadiennes. Ils disent que les gens sont pitoyables parce qu'ils ont des opinions différentes de celles des libéraux.

Je tiens à rappeler au député l'exemple que j'ai donné, celui d'avoir ces conversations importantes et d'encourager les gens à se faire vacciner. C'est l'exemple que nous avons donné dans ma collectivité. C'est dans cet esprit que j'ai fait ces commentaires. Si le député veut se livrer à de petits jeux ridicules, il devrait parler à ses collègues qui ont eu le courage de s'opposer aux politiques de division du gouvernement qui ont échoué.

• (1340)

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, la dernière réponse de mon collègue a un peu tué mon argumentaire. J'allais justement féliciter mes amis conservateurs pour le ton étonnamment nuancé des discussions que nous avons depuis ce matin, mais la partisanerie a repris le dessus au cours de la dernière intervention. C'est un peu dommage.

J'aimerais souligner le fait que la cheffe de l'opposition et d'autres amis conservateurs ont dit, ce matin, qu'il était temps de suivre la science. À quel moment n'a-t-on pas suivi la science depuis deux ans?

Quand on parle des vaccins, c'est la science. Quand on parle de la distanciation sociale, c'est la science. Quand on parle des masques, c'est la science. Même la gestion des frontières, c'est la science.

Au Canada, nous avons des taux de vaccination très élevés, près de 90 %, mais la plupart des pays du monde n'ont pas cela. Nous en avons parlé tantôt. Un ami me parlait de l'Ouganda, où seulement 1 % de la population est vaccinée. Cette gestion des frontières est normale.

J'aimerais savoir à quel moment on n'a pas suivi la science depuis deux ans.

[Traduction]

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, c'est une excellente question que pose le député.

Ce que nous attendons du gouvernement, ce sont les repères qu'il va utiliser pour nous sortir des restrictions liées à la COVID que le gouvernement fédéral a mises en place. C'est ce que nous avons demandé il y a un an. Quels sont les objectifs? Quels sont les critères employés par les libéraux pour mettre fin aux restrictions sur les déplacements et à toutes les mesures obligatoires fédérales qu'ils ont mises en place? « Attendre de voir ce qui va se passer » n'est pas une approche scientifique. Déterminer l'efficacité des vaccins et encourager les gens à s'y intéresser et à parler aux experts, comme je l'ai mentionné, c'est suivre la science. Ce n'est pas ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Je les encourage à parler à la Dre

Tam et au Dr Moore pour savoir quels critères ils doivent appliquer pour mettre fin aux mesures obligatoires fédérales.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais vérifier quelque chose. Le député de Leeds-Grenville-Thousand Islands et Rideau Lakes parle des propos tenus par la Dre Tam lorsqu'elle a dit qu'elle pense que nous devrions réévaluer ces protections. Cependant, réévaluer les protections ne signifie pas les supprimer.

L'été dernier, en Alberta, Jason Kenney a été le tout premier premier ministre provincial à lever toutes les restrictions, et nous en avons vu les conséquences. Des milliers d'Albertains s'y sont opposés. Ils avaient peur pour leurs enfants, ceux de moins de cinq ans qui ne pouvaient pas être vaccinés, et pour les personnes qui étaient plus prédisposées à la COVID.

Le député peut-il se faire à l'idée que la levée de toutes les restrictions n'est peut-être pas ce qu'un si grand nombre de Canadiens souhaitent?

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, cette motion demande au gouvernement de présenter un plan. C'est quelque chose qu'il n'a pas fait jusqu'à maintenant.

Oui, si nous regardons les autres pays et si nous nous inspirons de ce qui se passe ailleurs, cela pourrait mener à l'élimination des mesures obligatoires. Il semble qu'il soit grand temps, mais les libéraux ne nous fournissent pas de preuves; ils nous offrent une politique de peur et de division.

Les Canadiens méritent mieux. Mettons fin aux mesures obligatoires.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le président, je vais partager mon temps de parole avec ma collègue et amie, la députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill.

Je veux commencer aujourd'hui avec une déclaration très simple. Je veux remercier les Canadiens. Je veux les remercier parce que nous avons demandé beaucoup d'eux ces deux dernières années, et ils ont fait preuve de résilience. Ils se sont montrés réceptifs.

Qu'avons-nous demandé des Canadiens ces deux dernières années? Nous leur avons demandé de porter un masque, de pratiquer l'éloignement social, de renforcer leurs normes d'hygiène et de se laver plus fréquemment les mains. Nous leur avons demandé de ne pas voir leur famille pour leurs fêtes les plus saintes, quelle que soit leur religion, et de ne pas se retrouver avec les membres de leur famille. Nous leur avons demandé de limiter leurs interactions à une ou deux familles, comme l'a fait ma propre famille. Nous leur avons demandé de garder leurs entreprises fermées. Le gouvernement s'est évidemment mobilisé pour les soutenir, qu'il s'agisse des travailleurs, des personnes âgées ou des entrepreneurs, et les a aidés pendant cette période.

Pourquoi avons-nous demandé cela aux Canadiens? Nous l'avons fait parce que nous sommes en pleine pandémie. Les Canadiens nous ont donné le temps de recevoir les vaccins, que nous avons reçus. Ils nous ont donné le temps de protéger notre système de soins de santé, parce que c'était nécessaire, et je tiens à remercier les Canadiens pour leur résilience, car c'est l'objet de ce débat. C'est pour cela que les 338 députés qui siègent ici ont été élus. Ce n'était pas pour prêter trop d'attention aux détails, mais pour avoir une vue d'ensemble.

Travaux des subsides

Nous faisons beaucoup de progrès. Quatre-vingt-dix pour cent des résidents de la région de York sont vaccinés. Le nombre de doses de rappel administrées continue d'augmenter. Les hospitalisations sont en baisse. Les opérations chirurgicales, dont beaucoup avaient été annulées, recommencent à être programmées. Une nouvelle normalité est en train de s'installer, grâce en partie aux sacrifices des Canadiens, au fait qu'ils ont suivi non pas les conseils du gouvernement, mais ceux des responsables de la santé publique. Nous ne pouvons pas perdre de vue ce fait.

De nombreuses vies ont été mises en attente. De nombreuses vies ont été perturbées. De nombreux Canadiens sont décédés des suites de cette pandémie. Nous ne pouvons pas perdre de vue le tableau d'ensemble. Nous sommes sur la bonne voie. Nous faisons des progrès en tant que pays, non pas individuellement, mais ensemble.

En tant que parlementaire, je crois que je dois faire ce qui est juste et communiquer à mes concitoyens les avis de santé publique sur les mesures à prendre pour protéger nos familles et nos proches afin que nous puissions connaître des jours meilleurs. Cela va arriver, absolument. Des modifications sont apportées aux restrictions, surtout au niveau provincial, et c'est la bonne chose à faire. Quatre-vingt-dix pour cent des Canadiens ont reçu deux doses de vaccin. C'est merveilleux. Nous devons être fiers. Nous devons être fiers de protéger notre système de soins de santé. Nous devons remercier les travailleurs de première ligne pour ce qu'ils ont sacrifié au cours des deux dernières années. C'est ce que nous devons faire.

Nous devons continuer, certes, à réévaluer les données scientifiques. Nous ne pouvons pas fixer une date arbitraire pour lever ceci ou cela. Cela ne fonctionne pas. Nous l'avons vu. Nous l'avons vu dans plusieurs provinces. Là où les restrictions ont été levées prématurément, le système hospitalier a été débordé, la capacité des soins intensifs a été débordée, la chaîne d'approvisionnement a été perturbée et les provinces sont revenues à la case départ. Faisons 10 pas en avant et peut-être un pas en arrière, au lieu de quatre pas en avant et 20 en arrière. C'est ce que fait le gouvernement. Nous sommes là pour aider les Canadiens et nous continuerons à le faire.

Comme je l'ai dit avant d'entamer mon discours proprement dit, je tiens aujourd'hui à remercier les Canadiens. Alors que nous continuons toujours d'aller de l'avant, je les remercie d'avoir fait ce qu'il fallait pour nous permettre de passer à travers la pandémie. Oui, je crois voir la lumière au bout du tunnel. J'en suis absolument convaincu. Pourquoi? C'est grâce aux vaccins et à la science des vaccins. C'est parce que nous avons fait ce qu'il fallait faire et parce que les Canadiens ont été résilients.

• (1345)

Il semble que l'opposition officielle se soit ralliée, quoiqu'un peu tard, à l'idée qu'il faut mettre fin aux blocages. On ne devrait pas interrompre la vie des travailleurs de l'automobile, des agriculteurs et des acteurs du secteur de l'agroalimentaire. Nombre des députés de l'opposition représentent des circonscriptions rurales qui comptent beaucoup d'agriculteurs. Je ne suis pas très impressionné par le blocage de l'accès aux frontières qui empêche l'expédition des produits agricoles canadiens vers les États-Unis. Je ne suis pas très impressionné non plus que les travailleurs de l'automobile soient forcés de rester à la maison à cause des blocages que, jusqu'à il y a trois jours, le Parti conservateur approuvait. Ce n'est pas un leadership raisonnable; j'emploierais un qualificatif tout autre. Nous devons faire ce qui est bien pour les Canadiens, jour après jour. Nous sommes en pleine pandémie. C'est l'événement du siècle. Il faut de la maturité et il faut du leadership.

Voilà plus de deux ans que nous avons mis en place des mesures à la frontière pour assurer la sécurité et la protection des Canadiens. Alors que nous traversons la pire crise de santé publique des 100 dernières années, le gouvernement du Canada a agi rapidement pour mettre en place des mesures frontalières d'urgence visant à réduire le risque d'importation et de transmission de la COVID-19 et de nouveaux variants au Canada en raison des voyages internationaux. Les mesures frontalières qui ont été mises en place reposent sur des données probantes et sur les données scientifiques disponibles. Nous ne fixons pas des dates au hasard. Les mesures sont aussi établies en surveillant la situation épidémiologique au Canada et dans d'autres pays. Elles sont ajustées au besoin pour tenir compte des données probantes tout en continuant de protéger la santé de tous les habitants du Canada.

À partir de janvier 2020, des mesures de contrôle renforcées ont été mises en place pour les passagers en provenance de régions où le virus de la COVID-19 sévissait. À mesure que le virus s'est propagé à d'autres pays et qu'il est devenu plus dangereux, ces mesures de contrôle ont été renforcées par des questions supplémentaires et des renvois des passagers entrants à l'Agence de la santé publique du Canada. Finalement, des mesures plus strictes ont dû être mises en place pour protéger notre pays et ses citoyens, comme l'interdiction d'entrée des ressortissants étrangers au Canada. À l'époque, le Canada n'était pas le seul pays à fermer ses frontières pour les voyages discrétionnaires. De nombreux autres pays ont également mis en place de sévères restrictions sur les voyages, y compris d'autres pays du G7 et notre voisin du Sud, notre principal partenaire commercial.

Au fil de la pandémie, le gouvernement du Canada n'a jamais perdu de vue la santé et la sécurité de tous les Canadiens. Des décisions concernant les protocoles et les mesures ont été prises pour réduire les effets de la COVID-19 sur nos citoyens et sur notre économie afin que l'économie canadienne puisse se rétablir rapidement, et il est formidable de voir que notre production est plus importante qu'elle ne l'était avant la pandémie. Il est formidable de voir que les niveaux d'emploi sont supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie. Pourquoi? C'est parce que nous avons fait ce qu'il fallait pour les Canadiens. Nous les avons soutenus, nous avons mis en place les mesures appropriées que nous connaissons tous et nous avons investi dans les Canadiens. C'était la bonne chose à faire.

En juin 2021, le gouvernement a annoncé la première phase de son approche visant à assouplir les mesures frontalières pour les voyageurs entrant au Canada, et le gouvernement du Canada continue d'apporter des ajustements prudents à son approche frontalière en utilisant les dernières données probantes et scientifiques. Ces changements sont possibles grâce à notre taux de vaccination et à notre respect des mesures de santé publique. La vaste majorité des Canadiens ont respecté les protocoles et les mesures et ont reçu leurs deux doses de vaccin, et beaucoup ont même obtenu leur dose de rappel. Ils ont fait preuve de courage, de résilience et de compassion et, oui, ils ont fait des sacrifices. Je les remercie, car leurs actions ont été cruciales pour nous donner, à nous, le gouvernement du Canada, la marge de manœuvre nécessaire pour réduire et même supprimer certaines des mesures qui ont été mises en place au début.

Travaux des subsides

Les mesures antérieures ont été ajustées. En août et septembre 2021, le gouvernement a continué à rouvrir les frontières du Canada, permettant aux voyageurs d'agréement entièrement vaccinés des États-Unis d'entrer au Canada à partir du 9 août, suivis des voyageurs entièrement vaccinés en voyage non essentiel de tous les autres pays le 7 septembre. Le gouvernement a également éliminé l'obligation de séjourner dans un logement autorisé par le gouvernement à l'arrivée.

En terminant, je veux que tous les parlementaires prennent du recul et regardent la situation dans son ensemble, c'est-à-dire où nous en sommes et le chemin que nous avons parcouru, et qu'ils voient que nous sommes dans une bien meilleure situation. Il y a du travail à faire et des progrès à poursuivre, mais nous devons nous fier à la science.

Je demande, et je l'ai demandé à la télévision nationale, que les barrages soient levés et que les manifestants à l'extérieur, avec le plus grand respect pour ces personnes, rentrent chez eux et permettent aux citoyens d'Ottawa de reprendre une vie normale.

• (1350)

Le vice-président: Je sais que nous avons fait de gros efforts pour que chacun ait l'occasion de s'exprimer, mais beaucoup de questions et de réponses ont été très longues. Je vais donner la parole à la députée de Saanich—Gulf Islands pour qu'elle pose une question.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je vous suis extrêmement reconnaissante. Nous semblons débattre à la Chambre de la façon d'enrayer une pandémie comme si les frontières du Canada constituaient le défi. Nous sommes dans une situation mondiale où, à mon avis, le virus se moque peut-être de l'humanité tout entière parce qu'elle pense pouvoir le maîtriser, tout en laissant une grande partie des pays en développement sans accès aux vaccins.

Quand le gouvernement du Canada appuiera-t-il les demandes de l'Inde et de l'Afrique du Sud visant à ce qu'une dérogation soit prévue à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, ou l'Accord sur les ADPIC, afin que les pays en développement aient accès aux vaccins?

• (1355)

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, le Canada participe en fournissant des fonds, des ressources et des vaccins aux pays en développement dans le cadre du mécanisme COVAX. Évidemment, nous travaillerons de concert, comme nous le faisons toujours, avec l'OMC et tous nos partenaires commerciaux. C'est ce que nous sommes en tant que peuple et en tant que pays.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, hier, j'ai rencontré l'une des plus grandes entreprises de sonorisation de la Colombie-Britannique. Il s'agit de Kian Sound and Universal Show Services, qui s'est classée au premier rang des entreprises de sonorisation en Amérique du Nord. Il y a deux ans, elle a dû mettre à pied 280 personnes. Elle a perdu 99 % de ses revenus. Elle s'est prévalu de tous les programmes gouvernementaux et m'a dit que le gouvernement aidait nos industries privées à tomber dans l'oubli. Ces personnes m'ont demandé quel était le plan. Quand le gouvernement leur donnera-t-il un signe qu'elles peuvent faire en sorte que les spectacles reprennent?

Pour le député de Vaughan—Woodbridge, quand le gouvernement publiera-t-il un plan pour que les industries privées recommencent à faire de l'argent?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, les restrictions qui empêchent cette entreprise de fonctionner sont en fait des restrictions provinciales qui concernent la capacité, que ce soit pour assister à un match de basket-ball ou un concert. Pour ce qui est de la question de mon collègue, je le renvoie à la province de la Colombie-Britannique, mais en même temps, j'encourage tous les résidents de sa circonscription et tous les Canadiens à se faire vacciner pour que nous puissions à nouveau assister à un concert ou à un match de basket-ball où aucune limite de capacité ne sera imposée.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, ma question est simple: pourquoi faut-il faire autant pression sur le gouvernement pour le convaincre d'agir, de sortir de l'ombre et de se manifester? C'était le cas pour les frontières, en 2020. Nous sommes en 2022.

Où est le premier ministre et le gouvernement pour faire des annonces assez régulières concernant ce qui s'en vient et pour nous présenter un plan?

Je ne comprends pas. Les libéraux semblent être restés en 2019. À les écouter, on a l'impression qu'on va être confiné pendant encore très longtemps.

Quel est le problème?

[Traduction]

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, bien sûr, nous continuons à réévaluer les preuves scientifiques au fur et à mesure qu'elles nous parviennent, en collaboration avec nos partenaires de la santé publique, et nous continuons à faire des ajustements. C'est cela, gouverner. C'est cela, prendre des décisions et faire preuve de leadership. C'est ce que nous avons fait au cours des deux dernières années et c'est ce que nous continuerons à faire.

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Monsieur le Président, à mon avis, les conservateurs nous ont habitués au cours des deux dernières années à des volte-face incessantes sur diverses questions. On affirmait qu'il n'y allait jamais avoir assez de vaccins ou qu'il n'y en aurait pas du tout, puis, soudainement, on demandait où étaient les vaccins et pourquoi on ne les avait pas encore reçus. C'est la même chose pour la fermeture des frontières. On demandait pourquoi les frontières n'étaient pas encore fermées, puis, soudainement, on demandait pourquoi les frontières n'étaient pas ouvertes.

Les conservateurs agissent selon des réactions et selon les émotions qu'ils ressentent à un certain moment, plutôt que selon la science. À mon avis, on dirait qu'ils n'arrivent pas à se fier à la science.

Je me demande si le député de Vaughan—Woodbridge pourrait nous faire part de ses réflexions sur l'importance de suivre la science au lieu des émotions politiques que l'on peut avoir au quotidien.

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, bien simplement, les Canadiens veulent du leadership et non des volte-face. C'est ma première réflexion. Quand il a fallu obtenir des vaccins, le gouvernement a respecté ses engagements. Quand il a fallu obtenir des tests rapides, le gouvernement a respecté ses engagements. Quand il a fallu obtenir de l'équipement de protection individuelle, le gouvernement a respecté ses engagements envers les Canadiens. Nous avons aidé les entreprises et les travailleurs canadiens durant la pandémie, et nous continuerons à le faire. Nous viendrons à bout de la pandémie et nous en ressortirons plus forts que jamais.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LA SANTÉ

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, la pandémie a très clairement démontré que la santé de la population doit être au cœur de notre travail de parlementaires. J'espère que nous en tirerons une leçon, à savoir que la quête de la santé doit être un effort collectif. Nous savons que ce sont les populations à faible revenu et marginalisées, ainsi que les personnes dont la santé est la plus vulnérable, qui ont été les plus durement touchées par cette crise. Pour sortir plus forts de cette période difficile, nous devons combattre les inégalités, promouvoir l'inclusion et nous pencher sur les déterminants sociaux de la santé, afin de trouver des solutions.

J'entends souvent parler d'initiatives de santé communautaire formidables menées par mes concitoyens à Fredericton. Leurs voix et les intérêts qu'ils défendent façonnent mes priorités et ma compréhension de ce que signifie prendre vraiment soin de nos voisins. Il faut trouver des logements abordables et éliminer l'itinérance. Il faut fournir des services de soutien en santé mentale gratuits et adéquats, une assurance-médicaments, des infrastructures entièrement accessibles et un revenu de base universel pour sortir les personnes de la pauvreté et permettre à chacun de réaliser son plein potentiel.

En mettant en œuvre des politiques qui garantissent que nous prenons soin les uns des autres, le gouvernement peut donner l'exemple et promouvoir la résilience et la santé des collectivités partout au Canada.

STEPHEN RAYFIELD

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, c'est le cœur lourd que je prends la parole aujourd'hui pour honorer la mémoire d'un de mes concitoyens.

Stephen Rayfield est un pompier de Castor, en Alberta, qui a tragiquement perdu la vie la semaine dernière, pendant une intervention. Alors que beaucoup de gens fuient le danger, les pompiers s'y précipitent, et M. Rayfield était un brillant exemple de l'altruisme qui définit les hommes et les femmes qui travaillent dans les services d'incendie, petits et grands, partout au Canada. Le général Norman Schwarzkopf a décrit jadis le courage comme le fait d'avoir peur de quelque chose et d'aller de l'avant et de le faire quand même. M. Rayfield a choisi de se mettre au service de ses concitoyens, même si les conditions étaient dangereuses cette nuit-là. Il a servi sa collectivité, car elle avait besoin d'un héros.

Déclarations de députés

Non seulement Castor a perdu un pompier, mais une épouse aimante a aussi perdu son mari, et ses enfants ont perdu leur père. Que Dieu bénisse son épouse Cheryl et ses enfants et qu'il leur apporte la paix pendant qu'ils font leur deuil et traversent cette période difficile. Le ciel a peut-être acquis un héros, mais Castor a perdu une partie de son cœur et de son âme.

Nous n'oublierons jamais.

LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19

M. Irek Kusmierczyk (Windsor—Tecumseh, Lib.): Monsieur le Président, des biens et des services d'une valeur de 400 millions de dollars traversent le pont Ambassador tous les jours: il y a des pièces d'automobile, des fruits et légumes et des médicaments. C'est le poste frontalier le plus important en Amérique du Nord, qui permet 25 % des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis.

Le fait d'en bloquer l'accès met des milliers d'emplois en péril. Des travailleurs de l'automobile sont mis à pied. Des usines de pièces suspendent leurs activités. Des agriculteurs ne peuvent pas acheminer leurs produits jusqu'aux marchés. En plus des produits, le blocage touche le personnel infirmier et les camionneurs qui doivent traverser la frontière pour faire leur travail et être payés. La situation nuit aux emplois, aux travailleurs et à nos chaînes d'approvisionnement qui alimentent les épiceries de Windsor à Québec.

Les gens de ma collectivité demandent aux manifestants de mettre fin au blocage aujourd'hui.

J'ai une question pour la cheffe de l'opposition: quand les conservateurs cesseront-ils de courtiser les manifestants pour plutôt enfin défendre les travailleurs de notre pays?

[Français]

FILM LAURENTIDES

Mme Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, créé en 1997 pour faciliter l'accueil des producteurs québécois et étrangers souhaitant tourner en région, Film Laurentides, aussi connu sous le nom de Bureau du cinéma et de la télévision des Laurentides, est aujourd'hui une référence incontournable. L'organisme amorce une 25^e année d'activités d'accueil et de promotion. Ce succès sera souligné par la diffusion, au cours de l'année, d'une rétrospective des principaux faits saillants qui ont contribué à faire rayonner les Laurentides.

Film Laurentides génère des retombées économiques, touristiques et culturelles enviables, notamment dans les trois MRC de ma circonscription, Laurentides—Labelle.

Souhaitons à Film Laurentides et à son équipe une longue vie dédiée à mettre en valeur notre région et à offrir aux artistes et techniciens un milieu de travail à la hauteur de leurs créations.

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Mme Soraya Martinez Ferrada (Hochelaga, Lib.): Monsieur le Président, le Mois de l'histoire des Noirs est un moment important, car il nous permet de reconnaître la diversité de l'histoire et la réalisation des communautés noires partout au pays.

Déclarations de députés

J'aimerais souligner la contribution des femmes et des hommes noirs inspirants dans la circonscription d'Hochelega et partout à Montréal. Je pense notamment à Dominique Ollivier, première femme noire à la présidence du comité exécutif de la Ville de Montréal, à Yvette Bonny, pédiatre-hématologue à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont et première médecin à effectuer une greffe de moelle osseuse au Québec en 1972, à Steve Joseph, de la Fondation des aveugles du Québec, à Cyrille, Doro et Willy, de SmartLab, situé sur la rue Sainte-Catherine dans Hochelega, à Montréal et qui aide la communauté en mettant ses studios à la disposition de celle-ci, et beaucoup d'autres.

Ces personnes de couleur ont brisé des plafonds de verre et contribuent tous les jours à lutter contre la discrimination systémique. Aujourd'hui, ils sont des modèles de résilience.

Je souhaite à tous les membres de la communauté noire d'Hochelega et de partout au pays de passer un merveilleux Mois de l'histoire des Noirs.

* * *

• (1405)

[Traduction]

LES SNOWBIRDS DES FORCES CANADIENNES

M. Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, on appelle la Saskatchewan la terre des cieus vivants. C'est particulièrement vrai pour la circonscription de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, le domicile des Snowbirds des Forces canadiennes. Le 11 juillet 2021, les Snowbirds ont célébré le 50^e anniversaire de leur premier spectacle aérien public. Je n'ai pas oublié et nous portons toujours en notre cœur la perte tragique de la capitaine Jennifer Casey en 2020 alors qu'elle participait à une mission pour remonter le moral des Canadiens pendant la pandémie. Ne se laissant pas abattre par cette perte tragique, les Snowbirds ont persévéré et ont terminé la mission, lors de leur 50^e anniversaire, en l'honneur de leur camarade disparue.

Cette équipe emblématique représente de véritables valeurs canadiennes. Les Snowbirds sont une source d'inspiration pour les Canadiens qui sont isolés et seuls. Ils ont tendu la main à ceux qui avaient été mis à l'écart. Ils ont remonté le moral des Canadiens, loin de leur propre famille.

Au nom de mes collègues ici, je salue les Snowbirds et je leur offre mes meilleurs vœux pour les 50 prochaines années.

* * *

L'ORDRE DU CANADA

M. James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter M. Ralph Chiodo, d'Etobicoke—Lakeshore, de sa nomination à l'Ordre du Canada. Honoré pour son engagement et sa générosité philanthropique au sein de la communauté, ainsi que pour son leadership dans l'industrie automobile, M. Chiodo a quitté l'Italie lorsqu'il était adolescent pour immigrer au Canada, débarquant au Quai 21, à Halifax. Grâce à son ardeur au travail et à son dévouement, il est devenu un entrepreneur prospère et a amplement réalisé son rêve d'enfance de travailler dans le domaine de l'automobile, puisqu'il est le président de l'un des meilleurs concessionnaires Chrysler au Canada et le PDG des garages Active Green + Ross.

La réussite de M. Chiodo dans le milieu des affaires n'est éclipsée que par son grand cœur. Ancien président du club Rotary d'Eto-

bicoke, il a présidé le très populaire festival de la côte levée du club Rotary de Toronto et siège au conseil d'administration de nombreux organismes, dont la Trillium Health Partners Foundation. C'est d'ailleurs en partie grâce à sa générosité sans limite que le Quai 21 est devenu le Musée canadien de l'immigration.

Je remercie M. Chiodo de tout ce qu'il fait et le félicite de cette reconnaissance bien méritée.

* * *

LE PRIX POUR L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Monsieur le Président, en tant que mère d'un jeune enfant scolarisé dans le réseau du conseil scolaire du district de Peel, je sais à quel point les enseignants se sont mobilisés pour s'assurer que nos enfants reçoivent une éducation de qualité, malgré les défis posés par la pandémie. Tous nos enseignants méritent d'être félicités de leur incroyable travail.

Je tiens à féliciter tout particulièrement Jason Bradshaw, un résident de Brampton-Nord qui enseigne à l'école secondaire Castlebrooke. En 2021, Jason a reçu le Prix du premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement, la plus haute distinction qu'un enseignant puisse recevoir au Canada. Ce prix est décerné à des enseignants sélectionnés pour leurs réalisations exceptionnelles dans le domaine de l'éducation et leur souci de préparer leurs élèves à l'économie du numérique et de l'innovation.

Jason est enseignant depuis plus de 14 ans et s'efforce de donner aux apprenants d'aujourd'hui les moyens de se prendre en main grâce à des méthodes pédagogiques novatrices et uniques. Il stimule ses élèves par la discussion et le débat, et dirige également un programme parascolaire appelé Counting on You, qui offre aux élèves dans le besoin de l'aide et des activités dans le domaine des sciences.

Je tiens à remercier Jason pour tout ce qu'il fait pour ses élèves ainsi que tous nos enseignants qui participent au développement de la nouvelle génération.

* * *

LA CIRCONSCRIPTION DE CALGARY FOREST LAWN

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai assisté à l'annonce d'un partenariat entre la clinique Aisokinakio'p et le centre culturel Dashmesh pour fournir des vaccins à la population du Nord-Ouest de Calgary. Ces cliniques ont connu un grand succès et, dans un esprit de réconciliation, elles ont créé entre les communautés autochtones et sikhes un partenariat unique qui sert l'ensemble de la collectivité. Ces communautés sont unies par un objectif commun ainsi que par les valeurs du seva, du partage et du souci des autres.

J'aimerais souligner cette initiative extrêmement réussie du centre culturel Dashmesh, sous la direction d'Amanpreet Singh Gill et de tous les membres du comité de direction, en partenariat avec la nation des Siksika, les Services de santé Siksika, la Calgary Homeless Foundation, le Centre d'amitié autochtone de Calgary et l'O-kaki Health Intelligence.

Je remercie tous les travailleurs de la santé de première ligne pour leur excellent travail. Nous sommes plus forts ensemble. Que Dieu bénisse ces communautés pour qu'elles puissent continuer à servir, et que Dieu bénisse un Canada libre et uni.

• (1410)

JULIAN REED

M. Adam van Koevorden (Milton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui avec un sentiment de tristesse mêlé à une gratitude infinie. Le mois dernier, nous avons perdu un géant de la scène politique. Julian Reed, qui a longtemps été député libéral provincial et député fédéral de la circonscription de Halton, s'est éteint à l'hôpital de Georgetown le 6 janvier, à l'âge de 85 ans. Personnage plus grand que nature dont la carrière politique a couvert près de trois décennies, Julian Reed était avant tout un fonctionnaire consciencieux et dévoué. Il était bien plus qu'un simple politicien. C'était un vendeur et un éleveur de porcs; il a même fait une incursion dans le monde du spectacle en tant qu'acteur.

Julian Reed était un pionnier. Il y a plus de 20 ans, il prônait déjà les énergies renouvelables, la décriminalisation du cannabis et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il défendait avec ardeur la protection de l'environnement, et son militantisme m'a véritablement inspiré. Je poursuivrai son travail et j'honorerai sa mémoire en me battant pour protéger les espaces verts dans la circonscription de Milton.

Comme mon père, Julian était atteint de la maladie de Parkinson. Sa vie et son legs renforcent ma résolution de mieux défendre les Canadiens atteints de cette maladie.

Julian Reed laisse dans le deuil son épouse, Deanna, ses enfants, Chris, Rob et Melanie, ainsi que ses quatre petits-enfants et son frère, Laurie, qui est un de mes amis.

Je remercie Julian des services qu'il a rendus au Canada. Qu'il repose en paix.

* * *

LA VACCINATION OBLIGATOIRE

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens adaptent leur mode de vie en fonction des restrictions liées à la COVID-19 depuis deux ans: des restrictions pour les voyages, des restrictions pour visiter leurs êtres chers et des restrictions pour les lieux de culte. Les enfants n'ont pas pu jouer librement avec d'autres enfants, ni pratiquer des sports, ni participer à diverses autres activités. Ces deux années d'isolement ont exacerbé la crise en santé mentale au Canada et fait beaucoup de tort aux personnes les plus vulnérables de notre société.

Tout ce que demandent les Canadiens c'est de retrouver leur vie d'avant. Le premier ministre doit arrêter d'utiliser la pandémie pour diviser et stigmatiser les Canadiens à ses propres fins politiques. Il faut que cela cesse.

Les conservateurs exhortent le gouvernement libéral à s'en remettre aux preuves et à la science afin de préparer un plan pour mettre rapidement un terme à toutes les exigences et restrictions fédérales liées à la pandémie. Les Canadiens méritent ce plan pour savoir quand ils pourront retrouver leur vie d'avant. Le temps est venu pour le premier ministre de concrétiser ce plan.

* * *

LA VACCINATION OBLIGATOIRE

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, ce qui, au départ, n'était qu'un message des camionneurs s'est transformé en cri du cœur de Canadiens d'un bout

Déclarations de députés

à l'autre du pays. Ils en ont assez des mesures de confinement et des restrictions. Ils n'en peuvent plus de la vaccination obligatoire et des pertes d'emploi. Ils ne veulent plus que le gouvernement outre-passe ses pouvoirs. Les Canadiens ont besoin de retrouver leur vie et leur liberté d'avant.

Les conservateurs ont entendu le message. Nous allons mener cette bataille et continuer de défendre leurs intérêts jusqu'à ce que les mesures fédérales relatives à la vaccination obligatoire et au confinement prennent fin. Il est temps d'en finir avec les barrages, comme celui qui a été érigé à Coutts, dans ma circonscription. Les libéraux ont causé suffisamment de dommages dans nos vies et notre économie. Il ne faut pas en rajouter.

Les libéraux doivent dès maintenant arrêter d'utiliser la pandémie à des fins politiques, arrêter de diviser et stigmatiser les Canadiens. Ils doivent respecter la science, suivre les conseils des experts, faire ce que les autres pays font et s'inspirer du leadership de certaines provinces pour lever les mesures obligatoires et les restrictions.

Aujourd'hui, le gouvernement a la possibilité de présenter un plan clair pour libérer notre pays. Les Canadiens ne méritent rien de moins. La seule question qui se pose est: le premier ministre et son gouvernement présenteront-ils un plan?

* * *

[Français]

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Mme Annie Koutrakis (Vimy, Lib.): Monsieur le Président, février est le Mois de l'histoire des Noirs.

En tant que députée de Vimy, j'ai la chance de représenter une circonscription engagée envers l'égalité raciale dans notre communauté et dans tout le Canada. Cet engagement se manifeste pleinement ce mois-ci, alors que la Ville de Laval organise une grande variété d'activités et d'événements qui rendent hommage aux Canadiens noirs qui ont façonné notre ville. Des expositions d'art aux spectacles musicaux, en passant par des courts métrages et des conférenciers invités, tout le monde peut apprendre et réfléchir aux contributions de notre communauté noire tout au long de notre histoire.

J'encourage mes électeurs et la population de Laval à se joindre à moi pour participer à ces incroyables événements et j'ai hâte de poursuivre les célébrations du Mois de l'histoire des Noirs tout au long du mois de février.

* * *

[Traduction]

L'OLÉODUC TRANS MOUNTAIN

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP): Monsieur le Président, selon l'actualisation des coûts, la construction du projet TMX se chiffre aujourd'hui à 12,6 milliards de dollars comparativement à 4,5 milliards de dollars il y a deux ans. Au cours de ces deux années, il y a eu des retards importants causés par la COVID-19, par des incendies de forêt, par des inondations, par des tentatives ratées de forage directionnel horizontal sous la rivière Thompson et sous le Fraser et par de nombreuses infractions aux lois environnementales. La viabilité commerciale du projet TMX était déjà douteuse, mais maintenant la situation ne pourrait être pire.

Questions orales

Le directeur parlementaire du budget a indiqué qu'une augmentation de 10 % des coûts de construction par rapport à l'estimation de 2018 réduirait la valeur nette actuelle de l'oléoduc TMX de 453 millions de dollars, la ramenant à un peu plus de 1 milliard de dollars, et qu'un retard d'un an réduirait cette valeur de 693 millions de dollars, ce qui la ramènerait à 888 millions de dollars. Il faut dire les choses comme elles sont: nous sommes en présence d'un bel éléphant blanc.

Je demande aux libéraux d'être francs avec les Canadiens et de faire une mise à jour de l'estimation des coûts et de l'échéancier de construction. Nous avons besoin de transparence et de responsabilité quant à ce gâchis.

* * *

• (1415)

[Français]

BERTHIER—MASKINONGÉ

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, aujourd'hui, j'aimerais dédier mon discours à M. Douglas Blanchet et à une entreprise de ma circonscription, Les Pliages Maskinongé, dirigée de main de maître par Mme Monia Lacasse.

C'est grâce à la collaboration entre M. Blanchet et l'équipe de l'entreprise que de nombreux sourires ont pu voir le jour. En effet, les traîneaux-luges de M. Blanchet, adaptés aux personnes ayant un handicap, se sont multipliés quand celui-ci a donné les plans de son invention à Pliages Maskinongé.

Ils ont été en mesure de répondre à une demande croissante de parents séduits par la possibilité de rendre accessible à leurs enfants, petits comme plus grands, cette joie de l'hiver qu'est la glissade.

De plus, Mme Lacasse recycle de vieux skis et du bois, ce qui donne un aspect environnemental à cette initiative.

Je remercie tous ceux qui sont impliqués dans ce projet de rendre le bonheur contagieux en cette période difficile.

* * *

[Traduction]

LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, partout au pays, des Canadiens disent qu'ils en ont assez. Tous les jours, des groupes de manifestants se forment partout au Canada et dans le monde.

Aujourd'hui, nous en sommes au quatrième jour du blocage du pont qui relie Windsor et Detroit, où se trouve le poste frontalier le plus achalandé en Amérique du Nord. Environ 450 millions de dollars de marchandises traversent la frontière tous les jours. Une fermeture prolongée continuera de nuire à l'économie. L'accès au poste frontalier Windsor-Detroit doit être rétabli dès aujourd'hui, et non dans plusieurs semaines.

Les Canadiens veulent se faire entendre. Pendant ce temps, le premier ministre en rajoute. Deux libéraux dénoncent son discours qui sème la division et sa façon de se servir de la pandémie pour faire des gains politiques. Le premier ministre doit porter l'entière responsabilité de ces manifestations et de leurs conséquences. Après deux semaines de tergiversations, la solution ne sera pas simple. Le premier ministre doit accepter de rencontrer tous les

chefs sur la Colline du Parlement afin de trouver des solutions pour mettre fin aux exigences liées à la COVID-19 et au blocage de nos infrastructures frontalières essentielles, et pour rétablir la paix, l'ordre et la bonne gouvernance.

Pourquoi le premier ministre ne veut-il pas être à l'écoute?

* * *

L'ORGANISME NUTRITION INTERNATIONAL

Mme Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, à l'occasion de la Semaine du développement international, nous avons tous la possibilité de nous réunir et de célébrer nos réalisations en matière de développement international. Aujourd'hui, je suis particulièrement ravie de saluer Nutrition International, un organisme international ayant son siège social ici même au Canada, et qui célèbre cette année 30 ans d'activités qui ont amélioré la vie de millions de personnes en situation de vulnérabilité.

La nutrition permet d'apprendre et pas seulement d'aller à l'école; de vaincre la maladie plutôt que de simplement la combattre. La nutrition permet de donner la vie à un enfant et pas seulement de lui donner naissance. Jour après jour, Nutrition International s'emploie à améliorer le sort des gens du monde entier qui en ont le plus besoin en leur assurant une meilleure nutrition. Grâce aux investissements du Canada et d'autres généreux donateurs, Nutrition International aide des millions de personnes chaque année dans plus de 60 pays. À elle seule, la contribution du Canada au programme de calibre mondial de supplémentation en vitamine A mis sur pied par Nutrition International a aidé à sauver cinq millions d'enfants dans le monde.

Alors que le Canada s'efforce de respecter son engagement à promouvoir des initiatives nutritionnelles tenant compte des besoins particuliers de chacun des sexes pour soutenir les populations les plus vulnérables, particulièrement les femmes et les filles, j'ose espérer que mes collègues, tant du côté du gouvernement que de l'opposition, continueront d'appuyer les organismes comme Nutrition International qui s'emploient à aider les gens à mener une vie plus active et plus satisfaisante et à être en meilleure santé.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19

L'hon. Candice Bergen (cheffe de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, l'impasse dure depuis presque deux semaines. Nous souhaitons tous que les manifestations prennent fin et que les manifestants se sentent entendus et respectés, mais voilà que l'accès à des infrastructures essentielles est restreint. Pourquoi? Parce que le premier ministre fait chou blanc.

J'ai demandé au premier ministre de se réunir de bonne foi avec moi et les autres chefs de l'opposition pour trouver une solution à l'impasse. Il n'a pas donné de réponse, ni hier ni aujourd'hui.

Je réitère ma demande. Acceptera-t-il de nous rencontrer?

Questions orales

• (1420)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, depuis deux semaines, le Parti conservateur du Canada appuie et encourage les barrages dressés un peu partout au pays. La cheffe du Parti conservateur et son équipe ont été leurs plus grands champions et ont même fait la promotion de leur collecte de fonds. Ces actions ont des conséquences graves, qui nuisent au commerce et aux emplois, menacent notre économie et perturbent les collectivités. Je m'emploie à y mettre fin.

J'espère que la cheffe de l'opposition maintiendra sa position actuelle et continuera à réclamer la fin des barrages.

* * *

LA SANTÉ

L'hon. Candice Bergen (cheffe de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre continue de reprocher aux autres des choses dont il est responsable. Aujourd'hui, il a l'occasion de faire quelque chose pour les Canadiens. La Chambre est saisie d'une motion qui demande au gouvernement d'informer les Canadiens de la date de la levée des restrictions. La pandémie dure depuis deux ans et, compte tenu des circonstances actuelles, il ne s'agit pas d'une demande déraisonnable. Les Canadiens méritent un premier ministre qui est prêt à tenir compte des données scientifiques et à lever les restrictions. Ses propres députés libéraux sont d'accord avec nous.

J'ai une question simple à poser au premier ministre. Appuiera-t-il, de concert avec ses collègues libéraux, la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tous les Canadiens en ont assez des confinements et, bien franchement, de la COVID-19, mais les Canadiens savent aussi qu'ils doivent tenir compte des données scientifiques, suivre les conseils de santé publique et, bien sûr, se faire vacciner pour sortir de la pandémie. C'est ce sur quoi nous nous sommes concentrés depuis le début, et c'est pourquoi nous continuons à encourager les Canadiens à se faire vacciner.

Environ 61 000 Canadiens ont reçu leur première dose la semaine dernière. Il faut que cela se poursuive et que davantage de personnes assument leurs responsabilités, se fassent vacciner, fassent vacciner leurs enfants et reçoivent leurs doses de rappel. C'est ainsi que nous restons en sécurité. C'est ainsi que nous appuyons les travailleurs de la santé de première ligne.

L'hon. Candice Bergen (cheffe de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Celui-ci parle de la vaccination. Nous sommes tous pour les vaccins. Comme il l'a dit lui-même, 90 % des Canadiens sont vaccinés. Laisse-t-il entendre que la réouverture et la levée des restrictions ne seront pas dans ses plans tant que 100 % des Canadiens ne seront pas vaccinés? Est-ce cela qu'il est en train de dire? Quatre-vingt-dix pour cent est un taux suffisant à nos yeux, et je dirais, pour d'autres pays où le taux de vaccination est inférieur au nôtre.

Le premier ministre essaie-t-il de dire qu'il ne fera rien tant que 100 % des Canadiens ne seront pas vaccinés? Vraiment?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens sont fatigués, non seulement de la pandémie et des difficultés qu'elle engendre, mais également, bien entendu, des restrictions, des règles et du confinement. C'est compréhensible. Mais les députés savent-ils ce qui permettra de lever

les restrictions? Savent-ils ce qui aide à dire adieu au confinement? Ce sont les vaccins. Lorsque les Canadiens se font vacciner, à la suite notamment des exigences relatives à la vaccination visant tous les fonctionnaires fédéraux et toutes les personnes qui prennent l'avion ou le train, nous avançons dans ce sens. La vaccination permet de protéger la population, mais, surtout, de faire en sorte que les travailleurs de la santé de première ligne, qui se sont conduits en héros pendant la pandémie, ne soient pas débordés.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, je n'ai pas entendu de réponse de la part du premier ministre.

Comme il l'a dit, le Canada est un des pays les plus vaccinés au monde: près de 90 % des gens au Canada sont vaccinés. Est-ce qu'il s'attend à ce que 100 % des Canadiens soient vaccinés pour commencer à penser à présenter un plan de réouverture de notre économie et mettre fin à l'obligation vaccinale?

La question est claire: l'objectif du premier ministre est-il d'attendre que 100 % des Canadiens soient vaccinés pour commencer à redonner de l'espoir aux gens, oui ou non?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le Parti conservateur du Canada a passé les deux dernières semaines à approuver et à encourager ces barricades érigées partout au pays. La cheffe du Parti conservateur et son équipe en ont été les plus ardents porte-parole, allant même jusqu'à promouvoir le financement de ces barricades.

Ces actions ont des conséquences désastreuses pour les emplois, pour le commerce, pour les obstructions dans nos communautés et pour les familles. J'espère que le Parti conservateur va maintenir sa position d'aujourd'hui et continuer de demander la fin des barricades.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, j'espère que le premier ministre ne se cachera pas encore, comme il l'a fait au cours des deux dernières semaines, et qu'il sera présent pour parler, écouter et faire en sorte qu'on mette fin à ces protestations.

On veut la fin des protestations. On veut la fin des manifestations, mais on veut aussi que le premier ministre s'engage à présenter aux Canadiens et aux Canadiennes un plan. On veut que ce premier ministre fasse ce que tous les autres ordres de gouvernement ici, au Canada, ont déjà fait: présenter un plan de réouverture à la population.

Pourquoi est-ce qu'il s'entête à refuser d'écouter les Canadiens, de présenter un plan et de redonner un peu d'espoir aux Canadiens?

• (1425)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis très content d'entendre l'honorable député condamner ces barricades et réclamer la fin de celles-ci, aujourd'hui, à la Chambre.

J'espère qu'il va pouvoir convaincre ses collègues du Parti conservateur d'arrêter d'appuyer et d'encourager ces barricades et ces manifestants qui font mal aux commerces, aux emplois, aux chaînes d'approvisionnement et aux Canadiens dans les communautés partout au pays.

Il est temps que ces barricades prennent fin, et le Parti conservateur doit être sans équivoque là-dessus.

*Questions orales***LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19**

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, prenons un peu de hauteur.

J'ai demandé au premier ministre une rencontre. La cheffe de l'opposition officielle a demandé une convocation des chefs de parti. Il y a de possibles développements extrêmement troublants à Ottawa et ailleurs au Canada actuellement, avec des enjeux économiques significatifs, des enjeux de santé publique et, de plus en plus, des enjeux de sécurité publique.

Est-ce que le premier ministre peut convoquer les chefs de parti à une rencontre d'urgence?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début de cette crise de barricades, je suis en contact étroit avec des partenaires des différents ordres de gouvernement et j'ai des conversations avec d'autres parlementaires. Je serai très content d'offrir au chef du Bloc un breffage pour qu'il ait une mise à jour de la situation à laquelle les gens sont en train de faire face ici, à Ottawa, et partout au pays.

Nous allons continuer de nous concentrer sur la fin de ces barricades et sur le travail que nous devons faire pour protéger notre économie et pour soutenir nos communautés partout au pays.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le breffage que je souhaite implique la présence de la cheffe de l'opposition officielle, celle du chef du troisième parti de l'opposition, la mienne et celle du premier ministre.

Il y a des obstructions au service d'appels d'urgence à Ottawa. Il y a de l'obstruction de la circulation autour de l'aéroport d'Ottawa. Il y a un arbre qui se creuse des racines et qui n'en sera que plus difficile à arracher. Un ami de mon père disait que je n'étais pas assez fou pour mettre le feu et pas assez fin pour l'éteindre.

Est-ce que le premier ministre veut éteindre le feu?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce gouvernement agit tous les jours avec nos partenaires pour réduire les conséquences de ces barricades sur l'économie.

Nous sommes là avec la police d'Ottawa et avec le gouvernement de l'Ontario. J'ai parlé longuement, hier soir, avec le premier ministre Ford. Nous allons continuer de faire le travail nécessaire pour nous assurer que les Canadiens d'un bout à l'autre de ce pays ne sont pas dérangés ni affectés par ces barricades illégales.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, le siège d'Ottawa en est à sa deuxième semaine. Des passages frontaliers, notamment à Coutts et au pont Ambassador, sont bloqués un peu partout au pays. Tout cela nuit aux travailleurs, aux camionneurs, aux petites entreprises et aux familles.

Le premier ministre, lui, est occupé à débattre de quelle administration relève tout cela. Manifestement, veiller à maintenir notre frontière ouverte relève du gouvernement fédéral.

Le premier ministre va-t-il arrêter de tergiverser au sujet des champs de compétence et régler ce borborygme?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, dès le début, nous avons été là pour aider tous les ordres de gouvernement à faire le travail nécessaire...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: J'aimerais que le premier ministre reprenne du début. Les députés applaudissaient si fort sa réponse qu'il était impossible de l'entendre.

Le très honorable premier ministre a la parole.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, depuis le début de cette crise entourant les barrages à Ottawa et ailleurs, nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires sur le terrain. Nous avons fourni des ressources, des agents de la GRC, ainsi que du soutien tactique au fil de l'évolution de la situation.

Nous comprenons à quel point il est important d'en finir avec ces barrages. Nous comprenons à quel point il est important pour les gens de pouvoir reprendre une vie normale et de recommencer à gagner leur vie. C'est pourquoi nous demandons au Parti conservateur qui, depuis les deux dernières semaines a aidé, appuyé et encouragé ces blocus, à rester cohérent et à dire qu'il faut mettre fin aux blocus et que nous tous, Canadiens, devons reprendre le cours de notre vie.

• (1430)

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous en sommes à la deuxième semaine de siège à Ottawa, et des frontières sont paralysées au pays en raison de la manifestation du convoi.

Au lieu de régler les problèmes qui frappent fortement les familles, les travailleurs, les travailleuses et les camionneurs, le premier ministre veut débattre de compétences. Il est évident qu'il n'y a pas de débat à avoir. C'est le travail du fédéral de s'assurer que nos frontières fonctionnent.

Le premier ministre va-t-il arrêter de débattre de compétences et régler le problème?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début de cette crise, nous travaillons main dans la main avec les différentes autorités en leur offrant les ressources nécessaires, que ce soit des officiers de la GRC, du soutien en ressources ou du soutien technique.

Nous allons continuer de respecter les compétences, mais être là à chaque étape pour faire tout ce qui est nécessaire pour en finir avec ces barricades.

Malheureusement, on ne peut pas dire la même chose du Parti conservateur, qui, depuis deux semaines, applaudit ces barricades, encourage ces manifestants et fait même appel à du financement pour eux.

La réalité, c'est qu'il est temps que cela finisse, parce que cela fait mal aux Canadiens.

Questions orales

[Traduction]

LA SANTÉ

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral actuel continue d'utiliser les vaccins comme une arme politique plutôt que comme un outil. Contrairement à d'autres gouvernements, les libéraux n'arrivent pas à comprendre comment aller de l'avant. Nous n'avons pas besoin d'autres postes vacants ou problèmes de chaînes d'approvisionnement. Le Canada et les Canadiens ont besoin que la vie revienne à la normale.

Au lieu de créer de nouvelles exigences relatives à la vaccination pour les lieux de travail sous réglementation fédérale, le ministre se fiera-t-il aux données scientifiques et à ses députés et éliminera-t-il ces exigences?

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de répondre à cette question sur la vaccination. Le premier ministre vient de mentionner que 80 % des Canadiens de tous âges sont pleinement vaccinés. Chaque jour, environ 10 000 autres Canadiens reçoivent leur première dose de vaccin, et 55 % des Canadiens ont reçu une dose de rappel. Chaque jour, 180 000 personnes au Canada reçoivent une dose de rappel. Environ 50 % des enfants de 5 à 11 ans sont vaccinés. Chaque jour, environ 6 000 d'entre eux reçoivent leur première dose.

Le Président: Avant de passer à la prochaine question, je rappelle aux députés que, s'ils ne parlent pas et qu'ils sont assis, ils doivent porter leur masque. C'est la règle à la Chambre. Dois-je répéter pour ceux qui ne m'entendent pas? C'est bon. Je crois que nous avons leur attention maintenant. Parfait.

La députée de Calgary Midnapore a la parole.

[Français]

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, 98 % des employés fédéraux ont reçu au moins une dose de vaccin. Ils ne sont pas l'ennemi. Même la santé publique du Canada a affirmé qu'il était temps de réévaluer les mesures existantes, et non de garder aveuglément les restrictions actuelles.

Est-ce que le ministre est d'accord avec la recommandation de la Dre Tam ou est-ce qu'il préfère ignorer la science?

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la députée a tellement raison de féliciter les 99 % d'employés de la fonction publique qui se sont fait vacciner.

La vaccination, ce n'est pas une punition. C'est une protection. Lorsqu'on se fait vacciner, on se protège soi-même, on protège ses collègues de travail, on protège sa famille, on protège ses enfants, sa communauté et ses amis.

Ce n'est pas une punition. En fait, c'est la seule façon de traverser cette vague que nous connaissons, ainsi que toutes les autres vagues et tous les autres variants qui apparaîtront dans les prochains mois et les prochaines années.

[Traduction]

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ont été induits en erreur. Les restrictions imposées aux voyageurs ne sont pas les mêmes qu'aux États-Unis. De tout le G7, seul le Canada exige un test PCR à l'arrivée, et le ministre le sait pertinemment.

C'est du gaspillage que d'exiger un test PCR à l'arrivée, c'est inefficace et c'est injuste. Les Canadiens veulent savoir: quand exactement le gouvernement abandonnera-t-il les restrictions imposées aux voyageurs, qui sont aussi inefficaces qu'elles sont coûteuses?

• (1435)

L'hon. Omar Alhabra (ministre des Transports, Lib.): Parlant de science, monsieur le Président, j'aimerais rappeler aux députés que la pandémie n'est pas terminée. Il y a encore des milliers de gens qui sont à l'hôpital et d'opérations chirurgicales qui sont annulées. Nous allons nous fier à la science et nous adapterons les règles et les règlements en vigueur au fur et à mesure que les conditions évolueront. Nous ne pouvons toutefois pas nous fier aux conseils du Parti conservateur, car il n'a même pas été capable de convaincre les Canadiens de se faire vacciner. Nous nous en tiendrons donc aux avis des scientifiques et des professionnels de la santé publique.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, y a-t-il quelqu'un qui pourrait changer la cassette du ministre pour une plus récente? Partout au pays, les provinces écoutent et présentent des plans d'assouplissement. L'administratrice en chef de la santé publique du Canada et les directeurs de la santé publique des provinces disent tous que le temps est venu. Au total, 90 % des Canadiens sont vaccinés, alors j'aimerais que le premier ministre nous dise quand il va cesser de traumatiser les Canadiens et quand il va présenter un plan qui nous permettra de vivre avec le virus.

Qu'attend-il exactement? Quand lèvera-t-il les restrictions?

L'hon. Omar Alhabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que ma collègue revienne les pieds sur terre. Nous sommes en pleine pandémie. Il y a encore des milliers de Canadiens qui sont à l'hôpital et d'opérations chirurgicales qui sont annulées. Nous adapterons les mesures en vigueur au fur et à mesure que la situation évoluera, mais toujours en nous fiant aux scientifiques et aux spécialistes.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: J'ai du mal à entendre la réponse. Il y a trop de bruit. Je vais demander au ministre de reprendre depuis le début pour que nous entendions bien la réponse.

Le ministre des Transports a la parole.

L'hon. Omar Alhabra: Monsieur le Président, les Canadiens ont compris que nous devons tous nous fier à la science pour protéger nos proches et nos travailleurs de la santé. Les Canadiens sont prêts à tout faire pour protéger leurs proches. Je peux assurer à tous que le gouvernement fera ce qu'il faut pour protéger notre santé et notre économie.

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, notre approvisionnement en couches, en nourriture pour bébés, en aliments et en fruits et légumes frais est menacé, de même que notre industrie de l'automobile. Les nécessités de la vie des Canadiens passent par le poste frontalier d'Essex-Windsor. Son blocage peut mettre notre pays à genoux. Nous devons engager un franc dialogue avec les Canadiens.

Mes valises sont faites. Le premier ministre s'engagera-t-il maintenant à prendre l'avion avec moi vers Windsor, puis vers Washington afin de redonner une vie normale aux Canadiens et de mettre fin aux exigences relatives à la vaccination une fois pour toutes?

Questions orales

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, en parlant de franc dialogue, pouvons-nous être honnêtes? Le Parti conservateur vient de passer deux semaines à justifier les barrages et les manifestations. Pendant deux semaines, il a déchargé de leurs responsabilités des malfaiteurs qui interrompent nos chaînes d'approvisionnement. Nous resterons fermes. Ces barrages sont illégaux et ils doivent être levés aujourd'hui. Ils nuisent à notre économie.

Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Monsieur le Président, sur le pont Blue Water, qui mène directement à la circonscription de Lambton—Kent—Middlesex, il y a un bouchon de circulation parce que le gouvernement libéral refuse de lever les restrictions relatives à la vaccination. Les paroles du premier ministre sèment la discorde. Elles ne font que jeter de l'huile sur le feu et encourager les barrages. En ce moment, il y a des tracteurs arrêtés sur la 402. Le premier ministre ne fait rien pour mettre fin à la discorde qu'il a semée et donner de l'espoir à notre magnifique pays, qui en a assez.

Que compte faire le premier ministre aujourd'hui pour lever les restrictions relatives à la vaccination et rétablir les chaînes d'approvisionnement?

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, parlant d'huile jetée sur le feu, voilà deux semaines que les conservateurs trouvent des excuses pour les contrevenants. Ils justifient leurs actes et disent que ces gens sont au-dessus des lois. Ils ont peut-être une nouvelle cheffe, mais ils continuent de multiplier les volte-face. Le Parti conservateur doit condamner les barrages et demander aux manifestants de rentrer chez eux pour que l'on puisse rétablir les chaînes d'approvisionnement.

* * *

[Français]

LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19

M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, en ces circonstances de crise, je ne peux malheureusement pas poser ma question au premier ministre.

Son comportement et les réponses du gouvernement laissent croire qu'on est en campagne électorale contre les conservateurs. Ce n'est pas cela la nature de la crise. Nous sommes tous ici élus dans nos circonscriptions, toute la *gang*.

Nous avons le droit d'avoir des réponses réelles et sérieuses aux enjeux de crise qui sont devant nous. J'ai même offert de respecter la confidentialité de ce qui serait dit dans cette rencontre.

À défaut d'un comportement responsable du premier ministre, est-ce que la vice-première ministre peut lui dire de convoquer une rencontre des chefs de partis?

• (1440)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis absolument prêt à discuter avec tous les autres partis. Nous avons des discussions chaque jour sur la situation actuelle et nous allons essayer de travailler avec chaque parti.

Je dis clairement au Parti conservateur que les manifestations ne sont pas légales et qu'il est temps d'y mettre fin. Nous devons travailler ensemble pour mettre fin à ces manifestations à l'extérieur.

M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, « nous devons travailler ensemble ». La dernière fois que j'ai vérifié, le leader du gouvernement à la Chambre n'était pas premier ministre. Le premier ministre doit prendre ses responsabilités.

Les libéraux ont l'air d'avoir du *fun*. Ont-ils commencé à se demander ce qu'ils vont nous répondre lundi après une troisième fin de semaine de siège et des obstructions à la circulation à l'aéroport et aux communications d'urgence? Ont-ils commencé à se demander cela ou ont-ils encore trop de *fun*?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, chaque jour depuis deux semaines, le Parti conservateur appuie les manifestations illégales à l'extérieur. Le Parti conservateur a pris des photos avec les manifestants, leur a donné du café et d'autres choses: ce n'est pas acceptable.

Nous sommes ici chaque jour afin de réduire les tensions et de trouver une solution. Il faut laisser de côté les joutes partisans. Il est temps que les manifestants quittent Ottawa afin que la vie normale puisse reprendre.

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, le blocus du pont Ambassador, le siège du Parlement, les menaces à l'aéroport d'Ottawa et les barrages frontaliers en Alberta et au Manitoba ne sont pas des gestes isolés. Cela ne relève pas d'une ville ou d'une province en particulier. C'est le Canada qui est ciblé.

C'est pourquoi c'est le premier ministre du Canada qui doit prendre le leadership. Nous sommes devant une occupation organisée par des spécialistes en tactiques policières et militaires et qui vise le gouvernement fédéral. Quand ce gouvernement va-t-il être à la hauteur de la crise qui se déroule sous ses yeux?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Depuis le début, nous soutenons la Ville d'Ottawa et les communautés de Coutts et de Windsor en leur offrant des ressources supplémentaires. Plusieurs officiers ont été déployés à Ottawa, à Windsor et en Alberta afin de mettre fin aux convois. Il est temps maintenant que les membres des convois quittent les lieux et retournent chez eux pour mettre fin à cette crise.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, la Russie fournit près de la moitié du gaz que consomme l'Europe. Le président Poutine a menacé d'interrompre cet approvisionnement en gaz si l'Europe se porte à la défense de l'Ukraine. Si c'était le cas, la population aurait froid, les industries cesseraient leurs activités et l'économie européenne se retrouverait paralysée.

Le président Biden incite les pays producteurs de gaz naturel dans le monde à augmenter leur approvisionnement au cas où cela se produirait. Le gouvernement peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le Canada, qui est le cinquième producteur de gaz naturel de la planète, ne peut pas exporter de gaz naturel liquéfié à partir de la côte Est pour aider nos alliés européens?

*Questions orales***LES AÎNÉS**

L'hon. Mélanie Joly (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous avons des discussions avec nos alliés européens et avec les États-Unis. Bien entendu, nous coordonnons notre intervention et nous savons qu'en cas d'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous veillerons à imposer des sanctions sévères à cette dernière. Nous trouverons toujours le moyen d'aider nos alliés. Mon collègue le ministre des Ressources naturelles et moi, ainsi que de nombreux autres ministres, travaillons sur ce dossier.

• (1445)

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, chaque jour, Poutine semble plus près d'envahir l'Ukraine, mais le gouvernement libéral reste sourd aux appels à l'aide du pays pour repousser l'attaque. L'Ukraine n'a pas besoin de jumelles. Elle a besoin des images RADARSAT. À quoi bon envoyer des lunettes de visée sans envoyer les armes sur lesquelles elles doivent être installées?

Pourquoi la ministre des Affaires étrangères abandonne-t-elle nos amis et alliés de l'Ukraine et pourquoi dit-elle qu'ils doivent se débrouiller seuls?

L'hon. Mélanie Joly (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, ce n'est pas parce que mon collègue parle de l'Ukraine que ses propos correspondent nécessairement à la position du gouvernement ukrainien. Je pense que le député devrait jeter un œil à ce qu'ont dit le président Zelensky, qui est à la tête de l'Ukraine, et le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba. Ils ont remercié le Canada d'avoir adopté des mesures de dissuasion, y compris un prêt de 120 millions de dollars, et d'avoir élargi et prolongé l'opération Unifier.

De ce côté-ci de la Chambre, nous participons activement aux efforts diplomatiques et nous nous assurerons que l'ensemble des mesures de dissuasion sont mises en place pour éviter une nouvelle invasion.

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, un événement inquiétant s'est produit la semaine dernière. Lors d'une rencontre entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, ces dirigeants ont tous deux exhorté l'OTAN à renoncer à toute expansion en Europe de l'Est, dénoncé la nouvelle architecture de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique, et critiqué le pacte de sécurité trilatéral AUKUS, trois initiatives fondamentales pour protéger l'ordre international fondé sur des règles.

Étant donné la position agressive de la Russie à l'égard de l'Ukraine et celle du président Xi à l'égard de Taïwan, la ministre peut-elle nous dire à quelle date des sanctions précises seront imposées pour contrer cette nouvelle alliance des plus inquiétantes?

L'hon. Mélanie Joly (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de cette importante question, car nous convenons tous deux qu'il est extrêmement important que des sanctions économiques rigoureuses soient imposées advenant une nouvelle invasion de l'Ukraine. Je tiens à assurer au député que nous sommes prêts à imposer ces sanctions. Par ailleurs, nous travaillons de concert avec nos alliés, y compris, bien sûr, les États-Unis, le Royaume-Uni et nos partenaires de l'Union européenne, afin que nos mesures soient les plus efficaces possible.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, de nombreux aînés ont connu toute leur vie des difficultés en tant que travailleurs pauvres.

Le projet de loi C-12 prouve que les libéraux ont commis une erreur colossale avec la récupération du SRG. Pourtant, on dit à ces aînés qu'ils devront attendre jusqu'en mai pour recevoir une aide. Nous entendons des témoignages bouleversants d'aînés à qui il ne reste que 70 \$ par mois pour se nourrir et payer leurs médicaments, alors que le coût de la vie monte en flèche.

La ministre des Aînés peut-elle expliquer aux aînés qui ne reçoivent que 2,30 \$ par jour pour vivre pourquoi ils ne méritent pas un paiement anticipé?

L'hon. Kamal Khera (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue sait très bien que nous avons soutenu les aînés, en particulier les aînés vulnérables, pendant cette pandémie. Comme nous l'avons annoncé dans la mise à jour économique et budgétaire, nous verserons un paiement unique pour indemniser pleinement les personnes touchées en 2020.

Cette semaine, nous avons présenté le projet de loi C-12 qui vise à exclure toute prestation liée à la pandémie du calcul du SRG à l'avenir. J'espère que nous appuierons tous ce projet de loi et que nous l'adopterons rapidement, afin d'empêcher toute réduction future du SRG pour les personnes âgées vulnérables et à faible revenu qui ont touché ces prestations. Je pense que nous pouvons tous appuyer cette mesure.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, au cours des deux dernières années, la population canadienne a compté plus que jamais sur les médias pour obtenir les dernières nouvelles, les consignes de la santé publique et des informations exactes. Aujourd'hui, cependant, des journalistes sont la cible des convois: ils sont victimes de harcèlement et même de menaces de mort alors qu'ils s'efforcent de tenir la population bien informée. Malgré tout, le premier ministre reste les bras croisés. Hier, CTV Edmonton a déclaré que ses véhicules n'allaient plus être identifiés par les logos de la chaîne afin de protéger le personnel.

Quelles sont les mesures que prend le gouvernement pour protéger les journalistes qui font un travail essentiel pour la population et la démocratie au pays?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je veux faire écho aux préoccupations exprimées par la députée. J'espère que l'ensemble des députés se joindront à nous pour condamner toute forme d'intimidation, de violence ou de haine exprimée à l'égard des médias, qui jouent un rôle fondamental en couvrant l'actualité.

La situation actuelle exige plus que jamais d'informer la population canadienne sur les moyens de nous sortir de la pandémie, c'est-à-dire de façon pacifique et respectueuse et en nous faisant vacciner. Je ne peux qu'espérer que les conservateurs se joignent enfin à nous pour demander aux participants du convoi de rentrer chez eux.

Questions orales

• (1450)

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine est la Semaine du développement international. Parmi les nombreuses initiatives internationales auxquelles le Canada prend part, notons la réduction de la pauvreté extrême, la promotion de l'égalité des sexes et l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour les plus vulnérables.

Si la pandémie de COVID-19 a changé la vie de la population canadienne de bien des façons, à l'échelle mondiale, elle a de graves répercussions sur les populations et elle entrave la réalisation des initiatives canadiennes à l'étranger. Le ministre du Développement international peut-il nous dire les mesures que prend le Canada afin d'aider d'autres pays à vacciner leur population?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, Lib.): Monsieur le Président, en cette Semaine du développement international, nous devons reconnaître que la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur les pays les plus vulnérables et à faible revenu. Voilà pourquoi le gouvernement s'est engagé à leur fournir 200 millions de doses de vaccin, et environ 100 millions de doses ont déjà été distribuées.

Ces contributions ont permis de soutenir des campagnes de vaccination au Rwanda, au Bangladesh, au Guatemala, au Nigeria et dans de nombreux autres pays. Nous continuerons de voir à ce que les vaccins et les traitements atteignent les populations les plus vulnérables.

* * *

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, les libéraux sont en train de mener une campagne contre les agriculteurs. Ils ont déclaré récemment qu'ils pourraient exiger une réduction de 30 % des engrais azotés utilisés. Les répercussions seraient une inflation du prix des denrées alimentaires, une baisse de la production, une perte de rentabilité pour les agriculteurs et une pression énorme sur les chaînes d'approvisionnement.

Cette nouvelle exigence est arbitraire et montre à quel point le gouvernement est déconnecté de la vie agricole, mais aussi de la réalité. Le gouvernement libéral fera-t-il marche arrière dès aujourd'hui en abolissant cette exigence qui est insensée, irrationnelle et à côté de la plaque?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je ne peux pas laisser le député dire que nous sommes déconnectés du monde agricole. Je passe mes journées, mes semaines et mes fins de semaine à parler avec des agriculteurs. Je peux jurer à la Chambre que les agriculteurs appuient cette mesure. Les agriculteurs veulent préserver l'environnement, ils veulent préserver leurs terres, ils veulent préserver les eaux. Ils soutiennent l'agriculture durable, car c'est la meilleure solution pour eux, pour l'environnement et pour les consommateurs.

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, en parlant d'engrais, l'an dernier, j'ai demandé sur quelles données probantes le gouvernement fonde ses décisions et quelle en serait l'incidence sur la production. Il s'avère que les ministères n'ont pas fait la recherche qui s'impose. Ils ont simplement formulé

des hypothèses sur le potentiel de l'optimisation du recours aux engrais.

Fertilisants Canada détient les faits et la réalité est brutale. Cette décision entraînerait des pertes de 10,4 milliards de dollars rien qu'en ce qui concerne le canola, le maïs et le blé de printemps, sans compter que les agriculteurs doivent payer une taxe sur le carbone qui ne finit plus d'augmenter.

Je pose ma question en tant qu'agricultrice. Pourquoi la ministre freine-t-elle la croissance des cultures et nuit-elle aux Canadiens qui nous nourrissent?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je peux assurer aux députés que le gouvernement travaille avec les agriculteurs et pour les agriculteurs. Ces derniers connaissent l'importance de pratiquer une agriculture durable. Ce sont les intendants de nos terres. Ils savent qu'ils sont les premières victimes des changements climatiques. Ils sont prêts à adopter des pratiques plus écologiques et des technologies plus éconergétiques, et nous sommes là pour les soutenir.

[Français]

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Monsieur le Président, la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur agricole cause de graves dommages aux producteurs et aux transformateurs.

Dans ma circonscription, Olymel a une pénurie de plus de 200 employés dans son entreprise. Plus de 1 million de porcs ne pourront être abattus en Ontario et au Québec cette année. Aucun travailleur ne sera disponible avant juillet.

Quand la ministre prendra-t-elle des mesures concrètes pour combattre les problèmes de main-d'œuvre et de capacité de transformation?

Il nous faut une date.

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je veux assurer à mon collègue que nous sommes très conscients de l'importance et de l'impact de la pénurie de main-d'œuvre à laquelle nous faisons face en ce moment, particulièrement dans le secteur de la transformation alimentaire.

J'assure que je travaille de très près avec mes collègues le ministre de l'Immigration et la ministre de l'Emploi pour pouvoir améliorer nos programmes pour l'accueil des travailleurs étrangers temporaires.

Je suis en constante collaboration avec le secteur pour le faire dans les meilleurs délais et de la meilleure façon possible.

* * *

• (1455)

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement récupère toujours les prestations pour la COVID-19 versées aux pêcheurs. La ministre des Pêches m'a dit que ce n'était pas de sa faute et de m'adresser à la ministre du Revenu national.

Questions orales

Le cabinet de la ministre du Revenu national m'a dit que ce n'était pas son problème et qu'il fallait m'adresser à la ministre de l'Emploi. Le cabinet de cette dernière m'a répondu que ce n'était pas son problème et de m'adresser à Service Canada. Service Canada m'a dit qu'il ne s'agissait que de relevés d'emplois.

« Ce n'est pas à moi qu'il faut le demander, je travaille ici, c'est tout. » Telle semble être la devise du Cabinet libéral. Y a-t-il qui que ce soit au sein du gouvernement qui puisse faire preuve de leadership et revenir sur cette décision de récupérer les prestations pour la COVID-19 versées aux pêcheurs?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rappeler au député que le programme de prestations et de subventions pour les pêcheurs a été conçu et mis en œuvre très rapidement parce que nous devons leur apporter de l'aide lorsqu'ils en avaient un besoin urgent. Nous avons créé un programme qui pouvait répondre directement à ces besoins.

Les conditions du programme étaient claires dès le départ. Il était destiné aux pêcheurs, et plus particulièrement aux pêcheurs commerciaux indépendants, car ils n'avaient pas droit à la PCU.

Nous avons promis de venir en aide aux hommes et aux femmes qui travaillent durement dans le secteur de la pêche, et c'est précisément ce que nous avons fait.

* * *

[Français]

LES AÎNÉS

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Monsieur le Président, il faut que le fédéral cesse de couper dans le Supplément de revenu garanti pour les aînés qui ont reçu la Prestation canadienne d'urgence.

C'est inhumain de couper les vivres aux aînés les moins fortunés, ceux qui doivent continuer de travailler durant leur retraite seulement pour se nourrir et se loger.

Là-dessus, on sait qu'on est d'accord avec la ministre, mais pourquoi attendre en juin pour mettre fin à ces compressions?

La ministre et nous pouvons travailler ensemble. Elle sait qu'elle peut compter sur le Bloc québécois, qui est du côté des aînés.

Alors, qu'est-ce qui l'empêche d'agir plus vite?

[Traduction]

L'hon. Kamal Khera (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, tous en conviendront, la pandémie a été extrêmement difficile pour les aînés, en particulier pour les plus vulnérables. C'est pour cette raison que nous avons travaillé particulièrement fort pour assurer la sécurité financière des aînés, notamment au moyen d'augmentations du Supplément de revenu garanti.

Comme le sait ma collègue, nous avons annoncé, dans la mise à jour économique, un versement ponctuel aux personnes qui recevaient des prestations en 2020. Nous avons également ajouté une mesure dans le projet de loi C-12 afin que, dorénavant, les prestations liées à la pandémie soient exclues du calcul du Supplément de revenu garanti. J'espère que tous les députés contribueront à l'adoption expéditive de ce projet de loi.

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Monsieur le Président, j'entends bien la ministre, mais on est en février et ce qu'elle dit va se faire en mai et en juin.

On sait que la ministre va déposer son projet de loi, et nous allons l'appuyer. Cependant, bien sûr, nous voulons qu'elle arrête dès aujourd'hui de réduire le Supplément de revenu garanti, le SRG, pour les travailleurs et les aînés. Cela fait huit mois qu'on attend cela.

Le problème, c'est qu'elle impose encore des mois de privation épouvantables à ces personnes-là, qui devront attendre jusqu'en mai pour être indemnisées et jusqu'en juin pour cesser de recevoir des prestations réduites.

La ministre a le soutien entier du Bloc québécois pour agir, alors pourquoi n'en profite-t-elle pas pour mettre en place une solution rapide?

[Traduction]

L'hon. Kamal Khera (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début, la priorité du gouvernement est de soutenir les aînés les plus vulnérables. C'est pour cette raison qu'il a travaillé fort pour trouver une façon d'assurer la sécurité financière des aînés, notamment au moyen d'une augmentation du Supplément de revenu garanti.

Nous avons agi rapidement afin de soutenir les aînés pendant la pandémie. Comme le sait ma collègue, nous avons également présenté le projet de loi C-12 dans le but d'exclure, à partir de maintenant, les prestations liées à la pandémie dans le calcul du Supplément de revenu garanti et de faire un investissement majeur pour que les aînés touchés reçoivent un versement ponctuel. Nous avons la situation en main et nous serons toujours là pour les aînés.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, Anciens Combattants Canada laissera partir des centaines d'arbitres de prestations d'invalidité en mars. Ces arbitres avaient été embauchés pour réduire la montagne de dossiers non encore réglés au ministère. J'ai demandé au ministre ce qu'il adviendra de tous ces dossiers quand ces employés quitteront leurs fonctions. Il m'a répondu que l'accumulation augmentera de 50 % en seulement neuf mois.

Le ministre s'engagera-t-il à annuler cette décision, oui ou non?

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, le député sait très bien que nous avons versé plus de 200 millions de dollars à Anciens Combattants Canada pour embaucher du personnel pour remplacer des employés licenciés par le gouvernement précédent. Le budget de 2021 prévoyait une prolongation du contrat de ces ressources afin de continuer à traiter les dossiers restants. Nous avons constaté une réduction importante du nombre de dossiers accumulés, plus précisément de 40 %. Je tiens à rassurer le député: nous allons continuer nos efforts pour réduire le nombre de dossiers non encore traités.

Questions orales

● (1500)

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, en 2015, le premier ministre avait promis de venir en aide aux anciens combattants.

En 2018, il a donné l'impression qu'il ferait quelque chose en engageant des centaines de contractuels pour régler l'arriéré de milliers de demandes de prestations d'invalidité. Ce sont des demandes faites par des hommes et des femmes qui ont combattu au péril de leur vie pour notre pays.

Aujourd'hui, les contrats sont échus et il refuse de s'engager à les renouveler, même s'il reste un arriéré de 34 000 dossiers en suspens.

Le premier ministre va-t-il s'attaquer sérieusement au problème de l'arriéré et renouveler les contrats?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, le député a du culot de poser cette question. En effet, quand son parti était au pouvoir, le gouvernement a orchestré le congédiement de 1 000 employés, en plus de réduire le financement et le budget d'Anciens Combattants Canada. Il ne fait aucun doute que son parti a causé beaucoup de tort aux vétérans et a grandement nuit au ministère.

Je tiens à rassurer le député: nous allons continuer nos efforts pour veiller au financement approprié d'Anciens Combattants Canada afin de réduire l'accumulation de dossiers. Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts et il continuera de faire tout ce qu'il faut pour que les vétérans reçoivent les indemnités qui leur viennent.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'hon. Kerry-Lynne Findlay (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, Services d'actions collectives Epiq Canada, fournisseur de services juridiques chargé de l'administration du règlement de 900 millions de dollars du gouvernement fédéral avec des membres des Forces armées canadiennes et d'anciennes combattantes victimes d'inconduites sexuelles, a communiqué les renseignements personnels de dizaines de demandereses. Cette négligence a valu aux survivantes d'être victimisées de nouveau, et ce, au plus haut niveau. Le commissaire à la protection de la vie privée mène une enquête sur cette situation tout à fait inacceptable.

Que compte faire la ministre pour corriger la situation et pour s'assurer que celle-ci ne se reproduira pas?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, cette affaire est préoccupante. Le gouvernement attache une grande importance à la protection de la vie privée et traite ce dossier avec le plus grand sérieux.

Epiq est un administrateur indépendant nommé par la cour dans le cadre du règlement du recours collectif pour inconduite sexuelle. Il a affirmé aux représentants du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes que les renseignements personnels qui ont été communiqués ne renferment aucun détail sur les demandes et aucune information sur la nature de celles-ci. Le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes ne sont pas impliqués dans la communication de ces renseignements

personnels et les avocats du recours collectif ont demandé à Epiq de prendre des mesures concrètes pour contenir et résoudre le problème afin qu'il ne se reproduise pas. Les renseignements personnels des demandereses doivent être traités avec le plus grand soin et le plus grand sérieux.

* * *

*[Français]***LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL**

Mme Sophie Chatel (Pontiac, Lib.): Monsieur le Président, la transition vers une économie verte est aussi l'occasion pour nos entreprises d'innover et d'assurer la prospérité économique du Canada dans l'économie de demain.

Est-ce que la ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec peut informer la Chambre des nouvelles initiatives importantes de relance verte pour les petites et moyennes entreprises du Québec?

L'hon. Pascale St-Onge (ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier ma collègue de son leadership dans Pontiac dans le cadre de la transition verte de notre économie.

Nos PME contribuent de façon importante à la croissance économique, en plus d'être des atouts clés pour rebâtir une économie plus forte, inclusive et durable. En février, j'annoncerai donc des investissements de près de 40 millions de dollars pour plus de 20 projets novateurs du Québec. Ce sont des investissements stratégiques pour des projets visant à réduire l'impact environnemental et qui contribueront à l'économie de demain.

* * *

*[Traduction]***LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je vais citer un courriel envoyé au gouvernement par le député libéral de Thunder Bay—Rainy River au plus fort de la prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan: « Je regrette de devoir le dire, mais tout le monde sur le terrain considère que la gestion de cette question par notre gouvernement est un véritable désastre jusqu'à maintenant. »

Un témoignage au comité sur l'Afghanistan indique que rien n'a changé:

[...] à ce moment-ci, on n'a pas l'impression que la question de l'Afghanistan constitue une priorité de politique étrangère pour le Canada. La position morale du Canada est absente.

Pourquoi les ministres libéraux ne font-ils preuve d'aucun leadership et d'imputabilité à l'égard de cette crise humanitaire urgente?

● (1505)

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, les Forces armées canadiennes ont fait tout ce qu'on leur a demandé dans des circonstances extrêmement difficiles. Le Canada a participé à un pont aérien avec ses alliés, qui a permis de sauver le plus de personnes possible. Les forces armées ont travaillé sans relâche pour évacuer le plus de personnes possible tant que les conditions le permettaient, notamment nos anciens interprètes, des employés locaux et des citoyens de pays alliés. Sous la direction de mon collègue, le ministre de l'Immigration, nous sommes déterminés à accueillir 40 000 réfugiés afghans au Canada.

*Questions orales***LES MESURES DE SOUTIEN ÉCONOMIQUE EN LIEN AVEC LA COVID-19**

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ne se sont pas contentés, l'an dernier, de verser 9 millions de dollars de PCU à des personnes décédées. On vient d'apprendre qu'ils ont versé 12 millions de dollars de PCU à des personnes vivant à l'étranger. Le gouvernement est certainement capable de se rendre compte qu'il s'agit de la Prestation canadienne d'urgence et non de la prestation internationale d'urgence.

Afin de s'excuser de ce gaspillage de fonds publics auprès des contribuables canadiens, la ministre va-t-elle s'engager à recouvrer ces sommes jusqu'au dernier sou?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, ce dont nous ne nous excuserons pas, et dont nous sommes en fait extrêmement fiers, c'est d'avoir aidé plus de 8 millions de Canadiens en leur versant la PCU lorsqu'ils en avaient le plus besoin, c'est-à-dire au début de la pandémie. Des vérifications sont en cours pour identifier les personnes qui ont reçu la PCU mais qui n'y étaient peut-être pas admissibles, et les prestataires qui l'ont reçue sans y avoir droit selon tenu de la rembourser.

[Français]

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, les documents officiels de la Chambre nous rapportent que 1 610 personnes ont reçu la PCU à des adresses à l'extérieur du Canada. C'était bien une prestation canadienne d'urgence et non une prestation internationale.

Personne, à l'intérieur de ce gouvernement, n'a fait de geste pour éviter la perte de 11,9 millions de dollars. C'est un nouveau scandale.

Existe-t-il un vaccin contre l'incompétence libérale?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, lorsque les Canadiens ont eu le plus besoin de soutien, nous avons agi rapidement et avons présenté la Prestation canadienne d'urgence.

Bien que la Prestation canadienne d'urgence exige que la personne réside au Canada pour y avoir droit, il est arrivé que des bénéficiaires travaillent au Canada tout en ayant une adresse postale à l'étranger.

Il s'agit notamment des personnes travaillant au Canada dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Si la personne dans cette situation répondait à tous les autres critères de la Prestation canadienne d'urgence, elle pouvait en recevoir.

* * *

[Traduction]

LES MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC LA COVID-19

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que le barrage d'Ottawa ne concerne pas les camionneurs. Quatre-vingt-dix pour cent des camionneurs sont vaccinés et continuent de jouer un rôle essentiel pour faire tourner l'économie. Malgré cela, pour la deuxième semaine d'affilée, les habitants d'Ottawa sont contraints de supporter une occupation inacceptable, qui empêche les commerces locaux de fonctionner et les résidents de mener une vie normale.

Le ministre de la Sécurité publique peut-il faire le point sur le soutien fourni par le gouvernement pour aider les habitants de l'Ontario à revenir à la normale?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, j'espère que tous les députés exprimeront leur solidarité avec les habitants d'Ottawa dont la vie a été profondément bouleversée. Des gens ne peuvent pas se rendre au travail. Des familles ne peuvent pas amener leurs enfants à la garderie et des aînés ne peuvent pas se déplacer. C'est tout à fait inacceptable.

C'est pourquoi le gouvernement s'est assuré que la police dispose de toutes les ressources dont elle a besoin. Je suis heureux d'annoncer aux députés que nous avons maintenant fourni deux contingents de ressources supplémentaires de la GRC. La priorité absolue de ce côté-ci de la Chambre est de mettre fin aux barrages illégaux, de faire respecter la loi et de permettre aux gens de reprendre leur vie. J'espère que les conservateurs nous appuieront dans nos efforts.

* * *

LA FISCALITÉ

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, le Canada a perdu 1,1 billion de dollars en recettes fiscales au cours des 20 dernières années à cause de la réduction constante de l'impôt des sociétés et de l'évasion fiscale flagrante. Ce n'est pas le fruit du hasard. Les milliardaires s'en mettent plein les poches grâce à leurs amis libéraux et conservateurs. Pendant ce temps, les Canadiens doivent composer avec des prix qui augmentent en flèche, des dettes d'études écrasantes et une crise du logement qui s'aggrave.

Quand le gouvernement libéral défendra-t-il l'intérêt des Canadiens en réparant ce système truqué qui a été conçu par des milliardaires, pour des milliardaires, et en obligeant ces derniers à payer leurs impôts?

● (1510)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est tout à fait conscient que tout le monde au Canada doit payer sa juste part. Notre assiette fiscale est ce qui permet au gouvernement de fournir des programmes essentiels, comme le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants que le gouvernement met en place.

Le gouvernement est absolument déterminé à sévir contre la fraude fiscale. Je rappelle à la députée d'en face que, quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons augmenté les impôts des contribuables les plus riches et diminué ceux de la classe moyenne.

* * *

LES PERSONNES HANDICAPÉES

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, plus tôt aujourd'hui, j'ai présenté une pétition comportant près de 18 000 signatures. Des Canadiens de partout au pays demandent au gouvernement d'accélérer la mise en œuvre de la prestation canadienne pour les personnes handicapées et de tirer ainsi de la pauvreté près de 1,5 million de Canadiens handicapés.

Questions orales

La dernière intervention du premier ministre au sujet de cette mesure de soutien essentielle remonte à près de deux mois. La ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap peut-elle dire quand le parti au pouvoir compte présenter à nouveau le projet de loi pertinent et s'engager à faire en sorte que les Canadiens handicapés soient inclus à chaque étape?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de s'efforcer sans relâche d'améliorer le sort des centaines de milliers de Canadiens handicapés en âge de travailler qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Je le remercie aussi de travailler avec les parlementaires de tous les partis à la Chambre et même au Sénat pour établir un terrain d'entente au sujet de la présentation d'un projet de loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées.

Nous travaillons fort sur ce dossier. C'était un engagement électoral, et il s'agit maintenant d'un engagement de notre mandat. Nous allons tenir notre parole.

Mme Heather McPherson: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Il y a eu des discussions, et j'espère que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait faire davantage pour garantir l'équité vaccinale à l'échelle mondiale en partageant ses ressources, ses doses de vaccin et ses connaissances, y compris en prenant les mesures suivantes: a) annoncer son appui sans réserve à la suspension temporaire des dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, ou Accord sur les ADPIC, en lien avec les produits et les technologies de prévention, de traitement ou de confinement de la COVID-19, comme proposé par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce; b) faciliter le transfert de technologie pour la production de vaccins contre la COVID-19 dans le monde entier, ce qui comprend l'apport d'un soutien financier à des pôles technologiques régionaux comme le centre de transfert de technologie de l'Afrique du Sud; c) donner suite à son affirmation selon laquelle le Régime canadien d'accès aux médicaments, ou RCAM, est efficace en prenant les mesures nécessaires pour inscrire les vaccins et les médicaments contre la COVID-19 à l'annexe 1 de la Loi sur les brevets; d) conformément à ses engagements, donner au moins 200 millions de doses de vaccin aux populations vulnérables à l'étranger d'ici la fin de 2022 par l'intermédiaire du mécanisme COVAX, au moyen de dons prévisibles et programmés, avec des échéances et des quantités présentées en toute transparence aux pays bénéficiaires et au public; e) accroître l'aide sur le plan de la logistique de la chaîne du froid et des fournitures pour les pays à faible revenu qui reçoivent des vaccins; f) inscrire un montant supplémentaire d'au moins 1,1 milliard de dollars comme ajout net à l'enveloppe de l'aide internationale et aux ressources ministérielles actuelles au budget de 2022 pour favoriser l'équité vaccinale à l'échelle mondiale, y compris 780 millions de dollars à l'intention des partenaires de l'Accélérateur ACT pour l'achat de vaccins, de tests, de traitements, d'équipement de protection individuelle et d'oxygène dans les pays en développement et...

Le Président: Je crains de devoir interrompre la députée, car j'ai entendu dire « non » à maintes reprises. Nous en avons assez entendu, et les députés ont une bonne idée de la teneur de la motion. Je peux poser la question.

Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Mme Sherry Romanado: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Il y a eu des discussions entre les partis, et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: que la Chambre condamne l'intimidation des citoyens et des journalistes, les klaxons incessants, les tentatives d'incendie criminel, l'utilisation de feux d'artifice dans le centre-ville d'Ottawa, les faux appels d'urgence visant à paralyser les lignes d'urgence comme le 911 et les lignes des services de police locaux, le blocage de routes et d'infrastructures essentielles et la situation de siège en général qui est maintenue par des manifestants dans les rues d'Ottawa et ailleurs au Canada; et demande aux manifestants de mettre fin au blocage et à l'occupation immédiatement.

• (1515)

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. Blaine Calkins: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Il y a eu des discussions entre les partis, et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: que, de l'avis de la Chambre, les personnes qui remettent en question les politiques actuelles du gouvernement ne devraient pas être diabolisées par le premier ministre ni être instrumentalisées pour diviser et stigmatiser les Canadiens; que le premier ministre devrait écouter le député de Louis-Hébert, qui a dit qu'il était temps que nous cessions de diviser les gens et de les dresser les uns contre les autres.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le Président: C'était assez clair.

[Français]

M. Alain Therrien: Monsieur le Président, il y a eu consultation entre les partis et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: que la Chambre enjoigne le premier ministre à rencontrer, dans les plus brefs délais, les chefs des trois partis d'opposition pour leur faire part de l'état de la situation autour du Parlement et discuter des options disponibles afin de mettre un terme au siège d'Ottawa.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le premier ministre a répondu aujourd'hui que ces rencontres auraient lieu. Je ne sais pas pourquoi le député du Bloc ressent le besoin de proposer cette motion nécessitant le consentement unanime.

Le Président: Cela relève du débat.

M. John Brassard: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Est-ce le moment de la question du jeudi?

Le Président: Non. Nous y viendrons après le vote.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LOI D'EXÉCUTION DE LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DE 2021

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 9 février, de la motion portant que le projet de loi C-8, Loi portant exécution de certaines dispositions de la mise à jour économique et budgétaire déposée au Parlement le 14 décembre 2021 et mettant en œuvre d'autres mesures, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Le Président: Comme il est 15 h 17, conformément à l'ordre adopté le jeudi 25 novembre 2021, la Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé sur la motion à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-8.

Convoquez les députés.

● (1530)

[Français]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 22)

POUR

Députés

| | |
|--------------------------------------|--------------------|
| Aldag | Alghabra |
| Ali | Anand |
| Anandasangaree | Angus |
| Arseneault | Arya |
| Ashton | Atwin |
| Bachrach | Badawey |
| Bains | Baker |
| Barron | Barsalou-Duval |
| Battiste | Beaulieu |
| Beech | Bendayan |
| Bennett | Bergeron |
| Bérubé | Bibeau |
| Bittle | Blaikie |
| Blair | Blanchet |
| Blanchette-Joncas | Blaney |
| Blois | Boissonnault |
| Boulerice | Bradford |
| Brière | Brunelle-Duceppe |
| Cannings | Carr |
| Casey | Chabot |
| Chagger | Chahal |
| Champoux | Chatel |
| Chen | Chiang |
| Collins (Hamilton East—Stoney Creek) | Collins (Victoria) |
| Cormier | Coteau |
| Dabrusin | Damoff |
| Davies | DeBellefeuille |
| Desbiens | Desilets |
| Desjarlais | Dhaliwal |
| Dhillon | Diab |
| Dong | Drouin |
| Dubourg | Duclos |
| Duguid | Dzerowicz |
| Ehsassi | El-Khoury |
| Erskine-Smith | Fergus |
| Fillmore | Fisher |
| Fonseca | Fortier |
| Fortin | Fragiskatos |
| Fraser | Freeland |

| | |
|------------------------|-------------------------------------|
| Fry | Gaheer |
| Garneau | Garon |
| Garrison | Gaudreau |
| Gazan | Gerretsen |
| Gill | Gould |
| Green | Guilbeault |
| Hajdu | Hanley |
| Hardie | Hepfner |
| Holland | Housefather |
| Hughes | Hussen |
| Hutchings | Iacono |
| Idlout | Ien |
| Jaczek | Johns |
| Joly | Jones |
| Jowhari | Julian |
| Kayabaga | Kelloway |
| Khalid | Khera |
| Koutrakis | Kusmierczyk |
| Kwan | Lalonde |
| Lambropoulos | Lametti |
| Lamoureux | Lapointe |
| Larouche | Lattanzio |
| Lauzon | LeBlanc |
| Lebouthillier | Lemire |
| Lightbound | Long |
| Longfield | Louis (Kitchener—Conestoga) |
| MacAulay (Cardigan) | MacDonald (Malpeque) |
| MacGregor | MacKinnon (Gatineau) |
| Maloney | Martinez Ferrada |
| Masse | Mathysen |
| May (Cambridge) | May (Saaneich—Gulf Islands) |
| McDonald (Avalon) | McGuinty |
| McKay | McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam) |
| McLeod | McPherson |
| Mendès | Medicino |
| Miao | Michaud |
| Miller | Morrice |
| Morrissey | Murray |
| Naqvi | Ng |
| Noormohamed | Normandin |
| O'Connell | Olipphant |
| O'Regan | Pauzé |
| Perron | Petitpas Taylor |
| Plamondon | Powlowski |
| Qualtrough | Robillard |
| Rodriguez | Rogers |
| Romanado | Sahota |
| Sajjan | Saks |
| Samson | Sarai |
| Savard-Tremblay | Scarpaleggia |
| Schiefke | Serré |
| Sgro | Shanahan |
| Sheehan | Sidhu (Brampton East) |
| Sidhu (Brampton South) | Simard |
| Sinclair-Desgagné | Singh |
| Sorbara | Spengemann |
| Ste-Marie | St-Onge |
| Sudds | Tassi |
| Taylor Roy | Therrien |
| Thompson | Trudeau |
| Trudel | Turnbull |
| Valdez | Van Bynen |
| van Koeverden | Vandal |
| Vandenbeld | Vignola |
| Villemure | Virani |
| Vuong | Weiler |
| Wilkinson | Yip |
| Zahid | Zarrillo |

Ordres émanant du gouvernement

Travaux de la Chambre

Zuberi— 215

CONTRE

Députés

| | |
|--|---------------------------------|
| Aboultaif | Aitchison |
| Albas | Allison |
| Arnold | Baldinelli |
| Barlow | Barrett |
| Benzen | Bergen |
| Berthold | Bezan |
| Block | Bragdon |
| Brassard | Brock |
| Calkins | Caputo |
| Carrie | Chambers |
| Chong | Cooper |
| Dalton | Dancho |
| Davidson | Deltell |
| d'Entremont | Doherty |
| Dowdall | Dreeshen |
| Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry) | Ellis |
| Epp | Falk (Battlefords—Lloydminster) |
| Falk (Provencher) | Fast |
| Ferreri | Findlay |
| Gallant | Généreux |
| Genuis | Gladu |
| Godin | Goodridge |
| Gourde | Gray |
| Hallan | Hoback |
| Jeneroux | Kelly |
| Kitchen | Kmiec |
| Kram | Kramp-Neuman |
| Kurek | Kusie |
| Lake | Lantsman |
| Lawrence | Lehoux |
| Lewis (Essex) | Lewis (Haldimand—Norfolk) |
| Liepert | Lloyd |
| Lobb | MacKenzie |
| Maguire | Martel |
| Mazier | McCauley (Edmonton West) |
| McLean | Melillo |
| Moore | Morantz |
| Morrison | Motz |
| Nater | O'Toole |
| Patzer | Paul-Hus |
| Perkins | Poilievre |
| Rayes | Redekopp |
| Reid | Rempel Garner |
| Richards | Roberts |
| Rood | Ruff |
| Scheer | Schmale |
| Seeback | Shields |
| Shipley | Small |
| Soroka | Steinley |
| Stewart | Strahl |
| Stubbs | Thomas |
| Tochor | Tolmie |
| Uppal | Van Popta |
| Vecchio | Vidal |
| Vien | Viersen |
| Vis | Wagantall |
| Warkentin | Waugh |
| Webber | Williams |
| Zimmer— 117 | |

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

En conséquence, ce projet de loi est renvoyé au Comité permanent des finances.

(Le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité.)

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, excusez-moi, à l'instar de mon collègue de Lévis-Lotbinière, j'ai un peu brûlé les étapes.

Je tiens d'abord à dire que j'ai vraiment hâte de travailler avec vous et avec le leader du gouvernement à la Chambre. Malgré les idées préconçues et erronées qu'il peut se faire de moi ou de mes collègues de l'équipe de direction, dont il a si volontiers fait part à son caucus et publiquement, il ne doit pas confondre notre passion, notre fierté et notre désir de n'obtenir que les meilleurs résultats pour notre pays et les Canadiens avec toute autre émotion. S'il souhaite présenter ses excuses, je suis sûr que mes collègues de l'équipe de direction seraient heureux de les accepter.

Je note que le leader du gouvernement à la Chambre a donné avis de la motion n° 7 et de la motion n° 8 du gouvernement visant à établir un programme pour le projet de loi C-10 sur les tests rapides et pour le projet de loi C-12 sur la Sécurité de la vieillesse. Selon le libellé de ces motions, le ministre parrain n'aura pas à défendre son projet de loi en comité, aucun intervenant ne pourra témoigner et aucun amendement ne pourra être apporté pour améliorer le projet de loi. Je veux que le leader du gouvernement à la Chambre comprenne que l'opposition officielle appuie les deux projets de loi, mais que l'approche qu'il propose n'est pas acceptable. Je lui demande de respecter les procédures éprouvées de la Chambre et de s'assurer que le projet de loi du gouvernement résiste à l'examen parlementaire.

Sur ce, je pose au leader du gouvernement à la Chambre la question du jeudi. Quel est l'ordre des travaux auquel nous pouvons nous attendre?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je comprends pourquoi mon collègue avait hâte à la question du jeudi. Il l'a exceptionnellement bien formulée.

Je me permets de préciser que je suis très heureux d'avoir fait plus ample connaissance avec le député d'en face ces derniers jours tandis que nous amorçons ensemble une nouvelle relation de travail. Il semble que nous aimions tous deux le film *Oncle Buck*, alors peut-être pourrions-nous le visionner ensemble un de ces quatre.

Mon collègue a fait remarquer, avec raison, que nous avons donné avis de motions concernant le dépistage rapide et des fonds essentiels pour les aînés, deux mesures que nous devons adopter le plus rapidement possible. Voilà pourquoi, demain matin, nous amorcerons le débat sur la motion n° 8 sous la rubrique des affaires émanant du gouvernement, laquelle vise à organiser les délibérations en vue d'accélérer l'étude du projet de loi C-10, Loi concernant certaines mesures liées à la COVID-19, et portant plus précisément sur le dépistage rapide. En après-midi, nous passerons au débat sur la motion n° 7 sous la rubrique des affaires émanant du gouvernement, laquelle vise à organiser les délibérations concernant le projet de loi C-12, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Supplément de revenu garanti). Au retour, lundi, nous poursuivrons le débat sur la motion d'initiative ministérielle n° 8 afin que nous puissions adopter le projet de loi sur le dépistage rapide dans les plus brefs délais. Enfin, jeudi prochain sera un jour désigné.

Travaux des subsides

● (1535)

TRAVAUX DES SUBSIDES**MOTION DE L'OPPOSITION — LES MESURES OBLIGATOIRES ET RESTRICTIONS FÉDÉRALES RELATIVES À LA COVID-19**

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Le Président: Je désire informer la Chambre qu'en raison du vote par appel nominal différé, les ordres émanant du gouvernement seront prolongés de 13 minutes.

Nous reprenons le débat. La députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill a la parole.

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, je suis reconnaissante d'avoir la possibilité d'intervenir au sujet de la motion de l'opposition qui demande au gouvernement de présenter un plan concernant la COVID.

Je veux être bien claire. Pendant la pandémie, le gouvernement du Canada a fait de la santé et de la sécurité des Canadiens une priorité. Nous avons suivi un plan pour ce faire, en nous appuyant sur les connaissances et les données scientifiques, et nous avons l'intention de continuer à observer ce plan.

Les mesures sanitaires que nous avons mises en place ont été, et seront encore, fondées sur les meilleurs conseils en matière de santé publique, données et projections disponibles. C'est le plan que nous avons suivi et que nous allons continuer de suivre.

Ce plan nous a permis de nous retrouver parmi les pays qui ont eu les meilleurs résultats au monde. Les Canadiens ont contribué à ce plan en prenant leurs responsabilités. Je voudrais d'ailleurs joindre ma voix à celle du député de Vaughan—Woodbridge pour remercier tous les Canadiens d'avoir participé à la lutte contre la COVID-19.

Le taux de complications graves et de décès liés à la COVID-19 au Canada est l'un des plus faibles au monde. Nos entreprises et nos citoyens ont été soutenus grâce aux mesures prises par le gouvernement. En fait, dans notre pays, nous avons récupéré 101 % des quelque 3 millions d'emplois que nous avons perdus au début de cette crise sans précédent. Pour donner un ordre de comparaison, les États-Unis ont récupéré 87 % de leurs emplois.

Les Canadiens se sont serré les coudes et ils continuent de le faire en allant se faire vacciner. D'ailleurs, au cours de la dernière semaine, plus de 60 000 Canadiens sont allés chercher leur première dose et des centaines de milliers d'autres ont obtenu leur dose de rappel afin de lutter contre la propagation de la COVID.

Nous savons que les vaccins ne sont pas parfaits et qu'il ne s'agit pas de la seule solution, mais ils constituent la meilleure solution à notre disposition présentement pour lutter contre cette pandémie sans précédent et pour endiguer la transmission de la COVID et empêcher les complications, les décès et les hospitalisations, en particulier aux soins intensifs où le nombre de lits est limité. La vaccination est le meilleur moyen de protéger les travailleurs en première ligne, les personnes vulnérables, le système de santé et la santé publique et de permettre la levée des restrictions au profit de notre santé mentale et du bien-être économique du pays. Je suis certaine que les députés de l'opposition sont d'accord avec moi.

À mesure que la pandémie avançait et que notre compréhension de celle-ci évoluait, les mesures de la santé publique ont été adaptées. Ces mesures continueront d'évoluer. Je suis certaine que tout

le monde ici veut que les mesures soient levées et que notre vie revienne à la normale. Nous voulons tous pouvoir recommencer à voyager et à visiter nos proches sans être obligés de subir des tests et de respecter des mesures supplémentaires. D'ailleurs, je n'ai pas vu mes petites-filles qui habitent aux États-Unis depuis plus de deux ans. Nous voulons tous retrouver nos proches et retrouver l'unité du pays.

Nous continuerons à écouter les Canadiens, comme mon parti l'a fait et comme je le fais. Je me suis entretenue avec les gens de ma circonscription et ils ne partagent pas tous la même opinion, comme les députés. Une personne m'a dit craindre qu'une nouvelle vague ne frappe le pays si les restrictions sont levées trop rapidement. Certains sont frustrés à cause des tests imposés à la frontière. D'autres encore craignent de s'asseoir à côté d'une personne non vaccinée dans un avion et souhaitent que les exigences vaccinales demeurent en place. Cependant, dans la plupart des cas, les gens expriment de la frustration et de la colère qu'ils dirigent souvent contre nous parce qu'ils ne peuvent pas s'en prendre directement à la COVID. Cette maladie n'a pas d'adresse électronique ou de numéro de téléphone. Elle ne traverse pas non plus la rue à Ottawa devant le Parlement pour venir à la Chambre prendre des décisions responsables, éclairées et réfléchies.

À l'instar de mes collègues, je sais que nous sommes tous humains et que l'anxiété causée par la COVID et la frustration causée par les restrictions et les inconvénients ont contribué à faire monter la colère. À mon avis, cette situation montre qu'il est plus important que jamais de maintenir le cap et de ne faire des changements que lorsque les données scientifiques le justifient et qu'il ne faut pas répondre à la colère et à la frustration des Canadiens en leur disant que nous allons lever toutes les restrictions.

Nombre d'approches différentes sont proposées pour gérer la suite de la crise, mais le rôle d'un chef et d'un gouvernement responsables et réceptifs consiste à écouter les Canadiens et les experts avant d'élaborer un plan et de le suivre. Voilà ce à quoi le gouvernement s'est employé et il a réussi.

● (1540)

Dans sa motion, l'opposition demande un plan, mais elle souhaite en fait un plan différent. Nous allons continuer d'ajuster les mesures liées à la pandémie au fur et à mesure, comme nous le faisons depuis le début. Nous allons continuer de suivre le plan dont nous disposons et qui a permis d'obtenir des résultats parmi les meilleurs au monde.

J'espère que nous tous, à la Chambre, pourrions être les modèles de civilité et de respect que les Canadiens souhaitent et attendent de nous, ce qui est si nécessaire en cette période difficile.

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Monsieur le Président, la députée a parlé des Canadiens qui se serrent les coudes et qui se font vacciner. Je suis d'accord avec elle. Elle a raison de dire que les Canadiens se sont serré les coudes et qu'ils se sont fait vacciner, mais j'entends maintenant les gens me dire qu'ils voudraient pouvoir ouvrir leur entreprise au maximum de sa capacité et voir les gens reprendre le travail. Des parents me disent qu'ils aimeraient que leurs enfants retrouvent une vie normale. Des gens me disent qu'ils ont de la difficulté à garder leur équilibre mental. Je sais que la députée a entendu les mêmes choses. C'est la frustration et la colère qu'elle dit entendre de la part des citoyens. Ils veulent tout simplement que le gouvernement produise un plan pour mettre fin aux confinements, aux restrictions et à toutes ces choses qui sont le résultat de l'échec du gouvernement.

Travaux des subsides

J'aimerais savoir si elle est à l'écoute de ses concitoyens, si elle est à l'écoute des Canadiens, et si elle va appuyer cette motion.

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le Président, je me réjouis que nous soyons d'accord sur certaines choses et que nous soyons à l'écoute des Canadiens.

Nous entendons un large éventail de points de vue. Je conviens qu'il nous faut un plan. Comme je l'ai déjà dit, nous avons établi un plan et nous le suivons. Afin que nous puissions dire aux Canadiens que nous avons un échéancier précis, ou un plan, pour mettre fin à toutes les restrictions, il faudrait en finir avec la COVID, et je ne sais pas comment nous pourrions y parvenir. J'espère que le député le sait. Si le gouvernement du Canada mettait un terme à la COVID, il serait très populaire dans le monde entier.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, je pense qu'il est juste de dire que l'on constate que le gouvernement est à la dérive depuis quelques semaines et quelques mois. Il a mis fin abruptement à la PCU, privant ainsi 800 000 Canadiens de toute forme d'aide et de tout moyen de se nourrir ou de se loger. La COVID a exacerbé les inégalités quant aux revenus et à la richesse, mais le gouvernement les a ignorées.

Je me demande si la députée peut dire ce qu'elle pense de la dérive de la réaction à cette crise. Il y a maintenant trois postes frontaliers qui sont bloqués, l'aéroport d'Ottawa a été bloqué ce matin et la Colline du Parlement est assiégée. Pourtant, le gouvernement et le premier ministre semblent manquer à l'appel et ne paraissent pas savoir comment réagir. La députée peut-elle expliquer pourquoi le gouvernement se montre à ce point à la dérive durant cette crise?

• (1545)

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le Président, je ne vois pas un gouvernement qui dérive. Je vois un gouvernement qui a un plan, auquel il s'est tenu. Nous avons un plan qui nous a donné un des meilleurs résultats dans le monde, et nous continuons de le suivre. Nous avons fourni des mesures de soutien aux Canadiens, plus que l'ont fait beaucoup d'autres pays, et nous avons de meilleurs résultats économiques. En fait, moins de petites entreprises ont fait faillite pendant la pandémie qu'au cours de l'année qui l'a précédée.

Les Canadiens ont reçu de l'aide. Nous avons eu la prévoyance, à l'automne, d'adopter des lois pour mettre en place des mesures de soutien au cas où les provinces imposeraient des confinements en raison d'une nouvelle hausse du nombre de cas de COVID. Ces mesures de soutien ont été mises en œuvre.

Je ne suis pas d'accord pour dire que nous avons manqué de direction. En fait, je pense que nous avons maintenu très calmement le cap en continuant de mettre en œuvre un plan qui nous a donné de très bons résultats, dont nous devrions tous être fiers.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à ma collègue. Évidemment, elle ne peut pas ignorer ce qui se passe dehors ni ignorer ce qui s'est passé à la période des questions orales. On parle de la gestion de la crise sanitaire, mais on parle aussi de mesures sanitaires. Il y a des gens qui protestent présentement.

Chaque parti a été clair, à savoir que cela prend une rencontre au sommet entre les chefs de parti pour avoir un dialogue concret, quitte à ce que ce soit derrière des portes closes. Il faut une rencontre entre le premier ministre, les chefs de l'opposition officielle, de la deuxième opposition et de la troisième opposition.

Que pense ma collègue de la tenue d'une telle rencontre?

[Traduction]

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le Président, je n'ignore pas et on ne peut ignorer ce qui se passe à l'extérieur, et le gouvernement ne le fait pas non plus. Toutefois, une députée a demandé plus tôt le consentement unanime pour une motion visant à mettre fin aux barrages. Les députés de l'opposition n'étaient pas d'accord. Ils ont refusé de l'approuver.

Nous avons tendu la main. Nous avons fait des efforts. Nous avons demandé la fin des barrages. Nous avons proposé notre appui à la Ville d'Ottawa et à la province de l'Ontario pour mettre fin à ce barrage et à d'autres. Nous avons toujours dit qu'il fallait en finir avec ces activités illégales. Ce n'est pas le cas de l'autre côté de la Chambre.

Je demande à tous les députés d'appuyer la levée du barrage.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole dans cette enceinte pour participer à ce débat crucial. J'estime que c'est une occasion historique, en quelque sorte, dans la mesure où nous essayons d'établir la voie à suivre après deux années fort difficiles pour les Canadiens. Je vais partager mon temps de parole avec le député de St. Albert—Edmonton.

Je suis député depuis maintenant six ans. À 57 ans, je ne pense pas avoir déjà vu le pays aussi divisé qu'aujourd'hui. Il y a des divisions entre des régions, entre des communautés raciales, entre des groupes confessionnels, et maintenant, on crée des divisions entre les Canadiens en fonction de leur état de santé. Ce n'est pas ainsi qu'on devrait diriger le pays.

Dans les six dernières années, nous avons vu que le premier ministre sème la division en faisant tout en son pouvoir non pas pour unir les Canadiens, mais pour les diviser. Nous l'avons constaté en entendant certains termes qui ont été employés. C'est pourquoi les conservateurs se sont vraiment efforcés de travailler avec le gouvernement pour trouver des solutions à cette crise.

Plus tôt cette semaine, la cheffe de l'opposition a envoyé une lettre au premier ministre lui demandant de convoquer une réunion des partis de l'opposition avec lui pour essayer de trouver une solution et de résoudre ce problème. Même aujourd'hui, le chef du Bloc Québécois en a parlé à plusieurs reprises pendant la période des questions et a tenté d'amener le gouvernement et le premier ministre à rencontrer les partis de l'opposition.

Les services d'urgence sont à bout de souffle. Ils sont stressés. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour faire face non seulement à la manifestation de cette frustration et de cette colère ici à Ottawa, mais aussi à ce qui se passe maintenant en cascade dans les provinces. Nous voyons des barrages aux points d'entrée critiques, non seulement pour notre infrastructure, mais aussi pour notre chaîne d'approvisionnement. Il y a des barrages au pont Ambassador, à Emerson, au Manitoba, et à Coutts, en Alberta.

Travaux des subsides

Je tiens à dire que je comprends ce niveau de frustration. En tant que député de Barrie—Innisfil, au cours des deux dernières années, j'ai certainement entendu le point de vue des entreprises et des personnes dont la vie et les moyens de subsistance ont été touchés. J'ai entendu parler d'entreprises qui ont été perdues, de problèmes de santé mentale chez les jeunes et de la crise de la santé mentale qui existe. Les gens sont fatigués, frustrés et en colère. Ils se déchainent. Ils protestent. Ils appellent les députés fédéraux et leur envoient des courriels. Il est de notre devoir d'écouter chacune de ces voix. C'est notre travail, que nous soyons d'accord ou non avec eux, que nous partagions ou non la même idéologie. C'est notre travail d'écouter.

En écoutant toute cette frustration qui se traduit par ces manifestations, nous devons nous rassembler en tant que dirigeants pour trouver une solution, et nous devons travailler ensemble pour y parvenir. Je dirai que ce matin, la cheffe de l'opposition a lancé un appel pour que les manifestations cessent.

Nous avons entendu ce que les gens doivent endurer. Nous savons ce qu'ils veulent. C'est à nous, en tant que dirigeants de ce pays, de travailler à trouver ces solutions pour que les gens puissent rentrer chez eux, pour qu'ils sachent que leurs dirigeants politiques travaillent ensemble. C'est l'objet de cette motion; il s'agit de créer un plan, une stratégie de sortie pour que nous puissions retrouver un semblant de normalité.

À l'heure actuelle, 90 % des Canadiens sont vaccinés. Je comprends qu'il y a encore des problèmes et des défis à relever, mais les gens sont fatigués et las des restrictions, des confinements et des autres mesures prises par le gouvernement, qu'il s'agisse des tests réalisés à la frontière ou des nombreuses autres mesures qu'il a mises en œuvre.

Nous avons besoin d'une stratégie de sortie. Nous devons veiller à ce que notre économie fonctionne à plein régime. Nous ne pouvons pas nous contenter de restrictions et de fermetures par défaut. Nous devons utiliser tous les moyens possibles. La vaccination en est un, ainsi que les tests rapides et le port du masque.

• (1550)

Je pense que maintenant, c'est aux Canadiens de faire leurs choix en matière de santé, de déterminer comment nous allons revenir à une certaine normalité, et le gouvernement peut faciliter cela. Il peut le faire en mettant fin aux fermetures, aux restrictions et aux autres mesures contraignantes.

Au comité d'éthique, je suis confronté actuellement au fait que nous observons ce qui semble être une tendance à l'atteinte massive aux droits à la vie privée des Canadiens avec la collecte de données menée sans leur consentement. Si nous commençons à relier les points entre eux, comme je l'ai dit hier durant la période de questions, la situation des droits des Canadiens à la protection de leurs renseignements personnels devient pour eux de plus en plus préoccupante.

Nous devons faire baisser la température. Il faut mettre un terme aux propos incendiaires qui émanent souvent du gouvernement. En fait, un de leurs députés a parlé plus tôt cette semaine d'un effort concerté visant à stigmatiser les Canadiens et les diviser. Ce n'est pas le moment de nous diviser. C'est le moment de nous unir autour de notre but commun, qui est de s'assurer que les confinements et les autres mesures contraignantes prennent fin, de façon à ce que les Canadiens puissent retrouver une certaine normalité dans leur vie, que les entreprises puissent fonctionner et qu'il n'y ait pas de

pertes de vies et de moyens de subsistance. C'est de cela dont nous parlons aujourd'hui. Nous avons besoin d'un plan et d'une stratégie de sortie.

Je sais que le premier ministre, y compris durant la période des questions et toute la journée d'hier, a parlé de science et de prise de décision fondée sur des données probantes. Même l'administratrice en chef de la santé publique du Canada dit que nous devons revenir à une vie plus normale. En fait, partout au pays, des agents de santé publique partout au pays et des premiers ministres provinciaux annoncent qu'il n'y aura plus de confinements, plus de mesures contraignantes et plus de passeports vaccinaux. Ils comprennent que nous devons revenir à une certaine normalité, sinon pour l'économie du pays, du moins pour la santé mentale de nos concitoyens, parce que les gens souffrent.

Malheureusement, alors que je suis assis ici à écouter le premier ministre parler jour après jour de science et de prise de décision fondée sur des données probantes, en réalité, la seule science que le premier ministre comprend, c'est la science politique et comment garder son poste, au lieu de se soucier du sort des gens qu'il représente.

Faut-il rappeler que le premier ministre ne représente pas seulement les personnes qui approuvent son idéologie? C'est le premier le ministre de l'ensemble du pays. Or, dans sa fonction, il n'est pas censé représenter les opinions d'une partie de la population, mais de tous les Canadiens. Je crois que c'est là où le bât blesse sérieusement, et j'ignore pourquoi, et ce, malgré les appels des partis d'opposition... de tous les partis d'opposition. Même le chef du NPD a envisagé aujourd'hui la convocation d'une réunion qui nous permettrait de travailler ensemble à la recherche d'une solution à cette crise, qui non seulement s'empare de notre pays, mais commence à le paralyser.

Pourtant, on continue d'assister à des jeux politiques. Une motion de consentement unanime présentée aujourd'hui par les libéraux n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. J'en ai assez et les Canadiens en ont assez. Ils veulent leur leadership et ils veulent que les dirigeants de ce pays collaborent.

La motion d'aujourd'hui, qui vise à appeler le gouvernement à créer cette stratégie de sortie, à créer ce plan de sortie, est fondée sur la prudence. C'est une mesure nécessaire et les Canadiens l'attendent désespérément. Je sais que les gens que je représente à Barrie—Innisfil en ont assez. Ils sont fatigués. Ils sont en colère. Ils veulent retrouver un sentiment de normalité. Ils veulent pouvoir recommencer à voyager. Ils ne veulent pas avoir à payer 600 \$ pour une famille de quatre personnes pour des tests PCR.

Nous devons revenir à une certaine normalité. Je prie et j'espère que le gouvernement écoute notre proposition, parce qu'elle est sincère et qu'elle est présentée au nom des Canadiens, ceux-là mêmes qui nous ont élus.

Travaux des subsides

• (1555)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le leader parlementaire de l'opposition de ses commentaires. Cela dit, la cheffe de l'opposition officielle a pris la parole pour dire que les conservateurs veulent voir la fin des barrages illégaux, ce qui est fort bien, mais les actions ont plus de poids que les mots. Au cours des deux dernières semaines, les conservateurs ont apporté leur soutien de diverses manières, notamment dans les médias sociaux et par de nombreux gestes posés par des députés. C'est en grande partie ce qui a mené aux barrages que nous voyons maintenant à nos frontières, qui causent des dommages économiques terribles, des pertes d'emplois et ainsi de suite.

Mon ami ne serait-il pas d'accord avec moi pour dire que, si les conservateurs veulent apaiser la situation, un grand nombre de ces mêmes députés conservateurs doivent commencer à publier des messages sur leurs médias sociaux et à parler avec certains de leurs amis qui sont dehors pour leur dire qu'il est temps de mettre fin à ce convoi illégal, de rentrer chez eux et de laisser Ottawa revenir à la normale?

M. John Brassard: Monsieur le Président, la cheffe de l'opposition a été très claire ce matin. En fait, j'ai affirmé moi-même très clairement que ces manifestations doivent prendre fin. Les Canadiens ont été entendus, et c'est maintenant au gouvernement d'agir. Or, nous ne sommes pas le gouvernement. Nous formons l'opposition. Les libéraux composent le gouvernement et ils ont tous les outils et tous les leviers du pouvoir nécessaires pour agir au lieu, comme je l'ai dit plus tôt, d'utiliser un langage incendiaire et de jeter de l'huile sur le feu. Si les libéraux voulaient réellement collaborer et utiliser tous les instruments de pouvoir à leur disposition, ils pourraient mettre fin à cette situation.

Comme je l'ai dit, les Canadiens sont mécontents. Ils veulent la fin des mesures obligatoires. Ils veulent retourner à une certaine normalité. Ils veulent reprendre leur vie et ils veulent que leurs enfants cessent de souffrir des problèmes de santé mentale provoqués par la crise actuelle. Les libéraux ont les pouvoirs nécessaires. Ils ont les outils et ils peuvent collaborer pour trouver une solution à ce problème, mais les manifestants, eux, doivent retourner chez eux et nous devons reprendre une vie un peu plus normale.

• (1600)

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, j'ai lu la motion. J'ai fait un discours sur celle-ci, alors j'espère bien l'avoir lue.

Ce matin, j'entendais le député de Rosemont—La Petite-Patrie accuser les conservateurs de vouloir tout déconfiner, sans mesure de tempérance, du jour au lendemain.

J'aimerais que mon collègue précise la motion et le fait qu'un plan, ce n'est pas forcément un déconfinement immédiat et sans préavis.

[Traduction]

M. John Brassard: Monsieur le Président, j'ai participé à la rédaction de la motion. La première version était quelque peu prescriptive, en ce sens qu'elle allait peut-être trop loin pour commencer, et c'est pourquoi nous l'avons un peu reformulée pour parler de l'élaboration d'un plan par le gouvernement d'ici le 28 février.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous ne nous attendons pas à ce que tout cela prenne fin soudainement. Il faut une certaine période de transition, mais nous avons besoin d'un plan de sortie et d'une stratégie. Voilà pourquoi, dans cette motion, nous demandons au gouvernement d'utiliser ces leviers du pouvoir pour que nous puissions élaborer ce genre de plan afin de permettre aux Canadiens de reprendre une vie plus normale.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, au début de la pandémie, des épidémiologistes ont déclaré que le virus ne connaît aucune frontière. Ils nous ont prévenus que s'il n'y avait pas de programme de vaccination mondial, ce qu'ils ont décrit comme des « variants susceptibles d'échapper à l'immunité » émergeraient indubitablement et se propageraient même dans des pays comme le Canada, où le taux de vaccination est très élevé. Une des solutions à cela est de permettre aux pays du monde entier d'avoir accès à la technologie et à la propriété intellectuelle des vaccins, que le public a déjà payées, afin qu'ils puissent concrètement produire les vaccins eux-mêmes et vacciner leur population plus rapidement. La situation serait non seulement plus juste pour eux, mais elle assurerait également la sécurité des Canadiens.

Je me demande si mon collègue convient avec le NPD que le Canada doit appuyer la dérogation à l'Accord sur les ADPIC à l'OMC, afin que nous puissions étendre la production des vaccins partout dans le monde et aider ainsi à protéger les Canadiens. Jusqu'à maintenant, je n'ai pas entendu la cheffe du député ni les conservateurs appuyer réellement cette mesure pourtant très raisonnable.

M. John Brassard: Monsieur le Président, il ne fait pas de doute qu'il faut un plan de vaccination mondial, parce que d'autres types de variants vont se développer dans ces pays. La communauté mondiale doit travailler de concert et veiller à mieux protéger les pays vulnérables à l'apparition de ce genre de variants. Le Canada s'en trouvera mieux protégé par le fait même.

J'insiste: nous devons réellement nous doter d'une capacité de production de vaccins au Canada. Il faut vraiment développer la technologie pharmaceutique dans notre pays, et ne pas simplement se contenter d'en parler.

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, j'appuie fermement la motion des conservateurs présentée cet après-midi demandant au gouvernement de présenter enfin un plan pour mettre fin aux restrictions et aux exigences fédérales liées à la COVID, y compris les passeports vaccinaux, qui constituent une mesure punitive et discriminatoire.

Pour ce qui est de la vaccination obligatoire, le premier ministre dit suivre simplement la science. Si c'était réellement le cas, il écouterait les responsables de la santé publique de partout au Canada, y compris l'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la Dre Theresa Tam, qui a déclaré que toutes les mesures de santé doivent être réévaluées, y compris la vaccination obligatoire. Ne vous y trompez pas, le premier ministre ne s'intéresse pas à la science. Ce qui l'intéresse, c'est de politiser la pandémie, diviser la société canadienne et diaboliser les Canadiens qui veulent prendre leurs propres décisions pour leur santé.

De façon répétée, le premier ministre a utilisé un langage incendiaire et haineux contre ses concitoyens qui ont simplement décidé pour eux-mêmes. Il est même allé jusqu'à demander s'il fallait tolérer ces gens. Voilà comment le premier ministre parle de ses concitoyens. Il va sans dire que l'histoire ne portera pas un jugement favorable sur le premier ministre pour les paroles qu'il a tenues et ses récentes actions.

Les exigences imposées par le premier ministre n'ont pas beaucoup contribué à protéger les Canadiens, mais elles ont détruit des vies et mis fin à des moyens de subsistance; elles ont érodé les libertés individuelles, elles ont dressé les Canadiens les uns contre les autres et elles ont enfreint les droits et les libertés des Canadiens, y compris le droit à la protection de la vie privée. C'est à ce droit à la protection de la vie privée que je veux consacrer le reste de mon temps de parole.

Dans une société libre et démocratique, les gouvernements respectent la vie privée de leurs citoyens. Pour souligner l'importance du droit à la protection de la vie privée, le commissaire à la protection de la vie privée a déclaré, plus tôt cette semaine lorsqu'il a comparu devant le comité de l'éthique, que la protection de la vie privée fait partie des droits de la personne. Au mois de mai 2021, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada a émis une déclaration conjointe avec tous les commissaires à la protection de la vie privée des provinces et des territoires concernant ce qui, selon eux, allait être les passeports vaccinaux imposés par les gouvernements.

Dans cette déclaration, les commissaires à la protection de la vie privée ont mis en garde les autorités contre le fait que la vaccination obligatoire porterait atteinte aux libertés civiles, qu'elle comporterait des risques considérables pour la protection de la vie privée et que les gouvernements devaient user de beaucoup de prudence. En ce qui concerne les risques considérables pour le respect de la vie privée, les commissaires mettaient l'accent sur l'importance pour les gouvernements de faire preuve de diligence raisonnable en s'assurant que toutes les lois relatives à la protection de la vie privée seraient respectées et que les meilleures pratiques à cet égard seraient adoptées avant de promulguer toute obligation vaccinale.

Je dois également souligner qu'il existe une politique du gouvernement fédéral en vertu de laquelle, conformément à une directive, si un programme ou une activité gouvernementale requiert l'utilisation de renseignements personnels ayant une incidence directe sur une personne, il convient de procéder à une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée à l'égard du programme ou de l'activité fédérale, et ce, avant la mise en œuvre du programme ou de l'activité. L'objectif d'une telle évaluation est clair: assurer le respect de la Loi sur la protection des renseignements personnels et résoudre les autres questions relatives à la protection de la vie privée.

● (1605)

Compte tenu des avertissements lancés par les commissaires à la protection de la vie privée partout au Canada, on aurait pu penser que le gouvernement aurait communiqué avec le commissaire à la protection de la vie privée du Canada et qu'il aurait travaillé avec lui le plus rapidement possible avant la mise en œuvre des obligations en matière de vaccination. À la lumière de la directive fédérale sur les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, on aurait pu penser que le gouvernement aurait travaillé à de telles évaluations et les aurait réalisées avant la mise en œuvre des mesures obligatoires.

Travaux des subsides

Pour en savoir plus sur ce que le gouvernement a fait ou n'a pas fait sur le plan du respect des droits à la vie privée des Canadiens, mon collègue le député d'Oshawa et moi-même avons écrit au commissaire à la protection de la vie privée. La lettre de réponse que nous avons reçue est très préoccupante. Il en ressort clairement que le gouvernement n'a pas consulté le commissaire le plus rapidement possible. En effet, dans de nombreux cas, le commissaire à la protection de la vie privée n'a été consulté qu'à la onzième heure. Par exemple, en ce qui a trait à la vaccination obligatoire dans la fonction publique, le commissaire a eu quatre heures pour examiner la question. C'est inacceptable, c'est déraisonnable et cela démontre la mauvaise foi du gouvernement lorsqu'il s'agit de protéger le droit à la vie privée des Canadiens.

Qu'en est-il des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée? Le commissaire à la protection de la vie privée a confirmé à mon bureau qu'aucune évaluation de ce type n'a été réalisée. Je rappelle au gouvernement que de ces évaluations doivent être effectuées avant la mise en œuvre des mesures obligatoires. Nous voici quatre mois plus tard, et il n'y a toujours aucune évaluation. Ce qui aggrave encore plus la situation, c'est que tous les commissaires à la protection de la vie privée du Canada ont fait des mises en garde au sujet des risques importants pour la vie privée.

Hélas, il ne s'agit pas d'un incident isolé. Cela s'inscrit dans une tendance inquiétante du gouvernement à ne pas tenir compte du droit à la vie privée des Canadiens. Nous venons d'apprendre dernièrement que l'Agence de la santé publique du Canada n'a pas collaboré avec le commissaire à la protection de la vie privée à propos de la collecte de données sur la mobilité de millions de Canadiens sans leur consentement. Il y a le cas de Statistique Canada, qui a été pris la main dans le sac alors qu'il prévoyait recueillir des données sur les transactions financières de Canadiens, et ce, à leur insu. On s'attendrait à ce que cela se produise en Chine communiste, mais pas au Canada, et pourtant cela se produit au Canada sous le gouvernement actuel.

Le mépris systématique et continu du gouvernement pour le droit à la vie privée des Canadiens nous conduit sur une voie dangereuse. Il est temps de faire marche arrière. Il est temps de mettre fin à cette atteinte massive et de rétablir la liberté. Il est temps de mettre fin aux mesures obligatoires.

● (1610)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je trouve cela très intéressant. Nous venons tout juste de voter sur le projet de loi C-8. Ce projet de loi permettrait de dégager des centaines de millions de dollars pour l'achat de tests rapides, une mesure absolument cruciale. Quels que soient la province, le territoire ou la collectivité autochtone qu'il consulterait, le député pourrait se rendre compte que les tests rapides sont absolument cruciaux, mais le Parti conservateur a voté contre le financement permettant de distribuer ces tests.

Le député parle de la protection de la vie privée. Il n'a aucune confiance dans l'Agence de la santé publique du Canada, qui a pourtant un bilan très positif en matière de protection de la vie privée et qui est reconnue partout dans le monde. Il veut nier ce fait indéfiniment de façon que le comité puisse étudier la chose indéfiniment, au lieu d'obtenir l'information. Ne voit-il pas la faille dans la stratégie conservatrice?

Travaux des subsides

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, je respecte le secrétaire parlementaire et je dis, en toute déférence, que je trouve un peu fort qu'il parle des tests rapides. Au cours des deux dernières années, le gouvernement s'est toujours traîné les pieds à ce sujet. De ce côté-ci de la Chambre, dès le premier jour, nous avons encouragé le gouvernement à agir pour fournir des tests rapides. Maintenant, dans la troisième année, le gouvernement prend enfin les choses au sérieux. Je dis que c'est trop peu, trop tard.

Le député parle du projet de loi C-8. Or, dans ce projet de loi, le gouvernement n'a absolument rien prévu pour augmenter la capacité des hôpitaux. Concernant les soins intensifs, par exemple, pour lesquels nous avons éprouvé des problèmes importants pendant une partie de la crise de la COVID, nous ne possédons qu'un tiers de la capacité des soins intensifs des États-Unis et nous arrivons au dernier rang des pays de l'OCDE, à l'exception du Mexique. Malgré cela, après avoir flambé encore 70 milliards de dollars, le gouvernement n'a pas pu fournir de nouveaux fonds pour accroître la capacité des hôpitaux de façon à éviter les problèmes que nous avons éprouvés au cours des deux dernières années. C'est réellement un manque de leadership de la part du gouvernement actuel.

• (1615)

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, je vois deux volets importants dans la proposition des conservateurs en lien avec la levée des mesures sanitaires: les restrictions, au sujet desquelles beaucoup réagissent comme en témoigne la rue pleine de gens en face du Parlement, et l'aspect médical. Je connais un peu la position des conservateurs en rapport à l'aspect médical. Je pense à la vaccination principalement.

Il y a par contre quelque chose d'autre que je n'arrive pas à comprendre. Le gouvernement fédéral n'a pas été en mesure de fournir suffisamment de produits. Le gouvernement québécois a donc dû acheter lui-même des tests antigéniques. Or, à quelques dizaines de kilomètres de la Chambre, à Hawkesbury, il y a une entreprise qui s'appelle Zollaris et qui a en stock 1 million de ces tests. C'est ce que je ne comprends pas. Le stock est là, le gouvernement fédéral n'est pas en mesure de se l'approprier et les provinces sont maintenant obligées de payer ces produits elles-mêmes. En tout cas, le Québec l'a fait.

Quelle est la position de mon collègue en rapport à cette attitude ou ce manque de leadership du gouvernement fédéral?

[Traduction]

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, la dernière phrase de mon collègue résume tout: le manque de leadership de la part du gouvernement fédéral. Nous avons vu cela tout au long de la pandémie avec la pénurie d'équipement de protection individuelle, le manque de capacité dans nos hôpitaux et l'insuffisance des tests rapides. La liste est longue. Ce que nous devons faire maintenant, dans la troisième année de cette pandémie, c'est de nous rendre compte que nous devons vivre avec la COVID. Nous devons élaborer des stratégies pour pouvoir vivre avec le virus, dans une société de nouveau libre et ouverte.

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue albertain de son discours très réfléchi et approfondi, comme toujours.

Il est certain que les gens que nous représentons ont l'habitude d'être attaqués et rejetés par le gouvernement, puisque c'est ce qui se produit depuis les six dernières années. Après avoir enduré deux

ans de mesures et de restrictions, il est clair que les Canadiens partout au pays, notamment les propriétaires de petites entreprises, les enfants, les familles et les entrepreneurs, souffrent. Ils sont en train de perdre leur gagne-pain et leurs relations. Les problèmes de santé mentale et de toxicomanie sont à la hausse. Des gens font actuellement l'impossible afin de se battre pour des valeurs comme la liberté, l'unité et la capacité de travailler et de prendre leurs propres décisions concernant leur vie, leur famille et leur intimité. Bien entendu, 90 % des Canadiens sont vaccinés, et les provinces et d'autres pays nous montrent clairement la voie à suivre.

Pourquoi le député pense-t-il que le gouvernement et le premier ministre choisissent la voie de la division, des insultes et de la dégradation au lieu de simplement rencontrer les chefs et d'élaborer un plan en vue de lever les restrictions, les exigences et les confinements, ce qui mettra fin aux manifestations?

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, pour répondre brièvement, c'est parce que le premier ministre voit des gains politiques à court terme en divisant la société canadienne. La députée a mentionné que 90 % des Canadiens sont vaccinés. C'est une bonne chose. Cela dit, si c'est le cas, qu'est-ce que le gouvernement cherche à accomplir en continuant à appliquer des exigences de vaccination, sinon punir les Canadiens et diviser notre société?

Il est temps de passer à autre chose. Il est temps de laisser les Canadiens reprendre le contrôle de leur vie, à commencer par lever les exigences liées à la vaccination.

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part aujourd'hui au débat sur cette motion de l'opposition. J'ai pu écouter le débat pendant la majorité de la journée et je veux maintenant parler de certains points. Il y a quelques jours, lors du débat d'urgence que nous avons tenu, j'ai commencé en énonçant certains faits. Je ferai la même chose aujourd'hui parce que je pense que c'est très important.

Le fait est que presque 90 % des personnes de 18 ans et plus au Canada sont entièrement vaccinées et 82,7 % des jeunes âgés de 5 ans et plus le sont aussi. N'oublions pas que les jeunes de 5 à 11 ans ne sont devenus admissibles à la vaccination que récemment. De plus, près de 50 % des adultes de 18 ans et plus ont déjà reçu une dose de rappel. En Ontario, ma province, la situation est la même. Près de 84 % des personnes de 5 ans et plus sont entièrement vaccinées et 45 % ont reçu une dose de rappel. Je suis encore plus fier de dire que dans la région sanitaire de Kingston, Frontenac et Lennox et Addington, 88 % des jeunes de 5 à 11 ans sont entièrement vaccinés et 67 % ont déjà reçu une dose de rappel. Je souligne que ma circonscription partage une unité de santé avec celle du député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes; je crois que nous pouvons être extrêmement fiers de cela localement.

Je veux prendre quelques minutes pour revenir aux observations préliminaires formulées par la cheffe de l'opposition officielle ce matin concernant les barrages, les manifestants et tout ce qui se passe actuellement dehors. Je trouve très intéressant qu'elle ait soulevé cette question dans un débat qui ne porte absolument pas sur ce sujet. Le débat d'aujourd'hui porte sur l'élaboration d'une feuille de route, ce dont je vais parler bientôt. Pour une raison quelconque, elle a consacré une grande partie de son temps à s'adresser personnellement aux manifestants, en leur demandant de partir, ce qui m'a fait bien plaisir. C'est formidable d'entendre la cheffe de l'opposition officielle en venir finalement à demander à ceux qui participent à ces barrages de partir.

Toutefois, je ne peux pas m'empêcher de me demander pourquoi la cheffe de l'opposition officielle change soudainement et radicalement d'attitude. Il y a une semaine, dans un courriel rendu public par un employé du Parti conservateur probablement très consciencieux et très préoccupé par la situation, la cheffe de l'opposition a demandé à l'ancien chef de l'opposition de ne pas s'activer pour obtenir la levée des barrages et d'en faire le problème du premier ministre. Cela ne ressemble pas à quelqu'un qui veut favoriser l'unité à la Chambre et rassembler tout le monde.

Ensuite, encore plus récemment, un article de *Politico* nous a appris qu'elle avait rencontré les camionneurs et qu'elle leur avait dit de continuer ce qu'ils faisaient. Je suis désolé, je devrais dire les « manifestants », car à mon avis ce que font la vaste majorité d'entre eux va au-delà de représenter les camionneurs. Elle a rencontré les manifestants et elle leur a dit que ce qu'ils faisaient fonctionnait et les a encouragés à continuer. Il n'y a rien dans ce que je viens de relater qui laisse présager que cette personne présenterait, une semaine plus tard, une motion qui demande essentiellement à tous les députés de chercher ensemble une solution. Je suis désolé, mais il faut choisir un camp. On ne peut pas défendre simultanément le « convoi pour la liberté » et les résidents du centre-ville d'Ottawa, en changeant comme cela constamment son fusil d'épaule.

Je me suis demandé pourquoi les conservateurs avaient soudainement changé leur approche et leur orientation. Je pense que l'explication est évidente pour ceux qui suivent cette affaire de près. L'opinion publique change, et très rapidement. Je l'ai même remarqué dans les médias sociaux. De plus en plus de gens décrivent ce qui se passe à Ottawa. Ce qui se passe n'a rien à voir avec les camionneurs. Les objectifs vont bien au-delà. D'ailleurs, d'où vient le financement pour tout ceci? Nous entendons toutes sortes d'histoires au sujet de GoFundMe et de ces autres organisations qui amassent des fonds provenant des États-Unis. Ce phénomène est rapporté dans les médias ailleurs dans le monde.

Les conservateurs commencent maintenant à s'inquiéter. Ils se demandent dans quel bateau ils se sont embarqués et se disent que cela semblait une bonne idée la semaine dernière, mais que le temps est peut-être venu de changer de cap. À mon humble avis — même si mes collègues d'en face diraient que ce n'est pas si humble —, la cheffe de l'opposition se rend à l'évidence. Elle constate qu'il est temps de changer de cap sur cette question parce que les conservateurs sont allés beaucoup trop loin. Voilà ce qui se passe. Ils constatent qu'ils sont allés trop loin, c'est pourquoi ils demandent aux manifestants de partir.

● (1620)

J'aimerais lire ce qu'a dit un député conservateur:

Travaux des subsides

Ces manifestants privent d'autres personnes de la liberté de déplacer leurs biens et de se déplacer elles-mêmes.

Ce sont les paroles d'un député conservateur qui s'exprimait à propos d'une barricade. Il ne parlait pas des barrages actuels. C'était le député de Carleton et il faisait référence à la barricade érigée sur une voie ferrée dans la région Tyendingana, le 13 février 2020. N'est-ce pas intéressant?

Il s'agit de la personne qui pourrait bientôt être couronnée chef de l'opposition officielle et qui exécute ces incroyables volte-face. Le député s'inquiète du transport des biens sur une voie ferrée quand elle est bloquée par des manifestants autochtones, mais il reste muet quand des camionneurs bloquent les rues d'Ottawa.

Il y a quelques jours, il a reçu trois questions de la part d'autres députés, une après l'autre. Un député du Bloc québécois, un député du NPD et moi-même, nous lui avons demandé s'il appuyait les manifestations à l'extérieur, et il a complètement esquivé nos questions. Il ne voulait pas se prononcer parce qu'il sait fort bien qu'il peut aller chercher des dons et des votes auprès de ces manifestants. Je pense qu'il sait aussi qu'il ne peut pas obtenir ces mêmes faveurs de la part des manifestants à Tyendingana. C'est ironique et hypocrite de la part du député de Carleton et du Parti conservateur en général parce que c'est leur mode opératoire.

Les conservateurs font volte-face, et nous voyons ces volte-face. On n'a qu'à penser à ce qu'ils ont fait ces deux dernières années. Ils disaient: « Fermez les frontières. Nous devons fermer les frontières immédiatement, tout de suite. Pourquoi ne l'avons-nous pas fait il y a trois semaines? » Puis, tout à coup, ils disaient: « Pourquoi les frontières ne sont-elles pas ouvertes? Il faut que les frontières soient ouvertes. Les gens avaient besoin de voyager. » Ils ont fait volte-face sur cette question au moins trois ou quatre fois au cours des deux dernières années. Est-ce du leadership? J'en doute fortement.

Qu'en est-il des vaccins? La députée de Calgary—Nose Hill a dit que nous n'aurions pas de vaccins avant 2030. Elle a dit que nous n'aurions jamais de vaccins, que nous n'en recevions jamais. Puis, tout à coup, elle a demandé où étaient les vaccins, pourquoi nous n'avions pas de vaccins et pourquoi il n'y avait pas de vaccins partout. Est-ce du leadership? Non, mais nous l'entendons. C'est une autre volte-face.

Qu'en est-il des tests rapides? Les conservateurs ont dit: « Nous avons besoin de tests rapides. Où sont les tests rapides? » Ils disaient: « Les tests rapides ne fonctionnent pas. Personne n'a besoin de tests rapides. » Ils font volte-face. Ils sortent, littéralement, lèvent un doigt dans les airs et demandent: « Que faisons-nous aujourd'hui? De quel côté souffle le vent? » Ce n'est pas du leadership.

Quelle ironie. Il n'y a même pas une heure, alors que la grande majorité des députés étaient très attentifs à ce qui se passait, la Chambre a été saisie d'une motion demandant le consentement unanime qui disait: « La Chambre condamne l'intimidation des citoyens et des journalistes, les klaxons incessants, les tentatives d'incendie criminel, l'utilisation de feux d'artifice dans le centre-ville d'Ottawa, les faux appels d'urgence visant à paralyser les lignes d'urgence comme le 911 et les lignes des services de police locaux, le blocage de routes et d'infrastructures essentielles et la situation de siège en général qui est actuellement maintenue. »

Travaux des subsides

Nous avons envoyé cette motion nécessitant le consentement unanime aux conservateurs à l'avance, ce qui est la procédure appropriée lorsque nous faisons cela. Ils savaient à quoi ils s'opposaient. Un seul conservateur là-bas, manifestement installé près du bureau du whip, probablement la tête basse, a dit non et a rejeté la motion de consentement unanime au nom de la cheffe de l'opposition.

C'est la même personne qui dit que nous devons venir ici et travailler ensemble, que nous devons être unanimes et qu'elle veut que les manifestations prennent fin dès maintenant. Il est clair qu'elle ne veut pas que les manifestations prennent fin pour les mêmes raisons que le reste du pays. Elle veut qu'elles prennent fin parce qu'elle se rend compte que c'est un handicap politique maintenant. C'est le dilemme dans lequel les conservateurs se sont placés, et ils le font régulièrement.

La motion à l'étude demande une feuille de route. Elle demande au gouvernement de préciser la voie à suivre et d'instaurer des éléments mesurables pour déterminer à quel moment certaines choses se produiront.

Une voix: C'est logique.

Mark Gerretsen: Monsieur le Président, ils disent que c'est logique. Est-ce logique?

Devinons quoi. L'Ontario a présenté un tel plan, et ne cesse de le réviser. Il y a trois mois, nous n'attendions pas le variant Omicron. Nous n'avons aucune idée de ce qui allait se produire. Les paramètres changent constamment.

• (1625)

Les députés de l'opposition réclament une feuille de route. Or, il y a trop de variables. Ils veulent de la certitude, mais rien n'est certain. L'Ontario a tenté de présenter un plan, mais en vain. Elle est constamment obligée de le réviser, car il est impossible de prévoir ce qui se passera avec certitude.

Qu'entendons-nous donc faire? Nous écouterons les conseils des scientifiques. Je parlerai de la Dre Tam et du Dr Moore dans un instant. Nous prendrons des décisions fondées sur les conseils des scientifiques et des experts et non sur des intérêts politiques, comme le réclament avec tant d'insistance la cheffe de l'opposition et son caucus, qui me chahutent en ce moment. Nous procéderons comme il se doit, en fonction de ce que l'avenir nous réserve et conformément aux conseils des experts en santé.

Parlons de la Dre Tam et du Dr Moore, pour qui, soit dit en passant, j'ai un énorme respect. J'ai travaillé au Bureau de santé de Kingston, Frontenac, Lennox et Addington avant même que le Dr Moore devienne le médecin hygiéniste de Kingston. Je connais cet homme depuis 2006. Nous avons eu quelques conversations à ce sujet ainsi qu'à propos de nombreuses autres questions liées à la santé dans ma circonscription. J'ai pour lui un immense respect.

La Dre Tam et lui ont dit...

Eric Duncan: Ouvrez.

Mark Gerretsen: Non, monsieur le Président, ils n'ont pas dit « Ouvrez ». C'est ce que me crient les députés d'en face.

C'est exactement ce que je voulais dire. Ils déforment leurs commentaires. Ce qu'ils ont dit, c'est que nous devons déterminer, à un moment donné, comment nous allons sortir de cette situation. C'est à eux de le faire, pas aux politiciens présents dans cette salle.

Les députés savent-ils comment je le sais? Savent-ils comment je sais que les conservateurs savent très bien ce qu'ils ont dit? C'est parce que le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes a mentionné la comparution de la Dre Tam devant le comité de la santé et son commentaire, qu'elle a également fait lors d'une conférence de presse.

La question que je pose à mes collègues conservateurs est la suivante: ont-ils demandé à la Dre Tam si nous devons établir la feuille de route? Probablement pas. Non, ils ne l'ont pas fait. Les députés savent-ils pourquoi? C'est certainement parce qu'ils ne voulaient pas entendre sa réponse. Je serais prêt à parier que la Dre Tam aurait probablement dit qu'il serait préférable de laisser les experts prendre cette décision, plutôt que de demander à des politiciens de créer une feuille de route. Voilà pourquoi.

C'est la même chose, débats après débats à la Chambre. Les conservateurs essaient de politiser tous les dossiers. Ils rient et ils applaudissent en ce moment. Eh bien, j'ai un exemple. Il y a une semaine et demie, des conservateurs arpentaient la rue Wellington pour prendre des photos avec des manifestants et les publier sur Facebook. Pourquoi ne le font-ils plus maintenant? Pourquoi l'un des députés qui se moquent de moi en ce moment ne va-t-il pas à l'extérieur pour prendre une photo avec un manifestant et affirmer toute la fierté qu'il éprouve de soutenir ces personnes? Pourquoi ne le font-ils pas? C'est parce qu'ils sont conscients de la position délicate dans laquelle ils se sont placés.

Je sais bien qu'ils me chahutent parce que la vérité fait mal. C'est malheureusement la réalité. Si les conservateurs veulent prouver que j'ai tort, j'invite l'un des députés qui m'interrompent en ce moment à sortir immédiatement avec moi à l'extérieur pour le faire.

• (1630)

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de son excellent discours et de l'information enrichissante qu'il a donnée. Il y a quelque chose que je voudrais savoir: quel pourcentage de Canadiens devra être vacciné avant que les exigences relatives à la vaccination soient levées?

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, c'est la première fois qu'un conservateur dit que j'ai fait un excellent discours, et je l'en remercie. Pour être juste, je lui accorderai le bénéfice du doute parce qu'il a peut-être mal choisi ses mots.

C'est une très bonne question, mais je ne suis pas un expert en médecine. Les voilà qui soupirent. Les voilà qui sont déçus que je ne puisse pas répondre à cette question. Ils sont déçus qu'en tant que politicien, je refuse de me prendre pour un expert en médecine. Je ne le suis pas. Ce que je sais, c'est que, depuis le début, nous avons suivi les conseils des experts en médecine, et non ceux du Parti conservateur. Le résultat, qu'on établisse une corrélation favorable ou non, c'est que nous avons le taux de vaccination le plus élevé des pays du G7. C'est parce que nous avons écouté les experts. Ils applaudissent. Pourquoi ne pas écouter les experts pour déterminer le moment où il conviendra de supprimer ces mesures?

• (1635)

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, le discours de mon collègue était certes passionné. Il a révélé certaines incohérences, mais il y en a aussi de l'autre côté et ce n'est pas là que je veux aller.

Travaux des subsides

Ce ne sont pas que les politiciens qui préparent un plan de déconfinement. Ce dernier doit se faire avec les experts de la santé publique. Cependant, cela n'est jamais ressorti du débat alors que, pour moi, il va de soi que si on fait un plan, on fait appel aux experts.

Aujourd'hui, on dit qu'il faudrait avoir un tel plan et ce matin, dans mon discours, j'ai donné des pistes de ce qu'il faudrait y inclure, notamment les experts. Le 28 février, le gouvernement nous donnera-t-il un plan préparé avec les experts?

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, il est regrettable d'entendre que le Bloc Québécois pourrait voter en faveur de cette motion, mais je dirai que nous devons laisser les experts établir le plan.

La question de la députée, à laquelle je vais essayer de répondre le plus directement possible, est de savoir pourquoi nous ne faisons pas participer les experts à l'établissement du plan. Je peux lui dire que les experts ont élaboré des plans. Regardez l'Ontario. La province doit sans cesse retravailler le plan, car elle ne peut pas prédire l'avenir. Il y a beaucoup de variables qui entrent en jeu. Pourquoi devrions-nous forcer les gens à préparer quelque chose alors que cela ne fait pas partie des pratiques médicales exemplaires?

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens méritent des réponses honnêtes et un leadership responsable de la part de leurs représentants élus. Des électeurs de ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, m'ont dit qu'ils veulent une communication claire, cohérente et transparente de la part de ceux qui dirigent. C'est une chose sur laquelle je pense que nous pouvons tous nous entendre. Les gens de ma circonscription me disent qu'ils sont épuisés et qu'ils veulent entrevoir la fin de la pandémie. Là encore, je pense que nous pouvons tous être d'accord avec eux.

Les meilleurs moyens d'assurer notre sécurité ont évolué sans cesse tout au long de cette pandémie, et il en va de même de la réponse de la santé publique. Nous avons tiré des leçons essentielles. Nous savons qu'il faut continuer à augmenter les transferts en santé aux provinces et aux territoires. Nous savons qu'il faut accroître l'accès au dépistage et à l'équipement de protection individuelle.

Le député est-il d'accord pour dire qu'il est temps que le gouvernement donne suite dès aujourd'hui à ces leçons essentielles?

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je suis d'avis qu'il faut toujours saisir les occasions d'apprendre, afin de tirer des leçons et de nous améliorer.

Pour répondre à la députée concernant le fait que les Canadiens méritent d'être clairement informés, je suis entièrement d'accord avec elle. Il est malheureux que le personnel de mon bureau doive passer autant de temps à corriger les informations erronées qui circulent; notamment le type d'information — je le dis très franchement — que le parti conservateur est très heureux de propager si cela lui permet d'atteindre ses objectifs politiques.

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et de la ministre des Sports, Lib.): Monsieur le Président, tout comme le député de Kingston et les Îles, je suis absolument stupéfait. Très franchement, je suis comme étourdi par le Parti conservateur qui ne semble pas capable de prendre position. Je ne sais pas si les conservateurs sont dehors en train d'offrir du café aux manifestants anti-vaccin, ou bien s'ils sont à la Chambre en train de dire à ces manifestants de rentrer chez eux.

Dans le même ordre d'idées, je n'ai vu que très peu de conservateurs suggérer à leurs concitoyens d'aller se faire vacciner. Je les ai rarement vus promouvoir les cliniques de vaccination ou inciter les gens à se faire vacciner. La question que je souhaite poser à mon collègue...

Le vice-président: La députée de Yorkton—Melville invoque le Règlement.

Mme Cathay Wagantall: Monsieur le Président, j'ai du mal à voir la pertinence de cette conversation qui ne semble pas porter sur la motion, mais qui vise plutôt à remettre en question la position du Parti conservateur.

Le vice-président: Je fais mon possible pour encadrer le débat qui se déroule actuellement à la Chambre.

J'invite le député de Milton à terminer sa question.

● (1640)

M. Adam van Koevreden: Monsieur le Président, c'est le moment des questions et des commentaires. Je pensais avoir le droit de poser une question ou de faire un commentaire.

Je vais demander à mon collègue de Kingston et les Îles s'il pense qu'il y a quelque chose que nous pouvons faire, en tant que députés libéraux, qui croient en la science, pour encourager les députés des circonscriptions présidées par des conservateurs qui n'ont pas communiqué les renseignements sur les vaccins et les cliniques, afin que davantage de Canadiens se fassent vacciner pour que nous puissions nous sortir de cette pandémie.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, nous pouvons toujours faire plus. Nous devrions encourager les gens chaque fois que nous en avons l'occasion. En toute justice, je dirai que j'ai entendu certains conservateurs dire cela, même si ce n'est pas aussi fort que ceux des autres partis, mais certains d'entre eux l'ont dit.

Je vais dire une autre chose. Beaucoup de gens ici peuvent penser que les restrictions sont imposées aux gens et qu'ils sont forcés de se faire vacciner, mais c'est une idée fautive entre ce qui est imposé aux gens et le fait qu'ils aillent simplement se faire vacciner.

J'ai un membre de ma famille élargie qui n'avait pas encore été vacciné. Quand les restrictions sont entrées en vigueur et qu'on a exigé que les gens soient vaccinés pour entrer dans un restaurant, il a dit qu'il irait se faire vacciner parce qu'il ne l'avait pas encore fait. Nous avons cette idée fautive que les exigences relatives aux vaccins forcent les gens à se faire vacciner alors que, comme nous l'avons vu au Québec, ils encouragent davantage de personnes à se faire vacciner. Nous savons que le nombre de rendez-vous pour être vacciné a augmenté d'environ 90 000 — ne me citez pas sur ce chiffre — du jour au lendemain quand le Québec a instauré les exigences relatives aux vaccins. Les exigences relatives à la vaccination sont un outil de plus pour encourager plus de gens à se faire vacciner, comme nous l'avons vu.

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais attirer l'attention sur le fait que le discours du député portait principalement sur le fait qu'ils écoutent les experts et qu'ils ne prennent pas de décisions en tant que politiciens ou parlementaires. Je suis un peu confuse à ce sujet car, lorsque j'ai parlé au Président de la Chambre au tout début, il m'a clairement fait comprendre que, lorsqu'il s'agit de siéger à la Chambre des communes, seul le professionnel de la santé, l'infirmière de la Chambre des communes, prendrait ces décisions et qu'elles seraient prises en privé.

Travaux des subsides

Cependant, quand elle a pris sa décision, ce chef n'a pas aimé ce qu'il a entendu, et ils ont modifié ces recommandations d'experts. Comment se fait-il que le député pense qu'il n'y a qu'un seul ensemble de règles ici, alors qu'ils vont à l'encontre de leurs propres déclarations?

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je vais me retenir pour ne pas envenimer la situation. J'ai hâte de revoir la députée en personne.

En réalité, nous écoutons les experts. Les experts nous conseillent, puis nous prenons des décisions d'après leurs conseils. La députée semble avoir un compte à régler avec quelqu'un à la Chambre des communes. Je suis certain qu'elle peut passer par les voies appropriées à cet égard.

[Français]

Mme Julie Vignola: Monsieur le Président, je suis une personne constructive et toujours prête à aider.

La politique, la partisanerie et la politocailleterie ne sont pas mes points forts. Alors, je vais rappeler ce que j'ai proposé ce matin en précisant qu'il n'y a pas de chronologie, mais plutôt de la souplesse dans ce que je suggère pour la préparation d'un plan d'action.

Il faudrait y inclure un état de la situation clairement défini, des objectifs qualifiables et quantifiables et les questions à se poser maintenant, pendant et après. Il faudrait aussi indiquer les étapes à franchir et les actions concrètes, ainsi que les conditions à remplir pour passer d'une étape à l'autre. Il faudrait préciser les gens responsables de la réalisation et de la validation de ces actions, y compris les experts et des gens redevables et imputables. Il faudrait enfin spécifier les outils de communication, d'évaluation et de validation, et fournir un aperçu des obstacles possibles et des pistes de solution pour les surmonter. Aucune de ces suggestions ne précise de date.

Est-il possible de mettre en œuvre un tel plan?

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, en tout respect, la députée m'a perdu quand elle a parlé de partisanerie et de politocailleterie et qu'elle a choisi de se ranger du côté de la cheffe de l'opposition, qui, il y a littéralement une semaine, appelait les manifestants à poursuivre leur siège. Maintenant, elle nous arrive en sauveuse.

• (1645)

Le vice-président: L'honorable députée de Beauport—Limoilou invoque le Règlement.

[Français]

Mme Julie Vignola: Monsieur le Président, je n'ai jamais, au grand jamais, dit que j'étais d'accord avec ce qui se passait de l'autre bord.

Manifester, oui, bloquer, non, mettre la vie des gens en danger, jamais! Qu'il retire ses paroles!

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le même Règlement.

Je n'ai pas dit que la députée avait adopté une approche partisane. J'ai dit qu'elle était prête à se ranger du côté de la cheffe de l'opposition, qui, elle, adopte une approche trop partisane.

Le vice-président: Les députés s'engagent dans un débat plus approfondi. Nous allons donc y mettre fin maintenant.

Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député d'Okanagan-Sud — Kootenay-Ouest, L'aide aux sinistrés; la députée de Nanaimo — Ladysmith, Les affaires autochtones; le député de Dauphin — Swan River — Neepawa, Les petites entreprises.

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Lethbridge.

Encore une fois, les conservateurs du Canada sont appelés à parler au nom de tous les Canadiens. Un manque de leadership constant et profond nous a poussés dans ce bourbier qui dresse l'Est contre l'Ouest, les régions rurales contre les régions urbaines, les vaccinés contre les non-vaccinés et les Canadiens contre les Canadiens.

Comme bien d'autres députés de la Chambre, je vais à nouveau tenter de calmer le débat avec des arguments et des exemples mesurés pour aider le gouvernement libéral à prendre des décisions éclairées. Il est incroyable que, pas plus tard qu'hier, les députés d'en face aient choisi d'induire les Canadiens en erreur. Je ne peux pas compter le nombre de fois où la direction du Parti conservateur a répété que les conservateurs appuient la vaccination.

Souvent, quand nous croyons avoir créé une union plus parfaite, il y a des gens qui ont des opinions divergentes. Selon moi, c'est à l'image de ce qui nous importe tous comme Canadiens. Nous pouvons avoir des opinions différentes, mais ce qui nous unit à la grandeur du Canada, ce sont en grande partie des liens plus forts que ces forces qui cherchent peut-être à nous diviser.

Lorsque j'étais médecin et que des patients se présentaient à mon cabinet en manifestant de sérieuses réserves ou réticences par rapport à des vaccins ou des traitements, mon travail consistait à établir un lien de confiance, puis à les encourager à adopter un comportement différent et, avant tout, bénéfique pour eux. Lorsque nous le faisons de manière bienveillante, attentionnée et compatissante, en leur signifiant que nous les respectons et que nous sommes des experts dans notre domaine, nous savons que la probabilité qu'ils modifient leur comportement augmente considérablement.

Cela signifie-t-il que ces personnes doivent être stigmatisées, vilipendées, marginalisées, ridiculisées, insultées, exclues de la société et privées de leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille? Certainement pas. Comme l'a dit un de mes amis, c'est un peu comme si une petite brute de cour d'école avait non seulement gagné la bagarre, mais avait également pris notre argent et notre boîte à lunch. C'est honteux. S'agit-il vraiment du genre de Canada que nous voulons?

Cette semaine, j'ai eu la chance de discuter avec Trevor, un homme d'âge moyen qui a quitté sa ville natale pour aller à l'université et réaliser son rêve, soit devenir professeur de mathématiques. Il a ensuite eu l'occasion de revenir dans sa ville natale. Il a travaillé d'arrache-pied pour devenir un professeur de mathématiques très respecté et décrocher le poste d'entraîneur de l'équipe de soccer universitaire.

Travaux des subsides

Malheureusement pour Trevor, il a décidé de ne pas se faire vacciner malgré le contexte actuel. En quoi est-ce malheureux? Ce qui devait arriver arriva: Trevor a perdu son emploi. Il ne peut plus entraîner l'équipe de soccer. Il ne peut plus accompagner ses enfants dans leurs loisirs, comme les réunions du club 4-H ou les matchs de soccer.

Voici le message important que je tiens à rappeler à la population canadienne: Trevor n'est pas une mauvaise personne. C'est un homme de cœur, qui ne veut manquer de respect à personne et qui ne rejette pas ceux et celles qui ont choisi de se faire vacciner. Qui est Trevor? Trevor pourrait être votre voisin immédiat, votre cousin, votre frère. Il pourrait être cet homme qui a pelleté votre entrée, qui a dirigé l'équipe de soccer de vos enfants, qui leur a enseigné les mathématiques. Aujourd'hui, à cause des exigences liées à la vaccination qu'appuie le gouvernement fédéral, il se retrouve sans emploi. Il n'est plus un membre productif de la société, ce qui a des répercussions inimaginables sur sa santé physique, sa santé mentale et ses relations interpersonnelles.

J'aimerais aussi vous raconter l'histoire de Douglas. Elle ressemble à celle de Trevor à plusieurs égards, certes, mais elle est légèrement différente. Douglas a eu la COVID à deux reprises. Heureusement, il s'est rétabli. En raison de circonstances quelque peu inhabituelles, il a accepté de participer à une étude sur les anticorps des personnes ayant été infectées par la COVID.

● (1650)

Par conséquent, Douglas sait qu'il a des anticorps contre la COVID-19. Nombreux sont ceux qui s'empresseront de faire remarquer que les anticorps ne sont pas le seul indicateur de notre immunité contre la COVID-19. Nous pourrions en parler toute la journée si nous le voulions.

Cependant, cet homme a accepté de nous aider à mieux comprendre la pandémie mondiale la plus grave que nous ayons connue depuis plus d'un siècle. Pourquoi, donc, Douglas accepterait-il de faire une telle chose?

Curieusement, Douglas est un scientifique titulaire d'un doctorat en chimie organique. Il connaît bien la science. Il croit en la science. Il a étudié la science. Les députés peuvent deviner la suite. Je sais que cela va peut-être faire un terrible choc, mais encore une fois, voilà un autre Canadien qui était un membre productif de la société, mais qui ne l'est plus, car il a lui aussi perdu son emploi, alors qu'il travaillait seul depuis son domicile. Voilà le résultat des mesures de vaccination obligatoire injustes et source de discorde que nous voyons aujourd'hui.

Il serait très facile, à ce stade-ci, de se lancer dans une tirade sur le manque de leadership du premier ministre, son incapacité à dévier d'une trajectoire mal avisée, ou son incapacité constante à faire preuve de quelque compassion que ce soit envers quelqu'un qui pourrait ne pas être d'accord avec sa vision idéaliste du monde. Cependant, j'ai pris suffisamment de temps à la Chambre pendant le débat d'urgence de mardi soir pour discourir sur le thème du leadership, en faisant notamment allusion à un grand leader comme Colin Powell.

En temps de crise, les pays ont besoin de leadership, et le gouvernement libéral n'a pas saisi l'occasion. Il a laissé tomber les Canadiens. En fait, d'après le dernier indice de la misère, les Canadiens sont devenus encore plus misérables, année après année, sous le leadership défaillant du premier ministre. Je crois que j'en ai assez dit.

Il est aussi important que les Canadiens réfléchissent aux répercussions négatives des restrictions liées à la COVID sur les enfants et les adolescents. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des représentants de la Société canadienne de pédiatrie, qui sont sans contredit des experts. Leurs profondes préoccupations concernant les traumatismes continus que subissent les enfants et les adolescents canadiens sont palpables.

Puisque le monde n'a jamais vu ce genre de restrictions et de perte d'espoir, les effets pourraient être catastrophiques sur plusieurs générations. Ce qu'il y a de plus désolant, c'est qu'on ne sait pas ce que l'avenir réserve à ces jeunes gens traumatisés. Qu'arrive-t-il à un cerveau en développement lorsqu'on lui envoie continuellement des messages contradictoires et qu'on lui présente un avenir incertain, le désespoir, l'isolement des amis, un manque d'activité physique, l'impossibilité de voir des expressions faciales et de sentir le contact physique, et qu'il constate une division au sein de la population, le résultat d'un manque de leadership?

Comment ces jeunes obtiennent-ils de l'aide et de quoi ont-ils besoin? Comment un système de santé physique ou mentale déjà mal financé et doté de professionnels fatigués et épuisés peut-il venir en aide à ces enfants et adolescents? Qu'allons-nous faire pour eux? En tant que médecin, père, grand-père, politicien et Canadien préoccupé, cette question m'empêche de dormir.

Il y a des gens qui veulent continuer à rejeter le blâme et à brouiller les cartes entre les exigences fédérales et provinciales. Le premier ministre préférerait certainement que les Canadiens rejettent le blâme sur leurs premiers ministres. Ce n'est pas ce que j'appelle du leadership. En cette période de crise, je crois que de nombreux Canadiens feraient écho aux propos de l'ancien président Truman: « Le responsable, c'est moi. »

Avant de terminer, je crois qu'il est important que tous les Canadiens considèrent cette pandémie comme une crise sans précédent qui touche le monde entier. C'est une situation qui a amené les scientifiques, les médecins et même les Canadiens ordinaires à consulter les études scientifiques et les statistiques. Cette pandémie avec ses données et ses statistiques a évolué, et il est important qu'une bonne politique publique évolue en même temps que les connaissances scientifiques. J'implore le gouvernement libéral de revoir sa politique et de prendre conscience des difficultés des Canadiens ordinaires.

Enfin, les Canadiens doivent avoir un plan pour mettre fin aux exigences fédérales liées à la COVID-19. Encore une fois, je serai clair: nous devons parler de science, pas de science politique, et nous devons entendre des médecins, pas des propagandistes.

● (1655)

M. Adam van Koeverden (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et de la ministre des Sports, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de poser une question à mon collègue du comité de la santé.

Je suis de tout cœur avec des gens comme Trevor et l'autre homme qu'il a mentionné. Ils ont vécu des moments très difficiles. J'ai certainement eu ma part de conversations difficiles avec des électeurs de Milton.

Travaux des subsides

Cela dit, je suis encore un peu confus. Qu'est-ce que le gouvernement fédéral aurait pu faire différemment pour que des gens comme Trevor puissent continuer à enseigner? Mon collègue a mentionné que nous nous attaquons à deux champs de compétence, mais quel aspect des exigences fédérales aurait eu un impact sur la capacité d'enseignement de Trevor?

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, je crois que le secrétaire parlementaire n'a pas bien compris la question. Le plus important, c'est que les Canadiens s'attendent à du leadership. En temps de crise, il faut donner aux Canadiens de l'espoir, une certaine certitude quant à leur avenir et une orientation.

Pensons aux autres crises que nous avons connues dans notre grand pays. Nous avons été dirigés par des leaders. Qu'avons-nous maintenant? Nous avons un premier ministre qui continue d'utiliser un langage désobligeant, qui veut diviser les Canadiens. Il veut les insulter. Il aime se moquer d'eux. Il aime les pointer du doigt. Je ne sais pas ce qu'il voudrait leur faire d'autre, mais il continue de le faire. Malgré les conséquences négatives pour tous les Canadiens, il campe sur ses positions et refuse de changer de cap.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Cumberland—Colchester de son intervention, que j'ai trouvée posée, avec des exemples qui touchaient la réalité des gens.

J'aimerais l'amener sur cette piste. On s'entend qu'il y a des gens qui vivent des situations difficiles et qui ont peur de cette pandémie. Il y a des gens plus vulnérables, notamment les enfants, les parents, les personnes immunosupprimées et les personnes âgées. Dans le contexte actuel, ces gens ne sont pas rassurés d'observer ces manifestations et de constater que les mesures sanitaires pourraient être allégées.

Quel message leur envoie-t-on présentement? Dans le fond, est-ce que c'est pour eux aussi qu'on voudrait avoir un plan clair de la part du gouvernement fédéral?

[Traduction]

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, ce que nous demandons surtout au gouvernement, c'est d'avoir un plan, mais il persiste à refuser. Tout ce qu'il veut est de continuer de faire comme si la pandémie continuera à jamais. Voilà ce qui empêche les Canadiens d'avoir de l'espoir.

Que les gens soient vaccinés ou non, qu'ils soient jeunes ou vieux, ils veulent tous connaître le plan du gouvernement. Qu'ils soient conservateurs, libéraux ou néo-démocrates, ils veulent que le premier ministre du Canada leur dise ce qui se passe. Ils ne veulent pas que le premier ministre s'adresse uniquement aux autres libéraux, aux gens vaccinés ou à ceux qui sont d'accord avec lui. Ils veulent que le premier ministre du Canada leur parle et leur dise ce qui se passe.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, c'est un honneur de siéger avec mon collègue au comité de la santé. Comme il est médecin, il appréciera sans doute cette citation de la Dre Katherine Smart, présidente de l'Association médicale canadienne:

Le défaut d'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 soulève d'importantes préoccupations d'ordre éthique en plus d'accroître le risque d'émergence de nouveaux variants. Les vaccins sont essentiels à notre sortie de cette pandémie. En offrant cette protection aux autres pays, nous protégeons la population du monde entier, y compris la population canadienne.

Pendant de nombreux mois, les experts nous ont mis en garde contre la forte probabilité qu'apparaissent des variants résistants aux vaccins, comme Omicron, dans les régions où l'accès aux vaccins contre la COVID-19 est limité. Or, dans les 92 pays visés par le programme COVAX, lesquels se situent presque tous en Afrique subsaharienne, le taux de vaccination médian n'est que de 11 %.

Comme la pandémie ne sera terminée nulle part tant qu'elle n'aura pas pris fin partout dans le monde, le député peut-il expliquer pourquoi le Parti conservateur refuse d'appuyer la dérogation à l'Accord sur les ADPIC auprès de l'OMC, alors que celle-ci permettrait d'accroître la production de vaccins dans les pays en développement?

● (1700)

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, la véritable question qu'il faut se poser, c'est pourquoi le gouvernement libéral a-t-il volé le programme COVAX? Pourquoi a-t-il pris les vaccins qui faisaient partie du programme et que les pays en développement attendaient avec impatience? Pourquoi le gouvernement s'est-il emparé des doses du programme, et pourquoi les libéraux n'ont-ils financé que la moitié des vaccins qu'ils s'étaient engagés à envoyer au programme COVAX?

Encore une fois, le gouvernement a manqué de leadership. Voilà le véritable problème.

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, la principale responsabilité du premier ministre est d'unifier ce pays et les gens de toutes les régions du pays: les francophones, les anglophones, les Autochtones, les non-Autochtones, les gens de l'Est, les gens de l'Ouest, etc. La première responsabilité du premier ministre est de nous amener à suivre une vision commune. C'est ainsi que nous pouvons assurer la prospérité du pays.

Il est donc stupéfiant que le premier ministre cherche à faire exactement le contraire. Pourquoi voudrait-il alimenter la division, la peur et l'inquiétude? Pourquoi voudrait-il semer la division entre des amis, des voisins, des proches? Pourquoi voudrait-il même semer la division entre les membres de son propre caucus? Nous savons que c'est le cas, car quelques députés d'en face ont eu le courage de dénoncer la stratégie du premier ministre, qui consiste à se servir de certaines questions polarisantes pour diviser les Canadiens.

Les vaccins sont au cœur du problème. Au lieu de les utiliser comme un outil, ce qu'ils sont censés être, il les a utilisés comme une arme. C'est incroyablement triste. Le premier ministre s'est servi des vaccins pour dresser un groupe contre un autre. Au lieu d'agir comme un premier ministre et un homme d'État, il a usé de manœuvres politiques. Au lieu de montrer ses qualités d'homme d'État, il se livre simplement à des manœuvres politiques. Cela sème la discorde, cela exploite la situation, c'est froid, c'est cruel, c'est calculé et c'est inacceptable.

Travaux des subsides

Les Canadiens ont fait tant de sacrifices. À maintes reprises, on leur a demandé de réorienter leur vie, de s'adapter et de suivre les règles et règlements en constante évolution et c'est tout à leur honneur qu'ils l'aient fait. Ils voient maintenant d'autres pays, comme le Royaume-Uni, la République tchèque, Israël, la Suisse, l'Irlande et le Danemark, lever leurs restrictions. Ils voient l'Alberta, la Saskatchewan et les États-Unis faire de même. Ils disent: « Un instant. Nous avons suivi les règles et nous avons fait ce qu'on nous a dit de faire. Pourquoi le premier ministre ne tient-il pas sa promesse? Où est le plan? Pourquoi le Canada n'est-il pas capable de lever ses restrictions? »

Nous n'avons pas à regarder bien loin — tout juste derrière ces portes en fait — pour voir les effets de l'absence de leadership du premier ministre dans ce dossier. Le chaos règne dans notre pays. Les Canadiens réclament de l'aide. Ils ont fait leur devoir et maintenant, ils demandent au premier ministre de faire le sien. Est-ce si surprenant que, dans les circonstances, ces personnes ne fassent pas confiance au gouvernement et qu'elles doutent fort que les promesses seront véritablement tenues?

D'un côté, le premier ministre dit une chose, puis il se retourne et dit le contraire. Parfois, il se contredit dans la même phrase. Les Canadiens ne lui font plus confiance et quand la confiance disparaît, l'espoir s'effrite. Le premier ministre se plaît à dire que ce n'est pas leur faute. Bien sûr que non, c'est la responsabilité du premier ministre, car c'est lui-même qui a trahi leur confiance.

Les Canadiens sont désespérés. Ils ont cruellement besoin qu'on leur redonne de l'espoir, du leadership et un avenir. Ils ne demandent pourtant pas la lune. Ils veulent simplement que le premier ministre tienne ses promesses.

Les Canadiens sont absolument incroyables. J'aime mon pays et j'aime représenter ses habitants. La persévérance fait partie de l'identité canadienne. Notre faculté d'adaptation est exceptionnelle. Nous avons le sens de l'innovation. Nous sommes créatifs. Nous trouvons des solutions aux problèmes. Nous sommes tenaces. Nous sommes résilients. Nous sommes courageux. Sauf que là, la confiance et le courage commencent à manquer à cause des traumatismes, de la souffrance, de l'isolement — deux ans d'isolement —, des confinements et de la nature changeante des objectifs à atteindre.

J'ai reçu des milliers d'appels et de courriels et j'aimerais en lire quelques-uns.

James étudie à l'université et il m'écrit ceci:

Après l'été, une bonne partie des apprentissages ont été perturbés, au début parce que certains cours étaient annulés, ensuite parce que nous avons été privés du contact direct avec les autres et désormais parce que la totalité des cours se donne à distance. Disons que ma vision de l'éducation a beaucoup changé. Jusqu'ici, j'avais hâte d'aller à mes cours et je participais en classe, mais là, je redoute mes heures de solitude à regarder des vidéos enregistrées d'avance. Je vous supplie de tenir compte des effets néfastes que ces mesures obligatoires peuvent avoir sur les habitants de l'Alberta et du Canada.

• (1705)

Les gens du Canada lancent un appel à l'aide. La violence familiale est en hausse. La consommation d'opioïdes atteint des sommets inégalés. Des cancers passent inaperçus parce que les patients ne consultent pas leur médecin à temps.

Maria, qui travaille en santé mentale auprès d'adolescents, m'a écrit pour me faire comprendre qu'elle constate une hausse marquée

des problèmes de santé mentale chez les jeunes. Elle affirme que la situation est « extrême ».

J'ai eu récemment une conversation téléphonique avec une mère désespérée, dont la fille souffre d'un trouble alimentaire. Il leur a fallu attendre un an et demi pour voir un spécialiste. Elle a vu sa fille déprimer pendant qu'elles attendaient de l'aide.

Des interventions chirurgicales et des traitements ont été annulés et l'isolement a eu de lourdes conséquences chez les aînés. Je me suis entretenue avec une infirmière qui m'a confié que le nombre de demandes d'euthanasie a augmenté et que, selon elle, la principale raison est l'isolement et la solitude. Personne ne devrait être mis dans une situation où on veut mettre fin à sa vie parce que le gouvernement exige qu'on ne voie personne et qu'on n'ait aucun contact avec un autre être humain.

Je ne compte plus les courriels que j'ai reçus au sujet de travailleurs des postes et de camionneurs qui ont perdu leur moyen de subsistance. Un professionnel de la santé m'a écrit pour me dire que cette crise a été exacerbée par « l'imposition de fermetures, la séparation des familles et des systèmes de soutien, la mise en place de passeports vaccinaux, la ségrégation des personnes et le fait qu'il soit devenu socialement acceptable de considérer les citoyens non vaccinés comme des meurtriers égoïstes, ignorants et irresponsables. Ce ne sont là que quelques-uns des qualificatifs qui m'ont été attribués sur mon lieu de travail. Les commentaires récents du premier ministre ne font qu'alimenter la haine et l'intolérance envers des personnes telles que moi.

Les libéraux essaieront de se défilier en disant que la majeure partie de ce dont nous parlons aujourd'hui relève de la compétence des provinces, mais ne vous y trompez pas: le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer.

Les mots ont un grand pouvoir. Lorsque le premier ministre décide de diaboliser une partie de la société et une partie de notre population, il agit mal et incite à la violence.

Pour voyager en avion, en train ou en transport en commun, il faut être vacciné. De nombreux employés du secteur public travaillent à la maison. Pourtant, ils ont perdu leur emploi parce qu'ils n'ont pas choisi de se faire vacciner. Les camionneurs et d'autres travailleurs des services essentiels restent dans leur camion. Qu'on m'explique sur quelle science est basée cette décision. Comment ces gens propagent-ils le virus? Le premier ministre aime se servir de la science, mais seulement pour assouvir son désir de rester au pouvoir. Quand il s'agit d'accorder leur liberté aux gens, il ignore tout simplement la science. C'est inacceptable.

La Dre Tam a affirmé que toutes les politiques de santé publique devaient être réévaluées. Elle a dit qu'il fallait reconnaître que le virus n'allait pas disparaître et qu'il fallait aborder la présence soutenue du virus de manière plus durable. L'Organisation mondiale de la santé considère qu'aucun passeport vaccinal ne devrait être requis pour entrer ou pour sortir d'un pays.

Pourquoi le premier ministre ignore-t-il la science? Le temps du leadership et de l'action est venu. Le temps d'élaborer un plan est venu. Le temps de faire preuve de compassion envers les Canadiens est venu.

Travaux des subsides

Aujourd'hui, durant la période des questions, le député d'Eglinton—Lawrence a dit: « La situation actuelle exige plus que jamais d'informer la population canadienne sur les moyens de nous sortir de la pandémie. » J'espère que ses collègues d'en face sont d'accord avec lui. Le temps de proposer un plan est venu. Le temps de redonner espoir est venu. Le temps d'aborder l'avenir est venu. Le temps que le premier ministre tienne sa promesse est venu.

Les Canadiens attendent.

• (1710)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le discours de la députée contient beaucoup d'éléments qu'elle présente comme des faits et que je remets en question. Ma plus grande préoccupation, c'est ce qu'elle affirme au sujet des exigences liées à la vaccination. Parlons, par exemple, des exigences concernant le port du masque, les confinements et les fermetures partielles, qui sont en fait des responsabilités des gouvernements provinciaux.

Croit-elle que les assemblées législatives provinciales manquent de leadership, ou ces exigences ne comptent-elles pas pour elle quand il est question de liberté?

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, voilà la stratégie classique des libéraux. Ils cherchent à diviser, c'est leur stratégie. S'ils peuvent dresser un groupe contre un autre, s'ils peuvent inventer quelque chose qui n'existe pas, ils le feront. Ils devraient cesser de tenter de détourner l'attention. C'est un problème fédéral. Le premier ministre est responsable des mots qu'il utilise, et il incite la haine et la violence partout au pays depuis un bon moment.

Il est question des restrictions de voyage. C'est une compétence fédérale. Il est question des employés sous réglementation fédérale. C'est une compétence fédérale.

M. Kevin Lamoureux: Les employés fédéraux relèvent de la compétence fédérale. Oui, je comprends.

Mme Rachael Thomas: Vous comprenez. Vous êtes intelligent. Je n'en étais pas certaine étant donné votre question, j'ai donc voulu apporter cette précision.

Le vice-président: Je saurais gré aux députés d'adresser leurs remarques à la présidence.

[Français]

Nous passons aux questions et aux commentaires.

L'honorable députée de Manicouagan a la parole.

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de Lethbridge de son allocation. J'aurai quelques questions à lui poser.

Pour moi, il est certain qu'il y a une espèce de mélange des genres lorsqu'on parle de toutes les compétences qui relèvent des provinces. Toutefois, elle a mentionné deux termes que j'ai appréciés, à savoir les termes « courage » et « solution », mot que tout le monde devrait présentement avoir sur les lèvres.

J'aimerais savoir ce qu'elle pense de deux choses.

Elle a parlé des provinces. On le sait, elles sont prises à la gorge vu le manque de transferts en santé du gouvernement qui ne veut même pas parler avec les différents premiers ministres du Québec et des provinces. Pour moi, c'est un manque de leadership.

Par ailleurs, elle a dit que le gouvernement divisait les gens. On en a parlé plus tôt aujourd'hui. On aimerait qu'il y ait une rencontre avec la cheffe de l'opposition officielle ainsi qu'avec les chefs du Bloc québécois et du troisième parti de l'opposition.

Serait-elle d'accord pour dire que ce sont deux exemples de leadership qui nous permettraient de sortir des crises?

[Traduction]

Mme Rachael Thomas: Il y avait beaucoup de choses dans cette question. Je ferai de mon mieux pour y répondre.

La pandémie a effectivement fait ressortir toute la fragilité du réseau de la santé. En abdiquant ses responsabilités, le fédéral en a mis beaucoup sur les épaules des provinces, et c'est très dommage. On pourrait parler longtemps de ce qui pourrait et de ce qui devrait être fait.

Pendant la campagne électorale inutile que le premier ministre a déclenchée dans l'unique but de diviser encore plus la population canadienne, les conservateurs ont promis de consacrer 60 milliards de dollars au réseau de la santé afin de le consolider, l'améliorer et le développer. Nous nous y étions engagés. Le gouvernement n'a jamais rien promis de tel. Il n'a pas non plus aidé les provinces à répondre à la demande qui faisait déborder les hôpitaux, qui étaient déjà fragilisés et qui ont désormais besoin d'attention de toute urgence.

• (1715)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP): Monsieur le Président, la députée a dit qu'il s'agit d'une mesure du fédéral et je le comprends, mais la motion des conservateurs commence par la phrase « Que, étant donné que les provinces lèvent les restrictions relatives à la COVID-19 » et c'est sur cette affirmation que repose la motion. Je sais que ma collègue est en Alberta et nous savons que le premier ministre de la province, Jason Kenney, lèvera bientôt les restrictions, alors je vais faire quelques observations et j'aimerais avoir l'avis de la députée.

Le Dr Noel Gibney, professeur émérite au département de médecine de soins intensifs de l'Université de l'Alberta, a dit ceci: « Ce que nous avons entendu aujourd'hui relève de la pensée magique et du déni de la réalité concernant la COVID; le gouvernement nous dit "Ce n'est vraiment plus un problème", alors que la forte vague du variant Omicron continue de mettre de la pression sur le système hospitalier. »

Heather Smith, présidente d'United Nurses of Alberta, a dit:

Je crois que c'est trop tôt [...] cette décision n'est pas fondée sur la science, elle est irresponsable et dangereuse.

Je suis très inquiète parce que, en plus d'être dangereuse, je crains que cette décision mène à plus de décès et à plus de gens malades dans la province [...]

Enfin, la Dre Stephanie Smith de l'Université de l'Alberta, médecin en milieu hospitalier et spécialiste des maladies infectieuses, a dit:

[...] beaucoup de gens sont en attente d'une intervention chirurgicale non urgente et la levée de toutes ces restrictions risque d'entraîner une hausse de la transmission et possiblement des hospitalisations, ce qui ne ferait que repousser davantage ces interventions alors que nous cherchons à obtenir le contraire.

Ma question bien simple. La députée est-elle en faveur de la levée immédiate des restrictions en Alberta?

Travaux des subsides

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, la motion dont la Chambre est saisie concerne le fédéral. Elle demande la levée des mesures obligatoires et des restrictions qui ciblent les voyageurs, les employés fédéraux, les camionneurs et d'autres travailleurs essentiels qui doivent traverser la frontière. Je parle également du discours ignoble que tient sans arrêt le premier ministre et qui doit cesser. C'est de cela qu'il est question aujourd'hui.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je suis très heureuse d'être ici ce soir pour m'exprimer sur ce sujet extrêmement important. Je vous dis d'emblée que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Salaberry—Suroît, notre merveilleuse whip.

Je vais lire la motion toute courte et assez claire des conservateurs, parce que je veux que les gens comprennent bien de quoi il est question aujourd'hui. Je vais vraiment m'adresser aux gens de chez nous avec mes commentaires aujourd'hui, parce que, on l'entend, il y a un ras-le-bol collectif au sein de la population. Les gens sont tannés des mesures sanitaires en général et ont hâte qu'on passe à autre chose. Je l'entends beaucoup chez nous comme partout ailleurs. Je veux donc m'adresser à eux aujourd'hui.

Je lis la motion:

Que, étant donné que les provinces lèvent les restrictions relatives à la COVID-19 et que la Dre Theresa Tam a déclaré que toutes les mesures de santé publique en vigueur doivent être réévaluées afin que nous retrouvions une vie un peu plus normale, la Chambre demande au gouvernement de déposer, d'ici le 28 février 2022, un plan pour la levée de toutes les mesures obligatoires et restrictions fédérales.

Ce n'est pas une mauvaise motion. C'est une très bonne motion en fait de vouloir un peu de prévisibilité. On n'en a pas eu depuis tellement longtemps, soit depuis deux ans, dans tout ce qui a été mis en place par le gouvernement fédéral. On comprend que c'est particulier comme situation.

Je vais faire référence à un gazouillis que j'ai vu passer d'un humoriste québécois, Louis T pour ne pas le nommer. Il dit que demander un plan concret, c'est comme demander à Météo Média de nous dire exactement le temps qu'il va faire dans les prochains jours pour que finisse l'imprévisibilité et qu'on sache quand on va mettre ses bermudas.

On comprend que ce serait un peu poussé de demander clairement ce qui va arriver, parce que le gouvernement lui-même ne peut pas le savoir. On l'a tous vu. Quand Omicron est venu nous frapper de plein fouet juste avant les Fêtes, il me semble que ça allait bien. Le parlement ici était rempli. On trouvait qu'on avait passé un peu plus à travers la pandémie, mais finalement elle a recommencé. J'ai moi-même été affectée par la COVID-19 pendant le temps des Fêtes. Je peux dire que ce n'était pas drôle du tout. J'ai été assez malade pendant 10 jours. Donc, on ne sait pas ce qui peut arriver.

Nous comprenons le gouvernement quand il nous dit qu'il faut être prudent et s'assurer d'écouter la santé publique. Nous sommes totalement d'accord sur cela. C'est ce que nous demandons aussi. Écoutons la santé publique et réévaluons les mesures si elles ne sont plus à jour. C'est ce que semblent faire les gouvernements des provinces en ce moment. On le voit au Québec. On y va graduellement. Le gouvernement Legault n'a pas annoncé que toutes les mesures seraient levées demain matin. Ce n'est pas comme cela qu'il fonctionne. Il a vraiment dit qu'à telle date, on pouvait s'attendre à une réouverture, par exemple, des restaurants, des salles de spec-

tacle ou à la possibilité de recevoir plus de personnes dans les résidences privées.

Les gens ont vraiment une idée de ce qui les attend. Je pense que c'est cela qui redonne l'espoir aux gens qui sont tannés de tout cela. Savoir que nous pourrions recommencer à recevoir des gens chez nous et à recevoir notre famille nous redonne une petite joie de vivre. Cela fait du bien. Juste entendre cela nous rend un peu plus optimistes.

Bien sûr, la demande n'est pas de dire qu'on veut une date pour la levée des mesures fédérales. Ce n'est pas cela du tout. Il s'agit de demander si on peut avoir un plan et savoir où on s'en va. Là-dessus, je suis totalement d'accord avec les conservateurs. Je pense que nous en avons besoin et que les citoyens ont besoin de savoir ce qui s'en vient.

Cette semaine, on a vu que ce n'est pas juste les conservateurs ou le Bloc québécois qui pensent cela. Le député de Louis-Hébert le pense aussi. Il a dit clairement que le gouvernement devrait établir un plan clair sur ce qui s'en vient.

Cela me fait penser à ce qui se passe dehors. Au départ, on disait que peut-être les gens n'étaient pas assez au courant des raisons pour lesquelles les mesures sanitaires étaient en place, qu'on ne les avait peut-être pas assez expliquées. Au Québec, on voit le gouvernement Legault presque hebdomadairement faire des mises à jour et dire pourquoi telle mesure est encore importante, pourquoi elle est en place et quand on pourrait penser à l'enlever. J'ai moins vu le fédéral faire cela dans les derniers mois, dans les dernières années de pandémie. On présentait une mesure. On disait qu'on ne se basait pas trop sur les recommandations de la santé publique, mais qu'on la mettait en place. On a vu cela à quelques reprises. Les gens se demandent donc pourquoi, ils demandent ce qui se passe et on ne les rassure pas nécessairement.

Je pense que ce serait bien de faire un plan de déconfinement et d'expliquer vraiment pourquoi, aujourd'hui, c'est bien d'avoir des restrictions à la frontière et pourquoi, dans trois semaines, par exemple, ce serait peut-être correct de les enlever. Il faut expliquer les raisons. On ne veut pas que les gens sentent qu'ils ont fait des efforts pendant deux ans pour rien, parce que les cas sont encore élevés. On ne veut pas qu'ils se disent qu'on décide d'enlever les restrictions parce que tout le monde est tanné.

● (1720)

J'ai entendu à plusieurs reprises le ministre des Affaires intergouvernementales dire qu'il faut vraiment écouter la santé publique et ne pas céder à la pression. Je pense au convoi des camionneurs en ce moment. Ce n'est pas un avis de santé publique et j'ai apprécié ce que disait le ministre, même si je ne suis pas toujours en accord avec ce que les ministres libéraux disent.

Il est donc vrai qu'il faut se baser sur ce que dit la santé publique et qu'il faut écouter les experts. Je pense qu'on est rendu à un moment charnière où on est en mesure de réévaluer ce qui a été mis en place.

J'écoutais aujourd'hui quelques discours de collègues conservateurs, qui en ont profité pour parler de la réglementation et des mesures sanitaires en place dans les provinces, ainsi que de la vaccination. Certains sont contre la vaccination, mais je ne pense pas que la Chambre soit l'endroit idéal pour en parler. Il faut plutôt réclamer un plan clair.

Travaux des subsides

Les mesures fédérales ne sont pas si nombreuses que cela, comparativement aux mesures provinciales. Au fédéral, on parle des mesures qui ont été mises en place aux frontières, que je vais répéter au bénéfice de tout le monde: l'utilisation d'ArriveCAN, l'exigence d'une preuve de vaccination pour les voyageurs et, évidemment, pour les camionneurs à la frontière, les tests de dépistage PCR, la quarantaine — on se rappelle les quarantaines à l'hôtel imposées par le fédéral —, l'exigence d'une preuve vaccinale dans les transports relevant du fédéral comme le train ou le bateau, le port du masque dans les édifices fédéraux et, bien évidemment, l'exigence de vaccination obligatoire pour les employés de la fonction publique.

Ce n'est donc pas une centaine de mesures qu'il faut revoir. Je pense qu'il est assez raisonnable de se demander si, chiffres à l'appui dans les derniers mois, ces mesures ont donné des résultats concrets et si, étant donné le pourcentage actuel de la population qui est vaccinée, on peut se permettre, non pas de déconfiner, mais d'assouplir un peu les restrictions.

On peut notamment se poser ces questions pour donner un peu de prévisibilité à nos entreprises qui souffrent. Je pense ici aux entreprises des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de l'aérospatiale, qui sont très touchés par ces mesures, surtout celles en place aux frontières. Il faudrait leur présenter un plan de match pour leur dire quand recommencer à penser à tout cela. On a vu à quel point les mesures du gouvernement du Québec ont été difficiles pour les restaurants, qui apprenaient à 24 h d'avance qu'ils devaient fermer ou à quelques jours d'avance qu'ils pouvaient rouvrir. Il n'a pas toujours été facile pour eux de rajuster le tir si rapidement. Si le gouvernement fédéral peut mettre en place un plan avec des dates précises, je pense que cela les aidera à se préparer du mieux possible à reprendre leurs activités.

Je voudrais parler aussi d'un autre élément que le député de Louis-Hébert a mentionné, à savoir les transferts en santé. On a entendu le Bloc québécois en parler sans cesse ces deux dernières années, au point où je me demande pourquoi le gouvernement fédéral n'agit pas tant il doit commencer à être tanné de nous entendre en parler.

Plus encore, ces dernières semaines, les conservateurs se sont mis de la partie, ainsi que le NPD et les provinces par l'entremise du Conseil de la fédération, qui s'est réuni récemment. Encore une fois, la demande a été faite à l'unanimité. Nous allons continuer à en parler, mais je pense qu'on en a suffisamment parlé et que le gouvernement fédéral a entendu tous les bons arguments pour finalement acquiescer à cette demande.

Qu'est-ce qui explique qu'on doit se confiner? C'est parce que les systèmes de santé ne sont pas en mesure de réagir aux conséquences de la COVID-19. On l'a vu au Québec et ailleurs au pays. Je pense que l'augmentation des transferts en santé est nécessaire pour la suite des choses parce que, comme je le disais, le variant Omicron nous a frappés sans prévenir et rien n'indique que nous serons à l'abri d'une autre pandémie ou d'un autre variant. Il faudra que nos systèmes de santé soient prêts à y faire face.

Le gouvernement fédéral a une part de responsabilité à ce sujet, celle de transférer les sous aux provinces et au Québec. Je pense que c'est une demande assez légitime et, on le voit, nos professionnels de la santé sont à bout de souffle depuis des mois ou des années. Ils ont besoin d'un petit coup de main, et je pense que le gouvernement fédéral pourrait le leur offrir.

Je vois que le temps file. J'aurais aimé parler de plusieurs autres dossiers, mais ma whip pourra peut-être combler les trous tout à l'heure dans son discours. Je vais maintenant répondre aux questions de mes collègues avec grand plaisir.

• (1725)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il est quelque peu trompeur de laisser entendre qu'il n'existe pas de plan. Je crois qu'il y a un plan depuis le tout début.

Il y a six à huit semaines, personne n'aurait pu prévoir que le Québec instaurerait un couvre-feu, par exemple, pour lutter contre le variant Omicron. Le problème, c'est que la pandémie est loin d'être terminée.

Je me demande si la députée croit, en principe, que les principes qu'elle tente d'appliquer à Ottawa devraient également s'appliquer aux gouvernements provinciaux. Croit-elle que les provinces ont des plans? Si ce n'est pas le cas, devraient-elles toutes fournir un plan avant la fin du mois?

[Français]

Mme Kristina Michaud: Madame la Présidente, comme je l'ai dit un peu plus tôt, le Québec a assurément un plan. Il l'a annoncé cette semaine. On peut aussi voir que l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario ont annoncé des plans de déconfinement à plus ou moins long terme.

D'autres pays, comme le Danemark, la France, l'Angleterre et la Suède sont en voie de lever complètement les mesures sanitaires. Ils en ont annoncé l'intention, du moins. C'est tout ce que nous demandons au gouvernement fédéral.

Nous étions en accord avec les mesures appliquées aux frontières, et le Bloc québécois a vraiment insisté pour que le fédéral s'occupe convenablement des frontières afin d'assurer la sécurité de la population.

Cependant, à ce stade-ci, je pense qu'on est en mesure de réévaluer les mesures qui ont été mises en place et qu'on est également capable de le montrer à la population.

[Traduction]

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, de nombreuses décisions ont été prises au cours de la pandémie et elles ont eu des résultats tragiques lorsque les politiciens les ont prises sans s'appuyer sur de bons conseils médicaux. Nous l'avons vu l'été dernier en Alberta. Nous l'avons même vu dans une certaine mesure en Ontario. Heureusement, le Québec a eu un bon leadership.

Nous voulons un plan concret de la part du premier ministre et du gouvernement fédéral, mais la députée convient-elle que le plan doit être axé sur de bons conseils médicaux concernant les prochaines étapes avant que les politiciens puissent donner aux Canadiens la réponse qu'ils attendent?

• (1730)

[Français]

Mme Kristina Michaud: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Travaux des subsides

C'est exactement ce que nous demandons depuis le début: que le gouvernement écoute ce que dit la santé publique. D'ailleurs, la motion elle-même le stipule. La Dre Theresa Tam a déclaré que toutes les mesures de santé publique en vigueur doivent être réévaluées. On ne dit pas que le plan doit absolument préciser à quelle date telle mesure sera levée. Ce n'est pas cela.

Si la santé publique dit que les mesures aux frontières doivent être levées, mais qu'on doit encore attendre au moins deux mois avant de le faire, nous demandons que ce soit écrit tel quel dans le plan afin qu'on sache un peu à quoi s'attendre à court et à moyen terme. Nous demandons que ce soit fait en écoutant la santé publique. Bien entendu, la décision ne doit pas être politique, mais provenir de la santé publique.

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, j'ai beaucoup aimé les discours de ma collègue.

En effet, cela permet de resituer la demande des conservateurs, aujourd'hui. C'est bien beau, lancer dans les airs la demande d'un plan pour la levée des restrictions sanitaires, mais qu'est-ce que cela constitue, au juste?

Ma collègue a fait étalage de tous les éléments concernés, et un gros volet appartient effectivement aux provinces. Or, j'ai l'impression que, dans le dossier actuel, les provinces ont fait leur boulot. Le Québec, en tout cas, a vraiment fait son travail. Ce qui manque, ce sont évidemment les transferts en santé pour la suite des choses, c'est-à-dire la hausse de 22 % à 35 % que nous demandons, et nous ne lâcherons pas le morceau. Elle en a parlé aussi.

J'aimerais simplement avoir son opinion sur les questions suivantes. Pourquoi les conservateurs déposent-ils aujourd'hui cette motion? En fait, pourquoi cette journée porte-t-elle là-dessus? S'agit-il de pression publique, s'agit-il des camions dans la rue?

Qu'est-ce qui provoque cela, selon elle?

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a tout juste cinq secondes pour répondre.

Mme Kristina Michaud: Madame la Présidente, c'est une très bonne question.

C'est un peu difficile de déceler la position des conservateurs. On entend le potentiel futur chef des conservateurs réclamer la liberté et encourager le convoi. Toutefois, on entend aussi d'autres conservateurs...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. La parole est à l'honorable députée de Salaberry—Suroît.

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Madame la Présidente, je suis vraiment heureuse de prendre la parole aujourd'hui. Je voudrais remercier ma collègue de son discours, parce que nous faisons une équipe du tonnerre au Bloc québécois. Je vais essayer de ne pas la répéter et je suis d'accord avec tout ce qu'elle a dit, que j'appuie.

Je ne sais pas si on l'a fait aujourd'hui, mais je vais tout de même prendre le temps d'offrir mes condoléances et mes sympathies aux 35 000 familles qui ont perdu ces deux dernières années un proche à cause de la COVID-19. On l'oublie, mais des gens ont vécu des drames humains ou ont perdu un proche.

De plus, je vais prendre le temps de remercier rapidement les travailleurs de la santé, tant du réseau public que du réseau communautaire. Quand on parle du réseau public, on parle beaucoup des

infirmières et des auxiliaires, mais il y a aussi tous les autres professionnels du réseau, qui aident jour après jour le réseau à tenir bon pour soigner les gens qui sont malades de la COVID-19, mais aussi d'autres maladies pour lesquelles ils ont besoin de soutien ou d'une chirurgie du réseau de la santé. J'envoie donc un grand merci aux travailleurs de la santé des réseaux public et communautaire.

J'ai une circonscription partageant une frontière avec les États-Unis, où se trouvent quatre postes frontaliers: Dundee, Herdman, Hemmingford et Trout River. J'aimerais donc remercier tout particulièrement les agents frontaliers, avec qui j'ai eu des contacts. Ils ont parfois dû composer avec des directives pas trop claires, des directives sanitaires à appliquer sans outils, ou un manque de temps pour se préparer. Leur travail n'a pas toujours été facile, alors qu'ils ont dû négocier avec les voyageurs, ainsi que des gens, y compris de ma circonscription, ayant de la difficulté à traverser la frontière pour aller rendre visite à leur famille dans l'État de New York.

Il y a donc beaucoup de gens qui ont vécu et qui vivent encore des problèmes et des difficultés à cause de leur situation familiale ou du fait qu'ils vivent près de la frontière. Je remercie donc les agents frontaliers et j'envoie toute ma sympathie aux gens de ma circonscription qui ont souffert de la pandémie, mais aussi de cette frontière à traverser pour aller voir un proche ou aider un membre malade de leur famille. Étant donné qu'on n'en a pas beaucoup parlé, je voulais donc mentionner les agents frontaliers, qui ont joué un rôle important durant la pandémie.

Je suis d'accord avec ma collègue pour dire que nos connaissances sur le virus ont progressé. Grâce à ce qu'on a appris de la santé publique, on s'aperçoit qu'il est temps de réévaluer toutes les mesures mises en place pour contrer la pandémie et freiner le virus.

La motion d'aujourd'hui semble vouloir prendre acte du fait que les provinces commencent à déconfiner et ont chacune leur plan, pour y arrimer une réflexion au niveau fédéral. L'objectif est notamment d'offrir aux entreprises, qui ont vécu des difficultés plus prononcées que d'autres, un plan fédéral assorti d'une chronologie détaillant quand elles vont pouvoir reprendre leurs activités de façon plus normale, et de fournir aux citoyens un horizon prévisible détaillant les services auxquels ils auront accès, les mesures qui seront levées, et quand.

Comme le dit si bien ma collègue, la motion ne dit pas que tout se terminera le 28 février. Je pense que ce serait irresponsable. Il faut se dire que, même après avoir déposé ce plan, il va falloir conserver certaines mesures, comme le port du masque. Même si on levait cette obligation, je serais pour ma part mal à l'aise à l'idée de prendre l'avion sans masque. Je pense donc qu'on va devoir apprendre à vivre avec le masque.

Cependant, je pense qu'il est nécessaire de réévaluer tout cela. En m'interrogeant sur la raison pour laquelle on en parle aujourd'hui, je me rappelle avoir remarqué une chose, comme plusieurs autres députés à la Chambre: le gouvernement en place a de la difficulté à bien communiquer ses directives et il est lent à le faire. On l'a bien vu ces deux dernières années, alors qu'on a dû pousser le gouvernement fédéral pour qu'il annonce des mesures, les mette en place et les explique.

Travaux des subsides

• (1735)

Actuellement, il y a une confusion entre les mesures fédérales et les mesures provinciales. Une chatte en perd ses chatons. EN effet, il y a des exigences qui viennent des provinces et il y a des exigences sanitaires qui viennent du fédéral. Il y a de la confusion, et les citoyens voient aussi de l'incohérence.

Prenons un exemple. Admettons que j'ai eu la COVID-19 et que je m'en vais à Punta Cana. Si je vais à Punta Cana et j'ai eu la COVID-19, pendant six mois, je peux passer les frontières sans avoir besoin de passer de test, PCR ou autre. Par contre, si je suis triplement vaccinée, je dois fournir une preuve vaccinale. Je dois fournir des tests. Les gens ne comprennent pas cette incohérence.

Peut-être qu'il y a des assises scientifiques à cela. Le fait qu'on ait eu la COVID-19 fait que pendant six mois on n'a plus besoin d'être testé, mais si on a ses trois doses, on doit continuer à être testé pour franchir les frontières. Je ne suis pas scientifique, mais, ce que je sais, c'est qu'il y a de la confusion. On ne comprend pas cette exigence.

On ne comprend pas pourquoi si on voyage avec un enfant de moins de 5 ans qui n'est pas vacciné, à son retour, l'enfant doit être confiné 14 jours. Au Québec, un enfant de moins de 5 ans qui a des symptômes de la COVID-19 est confiné cinq jours. Quand les symptômes et la fièvre arrêtent, il retourne à l'école ou à la garderie.

Il y a des consignes qui paraissent, aux yeux des citoyens, incohérentes; et la fatigue pandémique actuelle s'appuie aussi sur cette observation d'incohérence. Les gens sont excédés, on les comprend, ma collègue l'a dit. Au Québec, particulièrement, le taux de vaccination chez les gens qui ont reçu deux doses est de 80 %. Les gens ont donc le sentiment d'avoir fait leur devoir. Actuellement, le climat est tendu; c'est comme s'il y avait deux camps: le camp des non-vaccinés et le camp des vaccinés. On se met à dire que les non-vaccinés sont les méchants et les vaccinés sont les bons.

Je ne suis pas du tout dans cela, parce que je trouve qu'il y a de la place pour la nuance. Il y a des gens qui ne peuvent pas se faire vacciner. Des gens m'ont appelée à mon bureau pour m'expliquer qu'ils attendent une évaluation médicale pour recevoir leur exemption médicale. Quand on parle des non-vaccinés, ils se sentent jugés, à tort, et cela crée cette espèce de mauvais climat social actuellement. Il est temps qu'on puisse réfléchir et peut-être présenter un plan.

Je pense que c'est important qu'on se le dise aujourd'hui. J'ai entendu bien des députés parler dans leur discours des mesures sanitaires qui relèvent des provinces plutôt que des mesures sanitaires qui relèvent du fédéral. Dans le fond, les mesures dont on parle aujourd'hui ne sont pas des mesures qui touchent quelqu'un dans son quotidien, si on exclut les travailleurs de la fonction publique fédérale. Ce sont des mesures qui affectent ceux qui traversent la frontière par train ou par bateau, ou ceux qui veulent voyager. Il s'agit de la question des frontières. La fatigue des gens découle beaucoup plus des mesures sanitaires qui relèvent des provinces.

Il y a de la confusion. Encore une fois, je pense que, si les provinces et d'autres pays ont présenté un plan, il est temps que le gouvernement fédéral puisse présenter le sien pour qu'il y ait de la coordination et de l'arrimage entre toutes les provinces et le gouvernement fédéral.

Je termine en disant que je rêve d'un pays, un pays qui gère ses frontières, qui prend la pleine responsabilité, l'entière de la responsabilité de la gestion de ses frontières et qui gère ses compétences. Cela serait beaucoup plus simple parce qu'il y aurait moins de confusion. En attendant, ce que nous allons continuer de faire au Québec, c'est d'exiger ce qui nous est dû. Ce qui nous est dû, c'est d'avoir notre argent que nous donnons à Ottawa afin d'être capables de payer nos soins de santé et d'avoir un système fort et robuste pour aider et soutenir tous les citoyens.

• (1740)

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je trouve intéressante l'allusion de la fin du discours de ma collègue lorsqu'elle parle du pays et lorsqu'elle parle de pouvoir avoir la propre gestion de nos frontières et l'avantage que cela donne sur le plan de la cohérence dans les soins de santé.

Effectivement, dans un contexte de pandémie, le fait d'être indépendant pour le Québec aurait été probablement très avantageux, particulièrement dans les vagues antérieures.

Ma collègue a aussi terminé en nommant l'enjeu des transferts en santé. Concrètement, quand on parle de monter à 35 % les transferts en santé dans une région comme la mienne, cela veut dire, au prorata, que c'est au moins 120 millions de dollars par année de transferts prévisibles que reçoit chaque année le CISSAT. Là, on est capable d'agir pour notre système de santé.

Cette urgence va-t-elle être entendue?

Ma collègue fait-elle confiance au leadership du premier ministre pour ce qui est de convoquer finalement un sommet des premiers ministres?

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Je ne sens pas cette urgence.

Cela me donne l'occasion de lui expliquer que les premiers ministres de toutes les provinces demandent de retrouver un financement à la hauteur de 35 %, parce que ce n'est pas la Dre Tam ou son équipe, à l'Agence de la santé publique du Canada, qui donne des soins dans les hôpitaux, dans les CLSC et dans les résidences privées.

Ce sont les travailleurs du système de santé du Québec qui le font, et, actuellement, le gouvernement crie famine. Il n'est pas capable d'assumer toutes ses responsabilités et d'offrir le niveau de service requis, parce qu'Ottawa retient une partie de l'argent que les Québécois donnent. Ottawa veut redonner l'argent au Québec sous conditions, et c'est inacceptable.

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à ma collègue. Évidemment, nous parlons ici des protocoles liés à la COVID-19, mais réfléchissons à ce qui se passe à Ottawa et partout au pays. On rapporte qu'il ne s'agit pas seulement d'une manifestation. Il s'agit d'un effort coordonné pour occuper des infrastructures essentielles partout au Canada. Cette situation a une incidence majeure sur le commerce transfrontalier. Elle cause de fortes perturbations aux habitants du centre-ville. En effet, ce matin, alors que je rentrais en Nouvelle-Écosse par avion, on a cherché sciemment à créer des perturbations à l'Aéroport international d'Ottawa.

Travaux des subsides

La députée convient-elle comme moi que la situation est passée d'une manifestation à un effort coordonné qui ressemble presque à une insurrection, de sorte qu'il s'agit maintenant d'une question de sécurité nationale et qu'il faut s'en occuper comme telle?

• (1745)

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je me sens dans l'obligation de dire que ce qui se passe actuellement sur la Colline, depuis déjà deux semaines, démontre qu'il y a vraiment un manque de leadership de la part du gouvernement libéral.

Je pense que c'est clair, net et précis. Des erreurs ont été commises. Il n'y a pas eu de mise en place de cellule de crise en amont quand on a su que les camions s'en venaient. Il aurait fallu établir une cellule de crise et réunir tous les acteurs pour discuter d'un plan opérationnel. On se retrouve maintenant dans une situation où c'est tellement rendu grave que les actions posées seront aussi assez graves.

C'est triste, parce que le gouvernement aurait pu travailler autrement. Je remarque une espèce de manie du premier ministre. Je ne dirai pas le mot que j'ai en tête, car ce n'est peut-être pas parlementaire, mais je trouve qu'il manque de leadership. Je m'attendais à ce qu'il soit quelqu'un qui mobilise les forces. Les chefs de tous les partis de l'opposition lui ont offert de mettre les gants par terre, de s'unir et de travailler ensemble pour trouver une solution. Or, ce fut une fin de non-recevoir.

Je ne comprends pas, et je dis bien honnêtement que ce que nous vivons actuellement est attribuable à un manque de leadership de la part du premier ministre. La responsabilité de la situation actuelle lui revient.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable député de Mégantic—L'Érable a la parole pour une brève question.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier mes collègues du Bloc québécois d'appuyer cette motion.

Je pense que, dans leur circonscription aussi, mes collègues du Bloc ressentent que la population souhaite désespérément voir un leader réapparaître pour mettre fin à toute cette situation dans laquelle nous nous trouvons présentement.

Des gestes déplorables ont été posés. Nous nous y opposons et nous les dénonçons. C'est absolument incroyable. Toutefois, beaucoup de désinformation a été propagée aujourd'hui, à la Chambre. On dit que nous demandons que toutes les mesures soient...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. J'avais accordé du temps à l'honorable député de Mégantic—L'Érable pour une brève question. Le temps est maintenant écoulé.

La parole est à l'honorable députée de Salaberry—Suroît.

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je crois comprendre la question qui allait arriver. Je pense qu'on utilise parfois des petits raccourcis dans les discours et je crois que nos collègues d'en face essaient de nous faire croire que les conservateurs exigent un arrêt immédiat de l'ensemble des mesures en date du 28 février.

C'est de la petite politique. Je crois qu'il existait aujourd'hui une belle occasion de dire qu'il est temps de travailler ensemble, de

mettre nos efforts en commun et d'aider le gouvernement avec des idées afin qu'il propose un plan...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. Nous reprenons le débat. L'honorable député de Dufferin—Caledon a la parole.

[Traduction]

M. Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Calgary Forest Lawn.

Devrions-nous les tolérer? Pensons-y un instant. Ce n'est pas un extrémiste qui a fait cette déclaration, mais le premier ministre du Canada. Devrions-nous les tolérer? De qui parle-t-il? Parle-t-il de nos concitoyens canadiens, de certains de nos voisins, de certains de nos amis, des personnes qui ont choisi de ne pas se faire vacciner? Nous ignorons pourquoi ces personnes ont pris cette décision, mais le premier ministre du Canada nous demande si nous devrions les tolérer? Selon moi, c'est déplorable.

À l'instar d'autres observations du premier ministre, cette déclaration n'a fait qu'attiser les flammes de la division au pays. Imaginons une personne chez elle qui a choisi de ne pas se faire vacciner et qui entend le premier ministre demander si on devrait la tolérer. Voilà le genre de division et de politique dangereuse que le premier ministre a apporté au Canada.

Cette attitude dresse les Canadiens les uns contre les autres. Pourquoi a-t-il fait cela? Voilà la grande question. Le député de Louis-Hébert a levé un peu le voile sur ce mystère en affirmant que c'est pour réaliser des gains politiques. Nous devrions réfléchir à cela pendant quelques secondes. Nous devrions réfléchir au fait que le premier ministre de notre pays a tenu de tels propos pour en tirer un avantage politique.

Parlons de ces personnes que le premier ministre n'est pas certain de vouloir tolérer au point d'inviter la population à se questionner. J'ai reçu un courriel de la part d'un habitant de ma circonscription. Son fils est dans la vingtaine et il travaille dans le domaine de la construction. Il a dû choisir entre se faire vacciner ou perdre son emploi. Comme il doit subvenir aux besoins de sa jeune famille, il a décidé de se faire vacciner. Malheureusement, il a souffert de terribles effets secondaires. Nous savons que les effets secondaires sont rares, mais ils sont bien réels. Par la suite, tous ses amis ont eu peur et ils ont refusé de se faire vacciner. Le premier ministre invite la population à se demander si elle doit tolérer des personnes comme ce jeune père de famille.

Une personne qui travaillait à mon bureau avait des antécédents médicaux complexes. Son médecin lui a recommandé de ne pas se faire vacciner. Or, elle ne répond pas aux critères d'exemption qui ont été adoptés. Les critères à la Chambre sont extrêmement stricts. Fort bien. C'est au gouvernement qu'il revient de faire ce choix. Elle était terrifiée à l'idée de se faire vacciner. Étant donné l'avis de son médecin, elle craignait ce qui lui arriverait.

Les députés de l'autre côté de la Chambre prêchent souvent qu'il faut se fier à la science. Je peux affirmer aux députés qu'elle se fiait à la science. Heureusement pour elle, elle peut travailler à distance. Nous avons été en mesure de lui offrir cette option, mais, comme le député de Louis-Hébert l'a dit, il n'est pas donné à tous de pouvoir travailler à partir d'un portable dans un chalet. Encore une fois, ceux pour qui ce n'est pas possible perdent leur emploi.

Travaux des subsides

Lorsque j'ai pris la parole dans cette enceinte à ce sujet plus tôt cette semaine, durant la période consacrée aux déclarations de députés, j'ai dit que des personnes perdaient leur emploi parce qu'elles n'étaient pas vaccinées et des députés de l'autre côté de l'allée ont crié: « C'est bien! » Je ne suis pas étonné, étant donné le discours de division qu'ils tiennent et le fait qu'ils diabolisent les gens sans connaître leur situation. Où trouvent-ils l'audace d'agir de la sorte? Selon moi, il y a une excellente raison. Leur chef, le premier ministre, a demandé si on devait tolérer ces gens, ce que je trouve méprisable.

• (1750)

Quelle est la situation actuelle au pays? Selon un récent sondage, 25 % des Canadiens seraient favorables à ce qu'on mette les gens non vaccinés en prison, et 37 % des Canadiens disent qu'il serait acceptable que le système de santé public ne les soigne pas s'ils sont malades. Ils croient cela parce que les mots comptent, surtout ceux des gens qui ont le plus de pouvoir dans ce pays.

Les Canadiens se sont fait dire par le premier ministre que ceux qui ne se font pas vacciner sont des racistes ou des misogynes, et il se demande si nous devrions les tolérer. Voilà où en sont les Canadiens: ils sont divisés, en colère et dressés les uns contre les autres. Ce n'est pas ainsi qu'on devrait gouverner ce pays. Ce n'est pas ainsi qu'on devrait diriger ce pays. Ce n'est pas ainsi qu'on fait preuve de solidarité en temps de pandémie.

Dans cette motion, nous demandons un plan pour donner aux gens bon espoir que la fin est en vue. Nous ne demandons rien de radical. Nous demandons un plan pour lever les restrictions. Si personne d'autre ou aucun autre pays ne prenait ce genre d'initiative, on pourrait remettre cela en question. Or, ce n'est pas le cas.

Les pays du monde entier agissent ainsi, car ils reconnaissent que la COVID-19 est désormais endémique et que nous allons devoir vivre avec ce virus. Des médecins hygiénistes de tout le pays l'ont dit. Il ne s'agit pas d'une idée conservatrice radicale, même si c'est ainsi que les libéraux tentent de la dépeindre. Des pays comme la Suède, le Danemark, la Norvège, la République tchèque, le Royaume-Uni, l'Espagne et Israël sont tous en train de proposer des plans de levée des restrictions, s'ils ne l'ont pas déjà fait.

Pourquoi ne faisons-nous pas de même? Pourquoi n'avons-nous pas de plan? J'ai écouté les discours des députés d'en face aujourd'hui. Ils disent qu'il est impossible de concevoir un plan parce que les choses évoluent et que nous devons consulter les experts. Eh bien, qu'ils le fassent. Qu'ils aillent consulter les experts qui affirment que nous devons maintenant apprendre à vivre avec le virus et qu'ils planifient en conséquence. Cela est-il si difficile à dire pour les libéraux? Ils ont déjà fait des plans auparavant, de même que les gouvernements provinciaux, et il a fallu les modifier. Pourtant, tout ce qu'ils trouvent à dire, c'est qu'il est très difficile de faire des plans et qu'ils préfèrent donc ne pas en faire.

Les Canadiens méritent mieux que cela. Les Canadiens méritent en premier lieu un premier ministre qui fait preuve de leadership, mais pas celui dont il a fait preuve au cours des derniers mois en vilipendant et en diabolisant des Canadiens, ce qui a eu pour effet de monter les citoyens les uns contre les autres.

À mes amis d'en face, je dirai ceci: ils ont maintenant l'occasion de mener, de faire preuve de leadership et de proposer un plan, de faire savoir aux Canadiens qu'il y a de la lumière au bout du tunnel et de les unifier. Je demande aux députés libéraux d'appuyer cette

motion et de proposer un plan pour que les Canadiens sachent que leur vie pourra, un jour, reprendre son cours normal.

• (1755)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je vais m'adresser directement au député. Je pense qu'il est clair, comme il l'a mentionné, que les administrations...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je rappelle au député qu'il n'est pas autorisé à le faire. Il doit s'adresser à la présidence.

M. Kody Blois: Veuillez m'excuser, madame la Présidente. Je dirais au député d'en face, par votre intermédiaire, qu'il est très clair que les administrations changent d'approche et réévaluent les protocoles. La Dre Tam l'a clairement suggéré.

J'aimerais poser une question au député à propos de l'occupation à laquelle nous assistons à Ottawa, et des barrages installés à l'emplacement d'infrastructures essentielles dans tout le pays. Nous savons que les organisateurs des manifestations ont appelé au renversement du gouvernement. Ils ont parlé de coalitions et de rencontres avec la gouverneure générale.

Le député pourrait-il se joindre à moi aujourd'hui pour condamner publiquement ce type de comportement, qui entraîne la fermeture d'infrastructures essentielles qui sont importantes pour tous les Canadiens? Il pourrait certainement le faire avec moi maintenant.

M. Kyle Seeback: Madame la Présidente, nous nous sommes montrés très clairs aujourd'hui, et notre cheffe a été claire: on ne devrait pas bloquer les passages internationaux ni empêcher les déplacements. Ces actes doivent cesser. Nous sommes d'accord sur ce point. Cependant, aujourd'hui, à la Chambre, nous avons assisté à quelque chose d'extraordinaire. Nous avons vu tous les membres des partis de l'opposition et tous leurs dirigeants se lever pour dire qu'ils souhaitent se réunir avec le premier ministre pour que nous puissions essayer de nous entendre et de résoudre ce problème. Le premier ministre a refusé.

Le député va-t-il parler au premier ministre et lui dire qu'il faut collaborer et trouver une solution?

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, j'aime la motion d'aujourd'hui, parce qu'elle mène à la collaboration, à la participation active, à la mise en place d'un plan de déconfinement sans date, mais qui énonce simplement les étapes à remplir selon la santé publique, et il se peut que cela change.

Il y a eu des mots et des accusations sur ce qui a été fait relativement à la semaine passée. Néanmoins, je pense qu'il faut regarder vers l'avenir.

Pour mon collègue, ce plan permet-il, pour l'avenir, de laisser passer les récriminations et de vraiment travailler ensemble?

• (1800)

[Traduction]

M. Kyle Seeback: Madame la Présidente, oui, nous demandons l'établissement d'un plan, et je ne crois pas que ce soit une demande déraisonnable. Aujourd'hui, les députés d'en face nous ont dit, dans leurs discours et leurs questions, qu'il est très difficile de planifier parce que les choses peuvent changer et que, par conséquent, ils ne peuvent vraiment pas présenter de plan. Imaginons un instant si cette approche avait été adoptée en mai et en juin 1944 et si nous avions dit qu'il était très difficile de planifier une invasion de l'Europe occupée parce que les choses pouvaient toujours changer. Je suppose que nous n'aurions pas établi de plan parce que nous ne savions pas avec certitude et précision ce qui allait se passer à chaque étape. Heureusement, les libéraux n'étaient pas au pouvoir à l'époque.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, j'ai déjà parlé à la Chambre de l'état des soins de santé dans ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, parce que c'est un sujet très important. Les gens sont en difficulté. Le personnel infirmier est à bout de souffle. Les médecins sont débordés. Il faut augmenter les sommes transférées aux provinces et aux territoires.

Le député soutient-il l'appel unanime des premiers ministres qui demandent au gouvernement fédéral d'augmenter le Transfert canadien en matière de santé pour que sa participation couvre 35 % des dépenses totales en santé au Canada?

M. Kyle Seeback: Madame la Présidente, l'une des premières choses que le gouvernement libéral a faites à la fin des années 1990, lorsque le déficit atteignait des niveaux effarants, c'est de réduire les paiements de transfert aux provinces, y compris les sommes pour la santé. Le sous-financement des soins de santé est une conséquence directe des actions d'un gouvernement libéral précédent.

Oui, nous devons augmenter les dépenses en santé. C'est absolument nécessaire. Je soutiens cet appel et j'espère que les libéraux y répondront favorablement.

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole ce soir pour appuyer la motion de l'opposition conservatrice à l'étude d'aujourd'hui, qui vise à mettre fin aux confinements et aux restrictions et à procurer un plan clair aux Canadiens afin de leur redonner confiance dans notre système parlementaire. Le premier ministre a demandé aux Canadiens de faire bien des sacrifices depuis plus de deux ans, et il est temps de leur redonner espoir. Il est temps de leur donner un plan pour les prochaines étapes et de rétablir la confiance envers ce système parlementaire.

Les députés ont tous été témoins des protestations de nombreux Canadiens qui réclament le retour à la normale. Certains sont ici, à Ottawa, et d'autres bloquent des postes frontaliers, mais tant d'autres personnes partout au pays ne demandent qu'à vivre leur vie et demandent au premier ministre et au gouvernement de cesser leur campagne de peur et de division. Je communique constamment avec les citoyens de ma circonscription. Ces derniers comptent parmi les populations les plus durement touchées par les mauvaises politiques du gouvernement libéral. Ils veulent retrouver leur vie normale et leur gagne-pain sans se faire dénigrer par le gouvernement libéral.

Travaux des subsides

Je veux aussi profiter de l'occasion pour faire écho à ce qu'a dit notre cheffe conservatrice ce matin. Mes collègues et moi avons entendu le message que les manifestants sont venus nous transmettre à Ottawa, et nous n'arrêterons donc pas d'appeler le gouvernement à écouter et nous n'arrêterons jamais de défendre les Canadiens. C'est notre devoir dans cette enceinte. Le temps est venu de lever les barrages à Coutts et au pont Ambassador, pour le bien des entreprises et des citoyens. Ils ne méritent pas de continuer à souffrir financièrement. Tous les Canadiens méritent la fin des difficultés économiques.

Toutefois, pendant que les libéraux continuent leur politique de peur et de division, nous savons que le coût de la vie a augmenté. Les Canadiens doivent composer avec le prix ahurissant des maisons et une inflation jamais vue en 30 ans. La motion d'aujourd'hui est l'occasion de tendre un rameau d'olivier aux Canadiens. Finissons-en avec les exigences liées à la vaccination, laissons les Canadiens reprendre leur vie et mettons un terme aux perturbations économiques qui font mal aux gens ordinaires.

Comme mes collègues et moi le disons depuis le début, nous condamnons l'utilisation de symboles haineux et nous ne tolérons pas la profanation de monuments nationaux. Il faut aussi qu'il soit clair que les personnes qui ont commis ces actes...

• (1805)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je demanderais au député de retirer l'appareil qu'il a.

Il peut poursuivre.

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, ce qui doit être clair, c'est que les gens qui ont commis ces actes ne représentent pas la majorité des personnes qui sont préoccupées par les confinements et qui veulent que les mesures contraignantes et les restrictions soient levées. C'est M. et Mme Tout-le-Monde qui demandent que les mesures contraignantes soient levées. Ils sont venus de partout au Canada; ils sont de divers horizons et appuient différents partis politiques. Tout ce qu'ils veulent, c'est un plan de sortie de la pandémie clair pour pouvoir reprendre leur vie.

Or, à en croire le premier ministre, il s'agirait de hordes de gens en colère qui ont pris Ottawa d'assaut et qui veulent renverser le gouvernement. Comment pourrait-il le savoir, lui qui est caché à son chalet derrière son MacBook? Plus important encore, comment pourrait-il connaître les intentions réelles des Canadiens s'il refuse de les écouter? Il prend la parole pour diviser la population à des fins politiques et il fait comme s'il n'entendait pas les innombrables voix qui lui demandent d'arrêter.

Le vrai leadership unit les gens, peu importe leur point de vue, mais le premier ministre démontre quiconque ne partage pas son idéologie. Il préfère traiter les gens de racistes et de misogynes que de s'asseoir avec des personnes aux différents points de vue, dans le but d'unir le pays. Mes collègues et moi-même de l'Alberta connaissons tous trop bien la philosophie du premier ministre consistant à écarter du chemin toute dissidence. Pourquoi persiste-t-il à politiser la pandémie et refuse-t-il d'écouter les Canadiens, qui ont assez souffert?

Travaux des subsides

Nous avons pu constater en Alberta la manière dont les protestants des deux camps ont décidé de perpétuer le climat de peur et de division alimenté par le gouvernement libéral. À la dernière fête du Canada, le ministre de la Santé de l'Alberta à l'époque a été harcelé par des manifestants qui s'en sont pris à lui devant ses enfants et son épouse. Ces comportements ne sont pas représentatifs du Canada. Ce n'est pas l'image que nous voulons projeter sur la scène internationale. Toutefois, lorsque le moment est venu d'unir les Canadiens pour lutter contre la pandémie, pendant que se déroulaient les feux de forêt en Colombie-Britannique et la chute de l'Afghanistan, le premier ministre a déclenché, par égoïsme, des élections de 630 millions de dollars pour tirer profit du climat de peur et de division qu'il avait créé. Quelle sorte de leader approuverait cette tactique?

Nous sommes arrivés à un point, dans ce pays, où nous devons évaluer les actions du premier ministre et non pas seulement ses formules vides. Nous devons nous demander si nous le laisserons continuer à diviser les Canadiens et à nous faire vivre dans la peur. Nous croyons tous à la science et aux données probantes, mais nous croyons également à l'importance de défendre ce pays et ses valeurs.

Les directeurs de la santé publique de partout au Canada réclament la fin des restrictions. La Dre Tam, la Dre Henry, le Dr Moore, la Dre Hinshaw, le Dr Shahab: tous affirment qu'il est temps que le Canada revienne à la normale. Si le Canada veut que son histoire demeure une épopée formée des plus brillants exploits, le gouvernement devrait commencer à écouter la science, les faits et la population. Il faut mettre fin aux confinements et aux restrictions.

Au total, 90 % des Canadiens sont vaccinés. La plupart des provinces fournissent des tests de dépistage rapide au public, et le nombre de cas ne cesse de baisser. Partout dans le monde, des pays comme l'Irlande, la Suède, la Norvège, Israël, la République tchèque, le Royaume-Uni, l'Espagne et le Danemark font tomber les mesures de protection contre la COVID, y compris le passeport vaccinal. On peut en dire autant de nombreux États des États-Unis, de l'Alberta et de la Saskatchewan. Nos alliés écoutent la science, mais surtout, la population. Pourquoi le premier ministre continue-t-il de faire la sourde oreille?

Je rappelle également que les conservateurs ne sont pas les seuls à réclamer la fin des restrictions. Les députés libéraux de Louis-Hébert et de Marc-Aurèle-Fortin ont eux aussi exprimé leur ras-le-bol. Le député de Louis-Hébert nous assure même qu'il n'est pas le seul à éprouver un certain malaise en voyant la direction que prend le gouvernement. Le député de Louis-Hébert ne fait pas partie de la minorité francophone. Ces propos ne font pas de lui un raciste ni un misogyne, et on peut en dire autant des manifestants et des Canadiens qui demandent au premier ministre de cesser d'alimenter la peur et la division.

J'ai moi-même constaté, dans ma propre demeure, les effets des confinements et des restrictions en tout genre. Ma fille souffre d'une forme extrêmement grave d'anxiété, et nous avons dû la retirer de l'école parce qu'elle était incapable de composer avec autant de bouleversements simultanés. Ce n'était pas sa faute. Nous comprenions que nous étions en pleine pandémie, mais pour elle, les confinements étaient une source extrême de stress traumatique.

• (1810)

Je ne peux qu'imaginer les autres familles et ce qui se passe chez elles. Nous le devons bien aux parents et aux enfants. Nous devons commencer à vivre et à aller de l'avant.

Je pense au genre de pays que je veux pour mes filles. Je veux qu'elles grandissent sans avoir peur d'avoir leurs propres idées. Je veux qu'elles soient fières d'elles-mêmes et de leurs convictions. Je crois sincèrement que c'est aussi ce que veulent tous les députés pour les générations futures.

C'est l'occasion pour nous de mettre fin aux beaux discours, à la peur et à la division et de laisser les Canadiens reprendre une vie normale. Il est temps pour le premier ministre de cesser de politiser la pandémie et de commencer à écouter les Canadiens. Il est temps d'écouter la population.

Les Canadiens ont besoin d'espoir, maintenant plus que jamais. Ils ont besoin de leadership et ils ont besoin d'être unis. Ils ont besoin qu'on arrête de les traiter de tous les noms. Ils ont besoin de vrai leadership maintenant. Ils ont besoin d'un plan pour l'avenir. Ils veulent voir la lumière qui les guidera hors de cette obscurité. Il est temps d'intervenir et de garder notre pays uni, fort et libre.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais apporter une correction à ce qui a été dit. Je reconnais tout à fait que la Dre Tam n'a jamais suggéré de mettre un terme à toutes les exigences ni à tous les protocoles en matière de vaccination, mais qu'elle a plutôt recommandé de revoir les mesures actuelles. Je pense qu'il est important de souligner cette distinction.

J'aimerais m'adresser au député d'en face. Lors de la période des questions, sa collègue, la députée de Lambton—Kent—Middlesex, a essentiellement demandé au premier ministre pourquoi il n'avait pas mis un terme aux exigences vaccinales puisque c'est ce qu'attendent les manifestants pour dégager les rues et retourner chez eux.

Dans son allocution, le député a mentionné que le Canada ne fait pas les choses ainsi. Suggère-t-il qu'au Canada, on laisse la loi de la rue et les manifestants illégaux déterminer quelles décisions doit prendre le gouvernement, sans égard au fait que la pandémie de COVID-19 a certes pris un nouveau virage? En ce qui concerne l'idée de tout annuler immédiatement, il a insinué que le gouvernement devrait accepter toutes les revendications et se plier à la loi de la rue pour diriger notre pays.

Est-ce le genre de pays qu'est le Canada d'après lui?

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, je remercie le Cabinet du premier ministre de cette question.

Lors de la période des questions aujourd'hui, j'ai entendu le ministre des Transports rappeler aux Canadiens que la pandémie n'est pas terminée. Je demande au député qui a posé cette question et au ministre des Transports pourquoi cet argument n'a pas empêché le premier ministre de déclencher une élection générale inutile pour des raisons égoïstes? Il s'agit de l'élection générale la plus coûteuse de toute l'histoire du Canada, pour en arriver pratiquement au même point.

Travaux des subsides

Peut-être que le député pourrait s'adresser au Cabinet du premier ministre et lui poser la question au nom de tous les Canadiens. En effet, les Canadiens méritent de savoir pourquoi, alors que la quatrième vague de la pandémie faisait rage, le premier ministre était tout à fait à l'aise de faire campagne dans Brampton et de parcourir...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de Beauport—Limoilou a la parole.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, je reviens sur le plan de déconfinement. Actuellement, le Québec et les provinces canadiennes dans l'ensemble prennent des décisions en fonction de la fragilité des systèmes de santé. Cette fragilité est causée par 30 ans de désinvestissement.

Dans le plan de déconfinement, ne serait-il pas avisé d'augmenter les transferts en santé jusqu'à 35 %, ce qui est encore moins que les ententes constitutionnelles?

[Traduction]

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, il faut avoir une discussion vraiment sérieuse au sujet des soins de santé au pays, car les choses ne se sont absolument pas améliorées ces six dernières années. Nous tous, tous les députés de tous les partis, devrions collaborer. Plutôt que de politiser la pandémie, nous aurions dû chercher des moyens d'améliorer les choses dans le pays.

Tout ce que nous demandons, c'est un plan. Qu'on nous donne des paramètres. Qu'on nous donne quelque chose. À la période des questions, aujourd'hui, le premier ministre n'a cessé de parler des vaccins. Notre taux de vaccination est déjà de 90 %. Qu'on nous dise quel est le seuil. Quand cela va-t-il finir? Quand les Canadiens pourront-ils à nouveau avoir confiance en cette Chambre, confiance qui a été brisée par le gouvernement libéral?

Qu'on nous donne des paramètres afin qu'on puisse au moins donner de l'espoir aux Canadiens...

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, les changements d'orientation de la part du gouvernement fédéral ont été légion depuis le début de la pandémie. Je me permets d'en énumérer quelques-uns.

En janvier 2020, la Dre Tam a déclaré devant le comité de la santé de la Chambre des communes que la transmission par les personnes asymptomatiques était rare, et que ce n'était pas ce type de transmission qui pouvait déclencher une épidémie.

En février 2020, la ministre de la Santé en poste a affirmé que la fermeture des frontières n'était pas du tout efficace pour contrôler la propagation de la maladie.

En mars 2020, la Dre Tam a déconseillé le port du masque par tous. Le Canada a été l'un des derniers pays à reconnaître que la COVID-19 se transmettait principalement par des particules en suspension dans l'air et à prendre des mesures à cet égard.

En janvier 2021, le premier ministre a dit qu'il s'opposait à l'idée d'imposer un passeport vaccinal obligatoire, affirmant que cela risquait de diviser la société.

Enfin, en mai 2021, la Dre Tam a indiqué que les provinces pourraient commencer à lever les restrictions en toute sécurité si 75 % de la population canadienne recevait au moins une dose de vaccin contre la COVID-19 et que 20 % de la population en recevait deux.

Mon collègue croit-il que nous pourrions établir un plan malgré les changements constants des orientations politiques, sans parler de l'évolution continue d'Omicron et de la maladie?

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, le député fait ressortir une chose dont j'ai parlé dans mon allocution, c'est-à-dire la confiance. Je crois que les Canadiens ont perdu une bonne partie de leur confiance envers le gouvernement libéral, en raison de ses politiques inefficaces et ses multiples volte-face. Ce gouvernement, selon les dires du premier ministre, ne devait pas déclencher d'élections l'an dernier. La Chambre avait adopté une motion et il a changé son fusil d'épaule...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a la parole.

M. Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureux d'avoir l'occasion de m'adresser aux gens de ma circonscription et aux Canadiens à ce sujet et de leur faire part de mes réflexions. Il s'agit d'un sujet important, qui mérite un débat sérieux et approfondi. Le sujet suscite beaucoup trop de partisanerie, y compris aujourd'hui, et ce, des deux côtés de la Chambre.

Comme la plupart des sujets dont nous sommes saisis, il comporte des zones grises. Il y a des Canadiens qui soutiennent fermement que toutes les restrictions et les exigences relatives à la vaccination devraient être abandonnées, et il y a bien d'autres Canadiens qui pensent tout le contraire.

J'ai eu l'occasion d'intervenir au cours du débat d'urgence et, bien que beaucoup de choses aient été dites aujourd'hui sur les manifestations et les barrages, je tiens à dire ceci. La liberté de réunion pacifique est un droit constitutionnel. Les barrages qui perturbent le commerce, les activités des entreprises et la vie des gens ne le sont pas. Que ceux qui font entrave à la circulation veuillent bien rentrer chez eux. J'implore tous les ordres de gouvernement de fournir à la police le soutien et les ressources nécessaires pour mettre fin immédiatement aux barrages illégaux. La primauté du droit doit continuer à régner au Canada.

En ce qui concerne la question à l'étude aujourd'hui, précisons qu'une pandémie est une situation inhabituelle. C'est la première que nous avons vue au cours de notre vie. Les gouvernements ont fait de leur mieux dans les deux dernières années. Lorsque je parle des gouvernements, je parle de tous les gouvernements, que ce soit à l'échelle fédérale, provinciale ou internationale. Ils doivent se fonder sur les données scientifiques pour prendre des décisions. Le virus a évolué, et les choses ont changé. Les gouvernements doivent s'adapter et communiquer de façon constante. Ils font de leur mieux, même si nous n'approuvons pas toujours leurs décisions.

Travaux des subsides

Le Canada a un taux de mortalité bien plus bas que les États-Unis, notamment parce que le Canada perçoit la liberté différemment. Nous savons que la liberté est importante, mais elle vient avec des responsabilités. Il faut parfois restreindre les libertés lorsque la liberté des uns entre en conflit avec celle des autres. Les gens ont tout à fait le droit de ne pas se faire vacciner si c'est ce qu'ils veulent, mais devraient-ils alors conserver le droit de travailler auprès des plus vulnérables et des personnes âgées? Ces décisions ne sont pas faciles à prendre. Il incombe aux gouvernements élus de les prendre.

Durant la pandémie, il est arrivé que les Canadiens aient été mécontents des mesures prises par les gouvernements fédéral et provinciaux. Moi-même, au début de la pandémie, je suis allé manifester à l'extérieur d'un centre de soins de longue durée au Québec quand le gouvernement québécois a déclaré que les aidants naturels et les membres de la famille ne pouvaient plus rendre visite à leurs parents âgés et frères. Je savais que mon père, dans cet établissement de soins de longue durée, ne recevrait pas des soins appropriés, peu importe les efforts du personnel, si sa famille, sa femme et ses fils, ses aidants naturels, ne pouvaient être avec lui. Cette politique était cruelle. Quand j'ai finalement revu mon père des mois plus tard, il était resté cloué au lit tout ce temps-là. Avant la pandémie, il était en mesure de marcher d'un bout à l'autre de sa chambre. Après la pandémie, il ne pouvait même plus marcher.

Des Canadiens ayant des enfants avec des problèmes de santé mentale m'ont contacté parce que les écoles étaient fermées. J'ai des amis qui possèdent un gymnase et un autre qui gère une ligue de basket-ball. Les sports comptent tellement pour la santé mentale et physique des Canadiens. Comment pourrais-je justifier que leurs activités sont annulées, alors que d'autres entreprises comparables demeurent ouvertes? Comment peut-on expliquer aux églises et aux synagogues qu'elles doivent fermer, alors que d'autres établissements peuvent demeurer ouverts?

La plupart de ces restrictions sont provinciales; elles ne sont pas fédérales. Par contre, il y a des restrictions fédérales qui ont eu de grandes répercussions pour la population. Pendant plus d'un an, les gens ne pouvaient pas recevoir leurs proches en visite au Canada, et les gens doivent passer des tests plusieurs fois, même s'ils sont vaccinés, quand ils veulent traverser la frontière.

Je veux que tout le monde comprenne que j'ai vraiment entendu ce que les manifestants et d'autres ont dit. Je comprends que certains sont très en colère, surtout après avoir vécu deux ans de pandémie. Cependant, j'ai aussi entendu les récits de professionnels de la santé qui travaillent héroïquement et presque sans répit depuis deux ans. Plus de patients ont été hospitalisés en raison de la COVID en janvier 2022 qu'à tous les autres mois depuis le début de la pandémie. Les travailleurs nous avertissent que, sans restrictions pour ralentir la transmission, notre système de la santé pourrait s'effondrer. J'ai aussi eu des messages de beaucoup d'ainés vulnérables qui auraient peur de fréquenter des lieux intérieurs si tout le monde ne portait pas de masque et n'était pas vacciné.

● (1820)

Je le dis parce que c'est difficile. Les gouvernements essaient de trouver un équilibre entre respecter la liberté de chacun, prendre soin des populations vulnérables et renforcer notre système de santé. Les gouvernements essaient de trouver un équilibre entre santé physique et santé mentale. Nous devons nous fier aux données scientifiques, tout en faisant preuve de discernement et en écoutant

les Canadiens, afin de trouver des mesures sanitaires qui tiennent compte de tous ces facteurs.

Je suis d'avis que le gouvernement du Canada, tout comme les gouvernements provinciaux, doit prendre les devants et expliquer quand et dans quelles circonstances certaines restrictions seront levées. De telles mesures sont exceptionnelles et nous devons nous assurer que les Canadiens comprennent pourquoi elles sont en place et quand elles seront levées.

Selon moi, les toutes premières restrictions qui mériteraient d'être réévaluées sont celles qui concernent les Canadiens vaccinés. Quand les avis recommandant de ne pas voyager à l'étranger seront-ils levés? Avons-nous vraiment besoin de tester les voyageurs à l'aéroport alors qu'ils ont déjà passé un test juste avant leur départ? J'espère que nous entendrons bientôt ce qui se décidera pour ce type de restrictions.

Je ne crois toutefois pas qu'il faille abolir toutes les exigences et les restrictions. C'est la vaccination qui nous permettra de sortir de cette pandémie. Les personnes vaccinées sont bien moins susceptibles d'en infecter d'autres et moins susceptibles de paralyser nos hôpitaux car elles courent moins de risques de tomber très malades, de se retrouver aux soins intensifs ou de mourir. Les exigences liées aux vaccins restent importantes, tout comme le port du masque dans les espaces intérieurs, car nous savons que la transmission du virus se fait habituellement dans des espaces intérieurs mal ventilés.

Simplement demander la fin de toutes les restrictions et de toutes les exigences d'un seul coup ne respecte pas les principes scientifiques. Je conviens que nous devons aller de l'avant et assouplir des restrictions, mais il faut aussi comprendre que si un variant hautement transmissible et mortel fait son apparition, il faudra peut-être rétablir certaines mesures.

Je suis toutefois d'accord avec le fait que chaque ordre de gouvernement doit communiquer efficacement à la population ses plans concernant toutes les restrictions, expliquer leur raison d'être et indiquer à quel moment elles seront levées. C'est important que tous les gouvernements agissent ainsi.

Je tiens à conclure mon discours en soulevant un dernier point important, qui a été mentionné par plusieurs de mes collègues aujourd'hui, à savoir la capacité d'intensification dans les hôpitaux. Si nous avons dû recourir si souvent à des mesures comme le couvre-feu au Québec, qui étaient très impopulaires et perturbatrices pour la population, c'est notamment parce que nous n'avons pas la même capacité d'intensification que d'autres pays. Nos hôpitaux sont débordés lorsqu'ils atteignent un certain nombre de patients, tant dans les services de soins généraux que dans les unités de soins intensifs.

Le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership. La députée de Calgary Nose Hill a fait une excellente déclaration de députée la semaine dernière. Je pense comme elle que le gouvernement fédéral doit collaborer avec les provinces pour établir des normes sur la capacité d'intensification de la même façon qu'il l'a fait pour établir des normes nationales sur les soins de longue durée. Le gouvernement fédéral doit financer les provinces à cette fin, car ce n'est que lorsque la capacité d'intensification augmentera dans les établissements de santé que nous ne craignons plus d'avoir à imposer autant de restrictions.

Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de prendre la parole ce soir.

• (1825)

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinipi—Rivière Churchill, PCC): Madame la Présidente, on aurait dit que, dans son discours empreint de compassion, mon collègue de Mont-Royal allait appuyer notre motion sur cette question. Je lui en suis très reconnaissant.

Récemment, le député de Louis-Hébert a révélé que, avant la dernière campagne électorale, la direction du Parti libéral avait décidé d'adopter une approche qui divise et qui stigmatise les Canadiens. Cette décision a été prise à des fins politiques, quel qu'en soit le coût. Selon un sondage mené juste après les élections, 77 % des Canadiens estiment que le pays est plus divisé que jamais. Il ne faut pas se leurrer: c'est l'héritage que le premier ministre et son gouvernement nous laisseront.

Mon collègue de Mont-Royal croit-il comme son collègue du Québec que l'héritage du gouvernement sera un pays divisé?

M. Anthony Housefather: Madame la Présidente, non, j'essayais de faire valoir dans mon discours que nous ne devrions pas être partisans, mais plutôt faire preuve de rigueur sur ce dossier. La question était, malheureusement, très partisane.

Le fait d'attaquer le premier ministre et de faire des allégations à son sujet pour diviser le pays et le caucus libéral est tout aussi inacceptable que les faits allégués par le député. Rien ne permet de croire que quiconque ici veuille nuire aux Canadiens. Nous voulons tous les rassembler. Nous voulons tous faire le maximum pour ce pays. Nous avons des points de vue différents sur la façon de le faire.

J'ai beaucoup de respect pour mon collègue de Louis-Hébert, mais je ne suis pas ici pour parler de ce qu'il a dit. J'ai fait un discours de 10 minutes, et le député peut me poser des questions à ce sujet.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, je vais revenir sur l'idée en conclusion de mon collègue selon laquelle des choses peuvent changer et que le plan pourrait être rajusté.

Justement, un plan bien fait prévoit des rajustements et des explications très clairement communiquées à la population.

Qu'en pense mon collègue?

M. Anthony Housefather: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord sur tout ce que ma collègue a dit.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Comme il est 18 h 28, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

Le vote porte sur la motion.

[Français]

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

L'honorable député de Mégantic—L'Érable a la parole.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

Motion d'ajournement

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Conformément à l'ordre adopté le jeudi 25 novembre 2021, le vote par appel nominal est reporté au 14 février 2022, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je soupçonne que si vous demandez l'opinion de la Chambre, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 18 h 43, afin que nous puissions passer à l'ajournement.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1830)

[Traduction]

L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, en novembre dernier, j'ai posé une question à la Chambre concernant les inondations en Colombie-Britannique. En tant que porte-parole du NPD en matière de protection civile et de résilience aux changements climatiques, je voulais que le ministre m'assure que le gouvernement fédéral serait là pour aider les collectivités touchées. En particulier, j'ai parlé du problème que pose l'exigence pour les municipalités d'assumer 20 % des coûts si elles veulent toucher du financement fédéral pour aider les sinistrés et reconstruire après la catastrophe.

J'ai donné l'exemple de Princeton, un village d'environ 2 800 habitants au budget annuel de quelque 3 millions de dollars. Trois cents personnes ont perdu leur maison à Princeton en raison des récentes inondations causées par le débordement des rivières Tulameen et Similkameen. On a estimé le coût des travaux de restauration à 10 millions de dollars, ce qui signifie qu'il en coûterait 2 millions de dollars à Princeton. Cela doublerait pratiquement son budget annuel. Il est évident que cette part de 20 % ne fonctionne pas pour les petites municipalités.

J'ai obtenu une réponse plutôt positive à ma question. Le ministre a dit que le gouvernement serait là pour les gens de la Colombie-Britannique et qu'un comité mixte composé de représentants des gouvernements fédéral et provincial était en voie d'être formé pour coordonner l'aide aux sinistrés et communiquer avec les dirigeants municipaux.

Motion d'ajournement

Aujourd'hui, j'ai discuté avec Spencer Coyne, le maire de Princeton, pour savoir comment les choses allaient trois mois après les inondations. Il était, je dirais, peiné de me répondre que les choses ne vont pas bien. Il y a toujours 300 personnes qui n'ont pas pu rentrer chez elles. Le financement de la Croix-Rouge pour abriter les personnes touchées par les inondations devrait arriver à sa fin la semaine prochaine, mais il pourrait être prolongé d'un autre mois. C'est encore l'hiver à Princeton, et l'évaluation complète des dommages ne pourra être menée qu'avec la fonte du printemps, plus tard au mois de mars. De récentes estimations indiquent que l'estimation initiale de 10 millions de dollars pour les réparations était peut-être très optimiste et que le coût réel pourrait même avoisiner les 20 millions de dollars.

J'ai demandé au maire qu'il me parle notamment des communications avec le gouvernement fédéral, et il m'a répondu qu'on lui avait transmis un numéro pour communiquer avec le Cabinet du premier ministre. Il a composé ce numéro et s'est fait répondre en gros de se tourner vers la province. Or, la province contribue déjà aux efforts de reconstruction et elle participe aux réparations urgentes et offre d'autres mesures de soutien.

M. Coyne a ajouté que le gouvernement fédéral pourrait accorder des fonds d'urgence aux 300 personnes qui sont toujours à la rue. On lui a dit que les négociations concernant l'aide du fédéral étaient toujours en cours, et il m'a demandé d'implorer le gouvernement d'accélérer le processus afin que les fonds soient débloqués le plus rapidement possible. Le maire a dit avoir l'impression que le gouvernement voulait d'abord obtenir des détails sur l'ensemble des dommages alors que ces détails et le montant total des dommages ne seront pas connus avant plusieurs mois. J'ajouterais qu'une autre municipalité de la région, Merritt, a le même problème avec ses 800 résidents qui sont toujours sans logis.

En résumé, les petites municipalités comme Princeton et Merritt souffrent, pas seulement en raison des inondations, mais aussi en raison de la bureaucratie qui n'est pas du tout adaptée aux petites villes comme elles et qui leur laisse assumer un fardeau financier qui est tout simplement trop important pour elles en cette période de grande nécessité.

M. Yasir Naqvi (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de ses observations.

Le gouvernement est pleinement conscient des conséquences profondes que les inondations de novembre ont eues sur des localités dans la région du député. Nos pensées accompagnent toujours toutes les personnes qui ont été touchées par cette tragédie.

Le gouvernement fédéral est résolu à être un partenaire solide dans les efforts d'intervention et de rétablissement après cette catastrophe. Depuis le début, nous avons été là pour la Colombie-Britannique dès que la province a demandé notre aide. Nous avons approuvé une demande d'aide fédérale que le gouvernement provincial a présentée le 17 novembre 2021, le jour même où elle a déclaré l'état d'urgence. Au plus fort des mesures d'intervention, tout près de 750 membres des Forces armées canadiennes ont été déployés en Colombie-Britannique. Les forces armées ont facilité les évacuations, offert un soutien logistique et participé aux initiatives d'atténuation des inondations pour protéger les infrastructures essentielles et les propriétés.

Immédiatement après cette catastrophe, le gouvernement a également annoncé qu'il allait verser un montant équivalent à chaque dollar donné par les Canadiens au fonds de secours de la Croix-Rouge à la suite des inondations et des événements météorologiques extrêmes en Colombie-Britannique. Avec le soutien provincial, chaque don de un dollar se transformait en trois dollars pour les habitants de la province. Grâce à la générosité des Canadiens, à la fin de la période de collecte de fonds, tout près de 19 millions de dollars avaient été amassés. Je suis heureux d'informer le député d'en face qu'en date du 17 janvier 2022, la Croix-Rouge a déjà distribué plus de 17 millions de dollars en aide financière d'urgence liée aux évacuations à plus de 7 200 foyers admissibles. Son travail se poursuivra dans les prochains mois.

Alors que les localités continuent à se relever de cette catastrophe, le gouvernement sait qu'il y a beaucoup de travail à faire pour mieux reconstruire et accroître la résilience. Nous savons que la tâche est de taille. Le Bureau d'assurance du Canada estime que cette catastrophe à elle seule a entraîné des dommages aux biens assurés d'environ 515 millions de dollars, un sommet pour l'année passée.

Vu les effets des changements climatiques, les phénomènes météorologiques extrêmes en Colombie-Britannique et ailleurs au Canada seront de plus en plus graves et fréquents. Nous avons donc formé un comité mixte avec la province de la Colombie-Britannique pour faire avancer ces dossiers ensemble. Par l'entremise de ce comité, nos gouvernements travailleront avec les dirigeants autochtones pour rebâtir la Colombie-Britannique et mieux protéger la population des futurs événements climatiques, pour mettre en place des communautés plus propres et plus saines et pour soutenir les efforts déployés par le Canada pour atteindre ses objectifs climatiques.

Ce comité est présidé par mon collègue, le ministre de la Protection civile, et son homologue provincial, le ministre Farnworth. La première réunion du comité, qui s'est tenue en décembre, a permis de présenter quelques-unes des priorités clés qui orienteront ses travaux. Lors de la deuxième réunion, qui a eu lieu plus tôt cette semaine, les membres ont discuté de l'importance d'accroître la capacité et la résilience des infrastructures et des collectivités. Ce travail nécessitera un effort collectif et une approche intégrée qui reconnaîtra la contribution importante des partenaires autochtones.

Je remercie encore une fois le député d'avoir soulevé cet enjeu primordial. Le gouvernement maintient son engagement envers le bien-être des habitants de sa circonscription et de tous les Britannico-Colombiens. Nous continuerons à travailler avec tous nos partenaires pendant le processus de reconstruction.

• (1835)

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, je remercie le député pour sa réponse. J'aimerais demander au secrétaire parlementaire, ou peut-être au ministre, de contacter les maires de Princeton et de Merritt pour qu'ils témoignent en direct de leurs déboires et vicissitudes.

J'aimerais élargir la discussion et parler d'avenir, tout comme le député l'a fait. Depuis le peu de temps que je suis député, j'ai assisté à plusieurs graves inondations dans ma propre circonscription. Ces inondations sont de plus en plus fréquentes au pays, comme il l'a indiqué. Les feux de forêt sont de plus en plus fréquents et dévastateurs. Le dôme de chaleur de l'été dernier a tué des centaines de Canadiens.

Nous avons déjà parlé à la Chambre du coût futur des changements climatiques et de l'inaction, mais nous devons déjà payer la note. Ces coûts ne diminueront pas pendant le cours de notre vie, ils ne feront qu'augmenter. Il est temps que le gouvernement réalise que nous ne devons pas seulement lutter contre les changements climatiques, mais aussi mettre de côté des sommes importantes pour les collectivités, les grandes et surtout les petites, afin de protéger...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Yasir Naqvi: Madame la Présidente, je souhaite remercier le député pour les points importants qu'il soulève.

Concernant son premier point, je tiens à lui assurer que dans le cadre des Accords d'aide financière en cas de catastrophe, nous travaillons étroitement avec le gouvernement de la Colombie-Britannique. Il nous a fourni une première évaluation que nos fonctionnaires sont en train d'étudier pour définir les types de soutien envisageables.

Je suis d'accord avec le député d'en face. Le changement climatique est bien réel et il a d'énormes répercussions sur les conditions météorologiques. Nous devons travailler ensemble, travailler mieux et travailler plus fort pour faire en sorte de bâtir des infrastructures résilientes. Si le député d'en face prend connaissance de la lettre de mandat remise au ministre, il constatera que le premier ministre insiste auprès du ministre pour que soient construites des infrastructures résilientes afin que les collectivités puissent résister...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, c'est un privilège de pouvoir intervenir à nouveau ce soir pour discuter des inondations dévastatrices qui ont frappé la Colombie-Britannique l'automne dernier. Je sais qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour réparer les infrastructures et rebâtir dans la foulée de ces inondations extrêmes.

Pour bien des Canadiens, les feux de forêt et les inondations de l'an dernier ont été le signal que nous vivons les conséquences de la crise climatique. Il s'agit d'une situation d'urgence causée par l'être humain, et nous payons le prix d'années d'inaction sur le plan climatique.

Dans ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, ce sont les communautés des Premières Nations qui ressentent le plus les répercussions des inondations. Lorsque j'ai parlé avec la cheffe Roxanne Harris, l'automne dernier, elle m'a fait part de sa frustration et de la difficulté qu'elle avait à obtenir rapidement de l'aide fédérale afin que la Première Nation des Stz'uminus puisse recevoir le soutien nécessaire. En raison de ces délais, les dommages causés par les inondations se sont transformés en dommages causés par la moisissure, ce qui a mis la santé des gens en danger. Cette moisissure aurait pu être évitée si l'aide nécessaire avait été envoyée immédiatement.

Bien qu'il soit très important de tirer des leçons des inondations de l'an dernier, pour trop de communautés des Premières Nations, ce n'était pas un événement isolé. La crise a mis en lumière des décennies d'échec du gouvernement fédéral à soutenir les infrastructures des Premières Nations. À mesure que la crise climatique s'amplifie, nous savons que des infrastructures déjà poussées à leurs limites seront incapables de tenir.

Motion d'ajournement

Le chef Wyse de la Première Nation Snuneymuxw a souligné que les inondations sont une réalité annuelle dans sa communauté. Chaque année, elles forcent des membres de la communauté à quitter leur foyer. La Première Nation tente toujours de trouver des fonds pour mettre à niveau ses infrastructures le long des berges, mais le problème n'est pas nouveau. C'est une crise qu'elle doit affronter chaque année.

Les Premières Nations Stz'uminus et Snuneymuxw ont toutes deux fait savoir que leurs lieux de sépulture sacrés souffraient de l'érosion chaque année. C'est honteux. Aucun Canadien ne devrait avoir à fuir sa maison chaque année ou à s'inquiéter de l'intégrité du cimetière où reposent ses proches, mais c'est la réalité de trop de communautés autochtones.

Bien que le gouvernement libéral parle beaucoup de soutien aux communautés autochtones, nous ne voyons pas les investissements urgents dont nous avons besoin dans les infrastructures autochtones partout au Canada. Qu'il s'agisse de l'île de Vancouver et de ses infrastructures visant à atténuer les inondations, de la Première Nation de Kashechewan dans le Nord de l'Ontario, où des centaines de personnes doivent être évacuées chaque année, ou d'Iqaluit, qui continue de déployer des efforts considérables pour que la population ait accès à de l'eau potable, nous devons revoir en profondeur le processus pour que les collectivités obtiennent le soutien dont elles ont besoin à mesure que l'urgence climatique s'aggrave.

En tant que députée, l'un des problèmes les plus frustrants auxquels je fais face se produit lorsque les Premières Nations cherchent du soutien et que le gouvernement fédéral semble seulement pouvoir les mener à des impasses. Un très grand nombre des programmes que le gouvernement aime citer ont cessé depuis des années parce que la demande de soutien était trop forte et que le financement fourni par le gouvernement ne répondait pas aux besoins des communautés.

Les communautés autochtones au Canada sont en première ligne de l'urgence climatique et ont sonné l'alarme sur l'échec du gouvernement fédéral à y répondre. À maintes reprises, les connaissances des peuples autochtones et leur lien à la terre ont été ignorés ou minimisés lorsqu'ils ont exprimé de sérieuses préoccupations au sujet de l'évolution rapide du climat. C'est d'autant plus troublant que l'histoire de la colonisation a été marquée par la réinstallation forcée des communautés autochtones dans certaines des régions les plus susceptibles d'être touchées par les changements climatiques. Il faut tirer des leçons de l'histoire du Canada, sinon nous ne faisons que prolonger la honteuse histoire coloniale du pays.

Ma question au gouvernement est la suivante: à quel point la crise climatique doit-elle s'aggraver pour qu'il crée un plan d'action concret contre les changements climatiques en véritable collaboration avec les communautés autochtones, comme les nations Stz'uminus, Snuneymuxw, Lyackson et Snaw-naw-as?

● (1840)

M. Francis Drouin (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à reconnaître que nous sommes sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe.

Motion d'ajournement

Les effets des changements climatiques se font ressentir partout au Canada, mais il est indiscutable que les collectivités autochtones et du Nord comptent parmi les plus touchées. Le gouvernement partage les inquiétudes de la députée au sujet des inondations sans précédent de novembre dernier, qui ont forcé d'innombrables personnes à quitter leur foyer et qui ont érodé des terres et détruit des routes en Colombie-Britannique. Nous ne pouvons qu'imaginer à quel point les événements climatiques extrêmes de l'an dernier ont été éprouvants pour les familles et les collectivités touchées.

Nous restons en contact étroit avec les dirigeants des Premières Nations et les collectivités touchées afin qu'ils obtiennent l'aide dont ils ont besoin. Tout comme ce fut le cas à l'occasion de diverses crises récentes, les dirigeants des Premières Nations ont fait preuve d'une force et d'une résilience incroyables sous la pression du fait qu'ils devaient gérer une situation complexe et en constante évolution. Services aux Autochtones Canada est déterminé à continuer d'aider les dirigeants des Premières Nations à obtenir les renseignements ou les ressources dont ils ont besoin pour garder les membres de leurs communautés en sécurité et pour qu'ils soient soutenus.

Depuis les incendies de l'été dernier, Services aux Autochtones Canada a accordé un montant supplémentaire de 6,2 millions de dollars à la Société de services d'urgence des Premières Nations dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences. Ces fonds ont permis à la Société de services d'urgence des Premières Nations d'aider des Premières Nations à intervenir lors des événements dévastateurs de l'année dernière et à se relever, notamment en procédant à une évaluation rapide des dommages dans les communautés touchées par des inondations. Services aux Autochtones Canada a également versé 578 000 \$ au Conseil des leaders des Premières Nations pour soutenir ses organismes membres.

En Colombie-Britannique, le gouvernement a conclu une entente de service avec Gestion des urgences Colombie-Britannique pour fournir des services de gestion des urgences dans les réserves comparables à ceux offerts dans d'autres collectivités de la province. Dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences, le ministère rembourse aux Premières Nations ainsi qu'aux provinces, aux territoires et aux tiers fournisseurs de services d'urgence autorisés 100 % des coûts d'intervention et de rétablissement admissibles. Nous travaillerons assidûment avec Gestion des urgences Colombie-Britannique pour veiller à ce que les fonds soient versés rapidement aux communautés.

Le protocole d'entente tripartite sur les services de gestion des urgences conclu avec le Conseil des leaders des Premières Nations, la Colombie-Britannique et Services aux Autochtones Canada prépare également le terrain pour une approche trilatérale. Nous collaborons avec la Colombie-Britannique et le Conseil des leaders des Premières Nations pour transformer l'entente bilatérale actuelle en une entente trilatérale, comme le prévoit le protocole d'entente et le souhaite des dirigeants des Premières Nations, à la lumière des opinions qu'ils ont émises.

Nous nous sommes engagés à cheminer vers la reconnaissance effective des Premières Nations dans l'ensemble des sphères de la gestion des urgences et à renforcer leurs capacités en la matière. Services aux Autochtones Canada a aidé la Société de services d'urgence des Premières Nations à coordonner les activités d'une équipe de soutien interorganisationnelle composée notamment de la Régie de la santé des Premières Nations, du Conseil des leaders des Premières Nations et du personnel régional d'Emergency Manage-

ment BC, qui est l'organisme britanno-colombien responsable de la gestion des urgences.

Les représentants de Services aux Autochtones Canada se réunissent régulièrement avec les chefs et les représentants des communautés autochtones touchées par les récentes inondations afin de discuter du dossier et d'y donner suite en fonction de leur situation et de leurs besoins. Le gouvernement du Canada sera là pour ces gens tant que les travaux de rétablissement ne seront pas terminés, car il tient à ce que les membres des Premières Nations puissent continuer à vivre leur vie en toute sécurité.

• (1845)

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de sa réponse, mais les actions du gouvernement depuis six ans parlent d'elles-mêmes. Personne ne peut nier que les résultats ne sont pas à la hauteur des besoins. La crise climatique empire, et le gouvernement continue de rater ses cibles.

Les néo-démocrates ont proposé des mesures législatives audacieuses pour que le Canada consacre des sommes conséquentes aux communautés autochtones tout en luttant contre la crise climatique.

Je pense par exemple au projet de loi C-245, qui a été présenté par ma collègue et qui obligerait la Banque de l'infrastructure du Canada à accorder la priorité aux communautés autochtones et nordiques dans la lutte contre les changements climatiques. C'est sans oublier la motion M-1, qui a été présentée par mon collègue et qui demande au gouvernement de créer un « New Deal vert », d'investir les sommes nécessaires pour atteindre la carboneutralité et d'accorder la priorité à la réconciliation.

Le député d'en face convient-il qu'il serait temps de repenser notre manière d'aborder la crise climatique et d'accorder aux communautés autochtones les investissements dont elles ont besoin?

M. Francis Drouin: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord. Voilà pourquoi, le 26 novembre 2021, le premier ministre et le premier ministre de la Colombie-Britannique ont annoncé la mise sur pied d'un comité de ministres fédéraux et provinciaux qui travailleront ensemble et avec les dirigeants autochtones afin d'encadrer l'apport d'un soutien aux familles, aux entreprises et aux communautés de la Colombie-Britannique qui ont été touchées par les phénomènes météorologiques extrêmes récents liés aux changements climatiques.

Nous collaborons avec nos partenaires afin d'améliorer la situation économique et sociale des Autochtones de sorte que ces derniers puissent investir dans les infrastructures et d'autres secteurs pour assurer leur bien-être tandis qu'ils luttent contre les changements climatiques et s'y adaptent.

LA PETITE ENTREPRISE

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Madame la Présidente, les agriculteurs sont inquiets, et pour cause. J'essaie d'obtenir un peu de certitude auprès du gouvernement pour les agriculteurs canadiens. J'ai interrogé la ministre de l'Agriculture à la période des questions. J'ai interrogé le ministère de l'Agriculture au comité. J'ai interrogé le ministère de l'Environnement, et j'ai interrogé l'industrie. Personne, je dis bien personne n'a pu confirmer si le gouvernement libéral a rejeté l'idée de limiter la quantité d'engrais que les Canadiens peuvent utiliser pour cultiver le grain.

Je vais expliquer quelle serait l'incidence de la restriction des engrais sur l'agriculture canadienne et pourquoi cette question est si importante. Au Canada, les producteurs de céréales et d'oléagineux ne disposent que d'environ 120 jours pour semer, cultiver et récolter leurs cultures. J'ai bien dit 120 jours. Il est absolument essentiel que les agriculteurs canadiens puissent utiliser tous les outils et les ressources modernes qui existent pour produire le plus de nourriture possible de la façon la plus efficace possible pendant ces 120 jours.

L'agriculture présente tant de possibilités pour le Canada en tant que pays exportateur. Notre pays produit suffisamment d'aliments non seulement pour nourrir les Canadiens, mais également pour nourrir le monde. Le Canada exporte 70 % de son soya, 75 % de son blé, 90 % de son canola et 95 % de ses légumineuses. On estime que la population mondiale augmentera de deux milliards d'habitants d'ici 2050, et la production agricole devra augmenter considérablement pour satisfaire cette demande.

En tant que pays exportateur, je crois que nous avons une excellente occasion de tirer parti de cet avantage concurrentiel dans le secteur agroalimentaire pour faire croître notre économie et créer des emplois au Canada. Nous pouvons réaliser ce potentiel tout en jouant un rôle important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, ce qui, selon moi, est notre obligation.

Comment pouvons-nous saisir cette occasion si le gouvernement limite l'industrie agricole? Comment pouvons-nous optimiser la production alimentaire si le gouvernement ne nous permet pas d'optimiser le rendement des cultures? Les experts ont déjà déclaré qu'il serait impossible de réduire les émissions des engrais de 30 % sans réduire la production agricole. Je suis agriculteur. À ce titre, je comprends la loi fondamentale de la nature qui veut que lorsque des nutriments sont extraits du sol, ils doivent être remplacés. Par exemple, un agriculteur applique un nutriment comme de l'azote dans le sol et la plante utilise cet azote pour croître et produire de la nourriture. Cet azote est éliminé du sol lorsque l'agriculteur récolte la culture, car ces nutriments ont été utilisés pour produire des aliments. Si l'agriculteur ne réapplique pas ces nutriments, le sol en contient moins et, par conséquent, son potentiel de production est moindre.

La croissance de nos cultures est synonyme de croissance pour notre pays. Nous devrions en être fiers, et non en avoir honte. J'espère que le gouvernement comprend que lorsque la production d'un agriculteur diminue, son revenu diminue aussi. J'espère que le gouvernement comprend aussi que lorsque le revenu des agriculteurs canadiens diminue, les revenus des localités et des communautés rurales diminuent aussi. La politique agricole a toujours été fondée sur le principe de maximiser les extrants et de minimiser les intrants.

Je me demande sérieusement si le gouvernement croit à cette philosophie. Si ce n'est pas le cas, il devrait le dire franchement aux familles agricoles canadiennes qui en dépendent pour leur subsistance.

Le gouvernement pourrait-il dire à la Chambre et à tous les agriculteurs canadiens s'il a exclu l'idée de limiter la quantité d'engrais qu'ils peuvent utiliser dans l'agriculture?

• (1850)

M. Francis Drouin (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Madame la Présidente, dans la foulée des phénomènes météorologiques extrêmes et du réchauffement planétaire, il est plus important que jamais que

Motion d'ajournement

nous protégeons nos sols, notre air et notre eau. Nous devons veiller à ce que nos terres agricoles soient saines et productives pour les générations à venir. Pour ce faire, nous devons abaisser les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole, qui continuent de représenter environ 10 % des émissions totales du Canada. Tous les secteurs de notre économie ont un rôle à jouer. Je sais que les agriculteurs fourniront leur part d'efforts et qu'ils en sont capables.

L'utilisation d'engrais a joué un rôle majeur dans le succès du secteur agricole ces dix dernières années. Par contre, les émissions associées aux engrais azotés de synthèse ont augmenté considérablement. C'est pourquoi, dans le plan climatique renforcé du Canada, le gouvernement a fixé un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre associées à l'utilisation d'engrais de 30 % par rapport au niveau de 2020, et ce, d'ici 2030.

J'aimerais d'abord clarifier un point, comme je l'ai fait la semaine dernière. La cible établie pour les engrais ne vise pas à réduire de 30 % l'utilisation des engrais. Si ma mémoire est bonne, j'avais répondu oui ou non. Notre approche est centrée sur la réduction des émissions causées par les engrais. Il ne s'agit pas d'une réduction obligatoire globale des taux d'application des engrais. Notre cible est ambitieuse, mais atteignable. Le Western Producer a mené un sondage informel sur cette cible de 30 %, auprès d'une dizaine d'experts en nutrition des sols. Les répondants ont presque tous convenu que notre objectif de réduction des émissions est réalisable et qu'il n'était pas nécessaire de s'adapter à une plus petite quantité d'engrais. Cette cible est nécessaire si nous voulons que notre secteur de l'agriculture et de la production alimentaire devienne plus durable sur les plans économique, social et environnemental, aujourd'hui et pour l'avenir.

Les agriculteurs canadiens ne sont pas laissés à eux-mêmes dans le cadre de cette approche. Nous allons collaborer étroitement avec les intervenants de l'industrie afin de comprendre les défis qui se présenteront en cours de route et déterminer comment nous pourrions atteindre les cibles ensemble. Nous examinons toutes les solutions pour réduire les émissions causées par les engrais, tout en investissant d'importantes sommes dans les programmes qui aident les agriculteurs à adopter de nouveaux produits et procédés de gestion durables.

Récemment, nous avons investi 165,7 millions de dollars pour élargir le Programme des technologies propres en agriculture, qui appuie la recherche, le développement et l'adoption de technologies propres, y compris des techniques d'agriculture de précision susceptibles d'améliorer l'efficacité de l'application des engrais; 185 millions de dollars pour le programme de Laboratoires vivants de Solutions agricoles pour le climat, qui réunit des agriculteurs, des scientifiques et d'autres intervenants pour la mise au point conjointe de nouvelles pratiques et technologies agricoles durables et adaptées au climat; et 200 millions de dollars pour le Fonds d'action à la ferme pour le climat afin de favoriser l'adoption immédiate de pratiques de séquestration de carbone et de réduction des émissions de gaz à effet de serre directement à la ferme, y compris la gestion de l'azote.

L'appui à l'agriculture durable est pour nous une priorité absolue. Nous sommes convaincus que l'objectif de réduction des émissions provenant des engrais sera fondé sur les pratiques, l'innovation et l'expertise que les agriculteurs et les scientifiques du Canada appliquent et mettent au point pour améliorer la gestion des éléments nutritifs et réduire les émissions tout en maintenant la qualité qui fait la renommée de l'agriculture canadienne partout dans le monde.

Motion d'ajournement

• (1855)

M. Dan Mazier: Madame la Présidente, cela fait partie du problème. Le député a fait beaucoup de progrès lorsqu'il s'agit de reconnaître la contribution importante des agriculteurs, mais pour l'industrie agricole, les discours demeurent souvent insaisissables. Elle ne parvient toujours pas à obtenir une réponse claire. Ce sont les producteurs qui sont les mieux placés pour savoir ce qu'il faut faire sur leurs terres et pour connaître les conditions de leurs terres.

Comme le député l'a reconnu, les agriculteurs font partie de la solution. Ils veulent en faire partie, et je souligne au passage que c'est l'une des rares industries où les intervenants peuvent faire partie intégrante de la solution et aider le gouvernement en ce sens. Depuis des années, le gouvernement fait abstraction des agriculteurs au lieu de travailler avec ces gardiens des terres. Nous l'avons vu à maintes reprises. Le gouvernement fait de beaux discours pour leur dire comment il va les aider, mais il n'est pas prêt à les écouter ou à travailler de concert avec eux.

Je vais demander des précisions à nouveau. Le gouvernement va-t-il...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Francis Drouin: Madame la Présidente, je rejette l'idée selon laquelle les agriculteurs ne seraient pas des innovateurs. Si les agriculteurs d'aujourd'hui pratiquaient l'agriculture comme nos grands-parents, ils feraient tous faillite. Les agriculteurs ont toujours été à la fine pointe de la technologie, et je suis sûr que le gouvernement du Canada, en partenariat avec les agriculteurs de l'ensemble du pays, sera capable d'atteindre cet objectif.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 59.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 10 février 2022

AFFAIRES COURANTES

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel

Mme Damoff 1963

Les délégations interparlementaires

M. McKay 1963

Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Châteauguay—Lacolle

Mme Shanahan 1963

Projet de loi S-207. Première lecture 1963

Adoption de la motion et première lecture du projet de loi 1963

Pétitions

Le trafic d'organes humains

M. Melillo 1963

M. Fast 1964

La vaccination obligatoire

M. Viersen 1964

La prestation canadienne pour les personnes handicapées

M. Morrice 1964

Questions au Feuilleton

M. Lamoureux 1964

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Les mesures obligatoires et les restrictions fédérales relatives à la COVID-19

Mme Bergen 1964

Motion 1964

M. Gerretsen 1965

M. Therrien 1965

Mme McPherson 1965

M. Berthold 1966

M. Lamoureux 1967

M. Simard 1967

M. Boulerice 1968

M. Duclos 1968

Mme Rempel Garner 1970

M. Savard-Tremblay 1971

Mme McPherson 1971

M. Lamoureux 1971

M. Bezan 1971

Mme Chabot 1972

M. Simard 1972

M. Duclos 1973

M. Epp 1973

M. Blaikie 1974

Mme Vignola 1974

M. Powlowski 1975

M. Brock 1975

M. Green 1976

Mme Wagantall 1976

Mme McPherson 1976

M. McKay 1978

Mme Zarrillo 1978

M. Trudel 1978

M. Davies 1979

M. Powlowski 1980

Mme Kramp-Neuman 1980

M. Blanchette-Joncas 1981

Mme Rempel Garner 1981

M. Lamoureux 1983

M. Champoux 1983

M. Blaikie 1983

Mme Dancho 1984

M. Boulerice 1985

Mme Chabot 1986

M. Lamoureux 1986

M. Lamoureux 1986

M. Vidal 1988

M. Simard 1989

M. McKay 1989

Mme Wagantall 1989

M. Champoux 1990

Mme Lantsman 1990

M. Gerretsen 1991

M. Champoux 1992

Mme McPherson 1992

M. Barrett 1992

M. Sarai 1993

M. Trudel 1994

Mme McPherson 1994

M. Sorbara 1994

Mme May (Saanich—Gulf Islands) 1996

M. Vis 1996

Mme Chabot 1996

M. Gerretsen 1996

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La santé

Mme Atwin 1997

Stephen Rayfield

M. Kurek 1997

Les manifestations en lien avec la COVID-19

M. Kusmierczyk 1997

Film Laurentides

Mme Gaudreau 1997

Le Mois de l'histoire des Noirs

Mme Martinez Ferrada 1997

Les Snowbirds des Forces canadiennes

M. Tolmie 1998

L'Ordre du Canada

M. Maloney 1998

| | |
|--|------|
| Le Prix pour l'excellence dans l'enseignement | |
| Mme Sahota | 1998 |
| La circonscription de Calgary Forest Lawn | |
| M. Hallan | 1998 |
| Julian Reed | |
| M. van Koeverden | 1999 |
| La vaccination obligatoire | |
| M. Uppal | 1999 |
| La vaccination obligatoire | |
| M. Motz | 1999 |
| Le Mois de l'histoire des Noirs | |
| Mme Koutrakis | 1999 |
| L'oléoduc Trans Mountain | |
| Mme Kwan | 1999 |
| Berthier—Maskinongé | |
| M. Perron | 2000 |
| Les manifestations en lien avec la COVID-19 | |
| M. Lewis (Essex) | 2000 |
| L'organisme Nutrition International | |
| Mme Kayabaga | 2000 |

QUESTIONS ORALES

| | |
|--|------|
| Les manifestations en lien avec la COVID-19 | |
| Mme Bergen | 2000 |
| M. Trudeau | 2001 |
| La santé | |
| Mme Bergen | 2001 |
| M. Trudeau | 2001 |
| Mme Bergen | 2001 |
| M. Trudeau | 2001 |
| M. Berthold | 2001 |
| M. Trudeau | 2001 |
| M. Berthold | 2001 |
| M. Trudeau | 2001 |
| Les manifestations en lien avec la COVID-19 | |
| M. Blanchet | 2002 |
| M. Trudeau | 2002 |
| M. Blanchet | 2002 |
| M. Trudeau | 2002 |
| M. Singh | 2002 |
| M. Trudeau | 2002 |
| M. Singh | 2002 |
| M. Trudeau | 2002 |
| La santé | |
| Mme Kusie | 2003 |
| M. Duclos | 2003 |
| Mme Kusie | 2003 |
| M. Duclos | 2003 |
| Mme Lantsman | 2003 |
| M. Alghabra | 2003 |
| Mme Lantsman | 2003 |
| M. Alghabra | 2003 |
| M. Lewis (Essex) | 2003 |

| | |
|--|------|
| M. Alghabra | 2004 |
| Mme Rood | 2004 |
| M. Alghabra | 2004 |
| Les manifestations en lien avec la COVID-19 | |
| M. Blanchet | 2004 |
| M. Holland | 2004 |
| M. Blanchet | 2004 |
| M. Holland | 2004 |
| Mme Michaud | 2004 |
| M. Mendicino | 2004 |
| Les affaires étrangères | |
| M. Chong | 2004 |
| Mme Joly | 2005 |
| M. Bezan | 2005 |
| Mme Joly | 2005 |
| M. Morantz | 2005 |
| Mme Joly | 2005 |
| Les aînés | |
| Mme Blaney | 2005 |
| Mme Khera | 2005 |
| La sécurité publique | |
| Mme McPherson | 2005 |
| M. Mendicino | 2005 |
| Le développement international | |
| Mme Valdez | 2006 |
| M. Sajjan | 2006 |
| L'agriculture et l'agroalimentaire | |
| M. Kurek | 2006 |
| Mme Bibeau | 2006 |
| Mme Stubbs | 2006 |
| Mme Bibeau | 2006 |
| M. Lehoux | 2006 |
| Mme Bibeau | 2006 |
| Les pêches et les océans | |
| M. Perkins | 2006 |
| Mme Murray | 2007 |
| Les aînés | |
| Mme DeBellefeuille | 2007 |
| Mme Khera | 2007 |
| Mme DeBellefeuille | 2007 |
| Mme Khera | 2007 |
| Les anciens combattants | |
| M. Caputo | 2007 |
| M. MacAulay | 2007 |
| M. Paul-Hus | 2008 |
| M. MacAulay | 2008 |
| La défense nationale | |
| Mme Findlay | 2008 |
| Mme Anand | 2008 |
| Le développement économique régional | |
| Mme Chatel | 2008 |
| Mme St-Onge | 2008 |
| Les affaires étrangères | |
| M. Ruff | 2008 |
| Mme Anand | 2008 |

| | |
|---|------|
| Les mesures de soutien économique en lien avec la COVID-19 | |
| M. McCauley | 2009 |
| Mme Qualtrough | 2009 |
| M. Gourde | 2009 |
| Mme Qualtrough | 2009 |
| Les manifestations en lien avec la COVID-19 | |
| Mme Dzerowicz | 2009 |
| M. Mendicino | 2009 |
| La fiscalité | |
| Mme Ashton | 2009 |
| Mme Freeland | 2009 |
| Les personnes handicapées | |
| M. Morrice | 2009 |
| Mme Qualtrough | 2010 |

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

| | |
|--|------|
| Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021 | |
| Projet de loi C-8. Deuxième lecture | 2011 |
| Motion d'adoption | 2012 |
| Adoption de la motion; deuxième lecture du projet de loi; renvoi à un comité | 2012 |
| Les travaux de la Chambre | |
| M. Brassard | 2012 |
| M. Holland | 2012 |
| Travaux des subsides | |
| Motion de l'opposition — Les mesures obligatoires et restrictions fédérales relatives à la COVID-19 | |
| Motion | 2013 |
| Mme Taylor Roy | 2013 |
| M. Richards | 2013 |
| M. Julian | 2014 |
| M. Lemire | 2014 |
| M. Brassard | 2014 |
| M. Lamoureux | 2016 |
| Mme Vignola | 2016 |
| M. Davies | 2016 |
| M. Cooper | 2016 |
| M. Lamoureux | 2017 |
| M. Desilets | 2018 |
| Mme Stubbs | 2018 |
| M. Gerretsen | 2018 |

| | |
|------------------------------------|------|
| M. Mazier | 2020 |
| Mme Vignola | 2020 |
| Mme Barron | 2021 |
| M. van Koeverden | 2021 |
| Mme Wagantall | 2021 |
| M. Ellis | 2022 |
| M. van Koeverden | 2023 |
| M. Lemire | 2024 |
| M. Davies | 2024 |
| Mme Thomas | 2024 |
| M. Lamoureux | 2026 |
| Mme Gill | 2026 |
| M. Davies | 2026 |
| Mme Michaud | 2027 |
| M. Lamoureux | 2028 |
| M. Hardie | 2028 |
| M. Desilets | 2029 |
| Mme DeBellefeuille | 2029 |
| M. Lemire | 2030 |
| M. Blois | 2030 |
| M. Berthold | 2031 |
| M. Seeback | 2031 |
| M. Blois | 2032 |
| Mme Vignola | 2032 |
| Mme Barron | 2033 |
| M. Hallan | 2033 |
| M. Blois | 2034 |
| Mme Vignola | 2035 |
| M. Davies | 2035 |
| M. Housefather | 2035 |
| M. Vidal | 2037 |
| Mme Vignola | 2037 |
| Report du vote sur la motion | 2037 |

MOTION D'AJOURNEMENT

| | |
|---------------------------------|------|
| L'aide aux sinistrés | |
| M. Cannings | 2037 |
| M. Naqvi | 2038 |
| Les affaires autochtones | |
| Mme Barron | 2039 |
| M. Drouin | 2039 |
| La petite entreprise | |
| M. Mazier | 2040 |
| M. Drouin | 2041 |

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>